This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

WIDENER
HN ZX7P B

2143.18

№ 8501

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

ÉTUDES

SUR

LA RÉVOLUTION

EN ALLEMAGNE.

Digitized by Google

PUBLICATIONS DU MÊME AUTEUR.

I. Béatrice, Poème, 1 vol. in-8°. — Paris, 1840.

II. Les Écrivains sacrés du XVIIe siècle. In-8°. — Strasbourg, 1841. (Discours prononcé à l'ouverture du cours de littérature française à la Faculté des lettres de Strasbourg.)

III. Scot Érigène et la Philosophie scolastique. 1 vol in-8°. —Strasbourg, 1843. (Thèse pour le doctorat ès-lettres.)

IV. De summa providentia res humanas administrante quid senserint prioris ecclesiæ scriptores et quæ fuerit apud eos hujus doctrinæ fortuna et incrementum. In-8° — Paris 1843. (Thèse pour le doctorat ès-lettres.)

V. Tableau du siècle de Louis XIV. In-8°. — Montpellier, 1843. (Discours prononcé à l'ouverture du cours de littérature française à la Faculté des lettres de Montpellier.)

VI. Études de Littérature étrangère. Novalis : sa vie et ses écrits. In-4°. — Montpellier, 1847. (Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier.)

VII. Histoire de la Jeune Allemagne. Études littéraires, 1 vol. in-8°. — Paris, 1848.

MONTPELLIER, IMPRIMERIE DE JEAN MARTEL AINÉ.

Digitized by Google

#

ÉTUDES

SUR

LA RÉVOLUTION

EN ALLEMAGNE,

PAR

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER,

Professeur de Littérature française à la Faculté des Lettres de Montpellier.

Desto fester sei, bei der allgemeinen Erschütt'rung,
Dorothea, der Bund! wir wollen halten und dauern,
Fest uns halten und fest der schönen Güter Besitzthum.
Denn der Mensch, der zur schwankenden Zeit, auch schwankend gesinnt ist,
Der vermehret das Uebel, und breitet es weiter und weiter;
Aber wer fest auf dem Sinne beharrt, der bildet die Welt sich.
Nicht dem Deutschen geziemt es, die fürchterliche Bewegung
Fortzuwälzen, und auch zu wanken hierhin und dorthin.
....
Du bist mein, und nun ist das Meine meiner als jemals.

(GOETHE, Hermann und Dorothea. Urania.)

TOME II.

PARIS,

LIBRAIRIE DE A. FRANCK,

RUE RICHELIEU, 67.

1853

Digitized by Google

l'amour, disons mieux, c'est la folie de l'unité. L'Allemagne a désiré l'unité comme un bien suprême, et, au lieu de chercher à l'établir d'abord dans les idées, dans les sentiments et les mœurs, elle a cru qu'il suffirait d'un article de loi pour refaire le travail des siècles. Elle a refusé de tenir compte de la réalité; elle s'est obstinée à ne pas voir les éléments contraires qu'il fallait rapprocher et unir; elle a procédé brusquement et révolutionnairement à une œuvre qui exigeait des précautions infinies. Là où il fallait préparer l'avenir par des transformations successives, elle a voulu se passer du concours du temps; elle a prétendu imposer une théorie à des faits qui la repoussent; elle a décrété que l'idéal, en dépit de toutes les lois de l'histoire, au mépris de l'expérience et du bon sens, deviendrait immédiatement le réel. Enfin, infatuée de cette fausse métaphysique, éblouie par les systèmes de ses théoriciens enthousiastes, elle a armé contre elle-même des forces qu'elle devait appeler à son aide. Qu'est-il arrivé? — Le contraire exactement de ce qu'elle se promettait avec une si orgueilleuse confiance. L'Allemagne est plus divisée que jamais, et, soutenu par la Russie, l'absolutisme rallie tous ses soldats. L'ancienne unité a disparu, et la liberté est en péril.

Le jour où le parlement de Francfort se réunissait, il y a un an déjà, l'espérance était encore

Digitized by Google

permise. Sans doute, quand on voyait sur les bancs de l'église Saint-Paul les plus fougueux politiques d'université, les plus obstinés constructeurs de systèmes, l'exaltation de ces docteurs devait inspirer des craintes; cependant, je le répète, il y avait place pour l'espoir, et bien des intelligences droites comptèrent sur les résultats heureux de cette grande Convention nationale. L'urgence du péril, pensait-on, donnera aux théoriciens de l'unité le sentiment des choses pratiques. Il sera difficile aux utopistes de continuer leurs édifices imaginaires, tandis que le pays est en feu et que la démagogie fait irruption de tous côtés. Il ne s'agit plus ici de métaphysique hégélienne ou de constructions historiques; la tribune de Francfort n'est pas la chaire du professeur à Bonn ou à Berlin; au lieu d'une centaine d'étudiants, c'est l'Allemagne entière qui écoute, l'Allemagne bouleversée, déchaînée, une Allemagne toute nouvelle où la Révolution triomphante a vaincu M. de Metternich, a humilié Frédéric-Guillaume IV, a pénétré de vive force dans la Diète, et n'a laissé debout qu'un seul pouvoir respecté, l'assemblée de l'église Saint-Paul. En présence d'une telle situation, aux prises avec des dangers si pressants, les faux systèmes, disions-nous, seront bientôt évanouis, et les esprits éminents qui s'enthousiasment d'une chimère ouvriront les yeux à la vérité.

Digitized by Google

Les premiers actes du parlement de Francfort confirmaient ces espérances ; pendant plusieurs mois, le parlement a été investi d'une grande force morale et l'a employée au service de l'ordre et du progrès. Bientôt cependant les folles prétentions ont reparu ; en voulant imposer du premier coup l'unité qui répugnait aux mœurs et aux intérêts des populations diverses, on a été conduit à diviser l'Allemagne plus profondément que jamais. Une fois ce premier sacrifice consommé, les théoriciens ne s'arrêtèrent plus ; ils avaient retranché l'Autriche comme un membre rebelle, afin de mieux assurer la fantastique unité qu'ils poursuivent ; lorsqu'ils eurent besoin de l'appui des démagogues pour donner la couronne impériale au roi de Prusse, ils subirent les conditions du radicalisme. Voilà où les a menés l'infatuation d'une théorie ! Patriotes passionnés, soldats dévoués des réformes constitutionnelles, ils ont sacrifié et une partie de l'Allemagne et une partie du vrai programme libéral à ce fantôme de l'unité qui leur échappe toujours !

Je voudrais raconter nettement cette confuse histoire ; je voudrais mettre en scène les hommes et les doctrines, signaler les péripéties de la lutte, faire connaître enfin les alternatives de bien et de mal qui ont honoré tour-à-tour et compromis l'influence du parlement de Francfort.

Digitized by Google

L'impartialité, j'ose le dire, ne me sera pas un devoir pénible. Si l'assemblée de Francfort eût travaillé efficacement à la constitution de l'unité allemande, il nous eût été difficile de nous intéresser à son succès : le jour où l'empire allemand se constituera, la France devra mettre la main sur son épée, et puisqu'on aura déchiré contre elle les traités de 1815, elle les déchirera aussi pour redemander ses frontières; mais, hélas! grâce aux fautes sans nombre des politiques de Francfort, ce danger ne nous menace guère : j'en vois un autre bien plus sérieux. Ce n'est pas l'unité de l'Allemagne qui peut nous effrayer à l'heure qu'il est, c'est la victoire de l'absolutisme préparée par les folies démagogiques. Si la victoire reste à l'ancien régime, quelle complication pour toute l'Europe et quel échec pour l'esprit de la France! Au lieu de ces pays constitutionnels qui grandissaient sous nos yeux pour porter au loin le triomphe de nos idées, c'est l'influence russe qui sera debout à nos portes. Je n'éprouverais donc aucune peine à étudier impartialement les travaux de l'assemblée de Francfort ; nos ennemis ne sont pas là. Ce qu'elle a fait de bien ne saurait plus nous nuire, et, si ses fautes nous créent un jour des périls sérieux, l'Allemagne elle-même en serait la première victime.

Reprenons confiance cependant; ni la liberté ni

Digitized by Google

la civilisation ne doivent périr. Eclairée par les évènements, pressée entre l'anarchie et le despotisme, l'Allemagne, tôt ou tard, saura retrouver ses voies. L'histoire que je vais commencer serait trop affligeante, si je n'étais soutenu en l'écrivant par ce sympathique espoir dans les destinées d'un grand peuple.

I.

L'agitation allemande et le comité de Heidelberg.

La révolution de février venait d'éclater. Un orage de quelques heures avait emporté la monarchie constitutionnelle, et le vieux roi dont l'habileté proverbiale contenait depuis dix-huit ans tous les efforts de la démagogie européenne, errait misérablement sur les chemins de l'exil. Un avenir inconnu, rempli à la fois d'espoir et de menaces, s'ouvrait aux imaginations. L'Allemagne surtout, travaillée comme elle l'était par une fermentation sourde, devait ressentir jusqu'au plus profond de son âme les émotions de ce formidable instant. La république proclamée à Paris! A ces mots, éclatant comme la foudre et courant de ville en ville avec une rapidité électrique, les plus graves pensées l'assaillirent en foule. La république de 1848 n'allait-elle pas se trouver en face d'une coalition de rois, comme sa terrible sœur de 92, et, provoquée

Digitized by Google

par l'ennemi, ne menacerait-elle pas à son tour l'intégrité de l'Allemagne? Ce n'est pas tout : ne verrait-on pas se déchaîner tous les éléments de désordre qui grondent depuis dix ans au sein des partis extrêmes? Les *humanistes* de la *jeune école hégélienne*, les disciples de Feuerbach et de Stirner, impatients de réclamer les droits de leur divinité récente, n'étaient-ils pas prêts à traduire dans la pratique la sauvage violence de leurs écrits? D'un autre côté, enfin, n'était-ce pas un devoir de mettre à profit les évènements de février pour établir d'une manière sérieuse les libertés constitutionnelles, pour fonder surtout cette unité allemande si ardemment désirée par toutes les intelligences d'élite? C'est ainsi que les dangers de la frontière, les inquiétudes de l'intérieur; les grands problèmes à résoudre, mille craintes, en un mot, et mille espérances confuses remplirent immédiatement les esprits.

Dès le lendemain du 24 février, des assemblées populaires se formaient sur toute la ligne du Rhin et délibéraient en tumulte. Le 27, à Mannheim, une réunion considérable, présidée par M. d'Itztein, avait formulé ses vœux dans une pétition hautaine qui réclamait l'armement du peuple, la liberté de la presse sans conditions, et la formation immédiate d'un parlement national où l'Allemagne entière ferait connaître ses volontés. Quatre cents

Digitized by Google

habitants de Mannheim, signataires de cette pétition, résolurent de la porter eux-mêmes à Carlsruhe. En vain le gouvernement badois, dès le 29, avait-il accordé la liberté de la presse, le droit de réunion et le jugement par le jury; les porteurs de la pétition partirent de Mannheim le 1er mars, et ce bruyant cortége, grossi des députations de Heidelberg et de toutes les villes du grand-duché, entra triomphalement à Carlsruhe comme dans une ville conquise.

Un mouvement semblable se produisait dans les pays voisins. Le duc de Hesse-Darmstadt fut obligé de se soumettre aussi promptement que le grand-duc de Bade aux exigences de la Révolution. Quatre députés de la seconde chambre, M. de Gagern, dont le rôle va singulièrement s'agrandir, M. Wernher, M. Lehne, M. Frank, adressèrent au gouvernement une pétition assez conforme à celle des habitants de Mannheim. Le grand-duc accorda quelques-uns des droits qu'on réclamait, et fit de vagues promesses pour les autres; la Chambre ne se déclara pas satisfaite, et le lendemain, 5 mars, le grand-duc de Hesse-Darmstadt, afin de conjurer l'orage, était forcé de partager son pouvoir avec son fils, l'archiduc Louis, dont la générosité libérale était une suffisante garantie pour les vainqueurs. Le 6 mars, l'archiduc Louis chargeait M. Henri de Gagern de composer un ministère.

Digitized by Google

Mêmes évènements, et plus graves encore, dans la Hesse-Électorale : les habitants de Hanau prirent les armes, et, si le grand-duc n'avait cédé, une lutte sanglante s'engageait. Le Wurtemberg s'agitait aussi ; l'assemblée populaire réunie à Stuttgart le 28 avait exprimé les mêmes vœux que les pétitionnaires de Mannheim et de Darmstadt, et, quelques jours après, les membres les plus avancés de l'opposition étaient investis du pouvoir. Dans le duché de Nassau, dans la Prusse rhénane, à Wiesbade, à Francfort, à Cologne, partout enfin sur cette ligne du Rhin où l'influence de la France se fait directement sentir, le bruit seul de la révolution de février avait conquis à l'Allemagne ces libertés qu'elle réclamait depuis si long-temps. Des bords du Rhin, le mouvement pénétra bientôt dans l'intérieur et jusqu'à l'extrémité de la Confédération. La Saxe et la Prusse, l'Autriche et la Bavière, adressèrent les mêmes remontrances à leurs gouvernements et obtinrent les mêmes réformes, en attendant les révolutions qui devaient, à la fin du mois de mars, consacrer à Vienne et à Berlin l'orageux commencement d'une époque nouvelle.

On comprendrait mal ce qui se passait alors à Heidelberg, on méconnaîtrait l'origine vraiment extraordinaire du parlement de Francfort, si l'on ne se rappelait ce rapide et universel soulèvement

Digitized by Google

de l'Allemagne après notre révolution de février. La liberté était conquise ; liberté précaire, pensait-on, tant que l'unité n'existait pas : *ex unitate libertas*. Il y avait long-temps que les intelligences d'élite, d'accord en cela avec le patriotisme populaire, se proposaient cette grande tâche de l'unité allemande avec toute l'intrépidité de l'inexpérience ; cette fois, le triomphe des idées libérales aux premiers jours de mars, la soumission des gouvernements, l'enthousiasme des populations, tout enfin semblait provoquer les rêveurs. Jamais les vieux pouvoirs n'avaient été plus désarmés, jamais une situation si favorable n'avait frayé le chemin des aventures. Il fallait seulement se hâter. Déjà la pétition de Mannheim avait exprimé le vœu de l'opinion publique : une assemblée nationale fera connaître les volontés de la patrie. Tout-à-coup quelques hommes d'élite, sans autre mandat que la gravité des circonstances, sans autre droit que le droit du plus hardi, conçoivent la pensée de donner une prompte satisfaction aux pétitionnaires et de convoquer enfin le parlement des peuples allemands.

Le 5 mars, au milieu des commotions qui ébranlaient déjà toute cette partie du pays, au milieu des émeutes qui soulevaient toutes les villes, cinquante et un citoyens réunis à Heidelberg prirent l'initiative de cette révolution pacifique.

Digitized by Google

C'étaient presque tous des membres influents de l'opposition dans les chambres; les autres, connus par leurs écrits ou par leurs actes, publicistes, professeurs, avocats, étaient naturellement désignés pour l'œuvre audacieuse qui se préparait. L'urgence du péril ne laissant pas le temps de convoquer tous les hommes éminents du parti libéral en Allemagne, il avait fallu s'adresser exclusivement aux contrées les plus voisines. A cette assemblée improvisée, le duché de Bade fournit vingt membres, le Wurtemberg neuf, la Hesse six, la Bavière cinq, la Prusse rhénane quatre; Francfort, le duché de Nassau et l'Autriche envoyèrent les six derniers. L'esprit qui dominait la réunion était franchement et hardiment libéral, le parti républicain y était représenté aussi, et même dans une mesure beaucoup trop considérable pour l'expression sincère de la pensée publique; mais ce n'était pas là un danger sérieux. Le comité de Heidelberg se proposait de frayer la route à l'assemblée de l'Allemagne tout entière; les électeurs, on le pensait bien, rectifieraient un jour ces inexactitudes inévitables et remettraient chaque parti à sa place : c'est ainsi que M. Hecker et M. de Struve, les chefs de la démagogie badoise, siégeaient à Heidelberg à côté de M. Hansemann; c'est ainsi que M. Brentano et M. Wiesner, les futurs membres de l'extrême gauche au parlement

Digitized by Google

de Francfort, étaient associés à l'œuvre de M. Gervinus. Parmi les membres les plus distingués de la réunion de Heidelberg, il faut citer, avec les noms que je viens d'écrire, l'élite des hommes politiques du duché de Bade, M. Bassermann, M. Welcker, M. de Soiron. Le Wurtemberg était dignement représenté par M. Frédéric Roemer, l'ami d'Uhland et de Paul Pfizer, que nous retrouverons bientôt dans le comité de constitution à Francfort. Les énergiques députés de Hesse-Darmstadt, M. Wernher, M. Lehne, M. Frank, y tenaient aussi parfaitement leur place. Quant au plus éminent de tous, M. Henri de Gagern, appelé, le lendemain, au gouvernement de son pays, il ne voulut pas cependant se séparer de l'œuvre commencée à Heidelberg; il signa les grandes mesures de l'assemblée, jaloux d'attacher son nom à cette entreprise extraordinaire et d'accroître l'autorité morale dont elle avait besoin.

Dès la première séance du 5 mars, les cinquante et un rédigèrent le programme de leur politique. « Les gouvernements, disaient-ils, n'interviendront pas dans les affaires de la France. L'Allemagne n'inquiètera pas la liberté des autres peuples, décidée qu'elle est à maintenir aussi contre l'étranger sa pleine indépendance. Les souverains allemands, s'il était nécessaire de tirer

Digitized by Google

l'épée, se confieront à la fidélité et au courage de la nation, et ne feront jamais alliance avec la Russie. Une assemblée des représentants de toute l'Allemagne sera réunie dans le plus bref délai, tant pour conjurer les périls au-dedans et au-dehors que pour développer toutes les forces et tous les trésors de la nationalité germanique. » Quand ce programme fut revêtu de toutes les signatures, les cinquante et un nommèrent un comité de sept membres, chargé de préparer la convocation de l'assemblée nationale. Les sept membres étaient choisis de manière à représenter presque tous les États dont les délégués avaient pris part aux délibérations de l'assemblée. Il fallait, en effet, que tous agissent ensemble, et que chacun d'eux cependant eût une action spéciale sur son pays : M. Stedtmann représentait la Prusse rhénane, M. de Gagern la Hesse-Darmstadt, M. Roemer le Wurtemberg, M. Willich la Bavière, M. Winding la ville de Francfort ; le duché de Bade, d'où le mouvement était parti, avait à lui seul deux représentants : c'étaient les deux chefs infatigables de l'opposition constitutionnelle, M. Welcker et M. d'Itztein, le premier comprenant déjà le besoin d'une résistance intelligente, le second, au contraire, tout prêt à se jeter dans les folies démagogiques.

Le comité des sept se mit à l'œuvre, et le

Digitized by Google

12 mars une proclamation signée de ces noms chers au pays convoquait à Francfort, pour le jeudi 30 mars, tous les anciens membres et tous les membres présents des chambres constitutionnelles. Un certain nombre d'hommes éminents, choisis en dehors des chambres et investis de la confiance populaire, recevraient bientôt, disait-on, des invitations spéciales. Le vendredi 31 mars, ce parlement préparatoire *(Vorparlament)* ou assemblée des notables *(Notabeln Versammlung)*, chargé de faire la loi électorale, de parer aux nécessités du moment et de convoquer définitivement la véritable assemblée de la nation, tiendrait à Francfort sa première séance. Le rendez-vous était donné d'une manière solennelle, mais sans prétention et sans faste. Il y a presque toujours une beauté sévère dans ces premières transformations appelées par la conscience de tout un peuple. Ne sentez-vous pas ici quelque chose de 89? La Révolution s'avançait sans fureur, sans violence, sans aucune brutalité anarchique; le flot montait majestueusement.

Il est rare pourtant, même en Allemagne, que les excès de la populace ne troublent pas les révolutions les plus pures. Pendant toute la seconde moitié du mois de mars, Francfort fut envahi par les clubs. Les démagogues, suivis de leurs bandes, y affluaient de tous côtés, et s'apprêtaient à sur-

Digitized by Google

veiller le parlement. Il n'était pas bien sûr, en un mot, que cette assemblée, convoquée d'une façon révolutionnaire par un comité sans mission, pût trouver grâce devant les agitateurs et délibérer librement. Le parti exalté parlait haut dans les clubs et les tavernes. Les deux meneurs, M. Hecker et M. de Struve, prêchaient ouvertement la république : le premier, sans théorie précise, sans aucune trace de doctrine sérieuse, n'ayant à lui que l'éloquence avinée d'un étudiant badois en belle humeur; le second, cherchant une sorte de système dans le *Contrat social*, mauvais scribe nourri de Robespierre et de Saint-Just, fanatique au teint hâve, à l'austérité pédantesque, un des moines mendiants de la démagogie; tous deux, enfin, profondément méprisés des révolutionnaires du Nord, et incapables, si la république triomphait, de tenir une heure seulement devant les montagnards de l'école hégélienne.

Heureusement pour la tranquillité de Francfort, les démagogues n'étaient pas seuls; chaque jour, à chaque heure, du nord, du centre, du sud de l'Allemagne arrivaient, accompagnés d'amis et de compatriotes, les membres du parlement qui allait s'ouvrir. Un auditoire nouveau remplissait les assemblées populaires, et les orateurs furent plus d'une fois décontenancés, n'étant plus soutenus par leurs fidèles. Le 30 mars pourtant, la veille au

Digitized by Google

soir de l'ouverture du parlement, le club du *Weidenbusch*, où s'agitait la rhétorique furieuse de M. Hecker, fut le théâtre d'une manifestation républicaine qui pouvait sembler de mauvais augure pour les délibérations du lendemain. Les membres de l'assemblée qui arrivèrent ce soir-là à Francfort, purent entendre des milliers de voix demander la république. La république en Allemagne! La république imposée à quarante millions d'hommes par le *peuple* de M. Hecker! C'était pousser un peu trop loin la naïveté du plagiat. Nos démagogues parisiens sont de vulgaires et odieux imitateurs d'une terrible époque. M. Hecker et M. de Struve ne sont-ils que les copistes de nos copistes? En vérité, est-ce bien à Francfort que nous sommes? Où donc est cette originalité allemande qui craint si fort de nous ressembler? Les plagiaires, par malheur, se retrouveront souvent sur notre chemin; mais patience! les délégués sont fidèles au rendez-vous, le parlement préparatoire commencera demain ses travaux; cette fois-ci du moins le spectacle sera tout-à-fait allemand.

Le 31 mars 1848, à huit heures et demie du matin, tous les députés des chambres allemandes et tous les citoyens libéraux convoqués par le comité des sept étaient réunis dans cette grande salle du Roemer où se faisait le couronnement des empereurs. La Prusse seule avait envoyé 141 députés,

Digitized by Google

le duché de Hesse-Darmstadt 84, le grand-duché de Bade 72, le Wurtemberg 51, la Bavière 44. Les autres pays de l'Allemagne étaient représentés dans une mesure assez équitable ; exceptons pourtant l'Autriche, qui, n'ayant pas de chambres et ne possédant que des publicistes inconnus, dut se résigner d'abord à ne compter que deux voix dans l'assemblée des notables, M. le comte Vissingen et M. le docteur Wiesner. Six autres délégués, parmi lesquels M. Schuselka et M. Kuranda, furent adjoints plus tard à ceux que je viens de nommer et prirent une part active aux délibérations. Si l'Autriche n'avait que deux représentants, le Schleswig-Holstein en avait neuf, et l'orgueil allemand, on le pense bien, triomphait de les voir là. Depuis plus de deux ans, l'Allemagne et le Danemarck se disputaient le Schleswig ; la présence des députés de ce pays au sein de l'assemblée de Francfort semblait un défi jeté au Danemarck et un gage solennel de la victoire. En un mot, si arbitraire qu'elle fût, et malgré l'absence de l'Autriche, la réunion du 31 mars était une image assez fidèle de la situation de l'Allemagne.

Le comité de Heidelberg n'avait pas seulement convoqué cette assemblée ; il lui avait indiqué un programme et préparé un règlement. On put donc procéder sans délai à la nomination du bureau. La séance avait été ouverte par le président d'âge,

Digitized by Google

M. Schmidt (de Brême); le président élu fut M. Mittermaier, professeur à l'université de Heidelberg et ancien président de la chambre des députés du duché de Bade. L'assemblée nomma ensuite quatre vice-présidents, MM. Dahlmann, d'Itztein, Robert Blum et Jordan (de Marbourg). Les huit secrétaires étaient MM. Bauer (de Bamberg), Schwarzenberg (de Cassel), Wolfgang Müller (de Düsseldorf), Varrentrapp (de Francfort), Kierulff (de Rostock), Blankenhorn (de Mülheim), Briegleb (de Cobourg), et enfin l'un des publicistes célèbres de la Prusse, M. Henri Simon (de Breslau). Le bureau une fois constitué, vers neuf heures et demie, de nombreuses salves d'artillerie annoncèrent au loin la nouvelle, toutes les cloches de la ville sonnèrent à pleine volée, et les notables, sortant du Roemer, se mirent en marche vers l'église Saint-Paul, escortés par une double haie de gardes nationaux et salués des acclamations d'une foule immense.

II.

L'église Saint-Paul. — Les quatre journées du *Vorparlament* — Luttes du parti constitutionnel et des républicains. — M. Henri de Gagern. — Soumission de la Diète. — Le Comité des Cinquante. — Enthousiasme de Francfort.

Il serait difficile au premier coup-d'œil d'assigner exactement la destination de l'église Saint-

Digitized by Google

Paul. Si ce bâtiment ressemble à quelque chose, c'est bien plus à un temple antique qu'à un édifice chrétien. Figurez-vous une large enceinte de forme circulaire, dont la partie centrale est entourée de colonnes. Sur ces colonnes repose un énorme jubé, ou, si vous l'aimez mieux, une galerie supérieure assez vaste pour contenir aisément deux mille personnes. Ce singulier temple, disait récemment un spirituel écrivain de la *Gazette d'Augsbourg*, semble avoir été dédié par l'architecte à l'un des dieux inconnus de l'avenir; et puisse le dieu arriver bientôt! En attendant la divinité nouvelle, l'assemblée des notables prit possession de l'église Saint-Paul, le 31 mars, au milieu d'une affluence tumultueuse dont l'attitude naïvement révolutionnaire donnait le plus étrange aspect à ses délibérations.

Entrons avec la foule dans la vaste galerie d'en haut. Cette partie centrale, que je viens d'indiquer, est occupée par les notables. En face d'eux s'élève la chaire, devenue aujourd'hui une tribune; derrière la tribune, on a dressé l'estrade du haut de laquelle le président doit diriger les débats. A droite et à gauche de la tribune et de l'estrade du président, d'immenses draperies rouges tombent entre les colonnes, et cachent ce côté de l'enceinte que la forme même du bâtiment condamne à rester inutile. Sur ces draperies

Digitized by Google

rouges, voyez les ornements noir et or qui complètent les couleurs de l'empire. Enfin, là-haut, là-haut, bien au-dessus de l'estrade, à l'extrémité des colonnes, regardez cette personnification de l'Allemagne, cette colossale Germania. Pourquoi faut-il, hélas! que, malgré tous les efforts du peintre, il y ait sur cette noble figure beaucoup plus d'intelligence que de netteté, beaucoup plus de vertus mystiques que de bon sens et de résolution? Fâcheux symbole, si c'en est un; triste présage des destinées du parlement!

Mais le bruit, les cris, le tumulte des spectateurs, viennent nous distraire de ces pensées chagrines. L'amphithéâtre où siègent les députés est continué par de longues rangées de bancs, qui remplissent tout l'espace compris derrière les colonnes; une foule bruyante occupe ces sommets, et, séparée du parlement par des balustrades, semble dominer l'assemblée comme la montagne domine la plaine.

Ce n'est pas tout : bien au-dessus de ce second amphithéâtre, au niveau de cette belle Germania trônant comme une reine mystique sur les hauteurs, la grande galerie que supportent les colonnes est envahie par une multitude formidable. Deux mille personnes se heurtent dans ce forum tumultueux soulevé en l'air, on le dirait vraiment, pour mieux exprimer la souveraineté du peuple. Jamais

Digitized by Google

les tribunes n'ont pesé plus lourdement sur une assemblée. Que vous semble de ces six cents députés pressés, dominés, enveloppés de toutes parts? Qu'ils paraissent petits et faibles sous la rude main de la foule! Le président du moins saura-t-il contenir les vagues et détourner les tempêtes? Cette affectueuse bonhomie, cette bienveillance toujours prête, ce sourire qui jamais ne s'efface, est-ce assez pour gouverner une assemblée révolutionnaire? Je crains bien que non. Qui sait cependant? Il y a une indécision naïve qui peut ressembler à une tactique savante; il y a de doux et candides esprits qui valent mieux que de profonds politiques. S'il ne faut pas, même en Allemagne, heurter trop vivement la Révolution, s'il convient de la saluer et de lui sourire, s'il y a de l'habileté à ne voir d'adversaires nulle part et à être enchanté de tout ce qui se passe, M. Mittermaier est le plus habile des hommes; sa douceur désarmerait une émeute.

Le discours par lequel M. Mittermaier ouvrit la première séance de l'église Saint-Paul est tout rempli de cette complaisance banale que l'on n'a pas le courage de blâmer chez ce digne et illustre vieillard. Il y est question du géant qui s'éveille, c'est-à-dire de l'esprit du peuple, du peuple qui gagne son pain à la sueur de son front et qui réclame enfin une meilleure organisation de la société. Un peu plus loin, c'est une espérance

Digitized by Google

donnée au parti modéré en des termes bibliques : l'esprit de l'ordre doit triompher, car il domine tout, le monde physique et le monde moral ; il est ce *spiritus Dei* qui était porté sur les eaux primitives et qui débrouilla le chaos. Tous les partis devaient être contents. Ajoutez à cela que le vénérable professeur de Heidelberg avait l'air de présider une réunion de famille, et que, souriant aux plus farouches montagnards, il les appelait toujours *mes chers amis*.

Je n'omettrai pas ici une circonstance qui caractérise assez bien cette assemblée des notables. Au moment où M. Mittermaier ouvrait la discussion sur le programme légué à l'assemblée par le comité de Heidelberg, un député du duché de Bade, M. Mez, monta à la tribune et s'exprima ainsi : « Mes frères d'Allemagne, Franklin, le grand Franklin, l'homme de la raison, de la liberté et de la vertu, avait coutume de dire qu'il était profondément convaincu de la vérité de ce verset de la Bible : Si le Seigneur ne bâtit pas avec vous, vous bâtirez en vain. Mes frères, je déclare du haut de cette tribune que, comme Franklin, je crois fermement à ces paroles ; je déclare que, comme Franklin l'a fait maintes fois, je prie le Seigneur de nous aider dans notre construction pour qu'elle s'élève avec succès. C'est un grand édifice que nous voulons construire ; c'est d'un bon et

Digitized by Google

puissant secours que nous avons besoin. Je prie donc M. le président d'engager tous les citoyens qui adoptent comme moi cette vérité suprême à exprimer leur adhésion en se levant. »

A cette proposition, tout empreinte qu'elle fût d'une fausse bonhomie déclamatoire, l'assemblée entière se leva. L'esprit de l'Allemagne du sud, on le voit aisément, dominait dans le parlement des notables. Les révolutionnaires de Bade, de Francfort, du Wurtemberg, à ce moment-là surtout, étaient médiocrement initiés à l'athéisme des radicaux de Berlin; ni M. Arnold Ruge, ni M. Charles Grün, ni M. Nauwerck, les dignes maîtres de M. Proudhon, ne siégeaient à cette première assemblée de Francfort. Les radicaux que Berlin y avait envoyés étaient tous, en attendant mieux, des agitateurs modérés; ils n'avaient pas porté la Révolution dans le ciel et détrôné le Créateur. Les *humanistes* de la *jeune école hégélienne* voient dans la divinité un simple reflet de nous-mêmes, et veulent bien avertir le genre humain qu'il est depuis six mille ans prosterné devant son ombre: l'assemblée des notables ne contenait aucun des fidèles de cette nouvelle église. Les plus hardis en fait de révolutions religieuses, ce n'étaient ni M. Bruno Bauer ni M. Feuerbach; c'étaient un pasteur rationaliste, M. Wislicenus, et l'ancien chapelain de Laurahütte, le fondateur infortuné

Digitized by Google

du *catholicisme allemand*, le médiocre et emphatique Jean Ronge. Voilà comment la solennelle proposition de M. Mez fut accueillie avec un empressement unanime. M. Vogt lui-même, le seul athée qui pût représenter l'école hégélienne parmi les notables, tout surpris sans doute de cette adhésion spontanée et vraiment dépaysé au milieu de tant de croyants, M. Vogt ne protesta pas.

Aussitôt la discussion fut ouverte. Le comité de Heidelberg avait transmis aux notables un programme complet pour guider leurs délibérations. C'était une manière de gagner du temps. L'assemblée des notables aurait été obligée de nommer une commission pour préparer ce travail; le comité des sept, siégeant à Heidelberg pendant tout le mois de mars, avait épargné cette peine à l'assemblée, et lui fournissait le moyen de commencer immédiatement ses délibérations. Ce programme du comité des sept, fortement empreint de l'esprit monarchique et constitutionnel, devait être attaqué et défendu avec une ardeur opiniâtre; ce fut la première bataille rangée que se livrèrent à Francfort la démagogie et la liberté, l'esprit de révolution et l'esprit de réforme.

A peine M. Mittermaier avait-il achevé de lire le premier paragraphe du programme des sept, qu'un orateur s'élance à la tribune : c'est M. de Struve, le chef des républicains badois. Sans se soucier du

Digitized by Google

programme de Heidelberg, il fait une proposition qui est elle-même un programme tout entier, et quel programme, juste ciel! Avec quels ménagements habiles ce grand politique va préparer les transformations de son pays! Par quelles transitions inaperçues, par quels chemins naturellement frayés il va conduire ses compatriotes vers ce but si sérieux de l'unité allemande! Comme il se gardera bien de heurter les opinions et d'accumuler les obstacles là où les obstacles sont déjà si nombreux! Le programme de M. de Struve se termine par cet article qui me dispense de citer les autres : « Les royautés sont abolies. Elles sont remplacées par des parlements issus du suffrage universel, à la tête desquels siègeront des présidents élus aussi par le suffrage du peuple. Tous ces parlements seront unis par des liens communs, à l'exemple des États-Unis de l'Amérique du Nord. »

Puis, après une proclamation adressée au peuple à la suite de ce programme, M. de Struve terminait ainsi : « Nous siègerons à Francfort jusqu'à ce qu'une assemblée nationale librement élue puisse prendre en main les affaires du pays. Dans l'intervalle, nous élaborerons les projets de lois, et, par l'installation d'une commission exécutive, nous préparerons la régénération de l'Allemagne. » La question était nettement posée; c'était la révolution, une révolution complète, radicale, que

Digitized by Google

décrétait M. de Struve. Cette netteté même, on le pense bien, éloignait le péril; la proposition de M. de Struve était trop intelligible pour être bien dangereuse.

Un tacticien plus expert s'empressa de venir à son aide. Voyez ce petit homme aux yeux clairs et perçants, à l'attitude froide et résolue; c'est un avocat saxon, M. Schaffrath. M. Schaffrath n'a pas la verve étourdie de M. de Struve, il ne parle ni de république ni de gouvernement provisoire. Que vient-il discuter à la tribune? — Une simple question de forme. L'assemblée nommera un comité chargé d'examiner non-seulement le programme de Heidelberg, mais tous les programmes, toutes les propositions qui lui seront faites: c'est tout ce que demande M. Schaffrath. — Il professe, dit-il, la plus sincère estime pour les sept membres du comité de Heidelberg; mais ce comité a-t-il été élu par l'assemblée de Francfort? est-il l'expression de cette assemblée nouvelle? Depuis le jour où ce comité s'est réuni, tout un mois ne s'est-il pas écoulé? Un mois, depuis le 24 février, c'est plus qu'un siècle. Que de choses changées pendant ce long intervalle! L'ancien régime vaincu à Berlin et à Vienne, M. de Metternich en fuite, le Schleswig délivré du joug danois, l'Allemagne entière en possession des libertés constitutionnelles! Nommez donc un comité qui soit l'expression fidèle de l'as-

Digitized by Google

semblée et qui ait l'autorité nécessaire pour préparer efficacement vos travaux. — Encore une fois, l'orateur semble ne traiter qu'une simple question de procédure : prenez garde cependant ; à l'insistance qu'il y met, à l'âpreté de sa logique, vous devez sentir qu'il s'agit d'une chose grave. Si la proposition de M. Schaffrath est votée, la commission s'assemble, les programmes se succèdent sans relâche, et ce parlement des notables, convoqué surtout pour faire la loi des élections, va devenir peu à peu une convention souveraine qui ajournera indéfiniment la véritable assemblée nationale.

Le comité de Heidelberg sentit l'imminence du danger. La proposition de M. Schaffrath menait par un chemin détourné au but que proclamait si maladroitement M. de Struve. Un des membres éminents de ce comité, M. Welcker, prend aussitôt la parole : « Messieurs, dit-il, toute la question est de savoir si vous entendez prolonger la situation extraordinaire de cette assemblée. » Et, dévoilant la tactique de M. Schaffrath, il demande s'il est bien, si c'est un acte loyal de retarder la convocation du vrai parlement germanique. Ces simples paroles que lui dicte le bon sens sont prononcées par M. Welcker avec une animation prodigieuse ; une colère mal contenue éclate dans l'émotion de sa voix, dans la vivacité de son langage. Il n'y aura pas de malentendu, la gravité de la discussion a

Digitized by Google

été comprise par tous ; il est clair que, dans cette question de règlement, c'est la révolution régulière et la démagogie aventureuse qui sont aux prises. M. Gervinus, qui remplace M. Welcker à la tribune, n'était pas membre du comité des sept ; il était de cette réunion des cinquante et un d'où sont sortis et le comité des sept et le parlement des notables. Le comité des sept, a dit M. Schaffrath, ne représente plus rien ; c'est à cela que répond M. Gervinus en quelques paroles nettes et hautaines. « La proposition de M. Schaffrath, s'écrie-t-il, aura cette conséquence nécessaire de substituer au programme du comité qui existe le programme d'un comité qui n'existe pas. Je prie M. le président de demander à l'assemblée si elle est de cet avis. » On ne pouvait mieux poser la question et provoquer plus clairement la réponse ; par malheur, l'indécision de M. Mittermaier faillit tout perdre ; ses scrupules lui défendirent de fermer si tôt le débat, et la bataille recommença de plus belle.

C'est M. Robert Blum qui vint appuyer la proposition de M. Schaffrath, et il le fit avec une douceur, avec une tranquillité singulières. Beaucoup plus modéré dans la forme que ne l'avait été M. de Struve, M. Schaffrath avait montré cependant une certaine vivacité de légiste ; M. Robert Blum, cité par quelques-uns comme le futur O'Connell de l'Allemagne, et qui devait mourir si misérable-

Digitized by Google

ment, victime à la fois et des entraînements de la démagogie et des vengeances de l'absolutisme, M. Robert Blum débuta au parlement des notables avec une sorte de bonhomie naïve qui révélait chez lui un talent fort original, le talent d'un diplomate au service des passions populaires. « Le comité des sept a fait son programme, disait Robert Blum, laissez-nous faire le nôtre. » Et cette pétition était débitée d'un ton si débonnaire! Il y avait tant de candeur dans cette façon d'arranger les choses! On voit que de M. de Struve à Robert Blum, de la menace à la caresse, on avait parcouru toute la gamme de l'éloquence démocratique. Aussi le débat, si sérieux tout-à-l'heure, prenait une physionomie plaisante, et plus d'un esprit déconcerté cherchait vainement un point lumineux dans les ténèbres de cette discussion.

Ne demandez pas cette éclaircie à l'orateur qui remplace M. Robert Blum. M. le docteur Eisenmann, l'un des martyrs de l'ancien régime, l'un des hôtes les plus assidus des prisons de la Bavière rhénane, monte à la tribune pour soutenir le comité des sept; mais M. Eisenmann n'aime pas à s'enrôler sous une bannière. Son rôle de conspirateur émérite et de prisonnier perpétuel, bien loin d'irriter son humeur, lui a donné le goût d'une originalité paisible. En le voyant monter à la tribune, tous ceux qui se rappellent sa longue

Digitized by Google

captivité si noblement soufferte, s'attendent à une parole énergique, à une pensée résolue : vain espoir! l'originalité de M. Eisenmann consiste à dérouter ses amis. Le comité des sept propose un programme que la gauche trouve trop timide; M. Eisenmann le déclare excessif et engage l'assemblée à ne rien faire.

La discussion allait se traîner encore au milieu de ces bizarreries, si un homme résolu, s'emparant du débat et le gouvernant avec force, n'eût rallié la majorité indécise par la sûreté de son coup-d'œil et l'autorité de sa parole. Voyez-le monter à la tribune; regardez ce beau front, cet œil fier, ce geste superbe : voilà un chef de parti. Ce parlement des notables et celui qui en sortira un jour ne produiront pas un homme d'état plus considérable. Si quelqu'un doit régner sur cette assemblée sans expérience qui fait son éducation en face de l'Europe et sous la pression d'un auditoire révolutionnaire; si quelqu'un est digne de représenter le parlement de Francfort, de le contenir parfois, de le charmer toujours, et peut-être de se perdre follement avec lui, — regardez bien, — c'est le noble orateur qui prend en ce moment la parole, c'est M. le baron Henri de Gagern.

Ce n'est pas ici que je veux peindre M. de Gagern. Les occasions ne nous manqueront pas pour placer ce portrait dans son meilleur jour. Attendons que le

Digitized by Google

brillant orateur préside le parlement de Francfort, attendons surtout qu'il remplace M. de Schmerling à la tête du ministère de l'empire. C'est alors que le rôle de M. de Gagern acquiert toute sa valeur et qu'il convient d'étudier en détail cette personnalité puissante. Un mot seulement pour introduire M. de Gagern au milieu de la lutte qui s'agite. Fils d'un homme qui a joué un certain rôle dans la diplomatie allemande, M. Henri de Gagern fut de bonne heure entouré d'exemples et de conseils qui décidèrent de sa vocation politique. Cette pratique des affaires qui fait si cruellement défaut, dans les temps de révolutions, aux hommes d'état improvisés, ne manquait pas à M. de Gagern quand les évènements de 1848 le portèrent tout-à-coup au pouvoir. Sans être complète, on le verra bien, son éducation avait été sérieuse et forte. Chargé, bien jeune encore, de fonctions importantes dans l'administration du grand-duché de Hesse-Darmstadt, il avait trente-trois ans quand les électeurs l'envoyèrent à la chambre des députés. Il est entré dans cette chambre au mois de décembre 1832, et il n'en est plus sorti que pour siéger aux assemblées de Francfort. On a trop peu suivi, en France, le travail de l'Allemagne méridionale depuis 1830. Dans ces assemblées du duché de Bade, de la Hesse-Darmstadt, du Wurtemberg, de la Bavière, si restreintes que fussent les garanties constitu-

Digitized by Google

tionnelles et les libertés de la tribune, des esprits éminents maintenaient avec habileté les droits conquis et luttaient contre les envahissements de la Diète. Soutenues sans espérance de gloire sur un théâtre obscur, ces nobles luttes n'étaient pas sans profit pour l'opposition libérale. Des hommes d'état y grandissaient, et, tandis que l'Allemagne du nord, avant la belle saison parlementaire de Berlin en 1847, dépensait toute sa force dans les systèmes et les utopies, les chambres de Carlsruhe, de Stuttgard, de Darmstadt, préparaient des intelligences claires et des volontés droites pour les discussions de l'avenir. C'est là que s'est formé M. Henri de Gagern. M. de Gagern n'est ni un penseur ni un écrivain, comme le sont presque tous les hommes considérables de son pays; c'est avant tout un esprit politique. Doué d'un sens vif et net, dressé au maniement des affaires, habile à découvrir le meilleur parti en toutes choses, il semble destiné au pouvoir. Pour user sagement de ce pouvoir, il lui reste encore sans doute bien des qualités à acquérir; nous le verrons commettre bien des imprudences au parlement de Francfort. Tel qu'il est toutefois, et en attendant les leçons de l'expérience, c'est bien un homme politique, c'est bien un chef de parti qui va monter à la tribune dans cette première séance du 31 mars 1848. Cette réputation d'ailleurs l'y accompagnait déjà et augmentait sa

Digitized by Google

force. Nommé ministre dans le duché de Hesse-Darmstadt, M. Henri de Gagern ajoutait à l'éclat de son talent l'autorité d'une position éminente; un silence profond s'établit quand il se dirigea vers la tribune.

L'assemblée hésitait entre la proposition de M. Schaffrath et celle de M. Eisenmann, l'une qui créait une commission pour l'examen des divers programmes, l'autre qui ne voulait qu'une seule chose, la convocation la plus prochaine du parlement de l'Allemagne tout entière. La première proposition, nous l'avons dit, transformait le parlement préparatoire en un parlement définitif; la seconde, tout-à-fait raisonnable en apparence, tout-à-fait conforme aux vrais principes constitutionnels, renfermait cependant un danger sérieux, que créait la gravité extraordinaire des circonstances, et que l'assemblée ne paraissait pas soupçonner. M. de Gagern, avec la sûreté de son regard, vit immédiatement le péril et le signala sans hésiter. « Bien qu'elle ne représente pas tout le pays, l'assemblée, pensait-il, n'a pas le droit de s'abstenir sur certaines questions. Ne nous laissons pas enchaîner par le respect exagéré du droit : *Summum jus, summa injuria*. La Révolution agite l'Allemagne, ne permettons pas qu'il y ait le moindre doute dans les esprits au sujet de certains points fondamentaux. Repousser le programme des sept

Digitized by Google

ou tout autre programme équivalent, et ne faire que la loi électorale, c'est laisser croire qu'il y a un interrègne, que nous sommes un gouvernement provisoire, et que nous léguons à la future assemblée ce grand problème : la monarchie ou la république. Non, nous ne poserons pas ce problème, nous ne laisserons pas le doute aux esprits. Dans un moment où le pouvoir s'écroule, nous ne nous tairons pas sur une question si grave. Acceptons le programme des sept, ou, si nous ne l'acceptons pas, arrangeons-nous de manière à déclarer hautement que l'Allemagne, en voulant l'unité et la liberté, ne renonce pas au principe monarchique. »

Tel est le résumé des hardies paroles de M. de Gagern ; la grande majorité de l'assemblée, éclairée d'une lumière subite, éclata en bravos. Il ne restait plus qu'à ouvrir le vote. L'irrésolution de M. Mittermaier prolongea encore la discussion au seul profit de l'intrigue et des passions turbulentes. En vain M. Waechter (de Stuttgard) reprend-il avec force l'argumentation de M. de Gagern ; un député de Brunswick, M. Assmann, comme pour embrouiller tout, présente un compromis entre la proposition Schaffrath et le programme des sept. L'indécision des esprits recommence déjà, et, profitant de l'occasion, M. Hecker demande à l'assemblée de se déclarer en permanence. Les tribunes applaudissent avec fureur ; les députés cher-

Digitized by Google

chent vainement où en est la délibération : le tumulte et la confusion sont au comble. Enfin, M. Mittermaier paraît se souvenir qu'il est président; il met aux voix la question de savoir si le programme des sept sera soumis à une commission. C'est là, comme on voit, une partie seulement de la proposition Schaffrath; la question n'était donc pas posée de manière à terminer clairement le débat. Aussi, quand l'assemblée, à une majorité assez forte, se fut prononcée négativement, on ne vit là qu'une victoire insignifiante; le champ de bataille n'appartenait à personne, et la lutte recommença.

Elle recommença avec une fureur et une confusion toujours croissantes. Voici M. Eisenmann qui soutient sa proposition par des motifs ou des scrupules de droit constitutionnel; si M. Vesendonck l'appuie, c'est au contraire, et il s'en vante, parce qu'il y voit une arme révolutionnaire; cette arme pourtant ne suffit pas au naturaliste hégélien de l'université de Giessen, et il faut voir avec quel emportement démagogique M. Vogt maudit à la fois et la proposition Eisenmann et le programme des sept. Où donc est M. de Gagern pour gouverner cette discussion qui s'égare? M. Bassermann prend sa place, et, dans une improvisation pleine de force et de logique, il pose une seconde fois la question aussi clairement et aussi intrépidement

Digitized by Google

qu'il est possible : « Voulez-vous la monarchie ou la république? Voulez-vous la réforme ou le bouleversement de l'Allemagne ? Soyez francs. La proposition Eisenmann crée une situation équivoque. Il n'y a que deux propositions en présence, le programme des républicains et le programme des sept ; j'adjure l'assemblée de faire son choix. »

Qu'attendait-on pour voter après une explication si nette? Pour la deuxième fois, le président était mis en demeure de terminer le débat, et pour la deuxième fois il s'y refusait. Était-ce indécision naturelle? Était-ce intimidation causée par les tribunes et désir d'épargner à l'assemblée un vote trop décisif? Tout cela peut être en même temps. Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. Mittermaier penche pour la proposition Eisenmann et veut la mettre aux voix, au lieu de poser à l'assemblée la question si claire formulée par M. Bassermann. La majorité se révolte; M. Welcker proteste énergiquement, et il est remplacé à la tribune par M. Vogt, qui, dès le premier mot, lui jette comme un outrage le titre de plénipotentiaire à la Diète. C'était lui dire insolemment qu'il n'était pas digne de siéger à ce parlement populaire. Aussitôt la colère de la majorité éclate; un seul cri sort de toutes les bouches : A bas! à bas de la tribune! *(Herunter aus der Tribune!)* Chassé de la tribune par l'indignation qu'il a soulevée, le jeune hégé-

Digitized by Google

lien va peut-être trouver quelque appui parmi les spectateurs qui se pressent dans les galeries. Le président se couvre, et la séance est interrompue pendant une heure.

Quand la séance fut rouverte, M. Mittermaier apporta à la tribune les excuses de M. Vogt. M. Robert Blum aussi, comme vice-président, fit entendre des paroles de conciliation, des conseils pleins de dignité et de calme. L'assemblée applaudit; elle avait hâte de réparer elle-même et cette confusion violente de sa première séance et le triste incident qui l'avait terminée.

A travers le tumulte de cette orageuse matinée, malgré l'inexpérience des uns et l'entraînement révolutionnaire des autres, un symptôme rassurant s'était produit à l'assemblée des notables: le parti démagogique y était bien inférieur en nombre et en talent au parti de la réforme. Que le programme des sept fût admis, que la proposition Eisenmann fût repoussée, il n'y avait pas là, en apparence, un intérêt bien considérable. L'intérêt pressant, c'était que le parti libéral montrât sa force, c'était que l'influence de ce grand parti, clairement manifestée au sein de l'assemblée, pût protéger et guider l'opinion publique jusqu'à la convocation de l'assemblée nationale. Ce résultat, M. de Gagern, M. Welcker, M. Gervinus, M. Bassermann, l'avaient préparé par leurs discours. L'assemblée commen-

Digitized by Google

çait à se faire connaître ; les forces de chaque parti se dessinaient clairement ; entre la réforme, comme l'avait dit M. de Gagern, et le bouleversement de l'Allemagne, on pouvait prédire à coup sûr de quel côté se tournerait l'assemblée.

On reprit donc la discussion sur la proposition Eisenmann sans y attacher désormais la même importance. La première partie fut admise, c'est-à-dire que l'assemblée résolut de commencer ses travaux par la loi électorale. C'était là une grave et difficile entreprise ; c'est aussi une des choses qui ont fait le plus d'honneur à l'assemblée des notables. Une assemblée formée par quelques hommes, réunie avec éclat dans la ville où l'on couronnait les empereurs, délibérant d'une manière solennelle, faisant enfin et promulguant la loi en vertu de laquelle tous les peuples de l'Allemagne, depuis le Rhin jusqu'aux frontières russes, depuis la mer Baltique jusqu'aux Alpes tyroliennes, choisiront leurs députés pour un grand parlement national, — tel est le spectacle extraordinaire qui fut donné à l'Europe au mois d'avril 1848.

Il y avait plus d'un problème à résoudre. — Quelles seront les parties de la Confédération germanique représentées à l'assemblée nationale ? Quel rapport fixer entre l'importance de la population et le nombre des députés ? Quel sera le mode de l'élection ? Où se fera-t-elle ? N'y aura-t-il

Digitized by Google

qu'une assemblée, ou bien les gouvernements seront-ils aussi représentés dans un congrès?

Sur le premier point, l'orgueil allemand devait se donner des libertés singulières, et l'on va voir se déclarer avec candeur toutes les prétentions du patriotisme le plus jaloux. Qu'est-ce que l'Allemagne? se demande l'assemblée. Où commence-t-elle et où finit-elle? D'après les doctrines de Hegel, l'Allemagne ne finirait nulle part; car, si l'Europe mène le monde, c'est l'Allemagne qui mène l'Europe, et le sang germanique a créé l'humanité moderne. Les politiques de ce pays veulent bien ne pas être aussi exigeants que les philosophes; ils se contentent de quelques bonnes conquêtes sur les frontières. Le Schleswig vient de se révolter contre le roi de Danemarck; l'assemblée décide que le Schleswig enverra ses députés à Francfort. Ce sont deux délégués du Schleswig, M. Lempfel et M. Schleiden, qui provoquent cette décision au milieu des frénétiques applaudissements de l'assemblée et des tribunes. La décision est prise à l'unanimité. Un seul député, M. Schwetzke, professeur à Halle, ose se lever à la contre-épreuve. C'est ainsi qu'une seule protestation s'éleva contre le serment du Jeu-de-paume, attestant par là l'indépendance des autres votes. Dans ces questions d'influence germanique, l'esprit allemand est aussi enthousiaste que nous l'étions en 89 pour les droits

Digitized by Google

de la Révolution. La question du Schleswig, nous le verrons plus d'une fois, a été et est encore pour l'Allemagne une de ces fantaisies ardentes avec lesquelles les démagogues soulèvent les peuples; c'est elle qui a fait couler le sang de septembre, c'est elle qui a livré aux assassins le brave général d'Auerswald, le brillant et intrépide Lichnowsky.

Ce n'était pas assez d'avoir voté l'annexion du Schleswig au futur empire d'Allemagne; on réclama bientôt une province de l'ancienne Pologne.

Personne n'ignore que le grand-duché de Posen, donné à la Prusse lors du partage de la Pologne en 1772, fait partie des états prussiens sans appartenir à la Confédération germanique. Décider que le duché de Posen enverrait ses députés à Francfort, c'était donner à l'empire presque un million de Polonais. Une discussion confuse s'éleva sur ce point : les uns, dans leur patriotisme orgueilleux, ne voulaient abandonner aucune des prétentions germaniques; les autres, plus soucieux du droit, craignaient de trop mettre à découvert l'ardeur envahissante de l'Allemagne et réclamaient en faveur de la Pologne. M. Leisler (de Nassau) et M. Biedermann (de Leipsick) osèrent même demander le rétablissement du royaume de Pologne dans les limites de 1772. Ce vœu, si populaire en France, ne sonne pas agréablement aux oreilles

Digitized by Google

germaniques. Sans aller jusque-là, M. Venedey proposait seulement de laisser aux Polonais du duché de Posen toute l'indépendance qui leur a été réservée, et de ne pas décréter leur annexion à l'empire. Quelques autres, tels que M. de Gagern et M. de Struve, étonnés cette fois de se trouver d'accord, songeaient surtout aux Allemands qui habitent la province de Posen, et demandaient qu'ils fussent invités à élire des représentants.

L'assemblée paraissait fort embarrassée. Devait-elle voter magnanimement le rétablissement de la Pologne? Devait-elle continuer le cours de ses victoires et s'emparer du duché de Posen avec ses boules blanches, comme elle avait conquis le Schleswig sans coup férir? Il semble, en vérité, qu'elle ait voulu satisfaire tout le monde. Elle déclara, sur une proposition de M. Robert Blum, que tous les pays de langue allemande seraient représentés à l'assemblée nationale : c'était proclamer le principe fondamental de l'orgueil teutonique et flatter ses plus chimériques prétentions; mais elle déclara en même temps, sur une proposition de M. de Struve, que le devoir le plus saint du peuple allemand était de rétablir la Pologne. Comprenne qui pourra ce singulier amalgame! L'assemblée elle-même ne paraissait pas savoir très-bien ce qu'elle avait voté en acceptant la vague phraséologie de Robert Blum; M. Mittermaier lui

Digitized by Google

expliqua son vote. L'assemblée avait décidé que la Prusse proprement dite, cette province dont Koenigsberg est la capitale, et qui ne fait pas partie de la Confédération germanique, entrerait désormais dans l'unité et enverrait ses députés à Francfort; mais elle avait décidé aussi (il était permis de l'ignorer) que le duché de Posen ne serait pas incorporé à l'empire. La justice l'avait emporté sur l'esprit de conquête. Le Schleswig suffisait aux teutomanes; on voulait bien réserver les droits de la Pologne.

Après cette confuse délibération, dans laquelle, selon la remarque très-sensée de M. Wernher (de Darmstadt), on avait si longuement et si inutilement débattu une nouvelle carte d'Europe pour l'année 1900, l'assemblée passa à des sujets moins périlleux pour elle. Quel rapport convenait-il d'établir entre le nombre des représentants et l'importance de la population? On décida qu'il y aurait un député par cinquante mille âmes; les États dont la population n'atteindrait pas ce chiffre n'en auraient pas moins un représentant à élire.

Un singulier incident troubla la fin de cette séance : tandis qu'on délibérait sur le nombre des députés, M. Mittermaier annonça tout-à-coup à l'assemblée qu'une foule considérable d'hommes armés marchait sur l'église Saint-Paul. A ces mots commence un tumulte épouvantable. Les

Digitized by Google

tribunes poussent des cris de joie. « Voilà le peuple ! crient des voix furieuses, ce peuple que vous ne voulez pas entendre ! Il vous montrera le chemin ! » Les hommes de la gauche, croyant déjà voir entrer le souverain, joignent leurs acclamations aux cris forcenés des tribunes. La droite indignée se lève et apostrophe violemment MM. Hecker et Struve. Ce n'était pourtant pas une révolution, ce n'était même pas une émeute ; une collision survenue entre la garde nationale de Francfort et une bande de démocrates avait causé tout ce bruit. Le calme se rétablit bientôt, s'il peut être question de calme à propos d'une assemblée politique inquiétée sans cesse par les tribunes et livrée par un président trop débonnaire à tous les hasards tumultueux d'une discussion sans frein.

Ainsi se termina la première journée du parlement des notables. Beaucoup d'inexpérience, beaucoup de discours emphatiques et médiocres, des discussions confuses, des incidents nuisibles à la dignité de tous, une déplorable pression des tribunes sur l'assemblée, voilà la part du mal ; la part du bien, ce fut l'attitude du parti de l'ordre, du parti sérieusement libéral, qui, indécis d'abord et mal sûr de lui-même, se forma dès la première séance à l'appel de M. de Gagern.

La première séance du second jour (1er avril) fut consacrée à la loi électorale. Tout citoyen alle-

Digitized by Google

mand parvenu à sa majorité fut déclaré électeur et éligible, sans aucune condition de cens, sans aucune exclusion fondée sur les croyances religieuses; décision grave qui racheta d'un seul mot tous les Juifs d'Allemagne et termina une fois pour toutes cette contestation séculaire sur laquelle les esprits les plus libéraux n'avaient pu se mettre d'accord! Privés, la veille encore, de presque tous les droits politiques, de toutes les fonctions importantes, chassés même d'un grand nombre de villes, les Juifs furent élevés le 1er avril à la dignité de citoyens.

L'assemblée s'attacha surtout à poser les principes, suffrage universel, éligibilité universelle, sans aucune autre condition que celle de l'âge et de la nationalité. Quant à l'exécution même de la loi, quant à la question de savoir si le suffrage serait direct ou indirect, elle s'en remit à la sagesse des gouvernements et les laissa libres de décider sur ce point, selon les convenances particulières de chaque pays, selon les nécessités de l'ordre public. Elle voulut cependant faire connaître sa pensée propre, et déclara que le suffrage universel et direct était le mieux approprié à la situation du pays. On vota encore une autre disposition importante : il fut décidé que les députés pouvaient être choisis dans tous les pays allemands; un Prussien avait le droit de représenter l'Autriche,

Digitized by Google

un Autrichien pouvait représenter la Saxe, ou plutôt on ne voulait pas de députés autrichiens ou prussiens, bavarois ou saxons : on ne voulait que les députés de l'Allemagne. Par malheur, cette décision ressemblait un peu trop à la conquête du Schleswig et du duché de Posen ; il est plus facile de rédiger un article de loi que de le faire passer dans les mœurs. Lorsque notre assemblée constituante détruisit les vieilles circonscriptions provinciales, elle ne fit, selon l'expression de M. Mignet, que décréter une révolution déjà faite ; l'Allemagne, nous le verrons trop par la suite de cette histoire, décrétait une révolution impossible. Ce ne furent pas des députés allemands, ce furent des Autrichiens et des Prussiens, des hommes du nord et des hommes du midi, des catholiques et des protestants, qui vinrent siéger à Francfort.

Des questions plus graves et plus irritantes se présentèrent à la séance du soir. On avait décidé le matin que le parlement de Francfort se réunirait dans les premiers jours du mois de mai : du 1er avril au 1er mai, quel serait le représentant de l'Allemagne nouvelle? Laisserait-on aux gouvernements le soin de surveiller, le soin d'accomplir l'œuvre révolutionnaire de l'assemblée des notables? Ne fallait-il pas se déclarer en permanence et ne déposer le pouvoir qu'entre les mains du parlement national? Les orateurs qui ouvrirent

Digitized by Google

la discussion demandèrent énergiquement la permanence, et l'assemblée paraissait disposée à les suivre, lorsque M. Welcker monta à la tribune. « Messieurs, dit-il, je veux comme vous l'exécution la plus prompte et la plus complète de la loi électorale que nous venons de voter ; mais ce n'est pas sur une assemblée de six cents députés que nous pouvons nous reposer de ce soin. Voilà pourquoi je repousse la permanence. Nommons un comité exécutif, un comité puissant et résolu, qui sache s'entendre avec la Diète pour obtenir des gouvernements de l'Allemagne le respect de nos décisions. Ne l'oubliez pas, en effet : la Diète existe ; elle existe épurée, transformée déjà, et elle ira se transformant encore chaque jour sous l'influence de l'esprit nouveau, sous l'action des évènements dont nous sommes nous-mêmes le plus éclatant témoignage. Cette Diète, ce congrès qui représente les gouvernements, c'est la dernière force qui reste au pouvoir au milieu des agitations du pays ; ne détruisons pas cette force, si c'est la réforme et non le bouleversement de l'Allemagne que nous désirons. »

Tel est le résumé des paroles de M. Welcker, et aussitôt les applaudissements éclatent. Ces conseils pleins à la fois de hardiesse et de modération, ce grand sentiment de l'ordre joint au sentiment non moins vif des devoirs de l'Allemagne nouvelle,

Digitized by Google

avaient enthousiasmé une partie de l'assemblée. Cependant la gauche proteste, et les tribunes poussent des clameurs furieuses. Alors les députés du centre et de la droite, debout et interpellant les spectateurs : « Vous ne nous intimiderez pas ! Point de terrorisme ! Nous voulons délibérer librement ! » Le désordre devient général, et M. Welcker a besoin de toute son énergie pour dominer le tumulte. « Je renouvelle ma proposition, s'écrie-t-il avec force; je demande que le comité s'entende avec la Diète. Devant une institution régénérée, les vieilles attaques n'ont plus de sens. Avez-vous un autre intermédiaire pour parler aux gouvernements? Avez-vous un autre organe pour agir sur la Prusse et sur l'Autriche? Vous n'en avez aucun : sachez donc vous servir de celui-là. »

M. Hecker, on le pense bien, n'est pas de cet avis ; ce qu'il veut, ce qu'il demande avec force déclamations emphatiques, c'est la permanence de l'assemblée et la suppression de la Diète. Chose étrange ! presque tous les députés qui lui succèdent à la tribune semblent d'accord avec les républicains. Sur une vingtaine d'orateurs, à peine en est-il trois qui s'unissent à la pensée de M. Welcker ; leurs noms méritent d'être signalés : c'est M. Ruder (d'Oldenbourg), M. Venedey, et le futur ministre de l'empire pour les affaires étrangères, un avocat de Hambourg, M. Heckscher. Soit entraîne-

Digitized by Google

ment involontaire, soit rancune invétérée contre le nom seul de la Diète, soit désir de conserver pendant un mois une part de souveraineté, les plus modérés inclinent du côté de M. Hecker. Ils savent bien cependant que la Diète est profondément modifiée, ils savent que les gouvernements ont remplacé leurs anciens envoyés par des hommes éminents du parti libéral, ils savent que M. Welcker, que le poète Uhland, que plusieurs autres encore y ont pris place et y feront triompher l'esprit nouveau; mais non, ils ne veulent rien savoir, la rancune l'emporte, et, pour satisfaire des haines surannées, l'assemblée va se jeter follement dans une voie révolutionnaire.

Le danger presse; il est temps qu'une voix puissante vienne rallier les troupes dispersées. M. Henri de Gagern est à la tribune. M. de Gagern reprend, pour l'agrandir, la proposition de M. Welcker. Il veut un comité, un comité qui sera plus fort que l'assemblée des notables, parce qu'il sera moins nombreux; un comité qui sera une plus fidèle image de la patrie, parce qu'il devra contenir dans son sein des représentants de tous les pays allemands; un comité qui aura toute puissance et toute autorité pour négocier avec la Diète. « La Diète! c'est un cadavre, s'écrie M. de Struve. — Si c'est un cadavre, reprend M. de Gagern, nous lui rendrons la vie en y introdui-

Digitized by Google

sant des hommes investis de la confiance populaire, comme il y en a déjà depuis les derniers évènements. Débarrassez-vous, pour une situation nouvelle, de tous vos vieux préjugés. Attaquer aujourd'hui la Diète, c'est un anachronisme. Qu'est-ce que la Diète en effet? L'image de l'unité. Que ses anciens membres ne soient plus que des cadavres, cela est possible; mais la Diète elle-même, je nie qu'elle soit morte, et vous devez le nier avec moi, vous qui êtes rassemblés dans l'église Saint-Paul pour préparer l'unité de l'Allemagne. Loin de désirer sa mort, souhaitons que la Diète soit une vérité; et elle deviendra une vérité féconde, quand nous y aurons installé les hommes qui ont la confiance de la nation. Encore une fois, ce n'est pas pour détruire, c'est pour édifier que nous siégeons ici! » Enfin, formulant ses conclusions, M. de Gagern propose qu'un comité de cinquante membres soit chargé de faire adopter par la Diète toutes les mesures nécessaires au salut de l'Allemagne et à la convocation du parlement. Si la patrie courait de sérieux dangers, le comité réunirait aussitôt l'assemblée des notables d'où il émane.

J'ai résumé fidèlement la pensée de M. de Gagern; mais comment rendre l'émotion de sa parole, comment rendre cet accent de persuasion énergique qui rétablit l'ordre dans les esprits et

Digitized by Google

emporte les décisions d'une grande assemblée? Dès qu'il eut parlé, la discussion fut close. En vain M. Hecker voulut-il la prolonger encore; en vain, pour effrayer quelques esprits timides, demanda-t-il le vote par appel nominal : cette mauvaise tactique ne servit qu'à mieux constater la faiblesse du parti républicain. 368 voix contre 148 repoussèrent la permanence, et se décidèrent pour un comité de cinquante membres chargé de préparer avec la Diète la convocation de l'assemblée nationale.

Vaincu le 1er avril comme il l'avait été le 31 mars, le parti démagogique voulut prendre le lendemain une éclatante revanche. Une scène théâtrale, sur laquelle on comptait beaucoup pour soulever le peuple de Francfort, fut préparée et répétée avec soin. Il s'agissait d'une proposition tendant à expulser de la Diète les hommes qui y représentaient l'absolutisme; et comme les termes de cette proposition devaient, selon toute vraisemblance, être repoussés par l'assemblée, la gauche indignée se retirerait en masse. La proposition, signée de MM. Zitz (de Mayence), Vogt, d'Itztein, Strecker et autres députés de la montagne, était conçue ainsi : « Avant de travailler à la convocation de l'assemblée nationale, la Diète annullera les lois d'exception qu'elle a faites depuis 1815, et elle expulsera de son sein les hommes qui ont contribué au vote ou à l'exécution de ces lois. » Au

Digitized by Google

premier coup-d'œil, rien n'était plus acceptable que cette proposition. Personne, assurément, dans l'assemblée des notables, n'hésitait à déchirer les iniques décrets de 1819, personne ne désirait retenir dans les conseils de la Diète les ministres d'un absolutisme détesté. Par malheur, si la pensée était nette, la rédaction ne l'était pas. Il y avait un danger sérieux dans les termes du décret proposé. Exiger que la Diète se reconstituât d'une manière complète avant de s'occuper de la convocation du parlement, c'était retarder de plusieurs semaines peut-être un travail d'une urgence manifeste; c'était se servir d'une ruse hypocrite pour assurer à l'assemblée cette permanence qu'un vote solennel avait repoussée la veille.

L'assemblée fut avertie de cette manœuvre par un très-ferme et très-spirituel discours de M. Bassermann. M. Bassermann n'eut pas de peine à démontrer que la proposition de la gauche était une manière détournée de déclarer la permanence. Il ne fallait pas cependant que la gauche pût accuser l'assemblée de favoriser les agents du despotisme et de souhaiter le maintien des lois d'exception : que fit l'ingénieux tacticien ? Il changea un seul mot dans le texte de la proposition. Au lieu de dire : « Avant de travailler à la convocation de l'assemblée nationale », M. Bassermann disait : » En travaillant à la convocation de l'assemblée

Digitized by Google

nationale, etc... » Grâce à cette correction habile, tous les intérêts étaient saufs; l'assemblée condamnait les actes de l'ancienne Diète, et elle n'entravait pas la tâche si importante dont la Diète nouvelle était chargée. Il était impossible de déjouer plus spirituellement la conspiration de la gauche.

La gauche, on le devine aisément, n'accepta pas la rectification de M. Bassermann; ce qu'elle voulait, ce n'était pas seulement la condamnation de l'absolutisme et le rejet des lois d'exception : c'était surtout un prétexte de rupture. Ce prétexte, elle l'avait trouvé; bien habile qui aurait pu lui enlever une occasion de scandale! On vit donc se succéder à la tribune tous les agitateurs du duché de Bade; M. Kapp, professeur à Heidelberg, se fit remarquer entre tous par l'intempérance grossière de sa mauvaise humeur. Pendant plus de deux heures l'éloquence démagogique s'évertua sur un prétexte, pendant plus de deux heures il fallut subir toute cette indignation à froid et toutes ces colères hypocrites. Enfin le vote est ouvert, et l'amendement de M. Bassermann est admis par une majorité considérable. Aussitôt le mélodrame préparé s'exécute tant bien que mal. M. Hecker et M. de Struve, M. Zitz et M. Vogt se retirent majestueusement, entourés de leurs fidèles.

Par malheur, tous les mécontents ne gagnèrent pas le mont Aventin. Il en est qui trouvèrent cette

Digitized by Google

conduite indigne de gens sérieux, et qui refusèrent nettement de s'associer à une telle puérilité. M. Raveaux (de Cologne) donna ce bon exemple ; il déclara, au milieu du tumulte, qu'il avait voté contre l'amendement de M. Bassermann, mais qu'il se soumettait à la majorité et ne quitterait pas son poste. Cette loyale conduite arrêta beaucoup d'esprits indécis. M. Robert Blum lui-même parut fort embarrassé ; il allait et venait, il sortait et rentrait tour-à-tour. J'ai déjà dit que M. Robert Blum était un diplomate. Esprit plein de sens, cœur faible, il était trop engagé avec les fous pour revenir sur ses pas, et il a employé long-temps une habileté prodigieuse à se maintenir dans une position fausse. Malheur à l'homme généreux que sa faiblesse rend esclave de la démagogie! Suspect à son parti, il sera poussé tôt ou tard dans les voies fatales de la violence. La fin tragique de Robert Blum l'a trop bien prouvé; ce n'est pas seulement la justice sommaire du prince Windischgraëtz qui doit se reprocher cette mort : Robert Blum, nous le verrons bientôt, a été frappé par les siens.

Le lendemain, 3 avril, M. Mittermaier, en ouvrant la séance, eut la joie de lire à l'assemblée un message bien significatif de M. le comte Waldsee-Colloredo, président de la Diète. M. le comte Colloredo annonçait que la Diète, prévenant les désirs de l'assemblée des notables, avait déjà,

Digitized by Google

dans sa séance du 10 mars, annulé toutes les lois d'exception. Il ajoutait que, parmi ses collègues, tous ceux dont les actes politiques antérieurs n'étaient pas d'accord avec la situation présente avaient envoyé ou enverraient bientôt leur démission.

Ainsi l'ancienne Diète, transformée déjà par l'introduction de M. Welcker et de ses amis, disparaissait devant la volonté des notables, et faisait place à un pouvoir nouveau, à un pouvoir libéral et intelligent, expression fidèle des exigences de la patrie. Cette victoire rappelait à tous les esprits une coïncidence extraordinaire. Quinze années auparavant, et précisément à pareil jour, le 3 avril 1833, une troupe d'insurgés avait voulu s'emparer de la ville où siégeaient les plénipotentiaires des cabinets allemands. Cette folle tentative avait jeté dans la prison ou dans l'exil un grand nombre des hommes assis aujourd'hui sur les bancs de l'église Saint-Paul et qui venaient de recevoir l'abdication de la Diète. Ce simple rapprochement exprimait d'une manière dramatique les conquêtes du parti libéral. Le mouvement pacifique de la révolution se développait avec grandeur; rien ne gênait plus sa marche; les lois de 1819 étaient déchirées, et les anciens chefs de l'opposition à Carlsruhe, à Stuttgard, à Berlin, étaient les délégués des souverains dans les conseils de la Diète. Belle situation, mais

Digitized by Google

pleine d'inquiétudes! Responsabilité terrible pour l'Allemagne nouvelle et pour l'assemblée qui la représentera bientôt! L'Allemagne va montrer si elle était digne de cette victoire, ou bien si, entraînée par un fol enthousiasme, elle ne doit poursuivre que des chimères et se précipiter dans les entreprises violentes qui la ramèneront sous le joug.

Si ces inquiétudes troublèrent plus d'un esprit clairvoyant le 3 avril 1848, elles disparurent bientôt dans la joie du triomphe. Cette dernière séance fut consacrée à la nomination du comité des cinquante. On avait retardé le scrutin de quelques heures pour laisser aux dissidents de la veille le temps d'écouter les conseils de la raison et de revenir à leur poste. Ils revinrent en effet, ramenés par M. d'Itztein, et dissimulant tant bien que mal une confusion trop méritée. Il ne restait plus qu'une seule question à résoudre. Plusieurs députés influents voulaient écrire à grands traits une déclaration de droits, une *magna charta*, comme on disait à l'église Saint-Paul. Qui pouvait, en effet, se fier complètement à l'avenir? Un jour, si la révolution est vaincue, cette grande charte sera l'idéal auquel se rattacheront les âmes d'élite. Ainsi pensait M. Biedermann de Leipsick, et il était l'organe d'une partie de l'assemblée. D'autres, au contraire, s'associant aux scrupules de M. Eisen-

Digitized by Google

mann, craignaient d'outre-passer leurs pouvoirs. « Gardons-nous bien, s'écriaient-ils, de nous attribuer une tâche qui n'appartient qu'au vrai parlement national! » Alors un des chefs de l'ancienne opposition libérale à Carlsruhe, M. Alexandre de Soiron, député de Mannheim, essaie au moins de faire consacrer un de ces droits fondamentaux, le plus décisif de tous, le droit de la souveraineté du peuple. Comme l'assemblée craint d'usurper la mission du futur parlement, M. de Soiron a recours à une tactique habile; il propose ce décret : « La tâche de reconstituer l'Allemagne appartient seulement et uniquement (*allein und einzig*) à l'assemblée nationale. »

C'était renvoyer à l'assemblée future la discussion des droits fondamentaux, en même temps que l'on consacrait d'avance le plus important de tous ces droits. Si ingénieuse qu'elle fût, cette manœuvre ne réussit pas immédiatement, et il fallut que M. de Soiron montât plusieurs fois à la tribune pour expliquer, pour atténuer sa proposition. M. de Soiron, en effet, attaquait là une question grave; il voulait que l'assemblée toute seule, sans le concours des souverains, constituât l'unité allemande, et, excluant de cette œuvre si difficile ceux-là précisément dont il fallait se concilier l'appui, il ouvrait à la révolution les abîmes où elle s'est perdue. Des esprits sérieux pressentirent

Digitized by Google

le danger; un député de Hanovre, M. Siemens, d'une voix brève et hautaine, protesta en quelques mots au nom des pouvoirs qu'on prétendait exclure. M. Welcker combattit aussi M. de Soiron, tandis que M. Jaup proposait tout simplement une déclaration de droits très-généraux qui ne créait aucune difficulté pour l'avenir. Rappelé à la tribune par le discours de M. Welcker, M. de Soiron assure qu'il n'entend pas exclure les souverains; il veut seulement faire décréter le droit absolu de la future constituante, c'est elle qui décidera si elle doit agir seule ou se concerter avec les gouvernements. Ainsi expliquée, la proposition de M. de Soiron est admise; la souveraineté du peuple est proclamée; les notables ont terminé leur mission.

C'est alors qu'on vit éclater toute la joie candide, toutes les généreuses illusions de ce premier parlement. On avait oublié déjà les tristes incidents de ces discussions orageuses; une même foi semblait réconcilier les partis. L'unité de l'Allemagne! cette œuvre si chère, si désirée, si long-temps attendue, les notables venaient de la commencer enfin! Avec quelle cordialité sincère on vota des remercîments à la ville de Francfort, aux cinquante et un membres du comité de Heidelberg, à la commission des sept, au président et aux vice-présidents des notables! Des bravos répétés saluaient chacun de ces votes; l'assemblée était fière de ses quatre journées,

Digitized by Google

et le vénérable M. Mittermaier, dans un discours d'adieu où respirait sa confiance habituelle, exprima le bonheur naïf et les espérances enthousiastes qui enivraient les cœurs.

L'enthousiasme redoubla quand on vit les notables, marchant deux à deux, sortir solennellement de l'église Saint-Paul au milieu d'une population immense, au bruit prolongé des salves d'artillerie, au joyeux carillon de tous les clochers de la ville. La vieille cité de Francfort avait-elle jamais assisté, même pour le couronnement des empereurs, à une solennité plus radieuse? Partout des tapisseries tendues et des bannières flottant aux fenêtres; partout les couleurs de l'empire allemand, les couleurs noir, rouge et or, brillant sur des milliers de drapeaux. Le printemps ajoutait encore ses enchantements gracieux aux juvéniles séductions de ces heures brûlantes. L'air était parfumé, la soirée était tiède, et des processions aux torches prolongèrent fort avant dans la nuit cette fête de l'enthousiasme et de l'espoir. Ne croyait-on pas, en effet, que l'unité de la patrie serait bientôt constituée sans peine d'après le plan idéal que traçaient les docteurs? Comment ne pas se laisser gagner par cette confiance de tout un peuple? Et quoi de plus beau que de tels songes, si l'heure du réveil ne devait pas sonner!

Digitized by Google

III.

Convocation du parlement national. — La Diète et le comité des cinquante. — Omnipotence du parlement.

L'élection du comité des cinquante, commencée dans la séance du 3 avril, ne fut terminée que le soir. Le résultat parut satisfaisant. Le parti démagogique n'avait pu y introduire ses chefs; M. Hecker et M. de Struve étaient exclus. D'autres membres de l'assemblée moins engagés avec les factions violentes, mais connus cependant pour la turbulence de leur esprit, M. Zitz (de Mayence), M. Schaffrath, M. le comte Reichenbach, M. d'Ester (de Cologne), n'avaient pas été plus heureux. Au contraire, des hommes éminents du parti libéral, M. Alexandre de Soiron, M. Heckscher, M. Lehne, M. Henri Simon, figuraient en première ligne sur la liste. Si M. Robert Blum y avait aussi sa place, c'est que l'éloquent député de Leipsick, je l'ai déjà prouvé, employait la plus habile diplomatie à se faire une position mixte entre les constitutionnels et les agitateurs. Dès le lendemain, 4 avril, à dix heures du matin, le comité des cinquante, succédant à l'assemblée des notables, se réunit dans la salle impériale du Roemer; il choisit M. de Soiron pour président, MM. Robert Blum et Abegg pour vice-présidents, et donna les fonctions de secrétaires

Digitized by Google

à MM. Henri Simon, Venedey et Briegleb. Une fois le bureau formé, le comité décida que ses séances seraient publiques, et qu'elles auraient lieu dans la salle du conseil législatif de Francfort. C'est là qu'on se rendit immédiatement, et les délibérations commencèrent.

Je n'ai pas à raconter en détail tous les actes du comité des cinquante : qu'il me suffise de les résumer brièvement. Le comité était chargé par l'assemblée des notables de s'entendre avec la Diète et de préparer la convocation du parlement de Francfort. On peut dire qu'il remplit fidèlement cette tâche. La Diète, qui avait fait sa soumission le 3 avril par l'organe de M. le comte Colloredo, essaya bien de lutter dans plusieurs circonstances contre la domination du comité; comment deux pouvoirs si différents, siégeant à côté l'un de l'autre, auraient-ils pu éviter toute occasion de conflits? Ces conflits cependant, quoique très-graves au fond et de nature à arrêter des esprits plus calmes, ces conflits ne furent jamais un obstacle pour le comité des cinquante. Au moment où l'Allemagne entière était soulevée, quinze jours après les révolutions de Berlin et de Vienne, lorsque M. de Metternich était en fuite, lorsque Frédéric-Guillaume IV saluait de son balcon les cadavres des insurgés et se donnait le titre de *roi allemand* pour flatter les partisans de l'unité germanique,

Digitized by Google

la Diète, en vérité, ne pouvait être bien redoutable. Le comité des cinquante n'eut pas besoin de beaucoup d'efforts pour maintenir le droit révolutionnaire que lui avait transmis l'assemblée.

Il y avait d'ailleurs, entre le comité et la Diète, une autre réunion qui pouvait leur servir de lien et empêcher de périlleux frottements. Dans la séance du 10 mars, c'est-à-dire trois semaines avant la réunion des notables, la Diète, voulant se maintenir, s'il était possible, en face de cette assemblée qui venait prendre sa place, avait entrepris elle-même la réforme des lois qui régissent la Confédération germanique. C'était une révision légale avant l'entreprise révolutionnaire des notables. La loi constitutive de 1815 prévoit la révision du règlement de la Confédération et prescrit certaines formalités à cet égard; la Diète décida que cette révision aurait lieu. En même temps, elle engagea les cabinets à envoyer dix-sept représentants, choisis parmi les hommes les plus populaires, pour former une sorte de comité consultatif qui aiderait la Diète dans ce travail. On sait qu'il y a dix-sept votants aux conseils de la Diète, les gouvernements devaient donc avoir un envoyé officiel et un envoyé libre. Ce conseil se réunit en effet; M. de Gagern, M. Dahlmann, M. de Beckerath, M. Gervinus, en faisaient partie. Ce sont ces trois assemblées, la Diète, les dix-sept et le comité des cinquante, qui ont dirigé

Digitized by Google

les affaires générales du pays et travaillé à la convocation du parlement depuis le 4 avril jusqu'au 18 mai.

Cette tâche présentait plus d'une complication périlleuse. Qu'on veuille bien songer au bouleversement de l'Allemagne; qu'on se rappelle la guerre civile et la guerre étrangère, les corps francs des républicains faisant irruption dans le duché de Bade, les Tchèques de Bohème décidés à faire triompher l'élément slave en Autriche et protestant contre le parlement de Francfort, enfin les hostilités ouvertes entre le Danemarck et la Prusse au sujet du Schleswig. Tandis que les cinquante écrasaient les républicains dans le duché de Bade (fin avril), en Prusse ils poussaient le général Wrangel contre les Danois, afin de courtiser les passions populaires, et lui donnaient tout l'appui dont il avait besoin pour désobéir aux ordres de Frédéric-Guillaume.

D'un autre côté, si les Allemands du Schleswig voulaient, malgré le Danemarck, faire partie de la Confédération germanique et siéger au parlement de Francfort, les Tchèques de la Bohème et de la Moravie ne cachaient plus leur désir d'enlever l'Autriche à l'Allemagne et de l'obliger à fonder un empire slave. Point d'élections pour Francfort! c'était le cri de l'insurrection en Moravie et en Bohème. Le comité des cinquante rédigeait proclamations sur proclamations; il fallut bientôt

Digitized by Google

envoyer des délégués. M. de Wachter, M. Kuranda, M. Schilling, se rendirent à Prague. Ils trouvèrent la ville en feu; les Slaves étaient les maîtres, et tout ce qui s'intéressait à la cause allemande était sous le coup de la terreur. Les délégués essayèrent de parler dans les clubs; vains efforts! Au seul nom du parlement germanique, les Tchèques poussaient des cris de fureur et levaient leurs bâtons. M. Kuranda et M. de Wachter revinrent à Francfort, abattus et désespérés. Que faire? Implorer le secours de l'Autriche en faveur des Allemands de Prague? M. de Wachter le demandait expressément dans la séance du 3 mai, après avoir raconté les tristes aventures de l'ambassade. Il est trop évident que c'était demander l'impossible. Effrayée de la formation révolutionnaire du parlement, effrayée surtout des projets de l'assemblée nationale, l'Autriche, même après les journées de mars, pouvait-elle se prêter complaisamment à l'œuvre de l'unité germanique? M. de Metternich, du fond de son exil, gouvernait encore à Vienne; l'Autriche, pendant tout le mois de mai, se servit des Tchèques contre les prétentions de Francfort, de même qu'elle exploitait contre les Magyars les longues rancunes de la Croatie. Il fallut que l'insurrection des Tchèques devînt tout-à-fait terrible et menacât même l'Autriche, pour que le prince Windischgraëtz pût bombarder Prague. Cette extrémité ne devait se

Digitized by Google

produire qu'à la fin de juin, et l'on était alors au commencement de mai. On voit quels obstacles se dressaient devant le comité des cinquante!

Y avait-il au moins une suffitante harmonie entre les cinquante et la Diète? La Diète, nous l'avons vu, s'était soumise, et les évènements, d'ailleurs, l'avaient transformée dans un sens libéral. Telle qu'elle était toutefois, elle représentait les gouvernements; on ne s'étonnera pas qu'elle ait épié l'occasion de revendiquer les droits des souverains et de diminuer l'autorité dictatoriale dont on avait investi d'avance la future assemblée de Francfort.

Le comité des dix-sept avait été chargé de rédiger un plan de constitution, et il l'avait communiqué à la Diète dans la séance du 27 avril. Cette constitution, à laquelle avaient travaillé les partisans fougueux de l'unité germanique, était comme l'ébauche de celle qui a été votée par le parlement de Francfort, et qui, en ce moment même, incendie l'Allemagne entière. M. Dahlmann, M. Gervinus, tous ces grands politiques d'université qui sacrifieraient leur pays à un système, faisaient partie du comité des dix-sept, comme ils feront partie du comité de constitution dans le sein du parlement de Francfort. Toute renouvelée qu'elle fût par l'adjonction des principaux chefs du libéralisme, la Diète eut le sentiment des dangers de l'avenir, et, quoique désarmée, elle essaya une protestation. En

Digitized by Google

face de la révolution qui grandissait chaque jour, elle osa se préoccuper des intérêts des gouvernements, elle osa demander que l'assemblée de Francfort ne fût pas chargée toute seule de faire la constitution de l'empire, et qu'il y eût, soit au sein du parlement, soit en dehors, un organe quelconque du droit des souverains. La Diète n'indiqua pas la voie qu'il fallait suivre; seulement, dans sa séance du 3 mai, elle rédigea une adresse aux différents cabinets pour les prévenir du danger, pour les engager surtout à ne pas reconnaître l'omnipotence absolue de l'assemblée nationale.

M. Welcker, plénipotentiaire du duché de Bade à la Diète, prit une part importante à toute cette affaire; mais que pouvaient les efforts de M. Welcker? Les cinquante étaient bien décidés à résister, et ils avaient pour eux l'opinion publique, ils avaient cet enthousiasme de l'unité allemande qui confondait déjà républicains et réformateurs, démagogues et libéraux, et leur ouvrait la route des abîmes. C'est précisément le président des cinquante, M. Alexandre de Soiron, qui avait fait décider par l'assemblée des notables que le parlement de Francfort serait seul chargé de voter la constitution. Et puis, les hommes les plus modérés, les plus sérieux chefs de parti, n'étaient-ils pas aussi infatués que les autres du système de l'unité? M. Henri de Gagern, M. de Soiron,

Digitized by Google

M. Heckscher, les trois hommes que le parti démagogique à Francfort honora de ses haines implacables, se montrèrent les plus obstinés à empêcher tout accommodement avec la Diète. M. de Gagern, ministre dans le duché de Hesse-Darmstadt et membre du comité des dix-sept, désavoua officiellement la part que l'envoyé de son cabinet avait prise à l'arrêté du 3 mai. M. Heckscher, le futur ministre de l'empire à Francfort, prononça, le lendemain 4 mai, un vigoureux discours où il défendait, avec toute l'autorité de son talent, la dictature de l'assemblée constituante. Quant à M. de Soiron, il s'agissait de son œuvre, il s'agissait du droit révolutionnaire qu'il avait fait attribuer à l'assemblée; son énergique activité se multiplia. Tous enfin, sans se préoccuper des difficultés que leur réservait l'avenir, sans se demander si une constitution débattue entre les souverains et les peuples n'aurait pas plus de chances de durée qu'une constitution arbitraire décrétée par un sénat métaphysique, ils cédèrent à l'entraînement des masses et repoussèrent toute conciliation avec les gouvernements.

Elle va donc se réunir avec toutes ses prétentions aveugles, avec tous ses droits révolutionnaires, cette grande assemblée nationale, le premier congrès des peuples allemands. Il n'y a rien auprès d'elle pour lui faire contre-poids. La passion de

Digitized by Google

M. de Soiron, de M. Heckscher, de M. de Gagern, l'a emporté sur la sage prévoyance de M. Welcker. Ah! sans doute, elle a de grandes choses à accomplir. Si les cabinets de l'Allemagne avaient quelque part leurs représentants officiels, si la question de l'unité s'y débattait sérieusement, en pleine connaissance de cause, avec toute la science pratique indispensable en de telles conjonctures; si l'on voulait, en un mot, tenir compte de la réalité et ne pas constituer par décret une Germanie imaginaire, l'assemblée de Francfort, assurément, ne bâtirait pas sur le sable. Instruite de ce qui est possible, elle n'élèverait pas un édifice de fantaisie; elle ne construirait pas l'Allemagne comme le rêveur construit son système. La constitution qui sortirait de ce débat ne serait pas une œuvre impraticable, une œuvre pédante et fausse, et il ne faudrait pas donner le signal des guerres civiles pour venger l'humiliation de ceux qui l'ont votée. Grâce à l'autorité dont l'investit la confiance populaire, elle obligerait les souverains à des concessions raisonnables, et, d'accord avec eux, d'accord avec l'expérience et le bon sens, elle travaillerait à régulariser partout les libertés, en resserrant peu à peu les liens de la patrie commune.

Mais non; l'esprit révolutionnaire ne l'a pas voulu ainsi. L'assemblée des notables a voté l'omnipotence du parlement, le comité des cinquante

Digitized by Google

l'a maintenue, et voici le 18 mai qui s'approche. Les élections se sont faites avec calme. On a adopté presque partout le système à deux degrés, comme plus approprié à la présente situation de l'Allemagne et moins dangereux pour la tranquillité publique. Les électeurs de l'Autriche, de la Prusse, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe, de tous les royaumes, de tous les duchés, de toutes les villes, ont concouru avec empressement à cette formation de l'assemblée nationale. Du nord et du midi, on arrive à Francfort. Déjà M. de Soiron, dans la dernière séance du comité des cinquante, a félicité ses collègues sur leur intrépide attitude et déclaré leur mission terminée. La journée du 18 mai se lève. En présence de cette assemblée dictatoriale, en présence de cette Convention qui apporte avec elle ou la glorieuse transformation du pays ou les horreurs de la guerre civile suivies du triomphe de l'absolutisme, il ne reste plus, hélas! qu'à pousser en tremblant le cri des révolutions : *Alea jacta est!*

Digitized by Google

HISTOIRE DU PARLEMENT DE FRANCFORT.

DEUXIÈME PARTIE.

L'ARCHIDUC JEAN, VICAIRE DE L'EMPIRE.

I.

Premières séances du parlement. — Élection du président. — M. Henri de Gagern. — Commencement des débats.

Le 18 mai 1848, la ville de Francfort était plus animée et plus radieuse encore que le 31 mars et le 3 avril. Cette fois, ce n'était plus seulement une réunion de notables, une assemblée arbitrairement choisie, qui allait siéger sur les bancs de l'église Saint-Paul, c'était l'Allemagne tout entière qui envoyait ses députés au vrai parlement national. Dès le matin, les tambours battaient, et la garde civique occupait la ville; les couleurs de l'empire étaient arborées partout: pas une maison qui ne fût pavoisée, pas un drapeau qui ne fît flotter au vent les symboles de l'unité germanique. Une population heureuse, triomphante, allait et

Digitized by Google

venait de l'hôtel du Roemer à l'église Saint-Paul. Tous les pays voisins, toutes les villes, tous les villages avaient là des députations sans nombre, toutes sous une même bannière, toutes sous le drapeau rouge, noir et or. Cette charmante cité de Francfort, avec ses vieilles rues sombres et ses riches quartiers neufs, avec ses antiques maisons recouvertes d'ardoises et ses riants boulevards garnis de villas italiennes, semblait s'être parée de ses meilleures richesses pour être le digne berceau de l'avenir. Quel est l'empereur qu'on va sacrer aujourd'hui? A qui appartiendront la couronne d'or et la couronne de fer? S'appellera-t-il Othon, Frédéric Barberousse, Rodolphe de Habsbourg?

En vérité, ces souvenirs du moyen-âge ne sont pas déplacés ici; les imaginations allemandes, si promptes à se nourrir de songes, évoquaient involontairement les héros d'un autre âge, et déjà l'on croyait voir reparaître, rehaussé par les progrès du monde moderne, cet empire du XIIIe siècle qui prétendait continuer les Césars. Il n'y a pas de croyance plus populaire que celle-là d'un bout de l'Allemagne à l'autre : philosophes et publicistes, poètes, peintres, statuaires, tous ceux qui, par la pensée ou par les arts, ont une action quelconque sur le peuple, tous ont contribué, depuis quarante ans, à éveiller, à entretenir ce patriotisme, le plus orgueilleux, le plus exigeant qui fût jamais. Depuis

Digitized by Google

le profond et effrayant Hegel jusqu'au gracieux poète de la Souabe, depuis le constructeur de formules abstraites jusqu'au peintre de Munich ou de Düsseldorf, combien de talents divers se sont donné la tâche de glorifier la miraculeuse mission de l'Allemagne! Tantôt c'est une philosophie de l'histoire qui supprime le christianisme, et ne voit dans le monde moderne que l'influence du sang et des idées germaniques: signé du nom de Hegel, ce système enthousiaste est bientôt reproduit par une innombrable phalange d'écrivains, et devient la foi de plusieurs millions d'hommes. — Tantôt ce sont des chansons populaires où la gloire du vieil empire est célébrée comme l'idéal de la patrie. Une légion de trouvères s'est formée en Souabe pour continuer les chantres de la Wartbourg; Uhland est l'héritier de Walther de Vogelweide, et l'homme du peuple qui répète ses *lieder* entretient confusément dans son esprit cette grande image de l'unité avec laquelle on lui promet tant de merveilles.—Tantôt, enfin, ce sont les arts, ce sont les statuaires et les peintres, qui font briller aux yeux dans les musées de Francfort, dans les palais de Munich et de Berlin, dans les magnifiques salles de la Wahlhalla, les glorieux souvenirs de ces vieux temps, modèles retrouvés du grand avenir prédit aux races du Nord. Pendant près d'un demi-siècle, une nation tout entière s'est enivrée

Digitized by Google

des pouvoirs. Enfin, plusieurs propositions inattendues viennent étonner et égayer les derniers moments de la séance : ici, c'est un député de la gauche qui invite l'assemblée à comparaître devant je ne sais quel club qui a arboré, comme un drapeau, la doctrine de la souveraineté du peuple; là, au contraire, c'est un député du centre qui supplie le parlement de se réunir le lendemain matin dans les jardins du *Mainlust* pour y faire une solennelle adhésion au principe de la monarchie constitutionnelle. La proposition de l'évêque de Münster est plus sérieuse; il demande que le service divin soit célébré le lendemain, avant que l'assemblée commence ses délibérations. — « Aide-toi, le ciel t'aidera », lui crie durement M. Raveaux (de Cologne), et l'assemblée, encore tout agitée par les discussions précédentes, abrège, sans rien décider, les exhortations du prélat.

La séance du lendemain ne commença pas sous de meilleurs auspices. Le docteur Lang faisait d'inutiles efforts pour maintenir l'ordre, et les orateurs montaient à la tribune, parlaient, gesticulaient, redescendaient enfin au milieu d'un tumulte épouvantable, répété par l'écho des galeries. Il était bien temps qu'un président plus énergique prît place au fauteuil. Tous les députés n'ayant pas encore pu se rendre à leur poste, on convint que la mission du président ne serait que provi-

Digitized by Google

soire, et l'on en fixa la durée à quinze jours. Enfin, le scrutin fut ouvert; la majorité absolue était de 196 voix; M. Henri de Gagern en obtint 305, et M. de Soiron 85. Au seul nom de M. Henri de Gagern, la confiance rentra dans les cœurs : nul n'avait plus de dignité unie à plus de présence d'esprit, personne n'avait une parole plus impérieuse au service d'un plus ferme courage. Et comment eût-on mieux représenté les espérances libérales et les illusions de la patrie? M. de Gagern était l'apôtre dévoué de toutes les réformes, et cette grande promesse de l'unité allemande, qui enivrait tant d'intelligences, était inscrite à la première ligne de son programme.

A peine installé au fauteuil, M. de Gagern s'exprima ainsi : « Je suis trop ému, Messieurs, pour vous adresser un long discours. Sans doute, ce n'est qu'une fonction provisoire dont je suis investi, et bien peu de jours me sont accordés pour répondre à la confiance de cette noble assemblée; quelle que soit cependant la courte durée de ma présidence, j'ai le droit de vous demander votre appui. C'est avec joie que j'en prends l'engagement devant la nation tout entière, les intérêts des peuples allemands seront pour moi les plus sacrés de tous, et je n'aurai pas une autre règle de conduite tant qu'une goutte de sang coulera dans mes veines. Comptez sur ma parfaite impar-

Digitized by Google

tialité dans la direction des débats. L'assemblée a la plus grande tâche à accomplir ; elle est chargée de la constitution de l'Allemagne. Sa mission et sa force pour une telle œuvre résident dans la souveraineté de la nation. » A ces mots, des applaudissements prolongés éclatent sur presque tous les bancs. M. de Gagern craint cependant de s'être trop avancé, et, atténuant aussitôt ses paroles, appelant à son aide les gouvernements et leur promettant une part dans l'œuvre commune, il ajoute : « Ce qui fait le droit du parlement, c'est la difficulté, c'est l'impossibilité de confier cette tâche à aucun autre pouvoir. L'assemblée de Francfort sera donc une assemblée constituante. L'Allemagne veut être une, elle veut être un grand empire régi par la volonté nationale, avec le concours de toutes les classes de citoyens et de tous les gouvernements. Voilà l'idéal que l'assemblée devra réaliser. S'il y a des divisions sur d'autres points, aucun doute, aucune contestation n'est possible sur celui-là. L'Allemagne veut l'unité, et nous la lui donnerons. L'unité ! c'est notre seule sauvegarde et au-dedans et au-dehors. » Quelle que soit l'intelligence politique de M. de Gagern, on voit trop que ses doctrines n'étaient pas parfaitement arrêtées. Quel devait être le rôle du parlement de Francfort ? Quelle était l'étendue de son droit et de son action ? Sur quels points et dans quelles limites

Digitized by Google

s'exercerait le concours des gouvernements? A toutes ces questions, M. de Gagern n'avait pas alors de réponse précise, et c'est pour n'avoir pas su, dès le premier jour, s'enfermer dans le cercle des choses possibles, c'est pour avoir indiqué le but sans se préoccuper des moyens, que le parlement de Francfort a accumulé les obstacles où il devait infailliblement se briser.

Il restait à nommer le vice-président. M. de Soiron, le président du comité des cinquante, fut élu par 341 voix sur 392; les autres suffrages s'étaient partagés entre MM. Robert Blum, Dahlmann, Mühlefeld, Hermann, Uhland, Henri Simon (de Breslau), Heckscher et Roemer, qui appartenaient tous, excepté Robert Blum, au parti constitutionnel. L'extrême gauche attendait encore la meilleure partie de ses troupes.

On vit commencer cependant, à la séance du soir, un engagement très-vif, prélude d'une bataille qui dura huit jours et qui servit à mettre en évidence les différents partis de l'assemblée. Un député de Cologne, M. Raveaux, esprit turbulent, mais habile, le même que nous avons vu, dans l'assemblée des notables, résister à une misérable intrigue de son parti, porta devant le parlement un problème de la plus haute importance. La chambre des députés de Berlin était sur le point de se réunir. Quel serait le rôle de la chambre prus-

Digitized by Google

sienne en face de l'assemblée nationale? Pouvait-il y avoir une délibération parlementaire à Berlin tant que la constitution de l'Allemagne n'aurait pas été votée à Francfort? Quels conflits, si la constitution prussienne n'était pas d'accord avec la constitution des peuples germaniques! En présence de l'assemblée souveraine qui va statuer sur le sort de l'Allemagne entière, ne faut-il pas provisoirement fermer toutes les tribunes? Graves et urgentes questions dont M. Raveaux voulut saisir immédiatement l'assemblée. M. Raveaux proposait de déclarer que les députés de Francfort, nommés aussi députés à Berlin, pourraient accepter ce double mandat; il ajoutait que la chambre des députés de Berlin, bien que autorisée à se réunir, ne pourrait voter que des mesures générales, parer aux nécessités du moment, maintenir l'ordre, mais qu'elle ne travaillerait pas à une constitution. « Ma proposition se compose de deux parties, disait M. Raveaux : la première autorise la réunion de la chambre prussienne, car après une révolution, au milieu de l'effervescence des esprits, en présence d'une réaction ardente à se venger, il ne faut pas désarmer le ministère, il ne faut pas le priver de l'appui qu'il trouvera dans les représentants du pays; mais, ce péril écarté, un autre danger se révèle : il importe que la chambre prussienne ne s'engage pas dans des travaux d'où sortiraient des

Digitized by Google

conflits sérieux avec le parlement national de Francfort. Ne fermons donc pas la tribune de Berlin ; fixons seulement la limite de son droit. »

Trois opinions principales se formèrent sur la proposition Raveaux. L'extrême gauche en repoussait la première partie ; elle voulait fermer toutes les assemblées délibérantes, et que le parlement de Francfort, investi seul de la souveraineté absolue, dictât la loi à l'Allemagne. D'autres, au contraire (c'était le centre gauche), voyaient un abus de pouvoir dans la demande de M. Raveaux ; ils désiraient que la chambre prussienne fût complètement libre de faire la constitution particulière de ce pays, à la condition toutefois de revenir plus tard, s'il le fallait, sur ses votes, et de se mettre d'accord avec les décisions du parlement national. Les derniers enfin auraient souhaité l'ajournement de cette discussion. Pourquoi aller au-devant du péril? Ne serait-il pas temps de résoudre le problème lorsqu'on fixerait dans la constitution de Francfort les devoirs des citoyens allemands à l'égard des constitutions particulières? Les membres de la droite, en s'exprimant ainsi, ne songeaient qu'à gagner du temps. Ils comptaient bien que les évènements relèveraient peu à peu l'influence de chaque pays et diminueraient l'autorité dictatoriale du parlement.

Ces trois opinions furent représentées, et dans les conférences secrètes des députés prussiens, qui

Digitized by Google

se réunirent à l'hôtel de Hollande pour délibérer sur la question, et à la tribune du parlement, où la lutte dura plus d'une semaine. Des amendements sans nombre furent proposés; l'extrême gauche, la gauche, les centres, la droite, toutes ces fractions du parlement, manifestées désormais par cette discussion même, imaginèrent chacune leur théorie. La commission nommée à ce sujet adopta le système du centre gauche; elle proposa de voter que les constitutions particulières devraient être révisées par les chambres et mises d'accord avec la constitution nationale. C'était reconnaître la souveraineté du parlement en même temps qu'on évitait de proclamer trop haut ce principe. Le rapporteur, M. Roemer (de Stuttgard), défendit habilement cette opinion, qui fut soutenue aussi par MM. Heckscher, Welcker et de Beckerath. M. Schaffrath l'attaqua comme réactionnaire, M. Eisenmann comme trop avancée. Enfin, M. le comte d'Arnim et M. le baron de Vincke, organes de la droite, demandèrent énergiquement l'ordre du jour, c'est-à-dire l'ajournement de la difficulté. Après bien des débats, et quand une nuée d'orateurs eut passé à la tribune, un député du centre gauche, M. Wernher, formula une nouvelle proposition destinée à concilier les partis. La majorité qui l'adopta fut, en effet, considérable. M. Schaffrath et l'extrême gauche d'un côté, de l'autre

Digitized by Google

M. Roemer et les députés du centre abandonnèrent leurs propositions pour se rallier à celle de M. Wernher. Cette rédaction ne fut repoussée que par 20 ou 25 membres de la droite, parmi lesquels on remarqua M. de Vincke, M. d'Arnim, le prince Lichnowsky et le général de Radowitz.

La proposition Wernher était conçue ainsi : « L'assemblée nationale allemande, appelée par la volonté et les suffrages du peuple à constituer l'unité et la liberté politique de l'Allemagne, décrète ce qui suit : Toutes les dispositions des constitutions particulières qui ne seraient pas en harmonie avec la constitution générale, œuvre de l'assemblée allemande, n'auront de vigueur que d'après la mesure de cette constitution même, sans préjudice, d'ailleurs, de leur complète efficacité jusqu'au moment où sera promulguée la constitution de Francfort. » M. Roemer, M. de Beckerath, M. Welcker et leurs amis n'eurent pas de peine à adopter cette formule, qui ne modifiait que très-légèrement le projet de la commission. Mécontente de ne pouvoir établir la dictature du parlement, la gauche se rallia cependant à la proposition Wernher pour ne pas donner gain de cause à ceux qui demandaient l'ordre du jour. Enfin les membres du centre droit l'acceptèrent aussi, quoiqu'ils eussent mieux aimé ne pas reconnaître le principe de la souveraineté nationale implicitement contenu dans

Digitized by Google

la rédaction proposée; il leur parut que ce principe était indiqué sans fracas, et, puisqu'il fallait accorder cette satisfaction à l'assemblée, ils préférèrent une occasion comme celle-ci, espérant bien, disait naïvement l'un d'eux, que c'en était fait une fois pour toutes de cette proclamation de la souveraineté du peuple. C'est ainsi que, sur une question périlleuse, 25 voix à peine empêchèrent l'unanimité du parlement. Une explosion de bravos retentit dans la salle et dans les tribunes, quand on vit l'ordre du jour rejeté et la proposition Wernher admise par cette majorité immense.

Pendant le cours de ces débats, et tandis que la commission préparait son travail, une autre affaire, bien grave aussi, s'était produite devant le parlement. C'était, au fond, une question analogue à celle qui occupait déjà l'assemblée: il s'agissait de la dictature du parlement de Francfort. Une lutte sanglante avait éclaté à Mayence entre les troupes et une bande d'insurgés; M. Zitz, exagérant la gravité du conflit, dénaturant les faits, et rejetant sur l'armée toute la responsabilité du sang répandu, demandait à l'assemblée d'intervenir directement et de châtier les coupables. Une enquête fut ordonnée. Décréter l'enquête, c'était peut-être une mesure imprudente; l'assemblée sortait de ses attributions, et, ajoutant sans aucun droit le pouvoir exécutif à l'autorité législative, elle semblait entrer dans les

Digitized by Google

voies révolutionnaires où la poussait l'extrême gauche. « Si nous franchîmes cette fois les limites de notre mandat, dit très-bien M. Haym, député du centre droit [1], c'était pour le mieux fixer à l'avenir. » L'assemblée, en effet, fit acte de gouvernement, mais ce fut pour déclarer d'une manière plus solennelle que le pouvoir exécutif ne lui appartenait pas. Après le rapport des commissaires envoyés à Mayence, et malgré tous les efforts de la gauche, l'assemblée adopta un ordre du jour parfaitement motivé, qui ne laissait pas de doute sur ses intentions. De ce vote résultaient trois conséquences également graves : d'abord, l'assemblée se déclarait pouvoir législatif et proclamait que l'autorité exécutive n'était pas dans ses mains; en second lieu, elle accordait son appui aux gouvernements affaiblis par la révolution; troisièmement enfin, les insurgés de Mayence étant l'avant-garde des factions, l'assemblée, par un vote indirect, repoussait la république et affermissait la monarchie constitutionnelle.

II.

Création du pouvoir central. — L'archiduc Jean est élu Vicaire de l'Empire d'Allemagne.

Ce ne fut pas dans un débat accessoire et par

[1] *Die deutsche Nationalversammlung, ein Bericht aus der Partei des rechten Centrum*, von Robert Haym. Francfort, 1848.

Digitized by Google

voie d'allusion, ce fut directement, à la clarté du soleil et sur le champ de bataille le plus propice, qu'on fut amené bientôt à décider cette question capitale : la monarchie ou la république. Les deux discussions que je viens de résumer remplirent toute la fin du mois de mai; dès les premiers jours de juin, l'assemblée eut une tâche plus difficile à accomplir; il s'agissait de consacrer par avance l'unité de la patrie, il fallait créer l'autorité centrale.

Déjà, depuis la réunion du parlement, ce grand problème préoccupait tous les esprits sérieux. Il importait d'organiser au plus tôt le pouvoir qui représenterait l'unité dans le gouvernement de l'Allemagne. L'ancienne Diète était, pour ainsi dire, annihilée, et ses membres n'étaient plus, selon l'expression de M. Venedey, que les agents d'affaires de l'assemblée nationale. Fallait-il donc que cette assemblée elle-même, héritant de la Diète, remplacât le pouvoir qu'elle venait de renverser? Tel était sans doute le vœu de la démagogie, et c'est précisément pour écarter, dès le début, toutes ces folles prétentions révolutionnaires, qu'il était urgent d'installer sans délai le gouvernement central. Une commission de quinze membres fut nommée le 3 juin; la gauche n'avait pu y introduire que deux de ses membres, MM. Robert Blum et Trüschler.

Digitized by Google

Pendant le travail de cette commission, l'opinion publique travaillait aussi, et les projets, les systèmes, les théories les plus opposées, se succédaient sans relâche. Je ne parle pas des points principaux sur lesquels les partis ne pouvaient varier : d'un côté était le système républicain, qui prétendait transformer l'assemblée en une convention souveraine et investir son président de la puissance absolue; de l'autre était l'opinion vraiment sage et politique, la seule opinion sérieuse, celle qui voulait un pouvoir exécutif distinct de l'assemblée nationale. Entre ces deux points bien arrêtés, que de combinaisons différentes, que de projets particuliers étaient possibles et furent proposés en effet! Donnerait-on ce pouvoir à un seul homme? serait-ce un prince? le choisirait-on parmi les souverains ou seulement dans leur famille? ou bien, au lieu de confier le pouvoir à un seul, ne vaudrait-il pas mieux créer un directoire, de manière à ce que les différentes parties de l'Allemagne, divisées encore par des mœurs, des sympathies et des intérêts contraires, eussent chacune leur représentant auprès du pouvoir supérieur? On voit combien de systèmes opposés se trouvaient en présence. Depuis le centre gauche jusqu'à la droite, presque tous les députés, d'accord sur le fond du débat, ne pouvaient s'entendre sur l'application, et troublés, incertains, renon-

Digitized by Google

çaient à leur opinion de la veille pour un nouveau système qu'ils devaient abandonner le lendemain. Ce n'était plus, au moins de ce côté de la chambre, une affaire de lutte et de discipline; toutes les nuances étaient confondues, et chacun, selon ses vues personnelles, adoptait soit le directoire, soit le pouvoir unique, en dehors de tout intérêt de parti. Ajoutez à cela l'opinion de l'extrême droite, qui réclamait exclusivement pour les souverains le droit de constituer le pouvoir central, tandis que plusieurs membres de la droite auraient voulu que cette organisation se fît concurremment par les souverains et l'assemblée. Ainsi, d'un côté, l'extrême gauche avec son programme républicain; en face, l'extrême droite avec un programme monarchique, qui refusait toute concession à l'esprit révolutionnaire; au centre, différents partis qui autorisaient volontiers l'élection du pouvoir central par le parlement, mais qui se montraient plus incertains que jamais sur le système définitif qu'il convenait d'adopter : telle était la situation de l'assemblée nationale, lorsque la commission, par l'organe de son rapporteur, M. Dahlmann, vint proposer aussi son système et commencer la lutte.

Le rapport de M. Dahlmann concluait à l'adoption de ces huit articles : 1° Jusqu'à l'établissement définitif de la puissance exécutive en Allemagne, un directoire fédéral sera institué pour exercer

Digitized by Google

provisoirement cette puissance dans toutes les affaires communes des peuples allemands. 2° Ce directoire se composera de trois membres, désignés par les gouvernements et nommés par eux, après que l'assemblée nationale, au moyen d'un simple vote sans discussion, aura accepté les choix proposés. 3° Ce directoire aura provisoirement les attributions suivantes : il exercera le pouvoir exécutif dans toutes les affaires qui intéressent la sûreté et le bien-être de l'Allemagne; il prendra le commandement en chef de l'armée, et nommera tous les officiers supérieurs des troupes de la Confédération; il sera chargé de tout ce qui concerne la représentation de l'Allemagne auprès des autres peuples, et nommera par conséquent les ambassadeurs et les consuls. 4° Sur la paix et sur la guerre, sur les traités avec les puissances étrangères, le directoire fédéral ne peut rien décider sans le concours de l'assemblée nationale. 5° L'œuvre de la constitution est et demeure soustraite à l'action du directoire. 6° Le directoire exerce sa puissance par des ministres qu'il nomme et qui sont responsables devant l'assemblée. Tous les arrêtés du directoire ont besoin, pour être valables, de porter au moins la signature d'un ministre. 7° Les ministres ont le droit d'assister aux délibérations de l'assemblée nationale et d'être entendus quand ils le demandent, mais ils ne peuvent prendre part au vote

Digitized by Google

que s'ils sont membres de l'assemblée. Au contraire, les fonctions de membres du directoire et de député au parlement sont incompatibles. 8° Dès que la constitution allemande sera achevée et mise en vigueur, les fonctions du directoire et de ses ministres cesseront aussitôt. — Ces huit articles avaient été adoptés par la majorité. Dix membres sur quinze avaient adopté cette rédaction : c'étaient MM. Dahlmann, Claussen, Dunker, Max de Gagern, de Mayern, de Raumer, de Saucken, Wippermann, de Würth et de Zenetti.

C'est le 19 juin que la délibération commença. Elle menaçait d'être longue, et, sans le talent de quelques orateurs, elle n'aurait réussi qu'à embrouiller davantage une question déjà bien confuse. Plus de quarante propositions, sans compter les amendements, avaient été déposées sur le bureau. Quant au nombre des orateurs, il était vraiment effrayant : ceux qui étaient inscrits pour attaquer le projet de la commission n'étaient pas moins de soixante-douze; il y en avait trente qui s'apprêtaient à le soutenir, et onze qui devaient parler sur la question générale : cent treize discours sur le même sujet! Le débat s'ouvrit d'abord sur le point le plus étendu de la question : Y a-t-il lieu de constituer un pouvoir central? Après quelques paroles de M. Dahlmann, la lutte s'engagea très-vivement entre la république et la monarchie

Digitized by Google

constitutionnelle. M. Heckscher, l'un des membres éminents du centre gauche, adopte le projet, à l'exception de l'article 2 : — que les gouvernements proposent leurs candidats, rien de plus légitime ; mais c'est l'assemblée seule qui doit les nommer. M. le docteur Wiesner (de Vienne) parle le premier au nom de la montagne, et la montagne, il faut le dire, aurait pu envoyer sans trop de peine un combattant plus habile. M. Wiesner ne réussit guère qu'à divertir l'assemblée quand il exprime grotesquement sa profonde surprise au sujet du projet de loi, quand il dénonce avec une indignation factice l'insolence de la réaction, et s'écrie, pour terminer, qu'on ne doit pas installer le pouvoir central, avant de lui avoir *sondé les reins*.

Après quelques orateurs obscurs, M. le général de Radowitz monte à la tribune. M. de Radowitz est l'homme le plus éminent de l'extrême droite. C'est par la fermeté du caractère et par l'inflexible gravité du langage qu'il a pris la direction de son parti. L'austérité de son maintien, l'aspect sévère de son visage, tout est imposant chez lui, tout concourt à exprimer le commandement. Nous entendrons M. de Radowitz dans des occasions plus graves, et nous verrons l'exaltation réfléchie de ses croyances religieuses lui assigner un nouveau rôle au sein du parlement. Si M. de Radowitz

Digitized by Google

prend aujourd'hui la parole, c'est seulement pour rétablir, contre les orateurs de la gauche et même contre les députés du centre, les vrais principes constitutionnels. « On se demande, s'écrie M. de Radowitz, si c'est aux princes ou aux peuples qu'il faut attribuer la nomination du pouvoir central; cette hésitation est une méprise profonde. Le régime constitutionnel existe; or, les décisions du gouvernement, dans un état constitutionnel, ne sont pas l'œuvre des souverains; elles appartiennent aux ministres, à des ministres responsables qui représentent la majorité dans les chambres, comme les chambres représentent la majorité du pays. Voilà la vraie théorie constitutionnelle. Maintenant, l'unité de la patrie que nous désirons tous, est-ce cette tyrannique unité qui anéantit l'esprit particulier de chaque peuple et ses libertés provinciales ? Unité et variété tout ensemble, telle est la nature même de l'Allemagne, et pour que notre œuvre soit durable, il faut que ces deux éléments s'y retrouvent. Aujourd'hui donc, en renonçant, au nom de la nation entière, à établir nous-mêmes l'autorité centrale, en chargeant de cette mission la sagesse des états constitutionnels, nous contribuerions à l'unité de la famille allemande, sans rien enlever aux droits particuliers de chacun de ses enfants. » Le discours de M. de Radowitz, bien que contraire à l'opinion générale

Digitized by Google

de l'assemblée, fut accueilli avec une sympathie très-vive sur un grand nombre de bancs; on ne s'étonnera pas cependant que de violents murmures, réprimés aussitôt par l'énergie du président, aient éclaté dans les tribunes.

M. Wesendonck, qui répond à M. de Radowitz, ne s'attirera pas la colère du *peuple;* il soutient de son mieux la proposition de MM. Robert Blum et Trüschler, laquelle demande tout simplement un comité souverain choisi dans l'assemblée et chargé d'exécuter ses volontés. Les conclusions de MM. Robert Blum et Trüschler viennent d'être défendues à la tribune; il convient qu'une voix bien autorisée porte les premiers coups à l'ennemi; c'est à M. Bassermann qu'est dévolu cet honneur, et l'habile orateur, par une argumentation invincible, met en pièces le prétentieux édifice de la gauche. Il produit surtout une impression profonde quand il reproche aux théoriciens de la montagne le vieux péché, le péché originel de l'Allemagne, l'abus des formules, l'enivrement des abstractions et l'ignorance absolue des choses possibles. « En Angleterre, s'écrie-t-il, et il n'a malheureusement que trop raison, on parle peu de la souveraineté du peuple, et cependant la liberté de l'individu, la force et la dignité de la nation, n'y sont-elles pas mieux garanties qu'en France, bien que la France ait toujours ce mot de

Digitized by Google

cinquante, il avait redoublé d'efforts pour empêcher la dictature de l'assemblée; c'est encore là ce qui le préoccupe aujourd'hui. M. Welcker reproche au projet de loi de faire une part trop petite aux cabinets de l'Allemagne. M. de Beckerath appartient au même parti; mais, plus confiant que M. Welcker, il adhère complètement au projet de la commission. Le discours de M. de Beckerath fut un des évènements de la séance. M. de Beckerath est un des hommes les plus éminents qu'ait produits la session parlementaire de Berlin en 1847: âme élevée, poétique, pleine de grâce, intelligence claire et fine, M. de Beckerath a la réputation de conserver, au milieu des affaires les plus ardues, cette distinction supérieure qui est le caractère de son talent. Un habile publiciste[1] l'a comparé à M. Guillaume de Humboldt, à ce noble écrivain qui ne laissa jamais s'altérer, au milieu des embarras de la politique, la grâce de son esprit et la sérénité de son âme.

Le triomphe du lendemain fut pour M. de Vincke. M. de Vincke est le chef de la droite, avec le général de Radowitz. Il avait fait aussi, comme M. de Beckerath, comme M. de Lichnowsky, sa première éducation parlementaire à Berlin, dans la session de 1847. M. de Vincke

[1] *Reden und Redner des ersten Preussischen vereinigten Landtags*, von Robert Haym. Berlin, 1847, p. 261.

Digitized by Google

était alors l'adversaire déclaré des tendances rétrogrades du gouvernement prussien ; rien n'était plus antipathique à cet esprit si sensé et si net que le mysticisme illibéral de Frédéric – Guillaume IV. Malgré son audacieuse opposition, M. de Vincke appartenait de cœur et d'âme à l'aristocratie; sa famille est l'une des plus anciennes de la Westphalie, et quand ce fier gentilhomme défendait si bien les droits du peuple, ce n'était pas qu'il fût disposé à abandonner les siens. Esprit agile et militant, M. de Vincke se faisait gloire d'avoir choisi le vrai terrain, le terrain du droit (*Rechtsboden*). Tout son libéralisme était dans ce mot. « Mais s'il triomphe dans la lutte, écrivait, il y a deux ans, le publiciste que je viens de citer, si les légitimes exigences du peuple prussien sont remplies un jour, l'assemblée de Berlin verra M. de Vincke reprendre sa place au milieu de la noblesse et défendre les droits de sa classe. » Cette prédiction, qui dut surprendre bien des lecteurs en 1847, au moment où le nom du *Mirabeau prussien* jouissait d'une popularité immense, cette prédiction de M. Robert Haym s'est complètement réalisée au parlement de Francfort. M. de Vincke est un de ces talents supérieurs à qui bien des hardiesses sont permises ; armé d'une dialectique invincible et d'une ironie toujours prête, capable de s'élever par instants à la plus haute éloquence, M. de

Digitized by Google

Vincke est aussi bien préparé que possible à tous les chocs d'une tumultueuse assemblée. Il osa donc attaquer résolûment le dogme de la souveraineté du peuple. « L'assemblée nationale, disait M. de Vincke, ne représente pas seulement les droits du peuple, mais les droits des souverains. Quant à moi, je me considère ici comme le mandataire de ces deux ordres, comme le représentant de ces deux droits. Pourquoi le dissimulerais-je? je n'admets pas la souveraineté du peuple, terme équivoque, formule perfide, matière propice aux phrases sonores, mais où je cherche vainement une idée claire. »

Après avoir brillamment défendu cette opinion, M. de Vincke, comme M. de Radowitz, réclamait exclusivement pour les souverains le droit de constituer l'autorité centrale; il ne voulait pas que l'assemblée, suivant le projet Dahlmann, pût intervenir par son *veto* dans une affaire de cette gravité et gêner le libre mouvement des états constitutionnels. « Nous aimons nos princes, s'écriait M. de Vincke sans se laisser intimider par les clameurs de la galerie, nous aimons nos princes, nous autres Westphaliens, et nous sommes fiers que le Grand-Électeur nous ait appelés ses meilleurs, ses plus fidèles sujets; nous aimons nos princes non pas comme des poupées, non pas comme un mal nécessaire, nous les aimons comme

Digitized by Google

la libre Angleterre les aime. C'est pour cela que nous voulons maintenir leurs droits, afin que l'union des souverains et des peuples s'accomplisse sans dommage pour la dignité de chacun. » Toute cette partie du discours de M. de Vincke fut interrompue presque à chaque mot par les cris furieux des tribunes, tandis que la majorité de l'assemblée, peu favorable aux conclusions de l'orateur, applaudissait à son talent et à son courage. M. de Vincke ne protestait pas seulement contre l'intervention de l'assemblée dans l'établissement du pouvoir central ; il attaquait aussi le projet de former un directoire et soutenait avec force les avantages de l'unité. Point de directoire, mais un lieutenant de l'empire, telle était la conclusion de M. de Vincke. Cette opinion fut d'abord accueillie avec peu de faveur; un membre très-distingué de la droite, M. d'Auerswald, la combattit par des raisons judicieuses empruntées au rapport de M. Dahlmann et fort habilement mises en œuvre. L'assemblée paraissait incliner de ce côté; mais, je l'ai déjà dit, la majorité hésita jusqu'au dernier jour entre les deux systèmes, et l'on sait qu'au moment décisif ce fut, sur ce seul point il est vrai, le programme de M. de Vincke qui triompha.

Pendant que les esprits sérieusement politiques, pendant que M. Heckscher, M. Bassermann, M. Welcker, M. de Beckerath, M. de Vincke, quoi-

Digitized by Google

que divisés sur bien des détails, défendaient si brillamment la monarchie constitutionnelle, que faisaient les orateurs républicains? M. Robert Blum est le seul qu'on puisse citer avec estime; il évite presque toujours les lieux communs de ses confrères; il est éloquent, il est habile, et sait se modérer à propos. Les autres, M. Wesendonck, M. Trüschler, M. Eisenstück, M. Zitz, n'inquiéteront jamais les partisans de l'égalité démagogique; ils fraternisent parfaitement sous le même niveau.

MM. Schaffrath et Vogt méritent une place à part : le premier est un avocat saxon, esprit turbulent, ambitieux de bas étage, qui ne manque pas d'une certaine dextérité de parole; le second, professeur d'histoire naturelle à l'université de Giessen, a appris l'athéisme en étudiant les merveilles de la Création. Ce logicien est enrôlé dans les corps francs de l'*école hégélienne*, et il serait le spécimen le plus complet de l'athéisme germanique au parlement de Francfort, si le parlement n'avait le bonheur de posséder l'un des maîtres de M. Vogt, le fondateur des *Annales de Halle*, M. Arnold Ruge. M. Arnold Ruge est un homme d'un incontestable talent. Il y a chez lui un écrivain habile, une intelligence prompte, subtile, originale, et qui avait conservé, en dépit des folies hégéliennes, plusieurs qualités estimables. Par malheur, cet

Digitized by Google

esprit, qui s'était soustrait tant bien que mal à l'action dissolvante de l'athéisme hégélien, a été comme dérangé subitement par la fièvre révolutionnaire. C'était hier un docteur qui extravaguait spirituellement la plume à la main; c'est aujourd'hui un tribun qui a perdu la raison en faisant ses débuts sur la place publique. M. Arnold Ruge est un médiocre orateur, et il ne brille guère à la tribune de Saint-Paul; en revanche, le publiciste hégélien réussit beaucoup dans les clubs, où il résume à sa manière les discussions de l'assemblée. C'est ainsi qu'à l'occasion du débat sur le pouvoir central, il condamnait tout simplement à la potence l'immense majorité du parlement. Les clubs avaient encore une autre façon de venger l'infériorité des orateurs démagogiques; les cris et les menaces ne suffisant pas, on en vint aux outrages directs. Dans la soirée du 22 juin, le digne président qui dirigeait si impartialement les débats vit sa maison entourée par une bande d'insulteurs à gages. L'ordre fut promptement rétabli; mais cette tentative seule, exécutée contre un homme tel que M. de Gagern, indiquait assez la stupide brutalité des démagogues.

Il ne suffisait pas cependant d'avoir écarté le programme de la gauche : la question n'avançait pas, et les différentes fractions du parti constitutionnel étaient bien loin de s'entendre. Proposi-

Digitized by Google

tions et amendements se croisaient en tous sens. Enfin, au moment où le dernier des orateurs inscrits descendait de la tribune, M. de Gagern, laissant le fauteuil de la présidence à M. de Soiron, résolut de jeter dans la balance l'autorité de son opinion et de mettre fin une bonne fois à toutes les fluctuations de l'assemblée.

C'était le 24 juin, à la séance du soir. M. de Gagern commence par rendre hommage aux principes de la droite. — « Il n'est pas bon, dit-il, absolument parlant, que cette création de l'autorité centrale ait lieu sans le concours des cabinets de Vienne et de Berlin, de Stuttgard et de Munich; mais il ne s'agit pas ici de théorie absolue : la nécessité parle, la nécessité nous presse et nous entraîne. En de telles occasions, hardiesse c'est sagesse. Messieurs, c'est à nous de créer seuls le pouvoir central. » — A ces mots, la gauche et le centre gauche applaudissent. Le centre et une partie du centre droit, sollicités depuis deux jours par des amendements de toute espèce, indécis, déconcertés, trop heureux de suivre un guide si résolu et si ferme, éclatent aussi en bravos. — « Et pourquoi est-ce à nous de créer ce pouvoir? reprend vivement l'orateur. C'est à nous de le créer parce que nous en avons besoin, et parce que nous ne sommes pas sûrs de l'avoir aussi promptement qu'il nous le faut, soit que nous

Digitized by Google

réservions cette tâche aux gouvernements, soit que nous voulions seulement les associer à notre œuvre. Si ce pouvoir central devait être un directoire de trois membres, la difficulté serait moins grande, les gouvernements auraient moins de peine à faire leurs choix; mais la majorité de cette assemblée incline à l'opinion contraire, qui est aussi la mienne : elle veut la force exécutive dans une seule main, elle veut un vicaire de l'empire entouré de ministres responsables; de là des difficultés sans nombre pour les gouvernements à qui ce choix serait confié, de là des lenteurs sans fin, des embarras inextricables, et c'est pour cela que nous devons créer nous-mêmes l'autorité centrale. » M. de Gagern ajoute que le vicaire de l'empire devra être nécessairement choisi parmi les membres des maisons souveraines. « Il nous faut, dit-il, un homme haut placé, un homme qui puisse compter sur l'appui de tous les états de l'Allemagne. » L'archiduc Jean d'Autriche, déjà désigné par l'opinion, par les journaux, par les comités particuliers, est présenté à l'assemblée aussi clairement et aussi solennellement que possible dans le discours du noble orateur.

La séance du 25 juin fut plus tumultueuse que jamais. Il s'agissait de poser la question, et les propositions se disputaient la priorité avec une vivacité extraordinaire. La gauche surtout semblait

Digitized by Google

employer tous les moyens pour prolonger indéfiniment le débat. Quelques sévères paroles de M. Heckscher soulevèrent du côté de la montagne et dans les galeries un épouvantable tumulte. M. Heckscher est une belliqueuse nature, qui provoque un peu trop volontiers les orages, sachant bien qu'il les supportera sans pâlir. En vain M. de Soiron, avec sa voix de stentor, espérait-il dominer le vacarme; la gauche demandait impérieusement que M. Heckscher fût rappelé à l'ordre; M. de Soiron s'y refusait. Le désordre devint si violent, que M. de Soiron fut obligé de se couvrir, et la séance fut renvoyée au lendemain.

Le lendemain 26, après quelques paroles conciliantes de M. de Gagern, le vote put commencer; il eut lieu presque constamment par appel nominal, excepté pour les parties les moins importantes du projet de loi, et ne dura pas moins de deux jours. Voici les principales dispositions votées par l'assemblée. Au lieu d'un directoire composé de trois membres, un vicaire de l'empire; le titre de président était expressément rejeté; 355 voix contre 171 adoptèrent cette disposition. — Le vicaire de l'empire sera irresponsable (372 voix contre 175). — Le vicaire de l'empire sera nommé par l'assemblée (403 voix contre 135. Applaudissements prolongés dans les galeries). — La Diète sera dissoute aussitôt après l'installation du pou-

Digitized by Google

voir central (510 voix contre 35). — Enfin, l'ensemble de la loi fut adopté par 450 voix contre 100. — Sur les cent membres qui repoussèrent la loi, soixante-dix environ appartenaient à la gauche et une trentaine à la droite. Les uns, tels que M. le baron de Vincke, n'admettaient pas que l'organisation de l'autorité centrale pût être faite sans les gouvernements; les gens de la gauche, au contraire, M. Ruge et ses amis, se refusaient à consacrer un pouvoir irresponsable, le peuple seul, disaient-ils, étant vraiment souverain. Plusieurs membres de la droite, et entre autres M. de Radowitz, expliquèrent à la tribune comment ils avaient voté la loi : c'était sous la réserve expresse que les cabinets y donneraient leur assentiment. Malgré ces protestations et ces réserves, la majorité avait été considérable; on avait fait les premiers pas dans la voie de l'unité, et il ne restait plus qu'à nommer le chef du nouveau pouvoir, le vicaire de l'empire d'Allemagne. C'est le 28 juin que ce grand acte devait être accompli.

Il y avait alors, je l'ai déjà dit, un homme vers qui se tournaient toutes les pensées, depuis que le projet d'un directoire était abandonné de l'opinion. Membre de la maison d'Autriche, fils et frère des deux derniers empereurs d'Allemagne, l'archiduc Jean représentait pour beaucoup d'esprits la vieille dignité impériale. Investi d'un pouvoir tout

Digitized by Google

nouveau, il serait aussi, disait-on, l'héritier le plus direct de l'ancienne Allemagne. La chaîne d'or interrompue depuis 1806 allait se renouer et s'agrandir. L'empire germanique s'était éteint avec François II; il renaîtrait, jeune et vivace, avec son frère l'archiduc Jean!

En même temps qu'il représentait si bien la tradition, l'archiduc était mieux disposé que personne à régénérer le vieil empire, en acceptant le baptême de la démocratie. L'unité allemande était le plus cher de ses rêves. Né le 20 janvier 1782, l'archiduc Jean avait traversé dignement les plus mauvais jours de son pays. Bien jeune encore, il s'était distingué par son enthousiasme patriotique et son amour du progrès libéral. Il avait parcouru toutes les provinces de la monarchie autrichienne, étudiant partout le caractère et les besoins des populations diverses, s'occupant de réformes, devenant enfin l'espoir du peuple et le centre de toutes les tentatives généreuses. Ses lettres à Jean de Muller, écrites de 1804 à 1806, révèlent tous les nobles sentiments qui fécondaient son âme : ce n'était pas l'esprit autrichien, c'était l'esprit allemand qui l'inspirait. Au moment de la plus grande division de la patrie, au moment où l'empire d'Allemagne, moins affaibli par les victoires de Napoléon que par les hostilités de ses membres, allait infailliblement se dissoudre, l'archiduc Jean

Digitized by Google

entretenait avec le mâle historien du patriotisme germanique une correspondance remplie d'une seule idée, animée d'un seul désir, la reconstitution des forces nationales. Plus tard, pendant les guerres de 1813, il prit rang parmi les plus dévoués défenseurs du pays. Il resta fidèle, après la victoire, aux principes de sa loyale jeunesse. Éloigné de la cour, suspect à son frère et à M. de Metternich, il ne s'associa jamais à cette politique que la révolution de 1848 a renversée. Sa vie était modeste, son libéralisme sans fracas. On aimait à citer bien des faits inconnus de cette existence si digne. Des évènements domestiques, les circonstances romanesques de son mariage, ajoutaient encore au prestige de ses vertus patriarcales : c'était vraiment l'homme simple et bon, c'était le *braver Mann* si cher à nos voisins. Quel autre prince aurait mieux répondu aux nécessités de la situation? Qui avait mieux mérité cette récompense de garder la couronne et l'épée de l'empire, en attendant qu'un bras plus fort ou un politique plus exercé acceptât définitivement cette laborieuse mission?

Le 28 juin, à une heure, en présence d'une foule immense qui remplissait jusqu'au faîte les tribunes et les galeries de l'église Saint-Paul, M. de Gagern ouvrit la séance par ces paroles : « L'heure a sonné où, pour la première fois depuis des siècles, le peuple allemand est appelé à se donner

Digitized by Google

lui-même un gouvernement pour régler les affaires de la patrie commune. L'unité de l'Allemagne, qui n'existait jusqu'ici qu'au fond de nos consciences, va devenir un fait et occuper sa place dans le monde. Nous allons exercer un droit qui sera respecté de tous; accomplissons ce grand acte avec un esprit de paix. » Plusieurs propositions avaient été faites pour régler le vote; consultée par le président, l'assemblée décide que chaque représentant votera de sa place, à haute voix, et que l'élu devra réunir la majorité absolue des suffrages. Alors M. de Gagern : « Quel que soit l'élu, Messieurs, soyons bien déterminés à le soutenir de toutes nos forces. »

Presque toute l'assemblée se lève en applaudissant; M. Arnold Ruge et M. d'Itztein demeurent assis. Un des secrétaires, M. Simson, monte à la tribune et commence l'appel nominal.—M. Albrech (de Leipsick) : L'archiduc Jean d'Autriche! — M. Braun : L'archiduc Jean d'Autriche !—M. Compes (de Berlin) : L'archiduc Jean d'Autriche! — Les vingt députés qui ouvrent le vote répètent ainsi le nom de l'archiduc. M. Jordan (de Berlin) est le premier qui rompe cet accord en proclamant M. d'Itztein. D'autres membres de la gauche, en plus grand nombre, donnent leurs voix à M. de Gagern. D'autres s'abstiennent de voter en répétant cette phrase : Point de pouvoir irresponsable!

Digitized by Google

Enfin, l'appel nominal est terminé ; le compte des votes donne le résultat suivant : L'archiduc Jean 436 voix, M. Henri de Gagern 52, M. d'Itztein 32, l'archiduc Étienne 1 ; vingt-cinq députés de la gauche se sont abstenus. M. de Gagern prend aussitôt la parole : « Je proclame l'archiduc Jean d'Autriche vicaire de l'empire d'Allemagne. » L'assemblée se lève, et un tonnerre de vivats se prolonge sous les voûtes. « Qu'il soit, continue le président, qu'il soit le fondateur de notre unité, le gardien de notre liberté! qu'il rétablisse l'ordre et la confiance! Et, encore une fois, vive le vicaire de l'empire! » Les acclamations redoublent, et une députation composée de MM. Andrian, Jucho, Raveaux, Saucken, Rothenhan, Franke et Heckscher, est envoyée à Vienne pour porter à l'archiduc Jean le titre que lui a conféré l'assemblée nationale.

III.

Entrée de l'archiduc Jean à Francfort. — Fêtes et enthousiasme populaire. — Abdication de la Diète.

C'est le 5 juillet 1848 que la députation de l'assemblée nationale avait salué à Vienne le vicaire de l'empire ; six jours après, l'archiduc Jean faisait son entrée à Francfort, au milieu d'un immense concours des populations voisines.

Dès le matin, la ville entière était sur pied.

Digitized by Google

Soldats, gardes civiques, corporations de toute espèce, les autorités, les administrations, les écoles, tous, bannières déployées, attendaient le représentant suprême de la patrie commune. Vers six heures du soir, de nombreuses salves d'artillerie annoncèrent l'arrivée du prince. Un arc-de-triomphe, orné de fleurs et de couronnes, pavoisé de mille drapeaux, s'élevait devant la porte de Tous-les-Saints avec cette inscription : *La ville libre de Francfort au vicaire de l'empire d'Allemagne!* C'est par là qu'entra l'archiduc, escorté aussitôt par un bataillon de garde nationale et accueilli à chaque pas par des acclamations enthousiastes. Toutes les cloches sonnant à pleine volée répondaient aux saluts du canon.

C'était une fête à la fois solennelle et naïve, pleine de magnificence et de cordialité. Dans la rue de Tous-les-Saints, la corporation des tonneliers offrit au prince une coupe d'argent remplie de vin; c'était la même qui avait été présentée, lors des fêtes du couronnement, à son père et à son frère; c'est à cette coupe qu'avaient bu Léopold II et François II, les deux derniers empereurs d'Allemagne. « Videz-la à votre tour, disait le tonnelier, et que ce soit à la prospérité de la patrie! » Ces scènes patriarcales augmentaient la joie et l'enthousiasme; de toutes les fenêtres, des fleurs et des couronnes tombaient aux pieds du vieillard.

Digitized by Google

Le cortége, avançant avec lenteur au milieu de cette multitude, arriva enfin à l'hôtel de Russie, où le vicaire de l'empire fut reçu par une députation de l'assemblée nationale et du sénat de Francfort. M. de Gagern lui adressa quelques paroles de félicitation, et le pria, au nom de l'assemblée, de vouloir bien se rendre à l'église Saint-Paul pour y recevoir officiellement l'investiture. « Messieurs, répondit l'archiduc, je vous remercie de cet accueil. Quand j'ai appris le choix du peuple allemand, j'ai été bien étonné que ma grande patrie eût songé à l'un de ses plus modestes enfants, à un vieillard tel que moi ; mais il y a des invitations auxquelles on ne peut se soustraire. Quand le pays nous appelle, c'est un devoir de lui consacrer nos derniers jours et nos derniers efforts. Voilà ce qui m'a décidé à accepter votre mandat, afin d'accomplir avec vous, avec des frères, une entreprise grande et sainte. Me voici ; je vous appartiens. » Les députations répondirent par des vivats qui furent entendus de la rue et répétés au loin. Alors les fenêtres s'ouvrirent, et le vicaire de l'empire parut au balcon.

La foule avide put le contempler à l'aise. Sous ses cheveux blancs, son visage était encore plein de vie et de jeunesse ; un simple uniforme bleu et gris le distinguait de son entourage ; sa casquette militaire à la main, il saluait affectueusement ces milliers de spectateurs enivrés. Il fit signe qu'il

Digitized by Google

voulait parler, et le silence s'établit. D'abord le prince salua les habitants de Francfort, et, répétant ce qu'il avait dit aux députés de l'assemblée, il s'exprima chaleureusement sur l'avenir de l'Allemagne. « J'atteindrai ce grand but, ajoutait-il en mettant la main sur le bras de M. de Gagern, j'atteindrai ce but glorieux, si les bons conseils et les bons appuis ne me manquent pas. Vive Francfort! vive l'Allemagne! » Alors commença le défilé de toutes les corporations, et ce furent jusque dans la nuit des danses, des concerts, des processions aux torches, des illuminations sans fin, toutes les fêtes et toutes les joies d'un triomphe.

Le lendemain 12 juillet, après un intéressant rapport de M. Heckscher sur le voyage de la commission à Vienne, le vicaire de l'empire, introduit par une députation de cinquante membres de l'assemblée, entrait à l'église Saint-Paul, et prenait place sur un siége d'honneur. M. de Gagern, président de l'assemblée, lui adressa la parole en ces termes : « De cette heure, de ce moment, où les puissances récemment constituées de l'Allemagne unie viennent de sceller leur alliance, de cette heure datera notre ère nouvelle et notre nouvelle histoire. Très-auguste archiduc, vicaire de l'empire, vous êtes le bien-venu dans le sein de cette assemblée nationale, qui s'est promis à elle-même et qui a promis à la patrie de soutenir de toutes

Digitized by Google

ses forces votre altesse impériale, pour l'accomplissement de la difficile tâche qui vous est dévolue. Pour tout ce qui doit contribuer à fortifier les liens de l'unité, à assurer la liberté du peuple, à rétablir l'ordre public, à ranimer la confiance, à augmenter enfin la prospérité commune, le gouvernement du vicaire de l'empire peut compter sur l'appui de l'assemblée nationale. Le peuple allemand proclame avec reconnaissance le patriotisme de votre altesse; mais il demande que toute la force, que toute l'activité de l'archiduc Jean soit consacrée sans partage aux intérêts généraux du pays. Votre altesse me permettra de lui lire la loi sur l'installation du pouvoir central. » M. de Gagern fait cette lecture, puis il termine ainsi : « Au nom de l'assemblée, je prie votre altesse impériale de vouloir bien déclarer de nouveau, en présence du parlement national, qu'elle maintiendra et fera maintenir cette loi pour la gloire et la prospérité de l'Allemagne. »

Le vicaire de l'empire répond aussitôt : « Messieurs, l'empressement que j'ai mis à me rendre dans cette ville, afin de paraître au milieu de vous, doit vous prouver le plus clairement possible le haut prix que j'attache à la dignité de vicaire de l'empire et à la confiance que m'ont témoignée dans cette occasion les représentants de la nation allemande. En prenant ici possession de mes fonctions,

Digitized by Google

je déclare de nouveau que je maintiendrai et ferai maintenir pour la gloire et la prospérité de l'Allemagne la loi qui vient de m'être lue sur l'organisation du pouvoir central. Je déclare en même temps que je me consacrerai sans partage à ces fonctions, et que je prierai immédiatement sa majesté l'empereur d'Autriche de me décharger du soin de le représenter à Vienne, aussitôt que j'aurai ouvert la Diète, comme je le lui avais précédemment promis. Une fois ma résolution prise, je dois m'y dévouer tout entier; j'appartiens à la nation allemande. » L'assemblée, qui avait gardé le silence au moment où l'archiduc entrait dans la salle, applaudit à ces paroles avec transport, et le noble élu, toujours accompagné de la grande députation, se retira aux cris cent fois répétés de *vive le vicaire de l'empire!* Ce fut le sacre et le couronnement du nouveau pouvoir.

Le même jour, aux termes de la loi sur le pouvoir central, la Diète devait se séparer. Image de l'ancienne unité, la Diète ne pouvait subsister plus long-temps en face des représentants de l'unité nouvelle. Le premier acte du vicaire de l'empire fut d'aller lui-même fermer les séances du conseil déchu, qui, depuis le 8 juin 1815 jusqu'au 12 juillet 1848, avait représenté les cabinets allemands. Au sortir de l'église Saint-Paul, l'archiduc Jean se dirigea vers le palais Taxis, escorté par la troupe

Digitized by Google

et accompagné d'une foule de représentants. Quand on entra, les cloches sonnaient, cloches des funérailles, disait-on autour de l'archiduc, et les triomphateurs de l'église Saint-Paul s'en allaient gaîment, comme le curé de La Fontaine, *enterrer le mort au plus vite;* mais, comme dans la fable aussi, il eût mieux valu ne pas être si gai, et songer que la situation était grave.

L'assemblée nationale et le vicaire de l'empire sont désormais les seules autorités qui aient le droit de décider et d'agir pour tout ce qui concerne les intérêts généraux de l'Allemagne : responsabilité sérieuse à laquelle les dangers ne manqueront pas. Il semble même que l'assemblée, toute fière d'avoir créé l'unité politique et comme pour essayer la force de l'instrument qu'elle s'est donné, prenne plaisir à provoquer les tempêtes. Dans sa dernière séance, la Diète a félicité l'archiduc Jean, et lui a exprimé la confiance de tous les gouvernements qu'elle représente; le roi de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Hesse, de Hesse-Darmstadt, sont venus en personne complimenter l'élu et lui promettre leur concours; toutes ces démonstrations sont regardées comme une victoire, et l'assemblée croit n'avoir plus qu'à donner des ordres pour que l'unité complète soit établie. C'est ainsi que, dès le début du nouveau pouvoir et avant même d'avoir commencé la constitution, elle va créer au vicaire

Digitized by Google

de l'empire des embarras inextricables. Pendant les mois de juillet et d'août, il semblera que le parlement ait l'intention de mettre le feu aux quatre coins du pays. Persuadé que l'unité existe, persuadé qu'il parle au nom de cette unité puissante et véritablement enivré de sa dictature, il voudra terminer les plus graves affaires en notifiant sa volonté souveraine. Point de négociations, point de diplomatie; l'Allemagne parle, c'est assez. Rien n'arrêtera cette assemblée infatuée d'elle-même, ni la guerre extérieure, ni la guerre civile, ni les dangers du dedans, ni les difficultés du dehors; elle menacera la Hollande et le Hanovre, elle outragera le Danemarck et la Pologne, elle s'aliènera l'Autriche et inquiètera la Prusse; enfin, dans cette ardeur insensée qui l'emporte et qu'elle communique autour d'elle, elle ne se réveillera qu'en face de la réalité la plus sinistre, sous les coups de l'émeute et de l'assassinat.

IV.

La politique extérieure. — Prétentions du teutonisme — Affaires de Pologne et du Schleswig. — Insurrection de septembre.

Le 15 juillet, avant de repartir pour Vienne, le vicaire de l'empire, n'ayant pas eu le temps d'organiser tout un ministère, fit savoir à l'assemblée par un message qu'il avait nommé provi-

Digitized by Google

soirement trois ministres chargés de l'expédition des affaires courantes. C'étaient M. le chevalier de Schmerling pour l'intérieur et les relations étrangères, M. Heckscher pour la justice, et M. de Peucker pour la guerre. Le 9 août, le ministère fut définitivement constitué comme il suit : M. le prince Charles de Leinigen, président du conseil des ministres ; M. Heckscher, ministre des affaires étrangères; M. de Peucker, ministre de la guerre ; M. de Schmerling, ministre de l'intérieur; M. de Beckerath, ministre des finances ; M. Robert Mohl, ministre de la justice ; M. Arnold Dücwitz, ministre du commerce. Le vicaire appelait en même temps au poste de sous-secrétaire d'état M. Max de Gagern et Max-Louis de Biegeleben pour les affaires étrangères, Charles Mathy pour les finances, Frédéric Bassermann et Joseph de Würth pour l'intérieur, Widenmann pour la justice, Gustave Messiven et Jean Fallati pour le commerce.

Les hommes importants de ce cabinet étaient M. de Schmerling, M. de Peucker, M. Heckscher et M. de Beckerath. Les deux premiers, très-honorablement connus à Vienne et à Berlin, n'avaient pas encore eu l'occasion d'asseoir leur renommée dans le pays. M. Heckscher commençait à attirer l'attention par le rôle qu'il avait rempli à l'assemblée des notables et dans les débuts du parlement. Quant à M. de Beckerath, ce n'était un inconnu

Digitized by Google

pour personne, depuis les belles luttes de la chambre des députés de Berlin en 1847.

M. le chevalier Antoine de Schmerling est né à Vienne en 1808. Il étudia le droit avec succès, devint un jurisconsulte exercé, et, nommé à un poste administratif dans une province de la Basse-Autriche, il y soutint une lutte très-vive contre les entraves et les routines de la bureaucratie : c'était la seule opposition possible sous le gouvernement de M. de Metternich. L'opposition de M. de Schmerling se montra toujours sérieuse, et fut parfaitement justifiée par les effets. La Basse-Autriche doit à son intelligente activité d'utiles réformes accomplies sans fracas : des établissements de crédit, des diminutions de charges, l'affranchissement des communes sur bien des points importants, telles furent les principales conquêtes de l'habile et opiniâtre administrateur. Au moment où la révolution de 1848 éclata, M. de Schmerling était l'une des lumières du parti libéral. Le 13 mars, il entra l'un des premiers dans le palais impérial, essayant à la fois de guider et de contenir la révolution ; ce fut lui qui, le soir de ce même jour, décida M. de Metternich à prendre la fuite. Après les journées de mars, il organisa la garde nationale, et se rendit à Francfort, au commencement d'avril, pour siéger à la Diète. Il y remplaça M. le comte Colloredo, et fut, avec M. Welcker, le plus éner-

Digitized by Google

gique soutien de ce pouvoir, attaqué chaque jour par le comité des cinquante.

M. Édouard de Peucker est né en 1792, à Schmiedeberg, petite ville de la Silésie. Il entra au service en 1809; nommé officier deux ans après, il se distingua dans les guerres de 1812 et de 1813. Depuis 1815, il n'a pas cessé de remplir des fonctions importantes à Berlin, auprès du ministre de la guerre; il fut chargé, en 1822, de la direction supérieure de l'artillerie et des fortifications; personne, en un mot, n'a mieux contribué que lui à l'organisation des forces militaires de la Prusse.

M. Jules Heckscher est né à Hambourg, vers la fin du siècle dernier, d'un riche banquier israélite converti au christianisme : c'est un esprit énergique et ardent. Doué d'un remarquable talent de parole et profondément initié à la science du droit, M. Heckscher a suivi la carrière du barreau. Si la rudesse de sa nature lui fut assez long-temps nuisible, la supériorité de son talent triompha cependant des obstacles, et, en 1848, M. Heckscher pouvait être cité comme l'un des grands avocats de l'Allemagne du nord.

J'ai déjà dit quelle est la valeur de M. de Beckerath, j'ai déjà signalé la rare distinction de cet esprit, qui sait se mouvoir avec tant d'aisance au milieu des plus laborieuses affaires, sans rien

Digitized by Google

perdre de l'élévation de sa pensée et de la brillante facilité de sa parole. Tels sont les hommes que l'archiduc Jean associait à son pouvoir, et dont nous devrons juger les œuvres.

La première discussion qui occupa le parlement après l'installation du pouvoir central fut celle des droits fondamentaux *(Grundrechte)*. L'assemblée y perdit un temps précieux pour un médiocre résultat. Commencée au mois de juin, cette discussion ne se termina qu'en décembre. Six grands mois de débats métaphysiques sur l'État, sur l'Église, sur les universités, sur les communes, ce n'était pas beaucoup peut-être pour l'ancienne Allemagne ; c'était infiniment trop pour cette Allemagne nouvelle qui venait de se poser des problèmes si redoutables, et qui était harcelée chaque jour par le bruit de la guerre extérieure ou les entreprises de la démagogie. Il faut à ces controverses abstraites une société plus régulière et des loisirs mieux assurés : c'est là ce que n'ont pas voulu comprendre les savants professeurs réunis à l'église Saint-Paul. D'où vient la confusion de l'Allemagne actuelle, d'où vient l'irréparable échec du parlement de Francfort, sinon de cette obstination aveugle à se préoccuper de théories scholastiques, à ne poursuivre que des abstractions et des formules, sans souci de la réalité? On le verra bien quand la constitution sera décrétée ; on put le pressentir, dès le

Digitized by Google

mois de juin, à l'occasion des droits fondamentaux. Pendant six mois, de juin à décembre, ce parlement établit un tournoi scientifique et littéraire à propos de la grande charte des droits de l'homme. Au lieu de fixer dans les termes les plus simples une déclaration de principes qui pouvait être rédigée et votée dans l'espace d'une semaine, il renouvela les luttes des universités du XIIIe siècle, il ouvrit des séances académiques, et convoqua tous les docteurs à l'assaut ou à la défense des thèses. Telle est la frivolité du pédantisme chez ce peuple réputé si grave, tel est l'irrésistible entraînement de l'habitude chez des hommes qui se vantent d'avoir rompu pour toujours avec le génie de la vieille Allemagne.

Les droits fondamentaux furent discutés au milieu de l'inattention générale. La foule, qui avait envahi jusque-là les galeries et les tribunes de l'église Saint-Paul, ne prit pas le même goût que les députés à ces dissertations savantes : elle abandonna les séances du parlement. Deux tentatives furent faites pour abréger cet interminable travail; un député de la gauche, M. Schoder, à la fin du mois d'août, proposa de voter sans délibération tous les principes qui restaient à établir : la proposition fut repoussée, et les débats recommencèrent. M. Bassermann renouvela cette tentative quelques semaines après, et, comme il demandait

Digitized by Google

moins, il fut plus heureux. M. Bassermann obtint qu'il n'y eût qu'une seule discussion, une seule lecture au lieu de deux, chaque fois que cette demande serait appuyée par cent députés au moins : c'était là certainement une proposition bien modeste; il n'est pas sûr pourtant qu'elle eût obtenu la majorité des voix, si elle ne se fût recommandée du nom de M. Bassermann.

Qu'étaient-ce donc que ces droits fondamentaux? Une constitution philosophique en attendant la constitution politique, l'unité morale en attendant l'unité administrative de la patrie. Rien de mieux assurément, si l'on eût su se borner. Une déclaration de principes, conçue et rédigée nettement, aurait eu ici un double avantage : on se serait débarrassé d'abord de tout ce grand étalage scientifique, on aurait évité surtout de confondre une proclamation de droits avec une loi constitutive. Ces *Grundrechte* sont-ils, comme on disait à l'assemblée des notables, un grand idéal proposé aux peuples allemands et destiné à rallier dans les mauvais jours tous les serviteurs du progrès et de la vérité? ou bien forment-ils déjà une loi, une constitution obligatoire? Dans la pensée du parlement, les *Grundrechte* sont à la fois ces deux choses, et de là bien des embarras. Tandis que tel gouvernement, n'y voyant qu'une charte philosophique, admettra sans peine les droits fondamentaux,

Digitized by Google

celui-ci, frappé avant tout du caractère positif de la loi et des conséquences démocratiques qu'elle renferme, refusera ouvertement sa sanction : il y aura lutte, en un mot, à l'occasion de ces principes, que chacun devait saluer comme l'expression la plus haute de la société moderne. Proclamer la liberté individuelle, l'égalité devant la loi, l'inviolabilité du droit de propriété, l'abolition des priviléges de la noblesse, la suppression de la dîme et des servitudes féodales, c'est rendre un hommage bien naturel à l'esprit des temps nouveaux et faire briller aux yeux des peuples allemands l'idéal qu'ils doivent poursuivre en commun ; mais, quand le parlement de Francfort ajoute à cette proclamation de principes des injonctions positives qui doivent lier tous les gouvernements de l'Allemagne, il commet la faute dont il se rendra coupable en créant la constitution politique : il s'attaque étourdiment à des difficultés qu'il ne pourra vaincre.

Faut-il imiter le parlement de Francfort et s'arrêter longuement à ces discussions inopportunes ? Faut-il mettre aux prises les différents systèmes qui s'agitent à propos des rapports de l'Église avec l'État ? Tout cela n'est ni bien neuf ni bien important. Les ultramontains de la Bavière, M. le professeur Doellinger, M. le docteur Sepp, M. de Lasaulx, élevant des prétentions insoutenables, engagent la lutte la plus vive contre M. de Beisler,

Digitized by Google

et accessoirement contre M. Jordan (de Marbourg) et M. Vogt. M. Vogt et M. Jordan représentent ici le radicalisme hautain, lequel, dans son mépris suprême pour les croyances et les institutions religieuses, accorde volontiers toutes les libertés que réclament les téméraires, c'est-à-dire l'indépendance absolue de l'Église vis-à-vis de l'État. M. de Beisler, au contraire, ministre de l'instruction et des cultes à Munich, est un esprit plus prévoyant et plus sage. Intelligence pratique, il veut que l'Église ait des rapports avec l'État, et que ces rapports soient bien réglés ; l'Église, à ses yeux, n'y est pas moins intéressée que la société civile. Cette sage opinion, quoique soutenue par la froide parole de M. de Beisler, quoique très-vivement attaquée par le zèle fougueux des ultramontains et l'insolente ironie de M. Vogt, finit par triompher complètement. 355 voix contre 90 décident que l'Église, comme toutes les autres associations, est et restera soumise aux lois générales de la société, aux prescriptions du droit commun. Encore une fois, l'intérêt de ces débats est médiocre en présence des évènements qui se pressent et des difficultés qui s'accumulent. La politique étrangère nous appelle ; c'est là que le parlement va lâcher la bride à toutes les passions du teutonisme.

En discutant les droits fondamentaux, et c'est peut-être là leur excuse, les députés de Francfort

Digitized by Google

semblaient impatients de s'entretenir avec la nation allemande. Le premier parlement national, si longtemps invoqué, était réuni enfin. Chacun se crut obligé d'exprimer sa joie, d'apporter sa théorie à la tribune, d'offrir à la grande patrie l'hommage de ses chères études, de ses longues et silencieuses méditations. Même empressement, et plus ardent encore, pour les questions de politique extérieure. Seulement, au lieu de converser avec l'Allemagne, c'est à l'Europe que s'adressent les législateurs de Saint-Paul. Tout fiers de ce pouvoir central qu'ils prennent déjà pour l'unité politique, ils veulent faire savoir aux pays voisins que l'Allemagne, maîtresse de toutes ses forces, libre dans tous ses mouvements, est désormais une nation puissante à qui il convient de parler haut. Ce manifeste à l'Europe n'avait rien d'abord de très-inquiétant. On discuta de nombreuses propositions, dont le but était de proclamer les principes qui guideraient désormais la politique extérieure de l'Allemagne, et de ces différentes propositions résulta un programme assez vague. « La première préoccupation de notre politique, disait l'assemblée, sera toujours de maintenir le droit et l'honneur de l'Allemagne. » Ces mots : *le droit de l'Allemagne*, ouvraient une large porte aux convoitises du patriotisme, et nous verrons que le parlement a bien su en profiter. Il est vrai que

Digitized by Google

l'assemblée ajoutait aussitôt : « L'Allemagne n'arrêtera jamais d'aucune manière le développement intérieur des pays étrangers ; elle n'interviendra jamais, pour tel ou tel principe politique, dans les évènements et les luttes qui diviseront les nations voisines. » C'était, pour peu qu'on fût sincère, se tracer la voie la plus sûre ; c'était proclamer sans ambages ce principe de non-intervention que l'assemblée oubliera si promptement.

Je ne parle pas des folles théories de la gauche à l'occasion de ce programme ; M. Arnold Ruge crut nécessaire de porter à la tribune les conclusions de sa philosophie et le résumé de ses livres, je veux dire l'abolition de la patrie. Une fois la patrie supprimée, une fois cet exécrable sentiment déraciné du fond des cœurs, plus de rivalités, plus de haines, plus de guerres ; chaque race d'hommes renonce à son patrimoine de souvenirs ; les peuples renversent leurs barrières, les gouvernements désarment, et la fraternité dans le chaos inaugure une civilisation nouvelle. Les deux fléaux de la société présente, selon M. Ruge, ce n'est pas cette concurrence à laquelle M. Louis Blanc jette l'anathème, ce n'est pas cet infernal capital que maudit M. Proudhon : c'est la religion et la patrie, c'est le prêtre et le soldat. Or, si la religion effraie peu les *jeunes hégéliens*, le culte de la patrie leur inspire encore de sérieuses inquiétudes. Voilà pourquoi

Digitized by Google

M. Arnold Ruge, après avoir attaqué le patriotisme dans ses ouvrages, formule aujourd'hui contre ce fléau corrupteur les propositions les plus hardies. M. Ruge ne demande pas moins que la convocation d'un congrès européen pour substituer les théories cosmopolites à l'étroite religion de la patrie et opérer le désarmement de tous les états. Malgré la répulsion qu'il inspire, M. Ruge revient sans cesse à la charge. « Je ne quitterai cette tribune, s'écriait-il un jour, qu'après vous avoir convaincus de la nécessité de ce congrès. » Par bonheur, M. Ruge voulut bien oublier cet héroïque serment; il retourna bientôt à sa place, au milieu des éclats de rire d'une majorité moins convaincue que jamais.

Les doctrines de M. Ruge ne sont pas seulement ridicules, elles sont coupables. Il y avait sans doute un beau rôle à jouer pour un homme d'un sens droit qui serait venu défendre la politique de la paix devant l'assemblée de Francfort et mettre un frein aux ambitions patriotiques; mais la démagogie ne flétrit-elle pas tout ce qu'elle touche? Au lieu de contenir le patriotisme, M. Ruge l'outrage, et par là il irrite encore son impatiente ardeur. Le soulèvement de la Lombardie occupait alors l'Autriche; chassé de Milan au mois de mars, Radetzky était sur le point d'y rentrer. On comprend que de généreux esprits aient pu conseiller à l'Allemagne l'abandon de ses possessions

Digitized by Google

italiennes ; ce qui ne se comprend pas, ce sont les outrages adressés du haut de la tribune nationale aux chefs et aux soldats de l'armée allemande, pendant que l'armée allemande est au feu. Lorsque M. de Radowitz soutenait la nécessité pour l'Autriche de s'établir fortement en Lombardie, les arguments ne manquaient pas pour lui répondre ; en substituant les injures à la réfutation, en déclamant avec fureur contre le patriotisme, en foulant aux pieds le drapeau du pays dans une assemblée réunie tout exprès pour relever ce drapeau, les orateurs de la gauche ne faisaient qu'exciter le dégoût du parlement et enflammer de plus en plus son avidité conquérante. Qu'arriva-t-il en effet ? L'assemblée, qui tout à l'heure parlait si bien du respect des nationalités, et qui, disait-elle, malgré tant de causes de bouleversements, avait la plus ferme confiance dans le maintien de la paix européenne, l'assemblée va se donner à elle-même le plus éclatant démenti ; elle réclamera d'un côté le principe des nationalités et le violera d'un autre ; elle sera toute prête, enfin, à souffler le feu de la guerre au nord et au sud, à l'est et à l'ouest des états germaniques.

On sait que les frontières de l'Allemagne ne sont pas nettement définies. Il y a tout autour de ce pays des provinces à la fois allemandes et non allemandes, les unes appartenant à des souverains allemands et indépendantes de la Confédération

Digitized by Google

germanique, les autres faisant partie de cette Confédération et obéissant à des souverains étrangers. Les duchés de Limbourg et de Luxembourg sont compris dans la Confédération germanique, bien qu'ils appartiennent au royaume de Hollande; il en est de même des duchés de Holstein et de Lauenbourg, qui appartiennent au Danemarck. Au contraire, le grand-duché de Posen fait partie des états prussiens et reste indépendant de la Confédération, de même que les pays hongrois et polonais de la monarchie autrichienne, Hongrie, Transylvanie, Croatie, Gallicie, etc., dépendent du gouvernement établi à Vienne, mais non de celui qui siège à Francfort. C'est sur tous ces points que l'assemblée portera ses prétentions. Ces frontières indécises, elle voudra les fixer nettement, et pour cela elle décidera que l'empire doit absorber les provinces que je viens de nommer. Le teutonisme publia hautement, dans cette circonstance, l'orgueilleuse naïveté de son ambition. Ses principes étaient clairs : toute province où l'on parle allemand doit être rattachée à la grande patrie; tout pays étranger soumis à une puissance allemande doit aussi, tôt ou tard, appartenir à l'empire. Ainsi, cette loi des nationalités qu'on invoque contre le Danemarck pour s'emparer du Schleswig, on la viole contre les Polonais pour conquérir le duché de Posen. On parle de droit

Digitized by Google

naturel, on invoque la liberté des races, on s'apitoie éloquemment sur les membres dispersés de la famille allemande; qu'y a-t-il au fond de ces vertueuses colères? — Une ambition jalouse, inquiète, impatiente, qui s'étale plutôt qu'elle ne se cache sous une maladroite hypocrisie.

Voyez l'assemblée à l'œuvre! Par suite du traité d'avril 1839, le duché de Limbourg a été annexé à la Confédération germanique en échange de la partie occidentale du grand-duché de Luxembourg, cédée à la Belgique. Depuis cette annexion à l'Allemagne, le duché de Limbourg n'a pas cessé néanmoins d'être régi par la constitution hollandaise. Le Limbourg envoya donc deux représentants à Francfort, tandis que trois autres députés siégeaient à La Haye, aux états-généraux du royaume de Hollande. Assurément, la situation du duché de Limbourg est étrange, et ces députés envoyés les uns à Francfort, les autres à La Haye, révélaient dans le sein de cette province la présence de deux populations hostiles. Ce n'étaient pas des allemands, à coup sûr, qui avaient envoyé trois députés à la chambre hollandaise. Qu'y avait-il à faire pour des gens qui venaient de proclamer si haut le droit imprescriptible des nationalités? Le cas eût été embarrassant pour un patriotisme moins impétueux. L'assemblée de Francfort n'hésita pas; elle déclara, sur une interpellation de

Digitized by Google

M. Stedtmann, que « cette réunion du Limbourg avec le royaume de Hollande était inconciliable avec la nouvelle constitution de l'empire », et elle ordonna au ministère « de terminer cette affaire à la satisfaction de l'honneur allemand. » Ainsi, point de scrupules, aucune hésitation ; les principes qu'on a posés ont droit au respect tant qu'ils peuvent être utiles ; dès qu'ils s'opposent à l'ambition allemande, on les viole intrépidement !

Ici, du moins, l'assemblée n'avait pas tout-à-fait tort ; le duché de Limbourg, en vertu d'un traité, faisait partie de l'Allemagne et ne pouvait être représenté aux états-généraux de la Hollande : c'est par l'arrogance de la forme que le parlement germanique mettait les torts de son côté, et surtout par cette violation flagrante d'un principe proclamé la veille ; mais comment excuser ces grands apôtres des nationalités, ces hommes si prompts à s'indigner de l'oppression des Allemands dans les duchés danois, et qui, tout en faisant une guerre injuste sous ce prétexte hypocrite, maintiennent en Italie l'odieuse domination de l'Autriche, prétendent absorber la famille slave, applaudissent au bombardement de Prague, triomphent de l'abaissement de la Bohème, et, décrétant l'annexion du duché de Posen à l'empire, détruisent le dernier simulacre d'indépendance laissé à cette malheureuse Pologne ?

Digitized by Google

Cette discussion sur la Pologne mérite qu'on s'y arrête un instant. Le duché de Posen fera-t-il partie de l'empire ? ou bien faut-il réserver les droits de la Pologne et ne point enlever un dernier espoir, une dernière lueur d'existence à ce peuple martyr ? Telle était, au fond, la véritable question posée devant le parlement de Francfort, quand la discussion s'ouvrit le 22 juillet 1848. Un des plus grands malheurs de la Pologne (dernier outrage après tant d'outrages !), c'est d'être défendue par les plus mauvaises passions et de servir de prétexte aux plus stupides violences de la démagogie. M. Arnold Ruge le prouva bien lorsqu'il vint plaider la cause du duché de Posen. Il paraît que M. Ruge change de masque selon les discussions où il joue un rôle; nous l'avons vu tout à l'heure fort irrité contre le patriotisme : c'est le patriotisme (celui des étrangers, il est vrai) qui inspire aujourd'hui sa prétentieuse parole; M. Ruge souhaite la reconstitution de la Pologne, l'indépendance de l'Italie, et fait des vœux ardents pour la défaite de Radetzky et de ses troupes. Figurez-vous l'effet de ces paroles sur une assemblée allemande ! Une majorité immense se lève : « A l'ordre ! à l'ordre ! » Et, comme si ce n'était pas assez de rappeler l'orateur à l'ordre : « A bas de la tribune ! » s'écrie un concert de voix indignées. Alors M. de Gagern, dominant le tumulte : « Je ne rappellerai pas

Digitized by Google

M. Arnold Ruge à l'ordre, car je ne puis lui enlever sa philosophie; je lui dirai seulement que souhaiter une défaite à notre armée est un acte de trahison envers l'Allemagne. » A ces mots, prononcés avec un dédain superbe, avec une dignité formidable, un tonnerre d'applaudissements éclate. M. Arnold Ruge, ébranlé un instant, continue d'exposer *sa philosophie;* mais le triste orateur ne peut plus compter sur cette curiosité naïve qui le faisait écouter : on connaît trop bien désormais le dernier mot de la science hégélienne.

Cette discussion fut d'autant plus fatale à M. Ruge, qu'une partie de la gauche l'abandonna et se déclara avec fureur contre les Polonais. Ce fut l'un des membres de la montagne, ce fut M. Jordan (de Berlin) qui infligea à cette nation déjà si humiliée le plus cruel et le plus insolent des réquisitoires. M. le prince Lichnowsky avait attaqué vigoureusement les Polonais. « La Pologne! s'était écrié le brillant orateur, qui n'a de sympathies pour elle? Nous avons grandi en l'aimant et en pleurant sur ses malheurs. Comment donc se fait-il que ces sympathies soient devenues aujourd'hui la propriété exclusive de certains hommes? — Parce que la Pologne, depuis dix ans, a fourni des soldats à toutes les émeutes, des chefs à toutes les barricades, des démagogues à toutes les révolutions! » Rien de plus naturel que cet argument dans

Digitized by Google

la bouche du prince Lichnowsky; mais M. Jordan (de Berlin) sera bien plus dur et plus terrible. Il combattra par tous les moyens la reconstitution de la Pologne; il la montrera abattue, décomposée, morte et incapable de se régénérer jamais. « Les peuples ne ressuscitent pas, s'écrie l'impitoyable orateur; vouloir les ressusciter, c'est la chimère d'un esprit qui rêve, et, si une fois vous mettez la main à l'œuvre, autant vaudrait rouler éternellement le rocher de Sisyphe, qui éternellement retombera sur vous. La prudence, dit-on, la justice, l'humanité, nous conseillent de rétablir la Pologne. Quelle prudence, vraiment, de reconstituer un peuple animé contre nous d'inflexibles rancunes, et qui lui-même sera absorbé tôt ou tard par le plus redoutable et le plus détesté de nos ennemis, par la puissance russe! Que parle-t-on de justice? continue M. Jordan; le seul droit en ces matières, c'est le droit du plus fort. Nous avons conquis la Pologne, nous garderons notre conquête. Aussi bien, ce n'est pas tant une conquête de l'épée qu'une victoire de la civilisation. Qu'on cesse donc d'invoquer l'humanité! en nous emparant de la Pologne, nous affranchissons une terre barbare. »

Ce discours produisit un effet terrible; le fiévreux patriotisme des Allemands ne s'était jamais emporté avec une passion plus sauvage. Il est facile d'y reconnaître l'effet des prédications de

Digitized by Google

M. Arnold Ruge. M. Vogt eut beau combattre M. Jordan, il ne fit que donner une force nouvelle à ses paroles ; entre les sophismes éhontés de la *jeune école hégélienne* et le patriotisme, si insensé qu'il fût, l'assemblée ne pouvait rester indécise.

A la séance suivante, un Polonais, M. Janiczewsky, essaya de plaider la cause de sa malheureuse patrie. Sa parole était froide, son raisonnement ferme et serré ; mais, sous ce langage de l'avocat, on sentait gronder la colère du patriote, une colère sourde qui s'échappait çà et là en de sinistres éclairs. M. Janiczewsky ne pouvait triompher. A cette apparition tragique d'un homme qui vient seul défendre sa patrie dans le sénat des oppresseurs, on opposa je ne sais quelle parade sentimentale, on fit défiler à la tribune les députés allemands de Posen, réclamant tous pour leurs frères et demandant en leur nom à ne pas être exclus de l'empire d'Allemagne. L'issue n'était pas douteuse ; la plus grande partie du duché de Posen fut incorporée à l'empire par une majorité considérable. Ce n'est là sans doute qu'un premier essai ; n'y a-t-il pas aussi des Allemands en Hongrie? n'y en a-t-il pas à Venise et à Milan? Pourquoi le parlement de Francfort n'a-t-il pas déclaré que la Hongrie et le royaume lombardo-vénitien feraient partie du futur empire? Avec ce principe-là on peut aller loin, et,

Digitized by Google

selon le système de Hegel, l'Allemagne, en vérité, ne finirait nulle part.

Ce vote sur le duché de Posen sera expié un jour. Si c'est un défi à ces populations slaves qui tendent à absorber l'Autriche et à la séparer de l'Allemagne, ce défi imprudent sera relevé par l'avenir. Déjà les Polonais de Posen, avec un vigoureux publiciste, peuvent répondre aux docteurs de Francfort : « Les Polonais et les Slaves peuvent et doivent s'unir. Ils le feront, n'en doutez pas; ils le feront, même sur les cadavres de leurs frères, beaucoup plus tôt que les Allemagnes du nord et du midi ne réussiront à s'entendre sur la question impériale. Si divisés que nous soyons, votre unité ne nous fait pas envie [1]. »

La question du Schleswig-Holstein fut plus grave encore. L'iniquité du teutonisme s'y révéla avec une fureur nouvelle et entraîna d'odieuses conséquences. On connait l'histoire de cette grande contestation qui s'agite depuis quatre ans. La monarchie danoise menaçait de s'éteindre sans héritiers. Le fils unique du roi Christian VIII, marié deux fois et deux fois divorcé, n'avait pas eu d'enfants. Or, des trois duchés qui, avec le Jutland et les îles, composent cette monarchie, le Holstein et le Lauenbourg font partie de la Confédération

[1] C'est la conclusion de l'énergique brochure de M. Julien Klaczko : *Die deutschen Hegemonen*. Berlin, 1849.

Digitized by Google

germanique; le troisième, le Schleswig, renferme des Allemands en nombre assez considérable. Dès qu'on put prévoir l'ouverture prochaine de la succession danoise, le patriotisme germanique s'émut et convoita les trois duchés. La mort de Christian VIII, arrivée au mois de janvier 1848, enflamma encore la cupidité allemande. Le dernier représentant de la dynastie, le nouveau roi Frédéric VII, s'apprêtait à donner une constitution à ses états, afin de rallier plus intimement le Schleswig aux autres parties du royaume. Quelle serait la position du Holstein dans cet arrangement? Le Schleswig serait-il enlevé aux espérances du teutonisme? Toutes ces questions agitaient les esprits, quand notre révolution de février amena celle du 17 mars à Berlin; humilié par les vainqueurs des barricades et cherchant un appui dans l'ardeur envahissante de l'ambition germanique, Frédéric-Guillaume s'était proclamé le *roi allemand*; l'espoir de la prochaine conquête des duchés se réveilla plus fortement que jamais. Alors, par un contre-coup facile à prévoir, une effervescence extraordinaire se manifesta dans toutes les parties allemandes du Danemarck. Une insurrection éclata, et un gouvernement provisoire de cinq membres s'établit à Kiel, capitale du duché de Holstein; le teutonisme triomphait. Les insurgés furent soutenus aussitôt par la Prusse; le 6 avril,

Digitized by Google

sans aucune déclaration de guerre, l'armée prussienne, soutenue par des Hanovriens et des Mecklembourgeois, franchit les frontières du Holstein.

La guerre était engagée, le Danemarck l'accepta résolûment. A une agression injuste, à une odieuse violation du droit des gens, il opposa non-seulement la justice de sa cause, mais la loyauté et le courage de la plus digne résistance. La Suède, la Russie, l'Angleterre, la France même, malgré sa fâcheuse indifférence pendant les premiers mois de la république, comprirent enfin la nécessité d'intervenir par les moyens diplomatiques. De là des négociations, des armistices qui donnèrent lieu, dans le sein du parlement de Francfort, aux plus fougueux emportements des passions allemandes.

La première discussion sur les affaires du Schleswig eut lieu à l'église Saint-Paul dans la séance du 9 juin. Un armistice proposé le 18 mai par le cabinet britannique avait été rejeté par la Prusse; la Prusse cependant protestait de ses bonnes dispositions, et, tout en continuant d'occuper le Schleswig et le Holstein, elle retirait ses troupes du Jutland. Cette évacuation du Jutland mit les esprits en émoi à l'église Saint-Paul; des interpellations furent adressées au ministère de l'empire, et, après des discours de MM. Dahlmann et Waitz, l'assemblée vota un ordre du jour qui recommandait au pouvoir central « les plus éner-

Digitized by Google

giques mesures pour sauver le droit et l'honneur de l'Allemagne dans l'affaire du Schleswig-Holstein. » M. Waitz aurait même voulu que les conditions de la paix, si la paix devait être signée, fussent soumises au parlement; un sage discours de M. Heckscher fit rejeter cette proposition.

Un mois après, des bruits alarmants pour les convoitises germaniques se répandent à Francfort; on parle d'un armistice signé à Malmoe, lequel imposerait à l'Allemagne d'humiliantes conditions, bien loin de donner satisfaction à ses espérances. Il y avait eu, en effet, un armistice signé, le 2 juillet, à Malmoe entre le Danemarck et la Prusse, sous la médiation de la Suède, avec l'appui de l'Angleterre et de la Russie. D'après ce traité, les Prussiens devaient évacuer les duchés; le gouvernement provisoire né de l'insurrection se retirait immédiatement, et l'administration était rétablie telle qu'elle existait avant la révolte. Le Danemarck ne cédait que sur un point : il aurait voulu une administration spéciale pour chacun des duchés; l'armistice donnait une administration commune aux duchés de Schleswig et de Holstein. On sait que cet armistice du 2 juillet, quoique signé par la Prusse, fut obstinément et insolemment rejeté par le général Wrangel, chef de l'armée prussienne [1].

[1] Voyez, sur les détails de ces négociations, l'article très-complet de M. H. Desprez : *le Danemarck et la Confédération*

Digitized by Google

Le général Wrangel avait-il reçu des instructions secrètes? ou bien la Prusse, sincère dans ses négociations avec le Danemarck, était-elle obligée de plier devant un général qui en appelait au vicaire de l'empire? L'explication, quelle qu'elle fût, ne pouvait être que fâcheuse pour le gouvernement prussien. Toujours est-il que l'audace du général Wrangel fournit aux ministres de l'archiduc Jean une triomphante attitude devant l'assemblée nationale. M. de Schmerling, alors ministre des affaires étrangères, et M. de Peucker, ministre de la guerre, répondirent victorieusement aux interpellations : l'armistice n'était pas reconnu, le général Wrangel annonçait au ministère de l'empire qu'il ne ratifierait jamais des conditions contraires à l'honneur et aux justes prétentions de la patrie allemande. C'est ainsi que le ministère de l'empire, c'est ainsi que des esprits éclairés et graves, M. de Schmerling, M. de Peucker, entretenaient dans cette assemblée déjà si ardente les exigences aveugles qui les renverseront bientôt eux-mêmes.

Le 26 août, après une intervention diplomatique de la France, qui donnait une autorité nouvelle aux puissances amies du Danemarck, une

germanique (*Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1848); — et, sur le fond du débat, l'excellent travail de M. Alexandre Thomas: *l'Agitation allemande et la Question danoise* (*Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1846).

Digitized by Google

convention fut signée entre le Danemarck et la Prusse. Ce traité ne terminait pas, il s'en faut bien, la contestation des deux pays; il accordait seulement une suspension d'armes de sept mois; et, quant à la situation des duchés pendant cet intervalle de temps, les intérêts des deux parties contractantes étaient équitablement ménagés. Cette nouvelle fut communiquée à l'assemblée nationale, le 4 septembre, par M. Heckscher, qui venait de remplacer M. de Schmerling aux affaires étrangères. Pour aller au-devant des interpellations, M. Heckscher lut le traité d'un bout à l'autre. A cette lecture, on le pense bien, l'indignation fut extrême. Le ministère payait la peine de ses fautes; il avait exalté le patriotisme ombrageux du parlement : il avait promis la conquête des duchés aux hommes qui venaient de faire un nouveau partage de la Pologne, et maintenant que leur apporte-t-il? — Une modeste convention où les avantages sont égaux de part et d'autre.

Ce n'est pas même ce que vit l'orgueil teutonique; il se crut vaincu, et sa rage fit explosion. Voyez monter à la tribune le vieux Dahlmann, le grave professeur de Goettingue et de Bonn, le sévère historien des révolutions d'Angleterre et de France, un des chefs du centre droit à l'église Saint-Paul. M. Dahlmann est suédois par sa famille; né en 1785 à Wismar dans le Mecklembourg, il

Digitized by Google

appartient, par son éducation et les travaux de sa jeunesse, à cette colonie d'Allemands établie au sein du Danemarck, et qui voudrait aujourd'hui reculer les frontières germaniques jusqu'au Jutland. Son oncle, le professeur Jensen, était établi à Copenhague, et lui-même il étudia dans cette ville au commencement du siècle. C'est à Copenhague aussi qu'il publia ses premiers écrits et fit ses premiers pas dans la carrière de l'enseignement. En 1813, il fut appelé à l'université de Kiel, et depuis ce moment il ne cessa de prendre une part très-active à tous les efforts du parti allemand dans le duché de Holstein. Il y resta seize ans; ce n'est qu'en 1829 qu'il fut nommé professeur à Goettingue. On voit que la question du Schleswig n'était pas nouvelle pour M. Dahlmann; le vieillard croyait atteindre enfin le but qui avait passionné sa jeunesse. Quelle déception à la lecture de l'armistice du 26 août ! Il monte à la tribune, et, d'un ton grave, solennel, il prononce ces simples paroles : « Messieurs, vous avez appris officiellement les conditions de l'armistice; je n'ai qu'une seule chose à vous rappeler : — Il n'y a pas encore trois mois, le 9 juin, ici, à l'église Saint-Paul, il a été décidé que, dans les affaires du Schleswig, l'honneur de l'Allemagne serait sauf; — entendez-vous ? l'honneur de l'Allemagne ! » A ces mots, une émotion qu'on ne saurait rendre

Digitized by Google

parcourt l'assemblée entière. Les uns veulent voter et rejeter par acclamations le traité du 26 août; d'autres, soit modération, soit désir de donner plus d'éclat et de solennité au vote, demandent le renvoi des pièces à une commission qui devra lire son rapport le lendemain.

La soirée fut inquiète; les orateurs des clubs se déchaînaient contre le ministère, et l'on apercevait au milieu de l'effervescence publique quelques-uns de ces signes orageux qui présagent les combats de la rue. Le lendemain 5 septembre, M. Dahlmann lit son rapport au nom de la commission; il conclut à ce que tous les mouvements des troupes prêtes à évacuer le Danemarck soient immédiatement suspendus. Le ministère combat le rapport de M. Dahlmann, et M. de Schmerling en fait une question de cabinet. Cette menace n'arrête ni M. Dahlmann ni ses amis; ils ne voient pas que la gauche est là, fort indifférente aux affaires du Schleswig et décidée à s'emparer de la victoire dans le seul intérêt des idées révolutionnaires. M. Bassermann cherche vainement à éclairer ce patriotisme aveugle. « Messieurs, s'écrie-t-il, peut-être qu'au moment même où vous nous donnez ce spectacle, une agitation pareille se manifeste à Copenhague. Oui, nous le savons par des renseignements certains, l'orage a éclaté aussi sur le gouvernement danois : on lui reproche un

Digitized by Google

armistice qui est la honte du Danemarck. Comment avez-vous pu, disent-ils, signer une convention qui amène l'Allemagne au cœur de nos provinces? » Et reprenant avec une éloquente habileté les griefs des patriotes danois, il fait ressortir tous les avantages que l'Allemagne doit trouver à l'armistice. M. Bassermann n'avait que trop raison; mais la passion sait-elle écouter et comprendre? Sut-elle comprendre M. de Radowitz et M. de Beckerath, l'un si lumineux, si droit, si grave, l'autre si pressant, malgré sa douceur habituelle, et si ardemment convaincu? Le parti Dahlmann, le parti des professeurs, comme on l'a appelé, cette réunion de teutomanes qui jouera un rôle si fâcheux pendant les débats de la constitution, resta inflexible jusqu'au bout, et donna la victoire à la gauche : 238 voix contre 221 adoptèrent les conclusions de M. Dahlmann.

Le ministère était renversé, et M. Dahlmann avait reçu mission d'en recomposer un autre. Comment trouver cependant les éléments d'une administration sérieuse au milieu de cette majorité factice? M. Dahlmann dut y renoncer bientôt. Il avait fait ce qu'il fera si souvent dans la dernière période du parlement de Francfort : il avait introduit dans les esprits une passion opiniâtre, il avait créé le parti de la teutomanie, il avait désorganisé la majorité et le pouvoir; ce pouvoir, il ne sut pas le prendre

Digitized by Google

d'une main forte et réparer le mal qu'il avait causé.

Cependant une nouvelle bataille parlementaire se préparait. Toutes les pièces relatives à l'armistice étaient imprimées ; on allait discuter, non plus seulement sur les mouvements des troupes prussiennes, mais sur le sort même de la convention du 26 août. Faut-il approuver, faut-il rejeter l'armistice de Malmoe? Cette question, on le comprend sans peine, était tout autrement grave que celle qui renversa le ministère après les débats du 5 septembre. Les adversaires de l'armistice proposaient purement et simplement la continuation de la guerre. Cette décision eût forcé le pouvoir central d'entrer en lutte avec la Prusse ; incapable d'engager cette lutte, dénué de tous moyens d'action, n'ayant ni armée ni finances, le pouvoir central n'avait plus qu'à choisir entre l'abdication ou un coup d'état, et l'assemblée devenait une Convention révolutionnaire. M. Vogt ne dissimulait pas ses espérances : « On s'effraie, disait-il, de notre situation, si l'armistice est rejeté ! Notre situation sera celle de la France en 93 ; menacée comme nous au-dedans et au-dehors, elle s'appuya sur les forces populaires, elle créa des hommes, elle fit sortir de terre des armées, et l'Europe fut vaincue ! Seulement, ne l'oubliez pas, c'est une Convention qui fit cela, et il n'y a qu'une Convention qui puisse

Digitized by Google

reproduire ces grandes choses ! » M. Vogt eût été bien maladroit de parler de la sorte, s'il ne s'était adressé surtout à la galerie et aux gens de la rue. C'était pour répondre à l'exaltation des clubs, ce n'était pas pour le succès de la cause que le *jeune hégélien* faisait apparaître aux yeux de l'assemblée cette grande et sinistre image de 93. Cela dut donner à réfléchir ; quelques membres du parti Dahlmann, bien tardivement éclairés, se tinrent pour avertis. Un énergique discours de M. de Vincke acheva de redresser certains esprits. Enfin, après une lutte acharnée de plusieurs jours, après une dernière séance qui ne dura pas moins de onze heures, après des cris, des vociférations, des violences *capables*, dit un témoin, *de déraciner un chêne* [1], l'appel nominal commença, et la proposition de rejeter l'armistice fut repoussée par 258 voix contre 237.

V.

Si M. Vogt, en repoussant l'armistice de Malmoe, avait fait pressentir la possibilité d'une Convention, d'autres orateurs du même parti signalaient l'approbation du traité comme l'infaillible signal d'une révolution nouvelle. Quoi qu'il arrivât, en

[1] *Gazette d'Augsbourg*, 19 septembre 1848.

Digitized by Google

un mot, les factions étaient bien décidées à profiter de l'effervescence des esprits. On avait, pour ainsi dire, donné le signal de l'insurrection du haut de la tribune; dès que le vote fut connu, le cri *aux armes!* fut répété par les échos des clubs.

C'est le 16 septembre que le vote avait eu lieu; les agitateurs ne perdirent pas leur soirée, et le lendemain 17, une grande assemblée populaire était bruyamment convoquée aux portes de la ville. Elle se réunit de quatre à six heures du soir; toutes les réunions démocratiques, toutes les associations ouvrières de Francfort, de Mayence, d'Offenbach, de Hanau, s'y étaient rendues bannière en tête; environ vingt mille hommes, dit-on, avaient répondu à l'appel. Les meneurs étaient des hommes jeunes, presque tous étrangers à Francfort, troupe de condottieri au service des passions révolutionnaires, et qu'on voit apparaître subitement dès qu'une barricade s'élève. Les ouvriers étaient armés de bâtons; quelques-uns avaient des pistolets et portaient une plume rouge à leur casquette. Des députés de la gauche, M. Simon (de Trèves), M. Wesendonck, M. Zitz, M. Schloeffel, parlèrent du haut d'une tribune improvisée, ainsi que les chefs des clubs, tels que M. le docteur Rheinganum et M. Metternich (de Mayence). Ces derniers ne vociféraient que des motions incendiaires: ce n'était pas une manifestation politique

Digitized by Google

qu'ils voulaient, c'était une révolution sociale, l'anéantissement de la bourgeoisie, la suppression de la propriété, et les autres formules empruntées à notre démagogie parisienne. Enfin, après une délibération désordonnée, l'assemblée vota par acclamations les mesures que voici : « 1° L'assemblée du peuple déclare les députés qui ont approuvé l'armistice de Malmoe traîtres envers le peuple allemand, traîtres envers sa liberté et son honneur; 2° cette déclaration sera portée dans le plus bref délai à la connaissance de la nation allemande; 3° une députation se rendra demain à l'église Saint-Paul pour signifier cet arrêt à la majorité. »

Une bataille était donc annoncée pour le lendemain; les troupes hessoises firent des patrouilles pendant la soirée et maintinrent l'ordre. La nuit fut calme. Avant le lever du jour, trois mille hommes de troupes prussiennes et autrichiennes, sur l'ordre du pouvoir central, arrivaient de Mayence par le chemin de fer, et occupaient les abords de Saint-Paul.

La séance de l'assemblée commença de bonne heure; les députés de la gauche, selon l'habitude, protestèrent contre la présence des troupes, qui menaçaient, disaient-ils, la liberté parlementaire. Si la gauche, dans tous les pays, fait volontiers appel aux armes, elle s'indigne toujours que la société

Digitized by Google

entende ce cri, et qu'elle sache y répondre. L'ordre du jour fit justice de ces hypocrisies. Dès le début de la séance, M. de Schmerling écrivit au président que M. Dahlmann et M. de Hermann, tour-à-tour chargés de recomposer un ministère, ayant renoncé à cette tâche, le ministère de l'empire reprendrait ses fonctions jusqu'au parfait rétablissement de la tranquillité publique. Bientôt les délégués qui vont porter au parlement la déclaration des clubistes sont arrêtés par les Prussiens ; on croise la baïonnette, et quatre hommes sont blessés. C'est le signal de la lutte.

En un instant, les barricades s'élèvent et le feu commence ; il est deux heures. La troupe est maîtresse des grandes rues et des places ; une partie de la vieille ville, avec ses rues sombres et tortueuses, est au pouvoir de l'insurrection. Les troupes s'élancent, et, bravant la fusillade des fenêtres, elles emportent d'assaut les positions de l'ennemi. Le canon est braqué à l'entrée de la vieille ville ; les barricades les plus menaçantes sont renversées par les boulets. Il est facile de prévoir que le combat ne durera pas long-temps, les insurgés ont peu d'armes à feu ; vainement ont-ils pillé un armurier, la plupart d'entre eux sont armés de haches, de crocs, de pioches, de vieilles arquebuses rouillées, d'instruments et d'outils de toute espèce. Leur fureur n'en sera que plus

Digitized by Google

grande : malheur à qui tombera dans leurs mains ! Vers cinq heures, les députés de la gauche, réunis à l'hôtel d'Allemagne, envoient une députation au vicaire de l'empire ; ils demandent que les Prussiens sortent de la ville, et aussitôt, ils s'en portent garants, les barricades seront abandonnées. L'archiduc Jean semble prêt à céder, mais le ministère repousse toute condition : force doit rester à la loi. On accorde seulement, par humanité, un armistice d'une heure, pour laisser le temps de la réflexion à ces malheureux égarés. A six heures, la lutte recommence sur plusieurs points. Alors un décret signé de M. de Schmerling déclare la ville en état de siége et proclame la loi martiale. Des troupes nouvelles arrivent de la Hesse et du Wurtemberg, le feu se ralentit, la dernière barricade est prise, et pendant toute la nuit, l'armée, bivouaquant dans la rue, occupe la ville entière comme une place conquise.

La victoire de l'ordre fut chèrement achetée. L'armée éprouva de nombreuses pertes ; des officiers d'élite périrent sous des balles fratricides. L'assemblée nationale ne fut pas épargnée non plus. M. Heckscher, poursuivi par d'implacables haines, avait été obligé de prendre la fuite, dès le 17, pour ne pas être égorgé dans la rue ; moins heureux que lui, deux des membres les plus distingués du parlement, M. le prince Lichnowsky et

Digitized by Google

M. le général d'Auerswald, tombèrent victimes de la rage féroce des insurgés. Vers cinq heures, M. le prince Lichnowsky et M. d'Auerswald étaient montés à cheval pour porter un message au vicaire de l'empire; ils apprennent, chemin faisant, l'arrivée de la cavalerie wurtembergeoise, et, changeant de direction, ils vont au-devant des troupes hors des portes de la ville. Reconnus par des forgerons de Bornheim, ils sont bientôt entourés; ils enfoncent leurs éperons dans les flancs de leurs chevaux, fendent la foule et se jettent dans les jardins qui bordent la route. Ils trouvent un asile dans la maison d'un pépiniériste; mais, au bout de quelques minutes, la maison est enveloppée et fouillée : les deux fugitifs, sans armes, sans défense, sont à la merci des furieux. Frappé d'une balle à la tête, Auerswald est achevé à coups de pioche, à coups de faulx, à coups de massue; ses bras, sa seule défense, sont littéralement en pièces et en lambeaux. Lichnowsky est atteint aussi d'un coup de feu à la tête; on le traîne à demi mort dans la prairie de Bornheim, et là on le place comme un but, où chacun à son tour vient décharger son arme. Enfin, quelques soldats arrivent, attirés par la fusillade. Les meurtriers prennent la fuite; on rapporte à Francfort le cadavre du général d'Auerswald et le corps de Lichnowsky mourant : le malheureux rendit le dernier soupir vers onze heures du soir, au milieu

Digitized by Google

d'épouvantables souffrances, supportées avec un rare courage.

L'infame assassinat de Bornheim enlevait au parlement deux de ses membres les plus distingués. Le général d'Auerswald, frère de celui qui s'était fait remarquer aux états de Berlin, en 1847, par l'élévation de son caractère et la sûreté de son esprit, occupait un rang honorable dans le parti conservateur. On aimait chez lui la promptitude de l'intelligence, la rapidité et la précision du coup-d'œil. Son caractère noble et bienveillant excitait surtout des sympathies profondes. Ardent au contraire et prompt à la lutte, le jeune prince Lichnowsky semblait né pour les coups de main et les aventures hasardeuses. Engagé à vingt ans dans un régiment de hussards prussiens, le mouvement d'une existence irrégulière le pousse sur les champs de bataille de l'Espagne; il arrive en 1837 au camp de Don Carlos. Nommé général de brigade et attaché à l'infant Don Sébastien, il fait toutes les campagnes de cette année; il se bat à Huesca, à Barbastro, à Herrera, et, traversant la Castille, le voilà avec l'armée carliste sous les murs de Madrid. Les succès de Don Carlos ne se prolongent pas, et le prince Lichnowsky est envoyé par le prétendant en mission diplomatique. Il revient en Espagne en 1839, prend encore part à plusieurs combats, et s'éloigne décidément du théâtre de la

Digitized by Google

guerre. Il publie alors le récit de ses aventures dans un livre intitulé : *Souvenirs des années* 1837, 1838 *et* 1839. Trois ans plus tard, il va en Portugal, et ce voyage lui fournit encore l'occasion d'un curieux et spirituel ouvrage : *Souvenirs du Portugal en* 1842. Il justifiait bien sa fière devise :

Dextra tenet calamum, strictum tenet altera ferrum.

Retourné enfin dans sa patrie, il est envoyé à la chambre des députés de Berlin en 1847, et il y prend place parmi les plus brillants défenseurs de l'aristocratie. M. le prince Lichnowsky était dans les rangs de nos adversaires ; sa foi dans le droit divin des royautés n'est pas la foi du monde moderne ; représentant d'une société qui ne saurait revivre, attaché plutôt par orgueil que par principe aux traditions féodales, ce téméraire soldat aimait à lutter contre l'impossible. Nous l'aurions combattu assurément dans la session de 1847 ; depuis notre révolution de 1848, les choses sont bien changées ; en face de l'odieux despotisme de la démagogie, ne faut-il pas que les divisions s'effacent ? Je ne veux pas non plus rappeler ici les misères d'une vie où les pratiques de l'aventurier contrastaient si fort avec les doctrines du gentilhomme ; les derniers mois de cette courte existence ont effacé bien des souillures. Le prince Lichnowsky a rendu de grands services et donné de mâles exemples à l'église Saint-Paul ;

Digitized by Google

personne mieux que lui ne savait tenir tête à l'insolence de la gauche et aux furieuses clameurs de la galerie. Vaincu si souvent par son dédain et son audace, le parti démagogique, à la première occasion, s'est vengé avec rage ; les misérables qui l'ont tué, bien certainement, avaient plus d'une fois senti, du haut de la galerie de Saint-Paul, les coups de cette intrépide éloquence. Auerswald et Lichnowsky, ce n'est pas vous que je plains ; je plains votre patrie, déshonorée, comme la France de juin, par d'effroyables forfaits !

Digitized by Google

HISTOIRE DU PARLEMENT DE FRANCFORT.

TROISIÈME PARTIE.

LA CONSTITUTION DE L'EMPIRE.

I.

Reprise des travaux du parlement. — Agitation de Berlin. — M. Arnold Ruge et le *contre-parlement*. — Révolutions de Vienne.

L'émeute de Francfort, si elle avait triomphé, eût produit certainement une conflagration générale. Bien que réprimée promptement, elle eut son contre-coup à Cologne et dans le duché de Bade. Cologne eut aussi ses barricades, et M. de Struve, l'un des chefs des républicains badois, renouvela, à la tête de quelques corps francs, la tentative qui avait si mal réussi à son rival, M. Hecker, dans les derniers jours d'avril. Les émeutiers de Cologne ne tinrent pas long-temps devant les troupes prussiennes ; quant aux corps francs de M. de Struve, malgré l'énergique activité du général Hoffmann, ils eurent le temps de jeter la terreur dans les

Digitized by Google

campagnes et d'organiser un simulacre de gouvernement révolutionnaire.

Établis à Lörrach, ils y publièrent un *Moniteur républicain*, dont un seul numéro a vu le jour. Ce *Moniteur* contenait une proclamation au peuple allemand : c'était pour délivrer l'Allemagne du joug de la Russie que M. de Struve allait en guerre, et ses corps francs étaient un ramassis de réfugiés italiens, suisses, français, vengeurs désintéressés de l'unité et de la liberté allemandes. M. de Struve espérait bien, il est vrai, que tout le duché de Bade allait se soulever à sa voix, et qu'il n'y aurait pas seulement des aventuriers étrangers dans les rangs de cette expédition nationale. Pour atteindre ce but, le *Moniteur* de Lörrach publiait une série de décrets qui devaient attacher les gens de la campagne à la cause de la révolution. Détruire les dîmes, les corvées, les redevances féodales, ce n'était rien pour M. de Struve, cette réforme profitant surtout aux petits propriétaires; il fallait faire descendre plus bas les bienfaits du gouvernement insurrectionnel, il fallait, par de criminelles promesses, exciter le pauvre contre le riche, le serviteur contre le maître, le débiteur contre le créancier, et instituer l'anarchie : tel était le sens des décrets de M. de Struve. Ceux à qui ces encouragements ne suffisaient pas pouvaient lire la menace à côté. Tous les citoyens de dix-huit ans

Digitized by Google

à cinquante recevaient l'ordre de s'enrôler immédiatement sous les drapeaux de l'insurrection, et la loi martiale était proclamée. Chacun de ces décrets portait cette épigraphe : « Bien-être, instruction et liberté pour tous ! » Ils étaient signés ainsi : « Au nom du gouvernement provisoire, Gustave de Struve; le secrétaire, Charles Blind. »

Les actes répondaient aux paroles ; ce fut pendant quelques jours une véritable razzia démagogique. Ces razzias durent cesser dès que les corps francs furent en face de l'ennemi. Le 24 septembre, le général Hoffmann, ministre de la guerre dans le duché de Bade, les attaqua entre Staufen et Heitersheim, et les mit en déroute au premier choc. Ils se replièrent tumultueusement sur Staufen et élevèrent des barricades. Poursuivis par l'armée badoise, ils se défendirent de rue en rue avec assez de vigueur ; bientôt cependant Staufen était au pouvoir de la troupe, et un escadron de cavalerie conduisait à Fribourg une centaine de prisonniers. Aussitôt le gouvernement provisoire de Lörrach se réfugia sur le territoire de Bâle, et M. de Struve, qui avait réussi à s'enfuir, fut arrêté le lendemain à Schopfheim.

Il n'était pas aussi facile de vaincre la démagogie prussienne. Depuis les évènements du 17 mars, Berlin offrait le plus triste spectacle ; les clubs étaient maîtres de la ville ; on s'y croyait sans cesse

Digitized by Google

à la veille d'une révolution nouvelle, ou plutôt la révolution y était permanente. Privée des brillants orateurs, des solides esprits de la Diète de 1847, envoyés presque tous à Francfort, l'assemblée constituante du royaume de Prusse ne se signalait que par sa violence. Était-elle sous le joug de la terreur populaire? Cherchait-elle à dominer le parlement de Francfort par la fougue démocratique, ne pouvant l'égaler par le talent? Les deux motifs peut-être sont également exacts. La vérité est qu'une poignée d'énergumènes gouvernait l'assemblée et terrifiait la ville. Tandis que le gouvernement, à peine représenté par un ministère sans résolution et sans force, s'abaissait devant la terreur des rues, le roi, enfermé dans son château de Potsdam au milieu de ses gardes-du-corps et de ses sombres conseillers d'autrefois, s'exaltait peu à peu dans ses rancunes contre l'esprit moderne, et revenait à l'adoration du passé. Quelle pouvait être alors la situation du parti constitutionnel? Pressé entre les anarchistes et les défenseurs entêtés de l'ancien régime, il perdait chaque jour du terrain, et cela au moment même où son action était plus nécessaire que jamais, au moment où l'assemblée de Francfort, en faisant la constitution impériale, allait créer à l'Allemagne des difficultés sans nombre.

Ce travail si périlleux de la constitution exigeait

Digitized by Google

un accord intelligent entre les principaux cabinets de l'Allemagne et le parlement de Francfort. Par malheur, l'assemblée des notables, le comité des cinquante et le parlement lui-même, en proclamant la souveraineté absolue de l'assemblée nationale, avaient provoqué la résistance des cabinets et accumulé les obstacles. L'établissement du pouvoir central, au lieu de réparer les fautes commises, augmentait les complications. Si le parlement eût nommé un directoire, il eût associé à sa cause un grand nombre de souverains; le désir de l'unité l'emporta, et, quels que fussent les titres sérieux du vicaire de l'empire, le choix de l'assemblée amenait de nouvelles difficultés qu'on aurait dû prévoir. L'élection de l'archiduc Jean, en effet, avait profondément blessé Frédéric-Guillaume IV et froissé l'orgueil prussien.

Bien que les conflits n'eussent pas très-sérieusement éclaté, il y avait dans les rapports de la Prusse et de l'autorité centrale beaucoup d'embarras et de contrainte. Dès le commencement de juillet, l'ordre du jour que M. de Peucker portait à la connaissance des armées allemandes pour faire saluer le drapeau rouge, noir et or, et provoquer une promesse d'obéissance au ministère de l'empire, cet ordre du jour si imprudent n'avait pas été admis par le gouvernement prussien. Le 31 juillet, en prenant possession pour la qua-

Digitized by Google

trième fois du fauteuil de la présidence. M. de Gagern avait prononcé quelques paroles sévèrement hautaines, qui étaient, — toute l'assemblée le comprit bien, — une réprimande et une menace à l'adresse de Frédéric-Guillaume IV. Ajoutez à cela les violences de quelques députés de la gauche, ajoutez-y les fureurs de M. Brentano s'écriant, à propos de l'amnistie (séance du 7 août) : « Voulez-vous être moins indulgents pour M. Hecker que pour le prince de Prusse? » L'assemblée avait beau se soulever avec indignation, le président avait beau infliger à M. Brentano un énergique rappel à l'ordre; les outrages n'allaient pas moins à leur but, et comme la cour de Potsdam savait bien en tirer parti, on ne faisait pas, à distance, une distinction très-nette entre les patriotiques paroles de M. de Gagern et les grossières invectives du démagogue badois. C'est bien vainement aussi que le roi de Prusse et le vicaire de l'empire, vers le milieu du mois d'août, eurent une solennelle entrevue à Cologne à l'occasion des fêtes de cette belle cathédrale, considérée comme un des symboles de l'unité allemande. Une foule immense y assistait; presque toute l'assemblée de Francfort s'y était rendue. Le roi de Prusse et l'archiduc Jean échangèrent des promesses d'amitié, de concours sincère, de dévouement patriotique à la cause commune, et M. de Gagern, au nom du

Digitized by Google

parlement, ayant prononcé des paroles d'espoir sur l'unité de la patrie : « L'unité ! s'écria Frédéric-Guillaume en interrompant l'orateur, c'est ma pensée de toutes les heures, c'est la constante préoccupation de mon âme. » Belles promesses, enivrements d'un jour, qui n'empêchaient pas les anciens griefs de reparaître le lendemain, aussi amers, aussi inflexibles que la veille !

Le mécontentement de Frédéric-Guillaume, très-habilement exploité par les conseillers piétistes de 1847, détruisit peu à peu l'influence de constitutionnels, et finit par leur enlever le pouvoir. Ce parti avait eu tour-à-tour deux ministères, celui de M. Camphausen et celui de MM. Auerswald et Hansemann. Ni l'un ni l'autre n'avaient su comprimer les désordres de la rue et se mettre d'accord avec Frédéric-Guillaume IV sur les rapports du gouvernement prussien avec l'assemblée de Francfort. La chute du ministère Auerswald et Hansemann fut une complication bien fâcheuse au milieu d'une crise déjà si grave. En abandonnant les chefs du parti constitutionnel pour les théoriciens de l'absolutisme, le roi de Prusse augmentait les forces de la démagogie. C'est en vain que M. de Beckerath, envoyé tout exprès à Berlin, espéra faire prévaloir auprès de lui un sage esprit de libéralisme ; rien ne put triompher de la défiance royale.

Digitized by Google

L'occasion était belle cependant pour un esprit moins fantasque ; le parlement de Francfort, après les rudes avertissements du 18 septembre, rentrait dans les voies d'une politique meilleure ; il allait devenir désormais un des plus sûrs remparts de l'ordre ; il allait acquérir de plus en plus une grande et féconde autorité morale. Qui sait ce qui serait arrivé si Frédéric-Guillaume IV, cherchant un appui intelligent dans l'assemblée de l'Allemagne, se fût décidé à suivre résolûment les voies constitutionnelles ? Qui sait si l'esprit de désordre, introduit par bien des endroits dans la constitution de l'empire, n'eût pas été plus facilement repoussé ? Le roi de Prusse se défiait du parlement national ; le parlement se vengera en se défiant du roi de Prusse, et de là cette mollesse avec laquelle certains députés de Saint-Paul laisseront insérer dans la constitution impériale plusieurs articles ultra-démocratiques. Une conduite résolue, un libéralisme sincère de la part de Frédéric-Guillaume IV, en imprimant aux évènements une direction plus droite, eût empêché sans nul doute l'affreuse confusion où l'Allemagne est plongée aujourd'hui.

Précisément à l'époque où le roi de Prusse adoptait, comme disent nos voisins, les doctrines du *particularisme*, un des chefs de la démagogie allemande, M. Arnold Ruge, faisait la même chose

Digitized by Google

dans un intérêt tout différent; il se révoltait aussi contre l'assemblée de Francfort, et, donnant sa démission avec un dédain superbe, il partait pour Berlin, la seule ville digne d'être le théâtre des idées nouvelles, la seule capitale de la démocratie. Ainsi, tandis que les conseillers secrets de Frédéric-Guillaume lui disaient imprudemment : « C'est à Berlin seul et non à Francfort que nous pouvons relever le drapeau de l'ordre et triompher de l'esprit révolutionnaire », M. Arnold Ruge s'écriait : « Francfort est un village, le parlement est une assemblée de paysans; c'est à Berlin que la démocratie gagnera ses grandes batailles. » En disant cela, M. Ruge ne comptait pas seulement sur les clubs, sur les réunions populaires, sur les désordres permanents de la place publique; il voulait former à Berlin une nouvelle assemblée nationale, et il l'appelait d'avance le contre-parlement *(Gegenparlament)*. Des députés de la seconde chambre du royaume de Saxe, MM. Helbig, Evans, Tzschirner, s'étaient rendus à son appel pour constituer cette Convention. Les démagogues berlinois, M. Held, M. Waldeck, M. d'Ester, M. le comte Reichenbach, péroraient chaque soir dans les tavernes; le club des Tilleuls semblait un forum continuellement ouvert aux fureurs de la populace; l'irritation, en un mot, était entretenue sans relâche et préparait les entreprises de M. Ruge. C'était vers la fin d'octobre

Digitized by Google

que le parlement démocratique devait tenir sa première séance. Sur ces entrefaites, le ministère libéral de M. Hansemann ayant fait place à l'administration de M. de Pfuel, il fut évident qu'une sombre colère poussait l'un contre l'autre les deux partis extrêmes. D'un côté, la réaction appuyée sur l'armée; de l'autre, M. Arnold Ruge et le contre-parlement, tel était à Berlin, quelques semaines après le 18 septembre, l'acharnement des passions contraires. Combien la lutte eût été plus violente, si les insurgés de Francfort eussent remporté la victoire!

La situation de Vienne est-elle meilleure? Tandis que le parlement de Francfort s'agite sous le coup des émotions de septembre, tandis que Berlin est en proie à l'esprit révolutionnaire et que le congrès de M. Arnold Ruge entretient l'effervescence démocratique dans toute l'Allemagne du nord, y a-t-il du moins un peu de calme et de tranquillité dans le midi? Non; l'Autriche est encore plus bouleversée que la Prusse. Aux luttes politiques s'ajoutent les luttes nationales, aux guerres de partis les guerres de races. Depuis le mois de mars, il y a déjà eu deux révolutions à Vienne, et la troisième va éclater. Cette troisième révolution, la révolution du 6 octobre, sera bien autrement grave que les deux autres. Le 16 mars a humilié la couronne, chassé M. de Metternich, et substitué à l'ancien

Digitized by Google

régime le système constitutionnel ; deux mois après, la journée du 15 mai a changé la seconde chambre en une assemblée constituante, fait proclamer le suffrage universel, et obligé l'empereur épouvanté à chercher un asile dans son fidèle Tyrol. La révolution du 6 octobre sera pendant quelques jours le triomphe de la démagogie. Le parti républicain, profitant des luttes intérieures de la Hongrie, s'unit aux Magyars contre les Croates ; le départ des régiments autrichiens qui vont fortifier Jellachich est le signal d'une insurrection terrible ; la ville en un instant est toute hérissée de barricades ; le digne ministre de la guerre, le brave comte Latour, qui avait rempli un rôle si honorable dans les guerres patriotiques de l'Allemagne, est égorgé par une populace en furie, et son cadavre, traîné dans la rue, est pendu bientôt à la porte du ministère de l'intérieur, au milieu des hideuses acclamations d'une bande de cannibales.

L'insurrection est victorieuse, l'assemblée constituante s'empare du gouvernement sous la présidence de M. Smolka, et un comité de salut public s'organise dans la soirée du 6. Ce n'est pas la république que veut l'assemblée constituante ; les institutions démocratiques dont elle est redevable aux barricades du 15 mai suffisent aux esprits les plus impatients. Dans toutes les proclamations au peuple, dans toutes les adresses que MM. Pillersdorf

Digitized by Google

et Hornbostl vont porter à l'empereur, l'assemblée défend la monarchie constitutionnelle. « L'Europe entière nous admire », disait le 7 août une proclamation de M. Smolka, jetant cette grossière flatterie au peuple, afin de mieux l'apaiser ; « demeurons fidèles à nous-mêmes ; restons invinciblement attachés au respect de la loi, à la monarchie constitutionnelle, à l'amour vrai de la liberté ! » Mais quelle garantie présentait ce langage dans une ville livrée aux démagogues ? Pouvait-on espérer le prompt rétablissement de l'ordre ? Pouvait-on compter sur le jeu régulier des institutions libérales, au moment où le bouleversement de Vienne offrait un théâtre propice à toutes les entreprises de la violence ?

Voilà quels évènements épouvantaient l'Allemagne, lorsque le parlement de Francfort commença ses travaux sur la constitution de l'empire. Cette situation, si mauvaise qu'elle fût à bien des égards, n'était pas aussi défavorable qu'on pourrait le croire à l'influence du parlement. Si le roi de Prusse était défiant, si l'empereur d'Autriche était irrité, les excès de Berlin, les révolutions de Vienne, fournissaient au parlement l'occasion d'exercer une salutaire influence morale et d'agrandir son autorité. On le tolérait jusque-là bien plutôt qu'on ne reconnaissait sa mission ; il était heureux que les gouvernements eussent besoin de son appui. En même temps on pouvait espérer que

Digitized by Google

le sentiment du péril universel modèrerait l'ardeur des unitaires, et que la constitution serait plus sage, plus sensée, plus praticable, étant débattue ainsi en présenee d'un pays bouleversé qui demandait son salut aux législateurs de Saint-Paul. La discussion va commencer bientôt. Après les émotions inévitables qui ont suivi l'émeute du 18 septembre, après de tumultueuses séances consacrées à la mise en accusation de plusieurs députés de la gauche, l'assemblée a repris assez paisiblement ses travaux. Le ministère, renversé par une coalition de hasard, a été reconstitué, pour ainsi dire, par le danger public; le vote du 5 septembre l'avait vaincu, l'attentat du 18 l'a ramené triomphant. M. Heckscher seul n'en fait plus partie; son ardeur inopportune, la témérité agressive de son esprit, les haines qu'il a soulevées, causeraient des embarras sérieux que ne compenserait pas suffisamment l'énergie de sa parole. C'est M. de Schmerling, ministre de l'intérieur, qui est chargé provisoirement des affaires étrangères. Quant aux partis de l'assemblée, désorganisés un instant par la discussion du Schleswig-Holstein, ils se sont reformés et disciplinés dès le lendemain de l'émeute; les différentes fractions du centre ont senti le besoin d'une alliance plus étroite; elles se souviennent du 5 septembre, et ne veulent plus ouvrir la brèche par où pénètrerait la gauche.

Digitized by Google

Ces bonnes dispositions sont-elles durables, et verra-t-on l'évènement justifier les espérances des esprits sages? Sur ce point, hélas! il faut s'attendre à bien des mécomptes. Les députés de Saint-Paul sont sollicités tour-à-tour par deux mobiles contraires : tantôt ce sont les opinions politiques, tantôt ce sont les passions nationales. Or, quand les passions nationales s'emparent des cœurs allemands, la bannière politique est abandonnée sans regrets. N'a-t-on pas vu M. Dahlmann et ses amis préparer la victoire de la gauche, renverser le ministère de l'empire, rallumer l'incendie démagogique du nord au sud de l'Allemagne pour cette misérable affaire des duchés danois? Que sera-ce lorsque la Prusse et l'Autriche seront aux prises, lorsque les questions de peuple à peuple viendront jeter un nouveau trouble dans les débats du parlement! Combien de fois les partis seront entièrement renouvelés par des désertions soudaines ou des accessions inattendues! Au milieu de quelles difficultés, enfin, au milieu de quels désordres s'accomplira l'œuvre périlleuse dont la discussion va s'ouvrir!

II.

Le comité de constitution. — Projet de loi. — L'Autriche et le futur empire. — Ardeur croissante et illusions du parti Dahlmann. — Discours de M. de Gagern.

Le travail du comité de constitution fut soumis

Digitized by Google

à l'assemblée nationale le 18 octobre 1848. Ce comité, élu cinq mois auparavant, dans la séance du 25 mai, était composé de trente membres. C'étaient MM. d'Andryan, de Beckerath, Beseler, Bassermann, Dahlmann, Droysen, Detmold, Deiders, Ahrens, Henri de Gagern, Max de Gagern, Jurgens, Robert Blum, de Muhlefeld, Lichnowsky, Robert Mohl, Pfizer, Hergenhahn, Welcker, Roemer, Scheller, Schreiner, Tellkampf, Wigard, de Soiron, Waitz, Wippermann, Mittermaier, Schüler et Simon (de Breslau). Ce comité fut peu à peu modifié par des circonstances diverses. M. Henri de Gagern, constamment réélu président de l'assemblée, fut obligé de donner sa démission. MM. de Beckerath, Robert Mohl, Bassermann et Max de Gagern étant entrés, les deux premiers en qualité de ministres, les deux autres comme sous-secrétaires d'état, dans l'administration du vicaire de l'empire, furent enlevés au comité. Le comité perdit aussi M. d'Andryan, qui accepta les fonctions d'ambassadeur à Londres, et M. le prince de Lichnowsky, dont nous avons raconté l'horrible assassinat dans la soirée du 18 septembre. Encore quelques jours, et le représentant le plus distingué de la gauche, M. Robert Blum, allait être fusillé à Vienne. Ces huit députés furent remplacés tour-à-tour par MM. Gülich, de Lasaulx, Riesser, de Rothenhan, de Sommaruga, Zell,

Digitized by Google

Briegleb et Compes. Il restait enfin une dernière place à donner, celle de M. Paul Pfizer, qu'une maladie opiniâtre tenait éloigné du parlement.

Les différents pays de l'Allemagne étaient assez exactement représentés dans cette commission, au moins pour le nombre des états, sinon pour leur importance réciproque. La Prusse avait sept voix, l'empire d'Autriche n'en avait que trois, et le royaume de Hanovre ainsi que le duché de Bade étaient sur le même rang que la monarchie des Habsbourg. La Bavière avait deux représentants, puis venaient les royaumes de Saxe et de Wurtemberg, la Hesse-Électorale, les duchés de Schleswig, de Holstein, de Lauenbourg, le duché de Brunswick, le duché de Nassau, le duché de Weimar et le duché de Cobourg, ayant une voix chacun.

Quant aux partis politiques, la commission était une fidèle image de l'assemblée ; la droite et la gauche n'y avaient qu'une bien faible influence, et la majorité, une majorité de vingt voix environ, appartenait aux différentes fractions du centre, à ce grand et nombreux parti qui, dévoué à l'ordre, se passionnait avant tout pour la cause de l'unité allemande. M. de Lasaulx était presque seul pour y défendre les prétentions ultramontaines ; les opinions purement politiques de la droite n'avaient pour défenseurs, avec M. de Lasaulx, que M. de

Digitized by Google

Muhlefeld, M. Detmold et le baron de Rothenhan. La gauche était plus faible encore; M. Wigard, après la mort de M. Robert Blum, était le seul soutien de son parti, et tout au plus pouvait-il compter, dans certaines questions de détail, sur le concours de M. Schüler (d'Iéna) et de M. Simon (de Breslau).

Au contraire, voyez les chefs de la majorité; ce sont les représentants par excellence de ce parti des professeurs qui veut construire l'empire d'Allemagne d'après le plan orgueilleux de ses systèmes. C'est d'abord M. Dahlmann, le professeur de Copenhague, de Kiel, de Goettingue et de Bonn, le patriote passionné qui rêve depuis sa jeunesse la conquête des duchés danois, et qui, blanchi aujourd'hui par l'âge et par la science, n'en met pas moins une juvénile ardeur au service du teutonisme. A côté de M. Dahlmann, voici trois députés originaires des duchés danois : M. Beseler, professeur dans la Poméranie, esprit sévère et volontiers pédantesque, dont le patriotisme n'est pas moins ardent pour être exprimé avec la froide gravité d'un docteur; M. Droysen, homme jeune et actif, intelligence distinguée, plus remarquable peut-être dans ses écrits que dans les combats de la tribune; M. George Waitz, enfin, le digne gendre de M. de Schelling, historien habile, ferme et ingénieux orateur, rompu à l'art de la dialectique

Digitized by Google

et à toutes les ruses de l'argumentation. Ces trois hommes, avec M. Dahlmann, leur chef, excités comme ils le sont par les luttes que le parti allemand soutient depuis trente années dans le Holstein, joueront un rôle considérable au sein du comité. M. Deiders, collègue de M. Dahlmann à l'université de Bonn; M. Riesser, l'un des vice-présidents de l'assemblée, habile jurisconsulte de Hambourg et l'un des plus vigoureux adversaires de la démagogie; M. Tellkampf (de Breslau), qu'un long séjour aux États-Unis a familiarisé avec les formes politiques de la démocratie américaine, quelques autres encore complètent cette phalange brillante et forte qui paraît obéir plus particulièrement à l'inspiration de M. Dahlmann. Ajoutons-y les députés du centre et du midi, qui pourront bien être en désaccord avec M. Dahlmann sur des points importants, mais qui seront toujours prêts à se réconcilier en faveur de la chimérique unité qu'ils poursuivent. M. Welcker, le plus distingué de tous, représente l'esprit de l'Allemagne méridionale, comme M. Dahlmann l'esprit prussien. A côté de lui vient naturellement un autre député du duché de Bade, un des jurisconsultes les plus vénérés de l'Allemagne, l'excellent M. Mittermaier, bien mieux placé assurément dans une commission d'élite qu'au fauteuil de la présidence dans cette tumultueuse assemblée des nota-

Digitized by Google

bles. Citons encore M. Wippermann (de Cassel), M. Schreiner, professeur à Graetz, et M. Zell (de Trèves); citons surtout deux éminents députés de Stuttgard, M. Frédéric Roemer, le digne ami du poète Uhland, le ferme et intelligent ministre du roi de Wurtemberg, qui tient tête depuis la révolution de février aux continuelles violences des exaltés, et M. Paul Pfizer, publiciste célèbre, que le triste état de sa santé a si malheureusement éloigné des travaux de la commission.

Le comité avait choisi pour rapporteurs MM. George Waitz, Gustave Riesser et Mittermaier, deux députés du nord et un député du midi. Le premier chapitre, intitulé *l'Empire*, commençait ainsi : « L'empire allemand se compose de tous les états qui formaient la Confédération germanique. Les rapports du Schleswig avec l'empire, et la délimitation des frontières du duché de Posen, seront l'objet ultérieur d'un arrangement définitif. » Un membre de la commission, M. Schreiner, propose d'ajourner la discussion de cet article jusqu'à ce que les négociations concernant les duchés danois soient tout-à-fait terminées, et qu'il y ait une conclusion certaine aux guerres intérieures de l'Autriche. Cette proposition est repoussée, et les débats sont ouverts. Aussitôt une foule de propositions, d'amendements et de sous-amendements envahissent le bureau. Je remarque surtout la prétention

Digitized by Google

de plusieurs députés de la gauche, MM. Schloeffel, Titus, etc., qui veulent détruire d'un trait de plume toutes les souverainetés de l'Allemagne et proposent simplement de diviser l'empire en vingt et une provinces d'une importance égale, sans s'inquiéter ni des rois ni des peuples. MM. Schloeffel et Titus oublient qu'on n'imite pas si aisément notre histoire. Quand la Constituante de 89 détruisit les circonscriptions provinciales, elle achevait une révolution commencée depuis des siècles, elle couronnait l'œuvre de Louis XI, de Richelieu et de Louis XIV. Je ne me souviens pas que le parlement de Francfort ait eu de pareils ancêtres. Cette différence fondamentale entre les deux peuples doit amener aussi des contrastes sans nombre dans les résultats de leur développement. L'histoire de France est une révolution continue dont les évènements de 89 ne font que réaliser les principes au milieu d'une explosion terrible. Ce qu'il y avait de sacré dans ce prodigieux tumulte, ce qui a mérité de survivre et qui ne périra plus, tout cela était préparé par six cents ans d'efforts instinctifs et de patience invincible. C'est ainsi qu'il a suffi d'un décret de quelques lignes pour constituer l'unité de la France. L'histoire de nos voisins, au contraire, s'oppose à une révolution de ce genre; il y a là non-seulement ces provinces qui, chez nous en 89, n'existaient plus que de nom, il y a des

Digitized by Google

royaumes entiers, il y a des peuples avec leur esprit distinct, avec leurs antipathies profondes, et ce ne seront ni les décrets des démagogues, ni les systèmes des rêveurs, qui assureront du jour au lendemain l'unité de toutes ces Allemagnes.

Un amendement moins ambitieux, quoique très-grave encore, est présenté par M. Claussen, et devient le sujet d'une controverse fort embrouillée. M. Claussen ne veut pas qu'on paraisse douter de l'annexion définitive du duché de Schleswig à l'empire d'Allemagne; c'est bien assez, dit-il, d'ajourner, comme pour le duché de Posen, les traités relatifs aux frontières. L'amendement de M. Claussen est le point de départ d'une discussion qui confond avec beaucoup de désordre la question danoise, la question polonaise et le partage démocratique de l'Allemagne. M. Charles Hagen demande encore la division de l'empire en vingt et une provinces; M. Jordan (de Berlin) renouvelle ses rudes attaques contre la Pologne et attire à la tribune un Polonais, M. Libelt, qui essaie une tardive et inutile protestation contre l'accaparement du duché de Posen. Enfin, après une série de discours ennuyeux ou bizarres, M. Gustave Riesser défend l'article de la commission, qui est voté par une majorité assez forte, à l'exclusion de tous les projets et amendements.

Le second et le troisième paragraphe étaient

Digitized by Google

bien plus importants et renfermaient des conséquences d'une gravité singulière. Ils étaient conçus ainsi : « § 2. Aucune partie de l'empire ne pourra » être réunie en un seul état avec des pays non » allemands. — § 3. Si un pays allemand a le » même souverain qu'un pays non allemand, les » rapports entre les deux pays ne pourront être » réglés que d'après les principes de l'union person- » nelle pure. » Ces deux paragraphes emportaient la dissolution de la monarchie des Habsbourg. On sait que l'élément germanique tient peu de place dans l'empire d'Autriche, et que les membres de ce vaste corps sont presque tous des états non allemands : or, ce que signifie l'union personnelle dont parle le § 3, c'est simplement cette vague connexité qui relie plusieurs états, lorsque, conservant une existence propre, ils reconnaissent pourtant un seul et même souverain. Il est facile de comprendre que cette union, très-suffisante peut-être sous la monarchie absolue, est tout-à-fait illusoire sous un gouvernement constitutionnel, où la volonté du souverain est tenue de se mettre d'accord avec la volonté générale. L'ancienne Autriche aurait pu accepter ces conditions ; l'Autriche nouvelle, l'Autriche telle que l'ont faite les révolutions de mars et de mai, ne pouvait se prêter aux exigences des législateurs de Saint-Paul, sans signer elle-même sa déchéance et sa mort. En un

Digitized by Google

mot, les § 2 et 3 de l'article 1er démembraient le plus puissant état de la Confédération germanique: l'Autriche proprement dite était rattachée plus fortement à l'empire; mais la Gallicie, l'Illyrie, la Transylvanie, la Hongrie, la Croatie, cessaient de former avec elle cette masse compacte, cette agrégation à la fois variée et forte qu'on appelle la monarchie autrichienne.

Quels motifs avaient dicté à la commission cette mesure vraiment extraordinaire? Comment se fait-il que des patriotes enthousiastes aient résolu la dispersion des forces autrichiennes, tandis que les Slaves de Bohème et les Croates de l'Illyrie se rattachaient de plus en plus à cette monarchie allemande un instant ébranlée? D'où vient que M. Dahlmann et ses amis, ces teutomanes inflexibles, aient entrepris le démembrement d'un des grands états de l'Allemagne, au moment où un étranger, le ban Jellachich, s'en faisait le défenseur obstiné, presque en dépit de l'empereur lui-même? Il y a dans tout cela des complications singulières. Les Slaves et les Croates s'attachaient à la monarchie autrichienne, parce que, ne se sentant pas assez forts pour fonder un état particulier, leur intérêt suprême était de faire vivre cette monarchie et de la transformer peu à peu en un empire slave. C'est précisément cette prétention, très-hautement annoncée, et dont le succès ne semblait pas impos-

Digitized by Google

sible, qui irritait l'orgueil allemand. L'Autriche avait reçu pour mission, depuis plusieurs siècles déjà, d'éteindre l'esprit slave dans ses provinces et d'y faire triompher la culture germanique : loin d'accomplir ce grand devoir, c'était elle qui se laissait absorber de jour en jour par une race étrangère. Voilà pourquoi les teutomanes la punissaient en détruisant sa puissance, cette puissance dont elle n'avait pas su faire un usage intelligent, disaient-ils, et qui désormais n'était plus qu'un danger pour l'Allemagne. Ils semblaient aussi par là prévoir comme infaillible la victoire des Slaves, et, en retenant l'Autriche proprement dite, ils leur enlevaient d'avance une part de la conquête. Un troisième motif enfin, motif secret peut-être, avait inspiré à la phalange de M. Dahlmann cette résolution étrange. M. Dahlmann était de ceux qui voulaient voir dans les mains de la Prusse les destinées de l'empire. Or, une Autriche démembrée, une Autriche réduite à ses possessions allemandes, pouvait-elle rivaliser désormais avec la maison de Hohenzollern ?

La discussion fut longue et solennelle. Il était impossible de soumettre au parlement un problème plus grave, de lui demander une décision qui renfermât plus de périls. L'assemblée était en proie à mille émotions contraires. Ceux-ci, aveuglés déjà par leur système, s'exaltaient encore comme à la veille d'un coup d'état ; ceux-là se préparaient

Digitized by Google

à une vigoureuse résistance. D'autres, avec la consciencieuse gravité de l'esprit allemand, hésitaient entre les deux partis, et résumaient la question en ces termes : « Vaut-il mieux pour l'empire une Autriche démembrée, mais qui lui appartienne tout entière? ou bien ne faut-il pas préférer une Autriche unie à l'Allemagne par des liens moins fermes, si cette Autriche est forte, si sa puissance est solidement assise, et qu'elle puisse nous honorer et nous servir? » Et ils auraient incliné, en effet, vers cette dernière opinion, sans la crainte de voir ces forces de l'Autriche leur échapper, absorbées par une jeune race dont les destinées commencent. Ajoutez, chez un grand nombre, les passions, les préjugés, les rancunes, et toujours, au-dessus de tous les motifs, ce grand mot de l'unité, qui, commenté diversement et appliqué en sens contraire, augmentait la confusion générale.

Le premier orateur qui monte à la tribune est un Autrichien, un membre du centre droit, M. Fritsch. M. Fritsch est un esprit sensé, il a vu tout le péril et il le signale; cette loi, dit-il, ne sera rien ou elle sera la dislocation de l'Autriche. Malheureusement M. Fritsch n'est pas orateur, et l'assemblée est trop émue pour suivre long-temps cette froide et indécise parole. M. Eisenmann, qui lui succède, exprime assez bien la situation d'une partie de ses collègues; il raconte son émotion profonde au sujet

Digitized by Google

des deux paragraphes, il ouvre naïvement son cœur, il est applaudi, et, quand il retourne à sa place, on ne sait s'il a parlé pour ou contre. M. Arneth, député de Vienne, attaque résolûment le projet, qui est défendu avec beaucoup de chaleur par un autre député autrichien, M. Reitter (de Prague). Voici encore un député viennois, M. le docteur Wiesner, qui se déclare contre les deux paragraphes; M. Wiesner, en cette occasion, se sépare de la gauche, dont il est un des plus ridicules coryphées, et il eût mille fois mieux valu pour l'Autriche que M. Wiesner ne lui apportât pas le dangereux secours d'une si burlesque éloquence.

La parole est à un des rapporteurs de la commission, M. Georges Waitz, qui prononce, au nom des professeurs teutomanes, un discours plein de vigueur et d'entraînement. Si le sens politique manque trop souvent à ce parti, le talent ne lui manque pas; cette passion même, qui aveugle leur esprit, double les ressources de leur parole. Le discours de M. Waitz est un énergique plaidoyer qui s'adresse avec art aux plus vives passions de l'Allemagne. « C'est le malheur de ce pays, s'écrie M. Waitz, de n'avoir sur ses frontières qu'une situation indécise et flottante; il faut en finir une bonne fois, il faut trancher hardiment dans le vif, et nous débarrasser des obstacles qui, à chaque pas, nous arrêtent. Il ne s'agit pas seu-

Digitized by Google

lement de l'Autriche, il s'agit aussi de la Prusse et de ses rapports avec le duché de Posen, il s'agit du duché de Schleswig, du duché de Limbourg, du grand-duché de Luxembourg, et une décision énergique, une décision générale, à laquelle aucun pays-allemand ne devra se soustraire, peut seule donner à l'Allemagne le solide terrain qu'il lui faut pour y élever l'empire. D'ailleurs, le temps n'est-il pas venu où les nationalités se reconstituent, où les éléments communs se rapprochent et se dégagent de tout élément étranger? L'Autriche, chez qui les Slaves forment la majorité, a été représentée souvent comme un empire slave, et de fait il y a long-temps qu'elle a manqué à sa mission, qui était de porter et de faire triompher en Orient la supériorité de l'esprit germanique. En présence de ce mouvement des nationalités, ajoute M. Waitz, l'Autriche ne peut durer long-temps : que les Slaves veuillent la conserver, je le comprends sans peine, car ils y seraient bientôt les maîtres; mais la Hongrie et la Lombardie ont un intérêt bien différent, et tôt ou tard l'Autriche sera infailliblement disloquée. Dans la prévision d'un tel évènement, il n'y a pour nous que deux alternatives : ou bien il faut que l'Autriche allemande soit tout entière et exclusivement comprise dans l'empire d'Allemagne, ou bien il faut qu'elle appartienne toute et exclusivement à la

Digitized by Google

monarchie autrichienne. Ce second cas est impossible, car l'Autriche allemande n'a pas le droit de se séparer de l'Allemagne; mais, lors même que l'Autriche préférerait ce dernier parti, nous ferions ce sacrifice, nous le ferions avec douleur, bien persuadés que nos frères reviendraient bientôt à nous. » Voilà le résumé du discours de M. Waitz, qui exprime parfaitement les principales idées de cette école passionnée dont M. Dahlmann est le chef. Trancher dans le vif, comme disait M. Waitz, procéder révolutionnairement à l'œuvre de l'unité, sacrifier tout, même un état comme l'Autriche, à cette chimère du futur empire, tels sont les principes de cette école, heureusement couverts et excusés, aux yeux du parlement, par les ardeurs brûlantes du patriotisme.

M. Giskra termina cette séance; M. Giskra est viennois et le plus éloquent orateur du centre gauche; sa parole brillante, colorée, trop colorée souvent, et qui trahit l'homme du sud, exerce une séduction irrésistible; il paraît que M. Giskra est un talent privilégié à qui l'on pardonne maintes choses en faveur de la mélodie de son langage et de son juvénile enthousiasme; il lui est permis, dit-on, de parler beaucoup sans rien approfondir; il lui est permis aussi de ne pas être très-ardemment convaincu; son imagination lui tient lieu de tout. Dans cette discussion sur l'Autriche, M. Giskra

Digitized by Google

eut un de ces succès à la fois éclatants et puérils qu'il obtient si souvent, un succès dont il n'y a presque plus rien à dire quand on n'a pas entendu la poétique voix de l'improvisateur et les bravos de la foule enivrée. M. Giskra était-il favorable ou hostile aux deux paragraphes? J'ai relu son discours, et je n'en sais rien.

La séance suivante ne fut pas moins vive. Le noble poète Uhland, le digne chantre du patriotisme, devait se laisser entraîner sans peine par les systèmes des teutomanes. Quoique très-hostile à la Prusse, il reproduit, en effet, les principaux arguments de M. George Waitz; il dénonce, comme lui, l'influence toujours croissante des Slaves et craint de les voir absorber l'Autriche. « Vous voulez, s'écrie M. Uhland, une Autriche puissante et redoutable, parce que sa mission, dites-vous, est de s'étendre vers l'Orient et d'y porter la civilisation germanique? Mais ne voyez-vous pas qu'elle a déjà failli à cette mission, que l'esprit allemand a subi sous son drapeau d'irréparables échecs, et que ce n'est pas au profit de l'Allemagne, mais au profit de la barbarie slave, que vous conserveriez sa puissance extérieure? L'Autriche a une autre mission, une mission plus sacrée, qu'elle peut et doit remplir : c'est celle de s'attacher plus intimement à l'Allemagne et d'être le cœur de ce grand corps. » M. Uhland ne veut pas démembrer

Digitized by Google

l'Autriche dans l'intérêt de la Prusse; il veut, au contraire, enlever la monarchie des Habsbourg à la domination slave, il veut la ramener dans la voie de ses vraies destinées, et, en la rendant plus allemande, lui faire décerner la couronne et l'empire.

On voit combien de complications, combien de systèmes opposés se produisent tour-à-tour et obscurcissent encore ce périlleux débat. Si M. Uhland tient le langage de M. Waitz, quelle différence dans les motifs! M. Uhland a si peur de l'influence slave pour la monarchie autrichienne, qu'il propose, en terminant, de déclarer l'urgence, c'est-à-dire de ne pas attendre une seconde lecture, de ne pas attendre même la fin du débat sur la constitution entière et de voter immédiatement les paragraphes 2 et 3 comme une loi distincte. Le discours de M. Uhland obtint un immense succès ; presque tous les partis, en effet, y trouvaient leur compte ; la gauche et le comité Dahlmann approuvaient les conclusions, tandis que les adversaires de la Prusse applaudissaient aux motifs particuliers ; tous enfin saluaient de leurs bravos enthousiastes le plus grand poète de l'Allemagne nouvelle paraissant pour la première fois à la tribune de l'assemblée nationale.

L'orateur qui succède à M. Uhland, M. Beda Weber, me paraît un esprit intelligent et sage;

Digitized by Google

M. Beda Weber est bavarois, et ce n'est pas l'amour de la Prusse qui l'égare; il ne se forge pas non plus de système pour justifier le démembrement de la puissance autrichienne; à vrai dire, les Slaves l'effraient peu. Ce qui l'inquièterait sérieusement, ce serait la dispersion des membres de ce grand état, dispersion qui tôt ou tard profiterait à la Russie et lui permettrait d'envelopper l'Allemagne du côté de l'Orient. M. Stremayer et M. Wichmann qui défendent les paragraphes 2 et 3, M. le comte Deym et M. Berger qui les attaquent, n'ajoutent rien d'important à la discussion. M. Vogt, sans doute, va ranimer l'intérêt; c'est le premier orateur de la gauche qui prenne part à la lutte. « Si la gauche a été peu empressée de parler, c'est qu'elle est, dit M. Vogt, fort désintéressée dans la question. Au fond, elle approuve les paragraphes 2 et 3, mais elle n'ignore pas que cette loi donnera la suprématie à la Prusse, à cette Prusse que la gauche déteste presque à l'égal de la Russie. Cependant la gauche se dévoue, et, au risque de servir un ennemi, elle défend le projet de la commission dans l'intérêt de l'unité allemande. » Hélas ! ne vous fiez pas trop au dévouement de M. Vogt et de ses amis; ce dévouement, ils l'espèrent bien, leur sera généreusement payé, et, quand il sera question de décerner la couronne, ils sauront bien faire leurs conditions et regagner

Digitized by Google

avec usure tout ce qu'ils auront accordé. Ce discours est un symptôme grave; l'appui de la gauche, on ne peut plus en douter, donnera la victoire à M. Dahlmann.

Prenons garde toutefois, l'aspect du débat peut changer, M. Henri de Gagern est à la tribune. Les discours de M. de Gagern sont toujours des évènements; jamais le noble orateur n'a quitté le fauteuil sans y être obligé par une circonstance grave et sans que l'autorité de sa parole ne déterminât le vote de l'assemblée. Quand le parlement est indécis, quand mille pensées contraires l'agitent et que son inexpérience en des matières si neuves a besoin d'un guide résolu, M. de Gagern se lève; il parle, et la décision impérieuse de sa pensée, la gravité de ses arguments, la netteté persuasive de son langage, mettent fin à toutes les fluctuations. C'est lui qui, à l'assemblée des notables, au milieu de la confusion inouïe des premières séances, a rallié vigoureusement, sous le feu des démagogues, une armée sans discipline; c'est lui qui, le 24 juin, entre les craintes de la droite et les prétentions de la gauche, a décidé l'assemblée à créer elle-même le pouvoir central. Aura-t-il la même habileté ou le même bonheur aujourd'hui? La question est plus grave et la thèse qu'il soutient plus ingrate. Si M. de Gagern courait après la popularité, il viendrait aussi,

Digitized by Google

comme tant d'autres, défendre les paragraphes 2 et 3; prendre parti pour les intérêts de l'Autriche devant une assemblée qui voit là un obstacle à l'unité de l'Allemagne, c'est un acte de courage qui honore autant l'intrépidité de l'orateur que l'intelligence de l'homme d'état.

M. de Gagern commence par exposer avec netteté toutes les conséquences des paragraphes 2 et 3, le lien fragile de l'*union personnelle* se brisant bientôt, les états non allemands de l'Autriche arrachés à ses mains et livrés à tous les hasards. « Or, je le demande, au point de vue national, s'écrie M. de Gagern, pouvons-nous abandonner à elles-mêmes les parties étrangères de l'empire d'Autriche, sans nous soucier de ce qu'elles doivent devenir? Je crois à la mission de l'Allemagne dans le monde, et je cesserais de m'enorgueillir de mon titre d'Allemand si toute notre mission se réduisait à élever une constitution derrière laquelle nous n'aurions plus qu'à jouir des douceurs du foyer. L'Allemagne a reçu la mission de civiliser l'Orient, et les peuples du Danube qui n'ont pas encore atteint la conscience d'eux-mêmes doivent être nos satellites dans cette marche continuelle vers le monde oriental. Ce n'est pas que je veuille nier le droit des nationalités. Je reconnais que l'Autriche doit évacuer les états lombardo-vénitiens, je reconnait que tôt ou tard, mais pas encore

Digitized by Google

en ce moment, elle doit renoncer à la Galicie; ces seuls cas réservés, je n'admets pas la justesse des réclamations qui prétendent interdire à l'Autriche toute influence sur les pays qui l'avoisinent et qui sont une partie d'elle-même. Bien loin de là, le démembrement de l'Autriche serait un attentat, et contre l'Allemagne dont la mission en Orient serait rendue impossible, et contre ces peuples enfants dont le salut nous est confié. » Pour réaliser ces principes, M. de Gagern expose tout un plan de politique; sa conclusion est nette : l'Autriche doit conserver toutes ses forces, elle doit les exercer librement comme si elle formait une puissance distincte; puis un traité particulier règlera l'union de l'Autriche et du nouvel empire.

Ce discours est écouté avec une attention glaciale. Des bravos se font seulement entendre çà et là, lorsque l'orateur, en de généreuses paroles, glorifie les futures destinées de l'Allemagne; mais son plan politique, mais ses vues sur l'union toute spéciale de l'Autriche et de l'empire déplaisent manifestement à l'assemblée. Conserver l'Autriche entière à la condition de lui faire sa place en dehors du droit commun de l'empire, c'est froisser tous les partis pas un système inattendu; c'est mettre contre soi et le patriotisme autrichien et les théories hautaines du comité Dahlmann. Qui sait cependant si ce ne serait pas là le plus sage conseil, et s'il ne

Digitized by Google

faudra pas y revenir ? Ordinairement les discours de M. de Gagern avaient le privilége de fermer les discussions; M. le vice-président Simson met la clôture aux voix. Trente ou quarante membres se lèvent. L'homme d'état populaire devant qui tous les partis s'inclinaient, le plus grand orateur du parlement semble avoir perdu son prestige pour avoir voulu sauver la vieille monarchie des Habsbourg.

On avait refusé de clore la discussion, dans la crainte d'accorder à M. de Gagern les apparences d'une victoire; la discussion, toutefois, était vraiment épuisée, et il n'y parut que trop à la séance du lendemain. Trois orateurs, M Riehl, M. Maifeld et M. Wurm, prononcèrent d'insignifiantes paroles au milieu de l'inattention générale. Enfin, M. Gustave Riesser, un des trois rapporteurs, monte à la tribune, résume le débat, repousse une à une les principales objections présentées, celle de M. de Gagern particulièrement, et reproduit, aux applaudissements de l'assemblée, les motifs et les conclusions de la commission.

M. de Gagern, qui a élevé tout un système en face du système de M. Dahlmann, a craint d'être gêné dans la direction des votes ou de nuire à la liberté de l'assemblée; c'est M. Simson qui occupe le fauteuil. Une foule d'amendements déposés sur le bureau sont lus par le président et écartés tour-à-

Digitized by Google

tour. Après ce travail préliminaire, le paragraphe 2 est adopté par 340 voix contre 76. Presque tous les députés de la droite, MM. de Vincke, de Flottwel, de Bally, Schwerin, de Beisler, de Rothenhan, Gombart, de Wedemeyer, Detmold, se sont levés contre. Parmi les opposants des autres partis, on remarque MM. Henri de Gagern, Gfroerer et Bassermann. Une nouvelle série d'amendements et de sous-amendements vient défiler à la tribune pour être également repoussée; le paragraphe 3 est voté par 316 voix contre 90. L'assemblée et les galeries applaudissent aussitôt, comme si elles avaient remporté une victoire qui dût assurer à jamais l'unité de la patrie. Hélas! cette unité si attendue, c'est précisément par là qu'elle deviendra impossible, et ces deux ou trois lignes, saluées par tant de bravos comme la fin des embarras de l'Allemagne, ne sont que le commencement de difficultés insolubles, le signal d'une longue guerre intérieure, l'arrêt de mort du parlement national.

Après l'adoption des paragraphes 2 et 3, les paragraphes 4, 5 et 6 devaient être votés sans peine. Il y est dit que le souverain d'états allemands et non allemands devra résider dans la capitale de ses états allemands ou y établir une régence. Aucun souverain étranger ne peut devenir souverain d'un état allemand, et aucun souverain allemand ne peut, sans renoncer à ce droit de souveraineté,

Digitized by Google

accepter une couronne étrangère. Enfin, les états allemands particuliers conservent leur indépendance, en tant qu'elle n'est pas limitée par la constitution de l'empire; ils gardent aussi toutes les dignités et tous les droits qui ne sont pas attribués à l'autorité centrale. Ces trois paragraphes furent admis après une discussion sans intérêt, et l'on passa au chapitre II, qui traite des droits du futur empereur.

Les quatre paragraphes 7, 8, 9 et 10, qui commencent le chapitre II, attribuent à l'autorité centrale le droit exclusif de faire représenter l'Allemagne auprès des puissances étrangères. A ce pouvoir seul appartient le droit de nommer des ambassadeurs et des consuls, le droit d'entreprendre des négociations diplomatiques, de conclure des alliances, de signer des traités, traités de commerce, traités maritimes, traités d'extradition; à lui seul, enfin, le droit de régler toutes les relations internationales. Les états particuliers de l'Allemagne, dit le paragraphe 8, ne peuvent recevoir ou envoyer des ambassadeurs, excepté leurs plénipotentiaires, auprès du gouvernement de l'empire. Les états allemands sont autorisés à conclure des traités avec d'autres états allemands; quant aux puissances étrangères, ils ne peuvent faire avec elles que des traités de police. Enfin, tous ces traités, qu'ils soient conclus avec des états

Digitized by Google

allemands ou avec des états étrangers, doivent être portés à la connaissance de l'autorité centrale et même soumis à son approbation, si les intérêts de l'empire y sont engagés. La discussion de tous ces points ne fut pas longue. Les paragraphes 7 et 8, qui enlevaient aux états particuliers toute leur existence politique, contenaient pourtant des questions graves. L'assemblée n'hésita pas. Les réclamations de la Saxe, du Hanovre, de la Bavière, du Wurtemberg, qu'était-ce que cela, en vérité, pour ces hardis législateurs qui venaient de voter le démembrement de l'Autriche? Une fois décidés à tailler dans le vif, une fois l'opération vaillamment commencée, devait-on s'arrêter pour si peu?

Vraiment ce spectacle est singulier; le calme de ces hommes, au moment où ils décrètent d'un trait de plume ce qui ne peut être que le travail des siècles, surprendra ceux-là mêmes qui étaient le plus accoutumés aux bizarreries de l'esprit germanique. Ce n'est plus ici une assemblée de législateurs: c'est une académie, un institut, une brillante conférence d'historiens et de philosophes construisant, loin des profanes, une société imaginaire. M. Dahlmann est le Platon de ces poétiques promenades; l'idéal qu'il s'est formé est la règle suprême; il parle, et des disciples obéissants traduisent sa pensée en décrets, sans souci de ce bas-monde et de la vulgaire réalité.

Digitized by Google

III.

Révolution d'octobre à Vienne. — Robert Blum. — Suite des débats sur la constitution. — Les attributions de l'empereur.

Ce qui rend plus étrange encore l'inaltérable tranquillité des théoriciens de l'église Saint-Paul, c'est le bruit qui se faisait autour d'eux, c'est le tumulte révolutionnaire qui se propageait d'un bout de l'Allemagne à l'autre. Les sénateurs romains menacés par l'épée de Brennus n'étaient pas plus calmes sur leurs chaises curules; seulement, au lieu de la fierté patriotique, c'est l'orgueil de leurs systèmes qui leur donne cette quiétude parfaite. Le sentiment des dangers de l'Allemagne ne leur fera pas retrancher une ligne de leurs projets de loi; les difficultés sans nombre au milieu desquelles se débat la patrie ensanglantée ne leur ouvriront pas les yeux sur les embarras nouveaux qu'ils lui préparent.

Que faut-il de plus cependant? Vienne est un champ de bataille. La révolution du 6 octobre, mal contenue par les impuissants efforts de l'assemblée nationale, a mis la ville entre les mains furieuses des démagogues; les assassins du comte Latour ont été amnistiés par cette Convention éperdue; le désordre et la terreur sont au comble. Chaque jour, des milliers d'habitants émigrent; les

Digitized by Google

Autrichiens et les Croates, le prince Windischgraetz et le ban Jellachich, marchent de différents côtés sur Vienne, et l'on sait d'avance quels seront les excès démagogiques de la défense. Quand une ville en révolution est menacée par l'ennemi, il est permis de craindre les septembrisades.

Pendant ce temps-là, la gauche du parlement de Francfort envoie à Vienne une députation de trois membres pour féliciter le peuple autrichien de sa glorieuse révolution : à leur tête est M. Robert Blum. Les clubs les reçoivent avec enthousiasme, et M. Robert Blum, qui, en 1845, avait si bien su contenir l'émeute de Leipsick, ne craint pas, assure-t-on, d'excuser les crimes de la populace et de transformer en un incident de la lutte l'horrible assassinat du ministre de la guerre. Bien plus, enivré de la vue des barricades, forcé de satisfaire cette foule furieuse qu'il est venu complimenter, M. Blum va se donner bientôt le rôle de Danton; au moment où le prince Windischgraetz commencera le siége de la ville, M. Robert Blum tiendra un de ces discours qui ont pour conclusion ordinaire des flots de sang répandus et des têtes plantées au bout des piques. Il dénoncera les modérés qui se battent mollement; il proclamera la nécessité des mesures énergiques; il parlera, enfin, comme parlait à Paris le ministre de la Révolution la veille au soir du 2 septembre. Qu'allait faire

Digitized by Google

M. Robert Blum au milieu des clubs de Vienne, lui qui, par la modération de son esprit, s'était long-temps concilié l'estime de ses adversaires au parlement de Francfort ? Tel est l'entraînement des situations fausses, telle est la faiblesse de ces hommes qui se croient les chefs du peuple, et qui ont acheté ce misérable honneur au prix de la conscience et de la liberté. M. Robert Blum était-il libre? Sa conscience lui appartenait-elle encore, lorsqu'il justifiait les meurtriers du comte Latour, lorsqu'il poussait à de nouveaux crimes et s'apprêtait à jouer le rôle de Danton? On peut être divisé sur les questions politiques : notre pauvre humanité est si peu de chose, que les plus absurdes systèmes trompent chaque jour de généreux esprits; ce qui n'admet pas de dissentiments, grâce à Dieu, c'est l'éternelle morale : le sang est du sang, malgré tous les sophistes, et l'assassin est un assassin. Il semble, en vérité, que l'esprit révolutionnaire propage par instants une concurrence fébrile, une diabolique émulation dans le mal. M. Robert Blum et M. Arnold Ruge étaient à Francfort les deux coryphées du côté gauche : M. Ruge était le chef des esprits violents, des *jeunes hégéliens*, des aventuriers et des athées; M. Robert Blum eût voulu rallier autour de lui les démocrates honnêtes. Une considération méritée, je l'ai dit, lui faisait une belle place à

Digitized by Google

l'église Saint-Paul. Or, voilà que M. Arnold Ruge abandonne insolemment l'assemblée nationale, afin d'installer un congrès démocratique au milieu même du foyer révolutionnaire de Berlin; aussitôt M. Robert Blum, resté seul chef de la gauche, retombe sous la domination de ce parti, et, craignant de rester en arrière, il part pour Vienne dès la première émeute. Si M. Robert Blum eût été maître de ses actes, c'est à Francfort qu'était sa place, ou il n'aurait paru à Vienne que pour y rétablir l'ordre, pour y réprimer la démagogie, pour y faire enfin ce qu'il avait si noblement fait à Leipsick après l'insurrection de 1845.

C'est au milieu de ces émotions continuelles que le parlement délibérait sur la constitution de l'empire. Le jour où s'ouvrit le débat sur la vie ou la mort de l'Autriche, on apprenait à Francfort que le prince Windischgraetz était obligé de canonner les murs de Vienne. Le 22 octobre, la ville était déclarée en état de siége, et l'attaque commençait le lendemain. Pendant tout le temps que dura cette discussion extraordinaire, on recevait de jour en jour le bulletin du champ de bataille, lamentable récit où chaque parti sérieux ne pouvait trouver que des sujets de larmes. Après les violences de la démagogie, c'étaient les duretés de la réaction. La ville capitula le 29 et remit son sort sans conditions entre les mains du prince Windisch-

Digitized by Google

graetz. Les révolutions brutales portent partout les mêmes fruits, et nous vivons dans un temps où l'on s'estime heureux de passer du joug des clubs sous la rude protection du sabre.

Les nouvelles de Berlin n'étaient pas moins inquiétantes. Excités par les évènements de Vienne, les démocrates prussiens tentèrent un coup de main le 31 octobre, bien décidés à faire une seconde révolution qui réparerait les négligences et les oublis de la première. La révolution eut lieu en sens inverse; Frédéric-Guillaume se rejeta brusquement dans le parti extrême, comme si les évènements de mars étaient tout-à-coup effacés de l'histoire. Il forma un nouveau ministère, un ministère qui découvrait clairement la pensée personnelle du souverain et laissait entrevoir une lutte prochaine, une lutte irritée, entre Frédéric-Guillaume et les députés du pays. Le président de ce cabinet était un oncle du roi, le vieux comte de Brandebourg; les ministres, absolument privés d'initiative et d'autorité personnelle, n'avaient pour eux qu'un dévouement de commis à toutes les formes et à toutes les idées de l'ancien régime : c'était M. de Ladenberg, le confident et le disciple de M. Eichhorn; c'était surtout le sombre et austère Manteuffel, un homme d'état d'avant le déluge, disait M. de Vincke. L'assemblée ne voulut pas reconnaître ce ministère, qui ne sortait pas de ses

Digitized by Google

rangs et ne représentait qu'une impuissante minorité. Il y eut des scènes graves à Potsdam entre la députation et le roi. L'irritation augmenta lorsque le ministère, pour rendre au pouvoir législatif toute son indépendance, pour le soustraire à la domination des clubs, signa l'ordonnance qui le transportait à Brandebourg; l'assemblée résista, et l'émeute recommençait déjà sur plusieurs points; le 12 novembre, Berlin fut déclaré en état de siége.

Pendant tout le mois d'octobre et la plus grande partie de novembre, si l'historien du parlement de Francfort veut reproduire l'exacte physionomie de l'assemblée, il est obligé de mener de front le récit des émeutes et les débats de la constitution de l'empire. Tout cela se développe à la fois dans les séances du parlement. Le 9 et le 10 novembre, on avait discuté et voté rapidement quatorze paragraphes de la constitution, c'est-à-dire les chapitres III et IV, concernant l'armée et la marine; le 14, il fallut interrompre le débat pour s'occuper des affaires de Prusse. L'ambition du parlement de Francfort était de se poser comme un pouvoir modérateur entre la démagogie et la réaction; l'avènement du nouveau ministère prussien, la translation de la chambre à Brandebourg, parurent aux députés de Saint-Paul une violation flagrante des principes constitutionnels, et un

Digitized by Google

débat très-vif s'engagea sur les mesures que le parlement devait prendre. Trois partis furent proposés. « Vous n'avez rien à faire, disaient M. de Vincke et ses amis. Avez-vous empêché la domination des clubs à Berlin? Avez-vous empêché la tyrannie populaire de peser pendant six mois sur l'assemblée, sur la ville, sur tout le pays? De quel droit vous opposez-vous aujourd'hui à un ministère qui a accepté la mission de rétablir l'ordre? Peut-être vaudrait-il mieux que cette mission fût confiée à d'autres mains; mais savez-vous si on l'eût acceptée? Que Manteuffel représente l'esprit des temps passés, soit! ce n'en est pas moins un homme d'honneur, et il a promis de rester fidèle à la constitution. Attendez au moins ses actes. » La droite concluait par un ordre du jour qui reconnaissait le droit de la Prusse et dispensait le gouvernement central de toute intervention dans cette affaire. La gauche, au contraire, demande impérieusement trois choses; elle veut: 1° que l'assemblée prussienne continue de siéger à Berlin; 2° que la liberté de ses délibérations soit assurée, c'est-à-dire que le gouvernement lève l'état de siége; 3° qu'un ministère libéral succède au ministère Brandebourg. Cette proposition est très-vivement soutenue par MM. Wydenbrugk, Loewe et Henri Simon (de Breslau). La majorité, enfin, d'accord avec la gauche pour exiger le changement du minis-

Digitized by Google

tère, émet simplement le vœu que l'assemblée soit rappelée de Brandebourg à Berlin aussitôt que la situation le permettra. M. Biedermann, M. Welcker et M. de Beckerath font triompher cette opinion, adoptée par 239 voix contre 189.

A la fin de cette même séance du 14 novembre, le bruit de la mort de Robert Blum, fusillé à Vienne par l'ordre du prince Windischgraetz, met tous les esprits en émoi. M. Simon (de Trèves) adresse des interpellations au ministère de l'empire, et, déclarant que l'exécution d'un membre du parlement doit être considérée comme un meurtre, il somme le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour le châtiment des coupables. M. Robert Mohl, ministre de la justice, répond que deux membres de l'assemblée nationale viennent de partir immédiatement pour Vienne, chargés d'instructions spéciales ; il convient d'attendre leur rapport; les deux délégués sauront défendre les droits du parlement, et prendre sous leur protection les représentants qui se trouvent encore en Autriche. Du reste, la proposition de M. Simon (de Trèves) est renvoyée à un comité spécial. Deux jours après, à la séance du 16, M. Kirchgessner, rapporteur du comité, lit ses conclusions à la tribune; elles se terminent ainsi : « L'assemblée nationale enjoint au ministère de prendre les plus énergiques mesures pour punir ceux qui directe-

Digitized by Google

ment ou indirectement sont responsables du meurtre de Robert Blum. » Et ce décret si grave est voté sans discussion à l'unanimité.

La mort tragique de Robert Blum ajoutait une complication nouvelle à une situation déjà pleine de troubles et de périls. Que l'agitateur de Vienne, que le fougueux orateur des clubs et des barricades ait mérité un châtiment, il me paraît difficile de le nier. Je ne comprends pas davantage que Robert Blum pût se retrancher derrière son titre de député de Francfort, lui qui était venu à Vienne, non pas au nom du parlement, mais malgré sa volonté expresse, et qui certainement, par ses discours, par sa conduite, par ses allures de Danton au milieu d'une population consternée, avait mis de côté ses priviléges pour conduire plus librement la révolution. La prudence cependant ne devait-elle pas faire fléchir les rigueurs du *summum jus?* Ne fallait-il pas concilier des devoirs différents, et demander à l'assemblée de Francfort l'autorisation de juger un de ses membres? Pourrait-on même assurer qu'il n'y a eu que ce sentiment d'une inflexible justice dans l'exécution du coupable? Oui, il faut oser le demander, n'y a-t-il pas eu là comme un défi au parlement national, à ce parlement qui, dans les paragraphes 2 et 3 de la constitution, posait en principe le démembrement de l'Autriche et consacrait d'avance par ses votes ce

Digitized by Google

que les Hongrois réclamaient par les armes? Ainsi, de part et d'autre, les fautes s'enchaînent et se multiplient. L'attitude du parti Dahlmann vis-à-vis de l'Autriche a amené l'exécution de Robert Blum, et cette exécution, faite au mépris du parlement, va renouveler par toute l'Allemagne l'effervescence des esprits. Leipsick, la patrie de Robert Blum, est en proie à une agitation formidable : le bruit et l'émotion, la pitié et la colère, se répandent de Vienne à Berlin et de Berlin à Francfort. En un instant, le coupable est devenu un martyr. On prépare des cérémonies mortuaires, on célèbre des ovations expiatoires : le drapeau noir flotte en signe de deuil sur les tours de Mayence; l'assemblée nationale, enfin, toute frémissante sous l'outrage, ne laisse pas même ouvrir le débat, et silencieusement, par un vote unanime, elle ordonne au ministère de l'empire de châtier le prince Windischgraetz !

Que devient cependant la constitution au milieu de ces émotions brûlantes ? Le chapitre II, concernant les attributions de l'empire (*Reichsgewalt*), n'offre plus de difficultés graves depuis que les principes sont admis, depuis que le pouvoir central est seul investi du droit de faire les traités et de nommer les ambassadeurs, depuis enfin que les troupes impériales sont mises à sa disposition et que les forces maritimes ne relèvent

Digitized by Google

que de son commandement. Les paragraphes 25 à 28, relatifs à la navigation fluviale, les paragraphes 29 à 32, qui traitent des chemins de fer, 33 à 39, qui établissent l'unité douanière, et 40 à 45, qui mettent les télégraphes et les postes entre les mains du gouvernement impérial, sont votés après d'insignifiants débats dans l'espace de quatre séances. Les paragraphes 46 à 51 traitent de l'unité de monnaie, de la banque et des impôts; les paragraphes 52 à 55 prévoient les guerres intérieures, les luttes d'état à état, ou les conflits d'un état particulier aves le gouvernement impérial : ils indiquent les moyens que devra employer ce gouvernement pour rétablir la paix ; ils lui accordent aussi le pouvoir d'étendre ou de restreindre, selon les circonstances, le droit d'association, et lui imposent le devoir de prendre toutes les mesures d'hygiène et de salubrité publique. Enfin, les paragraphes 56 à 61 s'occupent de la nature des lois que pourra faire et promulguer l'autorité centrale, et de l'unité qu'elle devra établir entre les législations particulières. Ainsi, les attributions de l'empire sont constituées ; le gouvernement impérial a dans les mains tous les droits et toutes les forces ; les royautés ne sont plus que des préfectures héréditaires, qui conserveront encore leur cour, leur liste civile, l'éclat de la fortune et tous les avantages personnels au souverain,

Digitized by Google

jusqu'à ce que le temps se charge de leur enlever ce dernier simulacre de pouvoir et de les médiatiser sans résistance.

IV.

Continuation des débats : les deux chambres ; rapports des chambres et de l'empereur. — Attitude de l'Autriche en face du parlement. — Le ministère Schwarzenberg. — Irritation du parti Dahlmann contre les députés autrichiens.

Les affaires de Berlin et de Vienne préoccupaient toujours les esprits, et depuis que le parlement avait cru nécessaire d'intervenir au milieu de cette double lutte, on se demandait avec anxiété comment l'honneur de l'assemblée nationale sortirait sain et sauf de ces laborieuses entreprises. Pour obéir au vote du 14 novembre qui lui dictait une politique de conciliation entre l'assemblée prussienne et la couronne, le ministère de l'empire avait envoyé M. de Gagern à Berlin, et, avant même que le gouvernement de l'archiduc Jean eût reçu l'étrange mission de juger les juges de Robert Blum, dès le commencement de l'insurrection viennoise, M. Welcker était parti pour Ollmütz, chargé de faire prévaloir l'esprit de prudence et de paix sur les conseils de la vengeance. M. Welcker n'avait pas réussi, puisque Robert Blum avait été fusillé. On ne saurait dire si M. de Gagern fut plus heureux : la situation de Berlin s'améliora

Digitized by Google

bientôt; mais il est évident que ce résultat était dû bien plus aux caprices de Frédéric-Guillaume qu'à l'influence de l'envoyé de Francfort.

Quelques jours, en effet, après le retour de M. de Gagern, on apprit que l'assemblée prussienne était dissoute, et que Frédéric-Guillaume avait octroyé à ses sujets une constitution. L'assemblée avait été long-temps opprimée par les clubs, une minorité factieuse entravait ses efforts, et le travail de la constitution avançait avec une lenteur désespérante : Frédéric-Guillaume saisit cette occasion, et, avec cette intrépidité fantasque qui fait le fond de son caractère, il venait de donner à la Prusse la constitution la plus libérale de l'Europe (5 décembre 1848). Heureux de pouvoir *octroyer* une charte à ses sujets et de se dire solennellement *roi par la grâce de Dieu*, ce grand défenseur des idées féodales faisait enfin toutes les sérieuses et légitimes concessions que tant d'hommes éminents, depuis M. Hansemann jusqu'à M. de Vincke, lui avaient demandées vainement à la Diète de 1847. Quant aux affaires générales de l'Allemagne, quant à la question de l'empire et au démembrement de l'Autriche, il était difficile de pressentir l'opinion du roi de Prusse. Frédéric-Guillaume devait convoiter la couronne impériale; la Prusse croit fermement à sa mission, elle se vante d'être appelée à reconstituer l'Allemagne, et sa politique

Digitized by Google

hardie en maintes circonstances semble justifier cette foi. Comment accepter pourtant une constitution qui ordonnait, ou bien le démembrement, ou bien l'exclusion absolue de la monarchie autrichienne? Comment recevoir l'empire des mains d'un parlement révolutionnaire? Et que de difficultés pour obtenir l'assentiment des souverains! Frédéric-Guillaume ne renonçait pas à son ambition ; il attendait, aussi habile à ne rien promettre qu'à ne point décourager l'assemblée.

La constitution, d'ailleurs, n'était pas votée tout entière au commencement de décembre, et Frédéric-Guillaume ne savait pas encore à quel prix il achèterait l'empire. Il connaissait l'étendue de son pouvoir, les attributions, les droits, les priviléges merveilleux de l'autorité centrale : tout ce beau chapitre, si plein de séductions, avait été voté sans opposition sérieuse par une majorité immense ; il restait à savoir comment s'exercerait cette autorité, avec qui seraient partagés ces droits, quelle serait enfin la part des représentants du peuple dans le gouvernement de l'Allemagne. On vota bientôt le chapitre III, où le législateur institue un tribunal de l'empire (*Reichsgericht*) chargé de juger les querelles des états entre eux et leurs conflits avec le pouvoir central, et on arriva à l'importante question de la Diète (*Reichstag*).

C'est le 4 décembre que cette discussion com-

Digitized by Google

mença. Y aura-t-il deux chambres ou une assemblée unique? Tel est le premier point en litige. Le projet de la commission établit deux chambres, la chambre des états (*Staatenhaus*) et la chambre du peuple (*Volkshaus*). La première représentera les gouvernements particuliers, qui y enverront chacun un certain nombre de députés selon leur importance réciproque: la Prusse aura 40 délégués dans ce conseil, l'Autriche et la principauté de Lichtenstein 36, la Bavière 16, la Saxe 10, le Hanovre 10, le Wurtemberg avec les principautés de Hohenzollern-Hechingen et Sigmaringen 10, le duché de Bade 8, la Hesse-Électorale 6, etc., etc. Il y aura en tout 176 représentants. Ces représentants seront élus, moitié par les gouvernements, moitié par les chambres. Quant à la chambre du peuple (*Volkshaus*), elle se compose des représentants de la nation allemande, et une loi spéciale règlera l'élection.

Le premier article de ce chapitre fut l'objet d'une discussion assez vive; M. Vogt ne voulait pas que les gouvernements fussent représentés, il demandait une assemblée unique, comme si ce système, déjà fâcheux dans un pays vigoureusement centralisé ne présentait pas plus d'inconvénients et de périls dans une fédération. M. Maurice Mohl fait une proposition dans le même sens. Bien qu'il n'appartienne pas à la gauche, M. Maurice

Digitized by Google

Mohl vote avec elle toutes les fois qu'il s'agit d'établir la plus grande centralisation possible en Allemagne; M. Mohl est le vrai fanatique de l'unité, et ce ne sera pas sa faute, dit un publiciste, si le gouvernement de l'empire ne pèse pas chaque botte de foin qui passe le Rhin à Kehl. Malgré les efforts de M. Vogt, malgré l'opiniâtreté de M. Maurice Mohl, le système des deux chambres triomphe, consacré par 331 voix contre 95. Aussitôt une foule d'amendements sont présentés de toutes parts au sujet des articles II et III, qui règlent la composition du *Staatenhaus* et la répartition des voix. Tandis que la gauche demande l'élection de la chambre des états par la chambre du peuple, les députés du centre se disputent les voix partagées entre les différents pays de l'Allemagne. Chacun prêche pour son couvent, chacun glorifie sa ville et son clocher; il y a tel conseiller aulique de Cassel ou de Gotha qui s'indigne le plus sérieusement du monde du médiocre rôle attribué au gouvernement de son grand-duc. N'oublions pas qu'il s'agit ici de mettre un terme aux longues divisions de l'Allemagne, et que cette assemblée est passionnée pour l'unité; mais telle est la force de l'habitude, telle est l'inévitable victoire des mœurs et des passions sur les prétentions des systèmes. Les Allemands adorent d'une façon abstraite je ne sais quelle unité impossible, et à chaque instant l'es-

Digitized by Google

prit local, l'esprit de race et d'antagonisme éclate malgré eux dans leurs discours. M. Dahlmann s'opposa énergiquement à toute modification des articles II et III; « la répartition des voix, disait-il, a été étudiée avec soin; elle forme un ensemble dont toutes les parties s'enchaînent, et il est impossible de détacher une seule pierre de l'édifice sans le ruiner tout entier. » Cette considération, présentée avec une autorité dogmatique, fit disparaître les ambitions provinciales; le système de l'unité imposa silence aux vieilles rancunes, et le projet de la commission fut adopté par une majorité considérable.

L'article IV du même chapitre (§§ 12, 13, 14) établit qu'une rémunération est due aux députés; les députés du *Staatenhaus* seront rétribués par les états qui les envoient, les députés du *Volkshaus* seront payés par le trésor de l'empire. Aucun député ne pourra accepter de mandat impératif, ni faire partie des deux chambres à la fois. L'article V (§§ 15, 16, 17, 18, 19) statue sur les conditions du vote, sur le nombre exigé de députés présents, sur les différentes sortes de majorité selon la nature ou l'importance des lois. Il décide que la loi a besoin de l'assentiment des deux chambres; il refuse enfin le *veto* absolu au gouvernement de l'empire, et ne lui accorde que le *veto* suspensif.

Cette discussion du *veto* fut très-vive. M. de

Digitized by Google

Vincke ne manquait pas de bonnes raisons quand il demandait pour le gouvernement central une autorité plus forte, un moyen de ne pas être annihilé par les chambres. Dans l'intérêt même de cette unité tant désirée, ne devait-on pas songer à la triste situation du pouvoir impérial? Ne serait-il pas obligé peut-être de résister, dans la chambre haute aux prétentions des états particuliers, dans la chambre du peuple aux empiètements démagogiques? Les coalitions de deux partis contre un ennemi commun sont-elles rares dans l'histoire parlementaire, et si les deux chambres, quoique représentant des intérêts bien opposés, s'unissaient pour la ruine du gouvernement central, devait-on le désarmer d'avance et le livrer à leurs coups? M. Welcker n'aperçoit pas ce danger; M. Mittermaier rappelle les malheurs que le *veto* absolu attira sur Louis XVI, et la fausse application qu'il fait de ce sinistre exemple prouve qu'il confond deux situations tout-à-fait dissemblables. Louis XVI n'avait pas à créer l'unité de la France; quand la France accomplit ce travail sur elle-même, le pouvoir central, je veux dire la royauté, avait mieux que le *veto* absolu, elle avait une autorité sans contrôle; Louis XI, Richelieu, Louis XIV, n'étaient pas désarmés, ce me semble, en face de la Bourgogne et de la Bretagne, en face des intrigues aristocratiques et des fantaisies de la Fronde. Mais

Digitized by Google

non, l'histoire n'est rien pour les législateurs de Saint-Paul; l'Allemagne se transformera subitement sans avoir à traverser toutes les phases que les lois de la logique ont imposées aux autres peuples; à quoi bon s'inquiéter des moyens? à quoi bon la prévision des dangers de l'avenir? Il suffit de décréter l'unité. Rendons justice à M. Dahlmann; il comprit bien que, dans la situation actuelle de l'Allemagne et jusqu'à ce que l'unité fût sérieusement établie dans les mœurs, le *veto* absolu était la protection nécessaire de l'empire. Ses efforts furent inutiles; une majorité bien faible, il est vrai, une majorité de trois voix, repoussa le *veto* absolu. D'un autre côté, la proposition de la gauche qui enjoignait à l'autorité centrale d'exécuter purement et simplement les décisions des chambres fut rejetée sans discussion. Puis vint une série de propositions et d'amendements qui, conçus dans un meilleur esprit, ne furent pas cependant plus heureux. La majorité se réunit enfin sur la rédaction de M. Fallati : « Toute mesure adoptée par les chambres et repoussée par le gouvernement central peut être discutée de nouveau; quand elle a été votée dans trois sessions consécutives, elle n'a plus besoin de la sanction du gouvernement pour devenir loi de l'empire. »

Tandis qu'on délibérait sur cet important chapitre des deux chambres, les préoccupations des

Digitized by Google

esprits au sujet de l'Autriche s'accroissaient de jour en jour. Il ne s'agissait plus d'une révolution désormais comprimée, il ne s'agissait même pas des vengeances de la réaction ; un régime plus miséricordieux avait succédé aux cruelles nécessités de l'état de siége. Ce qui inquiétait ou irritait les députés de Saint-Paul, c'était l'attitude du gouvernement autrichien au sujet des paragraphes 2 et 3 du chapitre Ier de la constitution, c'était la réponse ferme et hautaine que le ministère Schwarzenberg venait de signifier au parlement.

Le ministère Schwarzenberg, en prenant le pouvoir, avait fait connaître son programme par la Note du 27 novembre. Le maintien de l'Autriche avec toutes ses forces, la fusion de toutes les races et de tous les territoires en un grand corps d'état, tel était le but que se proposait M. le prince de Schwarzenberg. « La ferme durée de la monarchie autrichienne avec la complète unité de tous les états qu'elle embrasse, c'est là, disait-il, un impérieux besoin et pour l'Allemagne et pour l'Europe. Quant aux rapports établis entre l'Autriche et l'Allemagne nouvelle, on ne pourra s'en occuper que lorsqu'elles auront accompli toutes les deux leur travail de rajeunissement et qu'elles se seront donné de solides institutions. Jusque-là, l'Autriche continuera à remplir fidèlement ses devoirs. Dans toutes les relations extérieures, nous saurons

Digitized by Google

défendre la dignité et les intérêts de l'empire autrichien, et nous ne permettrons à aucune influence égarée de troubler le libre travail de notre développement intérieur. » Le programme était clair et la menace directe. L'Autriche n'accepte pas votre constitution, disait le ministère d'Ollmütz ; elle réserve toute sa liberté et continue sa vraie mission, qui est d'unir fortement toutes les parties de la monarchie. Maintenant faites des lois, créez des institutions; quand la nouvelle Allemagne sera constituée, nous verrons dans quelles conditions nous devons nous unir à elle; jusque-là, ne touchez pas à l'Autriche.

Ce langage altier avait causé de profondes émotions à l'église Saint-Paul. Les journaux dévoués à la Prusse attaquaient chaque jour l'Autriche avec une vivacité inouïe. Le journal de M. Dahlmann particulièrement, la *Gazette allemande* (*Deutsche Zeitung*), se faisait remarquer par l'âpreté de sa polémique. Elle demandait à grands cris un nouveau ministère, un ministère mieux armé pour cette lutte; M. de Schmerling, en effet, le ministre de l'empire pour les affaires étrangères, est un député autrichien, et ce n'était pas à lui de représenter dans ce conflit la volonté souveraine du parlement. La *Gazette allemande* osait même s'étonner que l'archiduc Jean n'eût pas encore déposé ses pouvoirs.

Digitized by Google

Il devenait urgent tout au moins de donner un successeur à M. de Schmerling. M. Henri de Gagern était l'homme d'état le plus considérable de l'assemblée, et personne assurément ne pouvait mieux, je ne dis pas résoudre ce problème, mais le débrouiller d'abord et amortir peu à peu les prétentions contraires. Ce choix, par malheur, à côté de grands avantages, offrait aussi de graves inconvénients. Le système que M. de Gagern avait développé à la tribune pouvait sembler, à certains égards, celui-là même que le ministère Schwarzenberg venait de proclamer d'une manière si hautaine dans sa Note du 27 novembre. Maintien de la monarchie autrichienne et séparation provisoire de l'Autriche et de l'Allemagne jusqu'à ce que leur union fût établie plus tard par une loi spéciale, c'est là ce qu'avait demandé M. de Gagern, et c'est ce qu'on demandait aussi à Ollmütz. Que de différences cependant! En sauvant la monarchie autrichienne, M. de Gagern concluait qu'elle devait rester hors de la Confédération germanique; c'est à ce prix-là seulement qu'il lui permettait de ne pas se démembrer. M. le prince Schwarzenberg, au contraire, en maintenant l'unité de l'Autriche, voulait aussi maintenir son rang, c'est-à-dire sa vieille suprématie au sein de l'Allemagne. Ce n'est pas tout : cette opinion de M. de Gagern n'était pas celle du parlement; le seul échec que M. de Gagern

Digitized by Google

eût subi à l'église Saint-Paul, il l'avait subi précisément sur cette question, et c'était lui qu'on choisissait pour terminer, au nom du parlement, cette difficile affaire! M. de Gagern allait-il apporter un programme conforme à sa première opinion, ou bien abandonnerait-il sa propre politique pour adopter le système de la majorité? On se le demandait de toutes parts avec un étonnement inquiet. Quant à M. de Gagern, après une longue et cruelle hésitation, pressé enfin par le péril, déterminé par l'intérêt de cette assemblée nationale à laquelle il avait consacré toutes ses veilles, il prit le seul parti qui pût lui convenir : il résolut de conformer son programme à son opinion et de provoquer un vote ; la majorité déciderait s'il devait garder ou quitter son portefeuille.

V.

M. de Gagern, ministre du vicaire de l'empire. — Abdication de l'empereur d'Autriche Ferdinand Ier. — Avènement de François-Joseph Ier. — Triomphe du système de M. de Gagern : l'Autriche est exclue de l'empire d'Allemagne. — L'empire est déclaré électif. — Attitude de Frédéric-Guillaume IV. — Note du 23 janvier 1849.

Le 18 décembre, M. Henri de Gagern, nommé ministre de l'intérieur et des affaires étrangères à la place de M. de Schmerling, lut à la tribune son programme d'avènement. D'après ce programme, M. de Gagern déclarait l'Autriche exclue de cette

Digitized by Google

fédération d'états que devait former l'Allemagne nouvelle. La Note du prince Schwarzenberg avait dit : « L'unité complète, indissoluble, de tous les pays qui composent la monarchie autrichienne, est nécessaire à l'Allemagne et à l'Europe. L'Autriche verra plus tard comment elle doit s'unir avec l'Allemagne. » M. de Gagern, prenant à la lettre cette proposition, en concluait que l'Autriche ne faisait pas et ne ferait jamais partie de l'empire.

Ce n'est pas là, on se le rappelle, ce qu'avait voulu l'assemblée nationale ; en votant les paragraphes 2 et 3 du chapitre Ier de la constitution, elle avait entendu mettre d'un côté les provinces non allemandes de la monarchie des Habsbourg, — de l'autre l'Autriche allemande, — et, en abandonnant celles-là, s'attacher plus fortement celle-ci. Quant à exclure l'Autriche entière de l'empire d'Allemagne, c'était là une entreprise qui devait paraître monstrueuse au patriotisme germanique. On voulait bien affaiblir l'Autriche, la mutiler, lui enlever ce qui est sa nature même, on voulait bien la placer ainsi dans l'empire où elle n'aurait tenu qu'un rang inférieur ; mais exclure de la fédération allemande un état qui, pendant des siècles, a représenté toute l'Allemagne, il semblait que ce fût une trahison, un crime de lèse-patrie. Toute cette partie du programme de M. de Gagern soulève de violents murmures. Après la lecture, les

Digitized by Google

colères redoublent; M. Venedey demande que le programme soit rejeté sans discussion, et M. Reitter (de Prague), M. Plathner, M. Maurice Hartmann, parlent dans le même sens avec une irritation croissante. Ces impétueuses attaques n'ébranlent pas le parlement; une commission est nommée, et le programme de M. de Gagern sera l'objet d'un débat réfléchi. Cette commission pourtant est hostile à M. de Gagern; elle se compose de députés de la gauche et de députés autrichiens. Les députés autrichiens ne veulent pas que leur patrie soit placée en dehors de la Confédération; les députés de la gauche, infidèles à ce dévouement dont parlait M. Vogt, combattent M. de Gagern, dont le système donnera infailliblement la couronne impériale au roi de Prusse.

Ces évènements se passaient dans les derniers jours du mois de décembre; les fêtes de Noël et du jour de l'an firent ajourner le débat, et pendant plusieurs semaines, ces grands intérêts, demeurés en suspens, communiquèrent aux esprits une agitation extraordinaire. Jamais les antipathies de la Prusse et de l'Autriche ne s'étaient manifestées avec plus de violence. Ce parlement, qui devait enfanter l'unité nationale, était désormais un champ de bataille où deux armées ennemies, l'armée du Nord et l'armée du Sud, s'apprêtaient à déchirer la patrie. Qu'était devenu ce drapeau

Digitized by Google

rouge, noir et or, si souvent arboré à Francfort depuis le 31 mars, et sous lequel on était si fier de marcher? Voici d'un côté le drapeau noir et blanc, de l'autre le drapeau noir et jaune. Autrichiens et Prussiens se poursuivent d'une haine irréconciliable; on se croirait au temps des Gibelins et des Guelfes. Tandis que M. de Gagern et M. de Schwarzenberg échangent des notes menaçantes ou se contredisent avec aigreur, les journaux de Francfort et de Berlin enveniment la lutte par une polémique furieuse. M. Gervinus, dans la *Gazette allemande*, dirige le feu contre les députés autrichiens; ceux-ci forment un nouveau comité sous la présidence de M. de Schmerling; tous les ennemis de la Prusse, les Bavarois, les ultramontains, une partie de la droite et la gauche entière, se joignent à eux. Il n'y a plus de partis politiques, il n'y a que des nationalités aux prises. République ou monarchie, monarchie constitutionnelle ou monarchie féodale, toutes ces questions, qui ont passionné jusqu'ici l'assemblée, passent désormais au second rang; la lutte n'est plus que dans ces deux mots: Prusse ou Autriche!

N'oublions pas un évènement qui donne plus d'intérêt encore à cette dramatique controverse. Ébranlé par les trois révolutions de mars, de mai et d'octobre, effrayé du grand travail de reconstitution exigé par le bouleversement de l'Autriche,

Digitized by Google

l'empereur Ferdinand Ier avait abdiqué le 2 décembre. Il voulait, disait-il, laisser cette tâche à des mains plus jeunes; il pensait surtout qu'une royauté nouvelle serait mieux à l'aise, et qu'aucun engagement dans le passé ne l'empêcherait de faire face à toutes les difficultés d'une situation si grave. Tels étaient donc les deux prétendants à l'empire: d'un côté, le roi qui venait de donner à la Prusse une constitution toute libérale; de l'autre, un jeune empereur de dix-huit ans, à qui son oncle avait laissé le trône pour sauver les destinées de l'Autriche. Le dernier acte de Frédéric-Guillaume IV augmentait l'ardeur de ses partisans; l'abdication de l'empereur d'Autriche semblait imposer des obligations plus étroites aux défenseurs de François-Joseph Ier.

Rapprochement singulier! Ces deux évènements si graves avaient eu lieu presque en même temps. Le 2 décembre 1848, Ferdinand Ier signait son acte d'abdication, et le 5 du même mois, Frédéric-Guillaume IV octroyait sa charte à ses sujets. En descendant du trône pour y placer son neveu, l'empereur d'Autriche avait l'air de rappeler à toute l'Allemagne l'antique gloire de la maison de Habsbourg. Le vieux monarque dans son acte d'abdication, et le jeune empereur dans les premiers décrets de son règne, inscrivaient solennellement, sans en omettre un seul, tous les titres de ces princes en qui

Digitized by Google

l'Allemagne s'était personnifiée depuis des siècles. L'empereur d'Autriche s'intitulait roi de Hongrie et de Bohème, roi de Lombardie et de Venise, roi de Dalmatie, de Croatie, de Slavonie, de Galicie et d'Illyrie, roi de Jérusalem, grand-duc d'Autriche, grand-duc de Toscane et de Cracovie, duc de Lorraine, duc de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, d'Ukraine et de Bukovine, grand-prince des Sept-Montagnes, margrave de Moravie, duc de la haute et basse Silésie, duc de Modène, de Parme, de Plaisance et de Guastalla, duc d'Auschwitz, de Zator, de Frioul, de Raguse, de Zara, comte princier de Habsbourg, de Tyrol, de Kybourg, de Goritz et de Gradiska, prince de Brixen, margrave de la haute et basse Lusace, margrave d'Istrie, comte d'Hohenembs, de Feldkirch, de Bregenz, de Sonnenberg, seigneur de Trieste et de Cattaro, etc., etc... Tout cela, sans doute, ne l'empêchait pas d'être roi constitutionnel; il semble cependant que l'éclat des temps féodaux fût bien autrement visible dans cette vieille monarchie que le caractère tout récent de l'esprit moderne. Cet esprit, au contraire, malgré les répugnances personnelles de Frédéric-Guillaume IV, était clairement empreint dans l'histoire et la conduite de la monarchie prussienne. Le jour même où Ferdinand Ier et son jeune successeur se parent ainsi de toutes leurs splendeurs du moyen-

Digitized by Google

âge, le petit-neveu du grand Frédéric donne à la Prusse la constitution la plus libérale que puisse souhaiter le génie des temps nouveaux. Ce rapprochement n'est-il pas le symbole expressif de l'Allemagne? Ne voit-on pas manifestement les deux oppositions qui la divisent, le Nord et le Midi, le catholicisme et le protestantisme, les souvenirs du passé et les espérances de l'avenir? A chaque pas que l'on fait ou que l'on croit faire vers cette impossible unité, l'invincible antagonisme se redresse, et le mensonge des systèmes s'évanouit.

Enfin, la discussion du programme de M. de Gagern commença le 11 janvier. Une tristesse profonde remplissait les esprits. Quelle que fût, en effet, l'issue de la lutte, il devait en résulter une humiliation cruelle pour les plus sages intelligences du parlement. Ou bien l'Autriche serait exclue de la Confédération, ou bien l'homme le plus éminent de l'assemblée, le vrai chef du parti libéral, M. de Gagern, allait subir une éclatante défaite, qui, pour long-temps peut-être, ruinerait son influence.

La lutte s'annonça vivement. Parmi les différentes propositions remises au président, je remarque celle de M. de Lasaulx; elle indique le ton de la controverse et les dispositions des esprits: « Considérant qu'il ne convient pas à des hommes sages de suivre le chemin des fous, l'assemblée

Digitized by Google

nationale engage le ministère à préparer l'unité de la patrie de concert avec toutes les souverainetés de l'Allemagne, et particulièrement avec la première de toutes, avec la monarchie autrichienne. » Les députés de la gauche persistent dans un ordre du jour qui écarte le programme sans discussion : il fallut cependant discuter. M. de Gagern, appelé à la tribune par le rapporteur de la commission, exposa ses plans avec un talent de parole, avec une variété d'arguments qui causèrent une impression profonde. M. de Vincke voulut lui prêter le secours de sa redoutable ironie; mais en accablant le parti autrichien, en humiliant M. de Schmerling, en retournant la pointe de son arme dans une blessure saignante, il fit plus de mal que de bien au ministère. M. de Gagern ne dut son succès qu'à lui-même. Attaqué énergiquement par M. Vogt, par M. Wydenbrugk, par M. Giskra, compromis par M. de Vincke, il monta deux fois à la tribune, et deux fois, — la loyauté de ses explications, l'ardeur de son patriotisme, l'autorité de son caractère effaçant ce qu'il y avait de fâcheux dans son système, — il sut rallier cette majorité hostile. Le parti Dahlmann, Beseler et Waitz, qui avait fait les paragraphes 2 et 3 du chapitre Ier de la constitution, se rapprocha sans peine de M. de Gagern; d'abord M. de Gagern représentait les intérêts prussiens, et puis, dans

Digitized by Google

sa réponse du 11 janvier à une Note du prince Schwarzenberg, comme dans son discours à l'assemblée, M. de Gagern conformait son programme aux principes de ce parti. Il persistait à exclure l'Autriche tout entière, en lui laissant sa puissance; mais, pour le cas où l'Autriche aurait voulu absolument être incorporée à l'empire, il maintenait la règle des paragraphes 2 et 3, c'est-à-dire l'union personnelle pure et simple entre les états allemands et non allemands régis par un même souverain. Cette explication donnait à M. de Gagern l'appui décidé du parti Dahlmann, et sans ce parti la victoire lui échappait. La majorité, en effet, ne fut pas considérable : l'ordre du jour qui proposait l'approbation du programme de M. de Gagern modifié par son discours du 11, fut voté par 261 voix seulement contre 224.

Le vote se fit par appel nominal, et donna lieu à plusieurs scènes émouvantes. Plus d'un député hésita avant de prononcer l'exclusion de l'Autriche. Quand M. Maurice Arndt, le vieux poète des guerres nationales, eut voté pour le ministère, une explosion de cris se fit entendre, et des voix furieuses lui rappelaient son célèbre chant de 1813 : *Quelle est la patrie de l'Allemand?* (*Was ist des Deutschen Vaterland?*) Le vieillard ne résista pas à l'émotion; il tomba presque évanoui dans les bras de ses voisins. M. Welcker se pro-

Digitized by Google

nonça ouvertement contre M. de Gagern ; M. de Schmerling et M. de Radowitz s'abstinrent. Le résultat parut long-temps douteux. Enfin, quand la victoire fut proclamée, il n'y eut ni bravos ni murmures ; un silence inquiet accueillit ce vote, et rien ne convenait mieux, en effet, à la pénible situation de l'assemblée. Au milieu des inextricables embarras de l'unité allemande, le parlement commençait à voir et à sentir de près ces obstacles que son intrépide inexpérience n'avait pas encore soupçonnés ; il contemplait son œuvre avec effroi et gardait un morne silence.

Comment l'assemblée de Saint-Paul eût-elle échappé à ces émotions douloureuses? L'Allemagne entière les éprouvait. L'Allemagne, si long-temps fière de son parlement national de Francfort, perdait peu à peu confiance. Elle comptait les résultats de ces huit mois, et les espérances qu'elle avait conçues étaient encore des rêves. L'assemblée sans doute avait achevé les droits fondamentaux : c'était là une belle charte philosophique où de grands principes étaient posés, où des libertés fécondes étaient promises ; mais, pour faire admettre ces droits fondamentaux, il fallait d'abord que la constitution politique fût en vigueur. Et qu'avait produit jusque-là cette constitution tant désirée? La division de l'Allemagne, une division plus profonde et plus cruelle que jamais ; l'Autriche, qui

Digitized by Google

était jadis le cœur même de la patrie allemande, était exclue du futur empire ! Aussi le bruit se répandait déjà que le parlement allait cesser d'exister, et qu'un congrès de princes se réunirait bientôt pour accomplir la grande tâche si gravement compromise par le congrès des peuples.— D'ailleurs, le parlement ne s'était-il pas frappé lui-même? Entre la Prusse et l'Autriche, l'assemblée de Francfort avait un rôle à jouer, et la nécessité de ce pouvoir intermédiaire assurait son avenir ; l'Autriche exclue, la Prusse reste seule, et l'influence de Francfort n'est plus rien. — Voilà ce que disaient les esprits clairvoyants, non pas à Francfort seulement, mais par toute l'Allemagne, et le découragement, comme toujours, succédait aux folles illusions.

Le parti Dahlmann s'obstinait seul dans son inaltérable confiance. L'abaissement de l'Autriche était voté ; la Prusse allait recueillir son héritage, et l'empire allemand serait constitué comme l'avaient voulu les professeurs de l'église Saint-Paul. Les deux derniers chapitres de la constitution, le chapitre V sur la souveraineté de l'empire *(Reichsoberhaupt)*, et le chapitre VI sur le conseil de l'empire *(Reichsrath)*, furent discutés du 15 au 26 janvier. Cette discussion était comme la suite de celle qui avait amené la séparation de l'Autriche et de l'empire d'Allemagne. Le projet de constitution établissait un empereur héréditaire, et, si ce

Digitized by Google

système triomphait, il était manifeste que la couronne impériale appartiendrait au roi de Prusse. C'est pour cela qu'on vit les chefs de la gauche et les députés autrichiens, comme s'ils n'avaient qu'un seul drapeau, attaquer vigoureusement le projet de loi. Les ultramontains de la Bavière parlèrent le même langage que les athées de la *jeune école hégélienne*; M. Philipps et M. de Lasaulx empruntaient tour-à-tour ou prêtaient leurs arguments à M. Vogt et à M. Nauwerck. Un député de la droite appartenant au midi de l'Allemagne, M. de Rothenhan, propose un directoire composé de cinq membres; après un vif et brillant débat, dans lequel MM. Bassermann et Beseler défendent avec talent l'unité du pouvoir, cette proposition est rejetée par 361 voix contre 97. M. Welcker demande que la couronne impériale soit décernée tour-à-tour, de six en six ans, aux deux souverains les plus puissants de l'Allemagne; 377 voix contre 80 rejettent la proposition Welcker. La gauche veut un empereur à condition que tout Allemand soit éligible; 122 voix appuient cette demande, et 339 la repoussent. Enfin, l'article qui confie la dignité impériale à l'un des princes régnants est adopté par 258 voix contre 221; les ultramontains et les Autrichiens se sont vainement coalisés avec la gauche pour rayer cette disposition.

Ce point admis, il fallait savoir si l'empire serait

Digitized by Google

héréditaire ou électif. M. Uhland défendit l'élection dans un discours plein d'éclat; le principe de l'hérédité eut pour avocats MM. Dahlmann et de Vincke. La lutte fut opiniâtre, et des propositions sans nombre se disputèrent la priorité. Enfin, le fanatisme prussien fut battu; l'assemblée décida, par 263 voix contre 211, que la dignité impériale ne serait pas héréditaire. L'assemblée n'avait pas condamné en principe l'hérédité de la couronne; c'était une loi de circonstance qu'elle venait de voter; elle n'avait pas voulu que la Prusse fût définitivement investie de l'empire, au moment où cette question excitait tant de rivalités et pouvait allumer la guerre civile. Il importait, au contraire, de laisser une issue ouverte aux espérances des autres pays et d'attendre des temps plus propices pour proclamer l'hérédité. Les attributions de l'empereur furent votées ensuite sans résistance sérieuse, ainsi que le conseil de l'empire *(Reichsrath)*; ce conseil se composait des plénipotentiaires de chaque état allemand, et devait fournir un solide appui au gouvernement impérial.

Telle était dans son ensemble et dans ses détails les plus importants cette constitution du futur empire d'Allemagne. Il restait encore à décider un point très-grave, le mode d'élection pour les députés de la chambre du peuple; ce devait être et ce fut effectivement l'objet d'une loi spéciale, dis-

Digitized by Google

cutée et votée deux mois plus tard. Il restait aussi à faire la seconde lecture de la constitution. On pouvait cependant prévoir qu'aucune disposition fondamentale n'y serait changée, et dès ce moment le choix de l'empereur devenait la grande affaire, l'unique préoccupation des esprits. Tous les regards étaient tournés vers le roi de Prusse, regards suppliants d'un côté, de l'autre irrités ou menaçants. Oserait-il, pensaient les uns, accepter un empire fondé sur l'exclusion de l'Autriche, et contre lequel protesterait toute l'Allemagne du midi? Pourra-t-il bien, disaient les autres, se soustraire aux devoirs sacrés que lui impose la volonté du parlement? Se laissera-t-il effrayer par des périls qui n'ont pas arrêté l'assemblée nationale? Oubliera-t-il la mission de la Prusse, et, par des ménagements diplomatiques, empêchera-t-il le couronnement de notre œuvre?

Au moment de prendre une décision si grave, on comprendra sans peine le cruel embarras de Frédéric-Guillaume. L'ambition et la prudence le poussaient et le retenaient tour-à-tour. Rejeter les avances de l'assemblée nationale, c'était perdre peut-être une occasion unique, une occasion qui semblait admirablement d'accord avec la politique et les audacieuses destinées de la Prusse. Accepter, n'était-ce pas faire alliance avec l'esprit révolutionnaire et donner le signal d'une guerre civile?

Digitized by Google

Enfin, le 23 janvier, le ministère Brandebourg adressa à tous ses représentants auprès des différents états de l'Allemagne une Note longue et confuse sur le rôle que devait jouer la Prusse dans cette affaire. Cette Note, où il est facile de reconnaître l'esprit et le langage de Frédéric-Guillaume, flattait à la fois l'assemblée et les gouvernements. Tantôt c'était le Prussien qui parlait, c'était l'héritier de Frédéric-le-Grand qui ne reculait pas devant une politique hardie; tantôt le monarque féodal de 1840 et de 1847 reparaissait soudain et semblait avoir peur de ses paroles. Quant à la constitution de l'Allemagne, la Note était peu favorable à l'idée d'un empire; Frédéric-Guillaume préférait une *hégémonie*, comme disent nos voisins, c'est-à-dire la suprématie de la Prusse sur un certain nombre d'états volontairement rattachés à sa cause. Une fois cette première base établie, pensait-il, le temps et les évènements lui assureraient un jour tout naturellement ce que l'assemblée de Francfort ne pouvait lui donner qu'à travers de périlleux hasards. De même que le *Zollverein*, ajoutait la Note, a été un essai d'unité pour les questions commerciales, sans que ce lien particulier contracté par différents états ait nui aux liens généraux de la Confédération germanique, de même aussi une plus étroite alliance politique ne pourait-elle s'établir, au sein de la Confédération *(innerhalb*

Digitized by Google

des Bundes), entre la Prusse et les gouvernements qui se joindraient à elle? C'était une manière ingénieuse de commencer l'unité sans exclure violemment l'Autriche. Était-ce assez pour les teutomanes de l'église Saint-Paul? Frédéric-Guillaume sentait bien que non, et il insinuait que la Prusse était au service de la patrie commune, dût-il lui en coûter de graves sacrifices. La Note concluait enfin en priant les souverains de s'entendre avec l'assemblée de Francfort avant le second débat de la constitution.

Ce singulier message n'était pas de nature à calmer les inquiétudes; l'assemblée et les gouvernements, Francfort et Ollmütz, y trouvaient tour-à-tour des motifs d'espérance ou des sujets d'alarme. Ce doute, cette incertitude profonde, ces épaisses ténèbres s'accroissant chaque jour, donnaient je ne sais quel aspect bizarre à la lutte qui divisait l'Allemagne entière, et de toutes parts on attendait la seconde lecture de la constitution au milieu d'une effervescence inouïe.

Digitized by Google

HISTOIRE DU PARLEMENT DE FRANCFORT.

DERNIÈRE PARTIE.

LA COURONNE IMPÉRIALE.

I.

Lutte de la Prusse et de l'Autriche. — Manifeste du prince de Schwarzenberg. — Réponse de l'Autriche au parlement de Francfort. — La constitution d'Ollmütz.

La première lecture de la constitution avait été achevée au mois de janvier 1849 ; l'Allemagne devait avoir un empereur, et il était facile de prévoir que la couronne de Rodolphe de Habsbourg serait déférée au petit-neveu de Frédéric-le-Grand. Une transformation si grave allait-elle s'accomplir sans résistance? La Prusse était-elle assez forte pour s'emparer hardiment de la suprématie, et l'Autriche avait-elle trop à faire en Hongrie pour s'opposer aux entreprises de sa rivale? Non, l'antagonisme du nord et du midi de l'Allemagne ne pouvait s'effacer si aisément, et, quelle que fût la faveur des circonstances, ni

Digitized by Google

la Prusse n'avait assez d'audace, ni l'Autriche n'éprouvait d'assez graves embarras pour que les décrets du parlement de Francfort obtinssent un pacifique triomphe.

Ce fut, au contraire, dans l'intervalle des deux lectures une longue série d'escarmouches entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Berlin, guerre de messages, de manifestes, vivement et brusquement échangés. Dans sa Note du 23 janvier, le ministère de Frédéric-Guillaume IV évitait de se prononcer ouvertement. Attentif à ne blesser ni le cabinet autrichien, ni les députés de Saint-Paul, il témoignait peu de sympathies pour l'idée d'un empire, tout en déclarant que la Prusse, même au prix des plus grands sacrifices, se dévouait aux intérêts de la patrie commune. A ces hypocrites paroles, le ministère Schwarzenberg opposait une réponse d'une netteté singulière. « Il n'y a pas à hésiter, disait la Note du 4 février; il est impossible de convertir l'Allemagne en un seul état, il est impossible de vouloir soumettre les grandes puissances de ce pays à une centralisation qui les annullerait. L'Autriche, pour sa part, ne se subordonnera jamais à une autorité centrale, quel qu'en puisse être le chef. » Le cabinet autrichien faisait ensuite ressortir avec force tous les inconvénients de cette unité absolue rêvée par les politiques de Francfort. Il n'avait pas de peine à

Digitized by Google

démontrer que les intérêts, les mœurs, les croyances, l'histoire entière des différents peuples de la mère-patrie, opposaient à ces fantaisies insensées d'insurmontables obstacles, et ce n'était pas seulement au nom de l'Autriche, c'était au nom de toute l'Allemagne que le ministère Schwarzenberg repoussait la création d'un empire unitaire.

N'offrait-il aucune compensation au patriotisme germanique? Il lui offrait en perspective une Allemagne bien autrement grande que celle dont on s'occupait à Francfort. « Dans le plan de l'Allemagne, tel que le proposerait le gouvernement de sa majesté impériale,—c'est la Note qui s'exprime ainsi,—il y a place et pour tous les états allemands et pour toutes leurs possessions non allemandes. Le gouvernement de sa majesté ne craint pas que l'union plus intime de l'Allemagne et des possessions non allemandes de l'empire d'Autriche, soit pour la patrie une cause de division et de luttes entretenues par l'esprit de race; il y voit, au contraire, d'un côté et de l'autre, une source d'inappréciables bienfaits. Si de grandes difficultés, sans doute, s'opposent à l'exécution de cette pensée, ce ne sont pas des difficultés insolubles. » C'est-à-dire que la Hongrie, la Galicie, la Croatie, la Transylvanie, la Lombardie, le grand-duché de Posen, une partie du Danemarck et de la Hollande, une partie de l'Italie, doivent s'unir dans une fédération.

Digitized by Google

immense. Les plus ardents teutomanes de l'église Saint-Paul avaient abandonné depuis long-temps ces audacieuses convoitises, et l'on sait que, préférant l'unité de l'Allemagne à l'étendue de son empire, ils avaient même sacrifié l'Autriche à l'accomplissement de leur rêve. Était-ce pour réveiller leur ambition que l'Autriche faisait briller à leurs yeux ce grand tableau d'une Allemagne fédérative assise au cœur de l'Europe avec ses soixante-dix millions d'habitants? A coup sûr, toute cette partie de la Note du 4 février n'était ni aussi nette ni aussi sincère que celle dont nous venons de parler. Ces gigantesques projets du cabinet autrichien firent sourire plus d'un incrédule; ce qui ne fit sourire personne, c'est le langage si décidé de la Note sur la question de l'unité, c'est cette affirmation hautaine adressée à la Prusse: L'empire d'Allemagne est impossible!

La réponse du cabinet de Berlin est une Note envoyée, le 16 février, à M. Camphausen, plénipotentiaire de la Prusse auprès de l'archiduc Jean. Frédéric-Guillaume IV y continue cette politique à double jeu et ce langage à double sens que lui dictait son rôle de prétendant à l'empire. La première partie est évidemment écrite à l'intention de l'Autriche. Le ministère Brandebourg y reconnaît, avec le prince Schwarzenberg, que la constitution discutée à Francfort ne pourrait en aucun

Digitized by Google

cas se passer de l'adhésion expresse des gouvernements ; il affirme que l'étroite union établie depuis des siècles entre l'Autriche et le reste de l'Allemagne ne saurait être détruite, que la rupture de cette alliance serait pour les deux parties une cause de dommages incalculables, et que, loin de relâcher ces liens, il faut les resserrer avec force. Si la régénération de l'Allemagne par l'union plus intime de tous ses membres est une entreprise laborieuse, si les rapports de chaque état particulier avec l'autorité centrale doivent présenter les difficultés les plus graves, le cabinet de Berlin ne renonce pas à l'espérance de voir un jour toutes ces difficultés vaincues ; il y renonce d'autant moins, ajoute malicieusement la Note, que l'Autriche elle-même a un projet sur cette question. D'autres états, qui ne se sont pas encore expliqués, ont sans doute leurs vues particulières ; ces divers plans devront être étudiés, et la Prusse appelle de tous ses vœux cette solennelle délibération des cabinets de l'Allemagne.

En attendant, ajoute la Note, le gouvernement du roi de Prusse doit faire connaître un certain nombre de points qui sont la base de sa politique : il est convaincu d'abord qu'une prompte décision est nécessaire ; il est convaincu qu'il faut sortir au plus tôt de cette situation incertaine, et que, d'une manière ou d'une autre, l'unité doit être constituée

Digitized by Google

sans retard. Tout cela s'adresse au parlement. Puis, vient un examen, une critique de la constitution votée à Francfort, critique affectueuse et bienveillante, comme il convient au prétendant que cette constitution peut faire monter sur le trône de l'empire. Ce sont tantôt des observations amicales, tantôt des conseils donnés avec ménagement, tantôt même des demandes adressées par Frédéric-Guillaume IV à ses amis de l'église Saint-Paul. Il les prie donc : 1° de limiter davantage la compétence du pouvoir central, à la condition de lui assurer, dans ces limites plus étroites, une force et une autorité plus sérieuses; 2° de donner le plus de garanties possible à l'existence des états particuliers, de ne leur imposer que les sacrifices de pouvoir et d'indépendance absolument nécessaires à l'établissement de l'unité. Et ici, se tournant vers l'Autriche, le cabinet de Berlin répète et commente les paroles du 4 février contre la centralisation; puis, s'adressant de nouveau à Francfort : « L'autorité centrale doit être forte; les souverains ne sacrifieront jamais une part de leur indépendance, si ce n'est en faveur d'une autorité sérieuse et capable de représenter l'Allemagne. » Bref, le résumé de la Note était une sorte de conciliation fantastique entre le système de Francfort et le système autrichien : une fédération et un empire, voilà ce que demandait Frédéric-Guil-

Digitized by Google

laume IV. Comment ces deux formes pouvaient coexister sans se détruire, le cabinet de Berlin se gardait bien de l'expliquer; il lui suffisait d'avoir embrouillé la question, et d'apaiser un instant l'Autriche sans décourager le parlement.

Le cabinet de Vienne riposta par une nouvelle Note en date du 27 février. Dans sa dépêche du 4, il indiquait surtout ce que ne voulait pas l'Autriche: « Point d'empire unitaire, point de centralisation qui puisse absorber les états particuliers; ce gouvernement central, en quelques mains qu'il soit remis, n'obtiendra jamais la soumission de la dynastie des Habsbourg. » Dans sa Note du 27, l'Autriche faisait connaître clairement ses intentions; elle proposait son plan pour la reconstitution de l'Allemagne. Au lieu d'un empire, elle demandait un directoire composé de neuf membres; l'Autriche et la Prusse auraient chacune deux voix dans ce conseil, la Bavière en aurait une, et les quatre derniers représentants appartiendraient aux états secondaires. Le cabinet prussien, répondant à ce manifeste dans sa Note du 10 mars, déclara qu'il était tout prêt à discuter sur cette base et avec les autres gouvernements et avec l'assemblée de Francfort. C'était toujours, comme on voit, la même politique, toujours une apparente soumission à l'Autriche, un empressement hypocrite à accueillir ses vœux, et toujours aussi les plus

Digitized by Google

grands ménagements pour ces législateurs de l'église Saint-Paul, qui tenaient dans leurs mains la couronne impériale.

Cependant que pensait Francfort? Que disait-on à Saint-Paul de cette protestation de l'Autriche contre l'œuvre du parlement? Les esprits, on le pense bien, étaient singulièrement émus. M. Dahlmann et ses amis ne pouvaient contenir leur colère, et le parti prussien, grossi par la haine qu'inspirait l'Autriche, attirait à lui chaque jour quelques-uns de ses adversaires de la veille. C'est précisément au milieu de ces batailles diplomatiques de Berlin et de Vienne que le parlement eut à discuter la loi électorale. Rien de plus important que cette discussion; la loi électorale n'était pas seulement une annexe nécessaire de la constitution de l'empire: elle devait imprimer à cette constitution son caractère véritable, en donnant des garanties à la société ou des gages à la démagogie. Les députés de l'église Saint-Paul étaient-ils dans des dispositions salutaires pour délibérer mûrement sur une question de cette gravité? Ils n'ont que trop souvent déjà suivi les conseils de la colère, et cette loi, il est permis de le craindre, va leur fournir une nouvelle occasion de braver l'Autriche, au risque de se frapper eux-mêmes. La discussion s'ouvrit le 15 février et ne se termina

Digitized by Google

que dans les premiers jours de mars. Assurément, si une sage politique eût prévalu dans l'assemblée, si le parlement eût voulu s'assurer l'appui de la Prusse et intéresser Frédéric-Guillaume à la défense de son œuvre, la loi électorale eût contenu des restrictions que la colère et l'impatience firent imprudemment effacer. Après avoir donné tant de puissance aux deux chambres, et surtout à la chambre du peuple *(Volkshaus)*, après avoir rayé de la constitution le *veto* qui pouvait protéger l'autorité centrale, il fallait au moins considérer le droit de suffrage comme un mandat sérieux et exiger certaines conditions de ceux qui aspirent à l'exercer. C'est ce que voulait la commission, c'est ce que soutinrent en d'éloquentes paroles quelques-uns des plus célèbres orateurs de l'assemblée; tous leurs efforts furent vains: le suffrage universel et direct fut proclamé, et dans quelle société, je vous prie? en présence de quelle constitution? En présence d'une constitution qui prétend créer un empire d'Allemagne, et qui place l'empereur désarmé face à face avec deux parlements hostiles, l'un choisi par des souverains jaloux, l'autre abandonné à tous les hasards et livré à tous les caprices des scrutins populaires!

La majorité de l'église Saint-Paul n'avait pas eu le loisir de faire ces réflexions si simples; c'est la colère qui avait dicté son vote. A mesure que l'Au-

Digitized by Google

triche protestait contre la constitution, à mesure que l'œuvre du parlement semblait condamnée d'avance par la plus grande partie des états allemands, l'esprit démocratique reparaissait au sein de l'assemblée nationale et fournissait une vengeance toute prête aux législateurs humiliés.

Ce fut bien pis encore, quelques jours après, lorsqu'on apprit la dissolution de la diète de Kremsier, et qu'on put lire dans les journaux de Vienne la charte octroyée à Ollmütz. Le jeune empereur d'Autriche venait d'imiter l'exemple de Frédéric-Guillaume IV : mécontent de l'assemblée constituante, il l'avait brusquement supprimée, et, se chargeant lui-même de faire cette constitution dont l'assemblée ne venait pas à bout, il avait donné à ses états une charte qui était un nouveau défi au parlement de Francfort. « Aussi bien, disait le préambule de la charte, tous les peuples de l'Autriche n'avaient pas de représentants à la diète de Kremsier, et, le succès des armes impériales permettant de songer enfin à la réorganisation de l'état, l'empereur accomplissait le vœu de son cœur et répondait à l'attente de son peuple, en réunissant sous une loi commune, non pas seulement les peuples représentés à Kremsier, mais toutes les populations diverses qui composent la monarchie autrichienne. » Tel est, en effet, le caractère de la charte du 4 mars. Il est difficile

Digitized by Google

d'imaginer une constitution plus libérale; il est difficile de donner plus de garanties à l'esprit moderne, d'accorder une part plus équitable, de faire des concessions plus sages et plus intelligentes au progrès de la raison. A ce point de vue, la charte d'Ollmütz ne mérite que de sincères éloges; le malheur, le vice radical de cette constitution si belle, c'est qu'elle institue une centralisation impérieuse dans le pays qui est certainement, de tous les pays du monde, le plus rebelle à cette tyrannique unité.

L'histoire de ces dix dernières années a prouvé assez clairement, ce me semble, quelle est la force de l'esprit national au sein des différents peuples de l'Autriche. Depuis dix ans et plus, l'Autriche est agitée par les luttes que soutiennent ces peuples pour retrouver leur vie distincte et reprendre leur place au soleil, luttes pacifiques d'abord, tentatives sérieuses et calmes dont les érudits sont les soldats, puis bientôt, quand nos révolutions pénètrent dans l'Europe orientale, luttes sanglantes qui suscitent des héros et des martyrs. Courbés longtemps sous la tyrannie des Magyars, les Slaves de la Hongrie se soulèvent; les Tchèques de Bohème se défendent contre l'influence allemande; les Magyars eux-mêmes, oppresseurs des Croates, se sentent opprimés par l'Autriche et réclament leur indépendance; partout, enfin, ce sont des peuples

Digitized by Google

chez qui le sentiment national se réveille, ce sont des races que l'on croyait éteintes et qui tout-à-coup se rattachent à leurs souvenirs, à leurs traditions, à leur histoire passée, avec le plus juvénile enthousiasme. Comment soumettre à une seule et même loi ces populations jalouses? Quand les Hongrois voulaient détruire les liens qui les unissent à la monarchie autrichienne, ils inauguraient une politique funeste; ils disséminaient et désarmaient ces populations diverses, slaves, slovaques, tchèques, croates, magyares, qui bientôt seraient tombées, l'une après l'autre, sous le joug de la Russie; mais le système contraire est-il moins pernicieux? Confondre tous ces peuples dans une sorte de promiscuité, leur imposer une même loi et des institutions uniformes, effacer leurs traditions, abolir leurs coutumes nationales, supprimer d'un trait de plume toute leur histoire pour leur créer une existence mensongère, n'est-ce pas là un système tout aussi désastreux que celui dont les Magyars donnaient l'exemple avec un si aveugle et si inintelligent héroïsme?

Cette charte du 4 mars, dont on verra de jour en jour les graves inconvénients, le gouvernement autrichien ne l'a faite qu'en haine de l'assemblée nationale. Dans les paragraphes 2 et 3 du chapitre Ier de la constitution, les législateurs de Saint-Paul avaient décidé que l'Autriche ne pourrait

Digitized by Google

faire partie de l'empire qu'en renonçant à ses possessions non allemandes. A cette arrogante injonction, l'Autriche répondit par la charte d'Ollmütz, qui réunissait, au contraire, tous ces peuples en un seul et vaste corps, et les liait par une centralisation inflexible. La charte du 4 mars, il est permis de le croire, ne durera pas long-temps sans de profondes modifications, elle était surtout une arme de guerre forgée pour une situation qui n'est plus. Quand le ministère Schwarzenberg la promulgua, il ne voulait que braver le parlement de Francfort et déchirer la constitution de l'empire.

II.

La couronne impériale. — Frédéric-Guillaume IV élu empereur d'Allemagne.

Le parlement comprit le sens provocateur de cette politique. Décidément, le danger était grave; il s'agissait de l'autorité même de cette assemblée qui avait mission de représenter l'Allemagne. On devait commencer bientôt la seconde lecture de la constitution, et c'était là une occasion toute simple de relever les défis du ministère Schwarzenberg; l'impatience de l'assemblée ne put différer jusque-là: un député, bien sûr de répondre à un besoin de la colère publique, proposa de décréter, sans attendre la seconde lecture, une loi spéciale, une loi

Digitized by Google

expresse, qui proclamerait l'hérédité de la couronne impériale et déférerait cette couronne à Frédéric-Guillaume IV. Cette proposition, assez naturelle en de telles circonstances, empruntait au nom de son auteur une signification dramatique. Cet homme si empressé à couronner le roi de Prusse, cet impatient défenseur de l'unité allemande et de l'hégémonie prussienne, c'était M. Welcker, le plénipotentiaire du duché de Bade auprès de l'archiduc Jean, l'adversaire redouté de M. Dahlmann, le chef des représentants de l'Allemagne du sud dans leurs luttes contre les envahissements de l'esprit du nord.

C'est le 12 mars 1849 que M. Welcker vint présenter sa proposition à la tribune de l'église Saint-Paul; une agitation extraordinaire régnait dans l'assemblée et sur les bancs des galeries; on était impatient de savoir comment l'adversaire le plus déclaré de l'empire héréditaire et de l'hégémonie prussienne s'était décidé si énergiquement à réclamer cette hérédité de l'empire pour en faire hommage à Frédéric-Guillaume. « Messieurs, disait l'orateur, si j'ai toujours jusqu'à présent combattu le parti prussien dans la question impériale, ce n'était, croyez-le bien, ni par hostilité contre la Prusse, ni par dévouement à l'Autriche. Je n'avais qu'une seule pensée : je voulais empêcher que l'Autriche fût exclue de la famille allemande, je voulais épuiser tous les moyens pour conserver

Digitized by Google

l'intégrité de la patrie. Tous les moyens ont été épuisés. Eh bien ! puisqu'il est impossible de nous rattacher la monarchie autrichienne, sachons, il le faut, sachons nous résigner à ce sacrifice, et organisons vigoureusement l'unité dans tout le reste de l'Allemagne. Le temps presse, les circonstances exigent une prompte décision; les plus grands périls nous menacent; il s'agit de défendre l'honneur du parlement et la souveraineté de la nation. Messieurs, la patrie est en danger; je vous conjure de sauver la patrie. » Des applaudissements enthousiastes accueillent ces paroles de M. Welcker, et l'assemblée décide que la proposition sera discutée dans le plus bref délai.

Le débat, ouvert le 17 mars, fut inauguré par un brillant discours de M. Welcker. La charte d'Ollmütz, on le pense bien, fournissait de puissantes armes à l'orateur, et M. Welcker n'eut garde de négliger ses avantages. Il fit ressortir avec force tous les inconvénients de cette constitution du 4 mars; il montra éloquemment quelle insurmontable barrière se dressait à l'avenir entre l'Autriche et l'empire d'Allemagne. « La constitution d'Ollmütz, s'écria-t-il, réunit plus de vingt nations différentes en un seul et indissoluble faisceau, et les députés de ces vingt nations, rassemblés dans un seul parlement, auront à statuer sur les plus graves affaires de l'état. L'Allemagne n'admettra

Digitized by Google

jamais une constitution de ce genre, sans sacrifier tous ses intérêts nationaux. » A cette Autriche si peu allemande, et qui cependant menaçait d'intervenir à main armée dans les affaires d'Allemagne, M. Welcker conseillait d'opposer la vraie patrie sérieusement et solidement constituée. Or, puisque l'Autriche se séparait de l'Allemagne, le chef de l'Allemagne ne pouvait être désormais que le roi de Prusse, et, en face de l'empire autrichien s'élevant comme une menace, il importait d'organiser au plus vite le véritable empire d'Allemagne, confié au seul souverain qui fût assez fort pour le représenter et le défendre. Un grand nombre d'orateurs prirent part au débat; les principaux adversaires de la proposition furent les Autrichiens, les républicains, et, parmi les membres de la droite, ceux qui ne reconnaissent pas à l'assemblée nationale le droit de créer un empereur. M. de Radowitz fut d'accord avec M. Vogt pour repousser les conclusions de M. Welcker. Leurs motifs, on le devine sans peine, étaient de nature bien différente, et, tandis que M. de Radowitz attaquait l'esprit révolutionnaire du projet de loi, M. Vogt s'écriait : « Si la patrie est en danger, ce n'est pas un empereur, c'est un dictateur qu'il faut élire ! »

L'union des républicains, des Autrichiens et des députés de la droite, devait faire rejeter la proposition Welcker, bien qu'elle eût été accueillie

Digitized by Google

d'abord avec l'empressement d'une colère aveugle ; ajoutez aux membres de cette coalition les représentants du particularisme, comme les appellent nos voisins, c'est-à-dire les adversaires de la centralisation impériale, et vous aurez le compte exact des voix qui repoussèrent la proposition du député badois. La victoire avait été vivement disputée ; à côté de M. Welcker, les plus éloquents orateurs, les députés les plus considérables de l'Allemagne du nord, M. Beseler, M. Waitz, M. Gustave Riesser, avaient redoublé d'efforts pour entraîner le parlement ; le ministère lui-même s'était approprié la proposition, il la soutenait comme son œuvre, et, dans le cas où l'assemblée la rejetterait, il était bien résolu à se démettre de ses pouvoirs. Tout cela fut inutile ; la coalition l'emporta, et 283 voix contre 252 donnèrent la victoire à l'Autriche. C'est le 21 mars que la proposition Welcker succomba ; le 22, M. Henri de Gagern et ses collègues, dans un acte longuement motivé, firent agréer leur démission au vicaire de l'empire.

Les partisans de la Prusse ne se tinrent pas pour battus ; on venait précisément de commencer la seconde lecture de la constitution, et puisqu'il y avait une revanche à prendre, c'était là une occasion dont on espérait bien profiter. Si l'on voulait expliquer ici les brusques revirements de l'opinion, il faudrait se perdre dans le menu détail des intri-

Digitized by Google

gues parlementaires. Ceux qui aiment à recueillir les bruits de couloir, à suivre le sort de telle ou telle voix assiégée et conquise par une diplomatie subalterne, ceux-là seuls ont le secret des démentis que se donnent si souvent à elles-mêmes les grandes assemblées politiques. N'empiétons pas sur le domaine de la comédie, et ne nous occupons que des résultats de la lutte.

Après plusieurs jours consacrés à relire et à voter sans trop de peine les premiers articles de la constitution, on arriva, le 27 mars, au chapitre V, qui traite de la souveraineté de l'empire (*Reichsoberhaupt*). La première discussion avait établi l'empire sans hérédité; la discussion du 27 mars modifia profondément ce projet; 267 voix contre 263 décidèrent que la dignité impériale serait héréditaire dans la maison des princes à qui serait déférée la couronne. Le lendemain 28, on procéda à l'élection; M. le président Simson fit faire l'appel nominal, et, selon le mode qu'on avait suivi pour le vicaire de l'empire, chaque député se levait à l'appel de son nom et proclamait son candidat. 538 députés étaient présents; 290 votèrent pour Frédéric-Guillaume IV, 248 s'abstinrent. Divisé par tant de partis contraires, en proie à tant de mesquines passions ou d'antipathies profondes, le parlement n'apporta pas à ce grand acte la dignité solennelle qui devait en rehausser l'éclat. Le temps

Digitized by Google

était déjà bien loin où l'assemblée nationale, animée de toute l'ardeur d'un pouvoir jeune et pleine de foi dans sa mission, procédait avec une gravité austère à l'élection de l'archiduc Jean. Il semblait qu'elle fût lasse d'elle-même ou qu'elle eût perdu la conscience de son droit. Le silence opiniâtre d'une minorité si considérable produisait déjà le plus fâcheux effet; les réflexions, les commentaires de plus d'un opposant augmentèrent encore le mal et nuisirent à la dignité de tous. — Je ne veux pas de chef, disait M. Trüschler, l'un des coryphées de la montagne. — Je ne nomme pas de contre-empereur, s'écriait le docteur Sepp, ultramontain fougueux, et, comme tel, vassal dévoué des Habsbourg. Quand on appela le nom du prince Waldbourg-Zeil : Vous vous trompez, répondit-il gaîment, je ne suis pas un des sept électeurs. — Je n'ai pas de mandat, disait le comte de Deym.... Ce feu roulant d'épigrammes enlevait bien quelque chose à l'éclat de la couronne, et, pour un prince aussi attaché que Frédéric-Guillaume IV à la doctrine du droit divin, le présent du parlement de Francfort perdait singulièrement de son prix.

Le président essaya de rendre à la séance toute la gravité convenable. Quand le scrutin fut dépouillé, M. Simson s'exprima en ces termes : « Je viens vous annoncer, Messieurs, le résultat de l'élection. Les 290 votes qui ont été émis se sont

Digitized by Google

réunis sur le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV; 248 députés ont cru devoir s'abstenir. Donc, dans sa 196e séance publique, le mercredi 28 mars 1849, l'assemblée nationale de l'empire, conformément à la constitution qu'elle a fondée, a remis au roi Frédéric-Guillaume IV la dignité d'empereur d'Allemagne à titre héréditaire. Puisse le prince allemand qui tant de fois a exprimé en d'immortelles paroles son chaleureux dévouement à la cause allemande, puisse ce noble prince devenir le soutien de l'unité, de la liberté et de la grandeur de notre patrie, maintenant qu'une assemblée sortie du sein de la nation entière, une assemblée comme il n'y en a jamais eu de semblable sur le sol de l'Allemagne, l'a élevé au faîte de l'empire! Que Dieu soit avec l'Allemagne et son nouvel empereur! » Une partie de l'assemblée couvrit ces paroles d'applaudissements, et aussitôt de bruyantes salves d'artillerie, mêlées au joyeux carillon des cloches, annoncèrent à la ville de Francfort que l'assemblée venait de proclamer son élu.

Était-ce là un grand triomphe pour le parti prussien? Le succès, au contraire, n'était-il pas bien chèrement acheté, et les radicaux, qui semblaient vaincus, n'avaient-ils pas, autant que M. Dahlmann et ses amis, le droit de faire sonner toutes les cloches de la ville? Sans chercher à dé-

Digitized by Google

voiler le manége des intrigues particulières, il est bien facile de comprendre pourquoi les trente ou quarante voix qui avaient repoussé la proposition Welcker venaient d'être acquises le 27 à la création d'un empire héréditaire, le 28 à l'élection de Frédéric-Guillaume IV. Une semaine s'était écoulée entre ces deux discussions : or, pendant cet intervalle consacré au vote définitif de la constitution de l'empire, le parti radical comprit bien que l'ambition prussienne le rendait maître du terrain et qu'il lui appartenait de faire la loi. Une quarantaine de voix étaient nécessaires pour rendre au parti Dahlmann et Welcker tout ce qu'il avait perdu huit jours auparavant ; il s'agissait de conclure un marché, et M. Henri Simon, à ce qu'on assure, en fut le négociateur habile. Le *veto* absolu, rejeté dans le premier projet de constitution, avait grande chance d'être rétabli ; le ministère Brandebourg l'avait officiellement demandé dans sa Note du 27 février, et il le demandait secrètement chaque jour par l'organe de ses agents ; le *veto* fut définitivement repoussé. Le suffrage universel et direct, consacré par la loi électorale, eût été sans doute aussi l'objet de modifications importantes ; M. Henri Simon sut bien conserver cette précieuse conquête. Enfin, le conseil de l'empire *(Reichsrath)*, ce conseil formé des princes des maisons souveraines et qui devait fournir un solide

Digitized by Google

appui à l'autorité centrale, le parti républicain exigea qu'il fût supprimé, et le chapitre du *Reichsrath* disparut de la constitution. Le refus du *veto*, l'établissement du suffrage universel et direct, la suppression du conseil de l'empire, voilà les trois points que le parti prussien ne craignit pas d'accorder pour obtenir l'élection de Frédéric-Guillaume. Qui gagnait le plus à ce singulier contrat? Les radicaux avaient conquis des avantages considérables, puisqu'ils avaient d'avance désarmé le pouvoir et assuré les droits de l'esprit démocratique. En échange de ces concessions si graves, les amis de M. Dahlmann se payaient d'illusions et de chimères : pareils à ce héros de la fable qui laisse la proie pour l'ombre, ils avaient livré les conditions vitales de la société et les lois éternelles de l'ordre pour un mensonge d'unité dans un fantôme d'empire!

III.

Refus de Frédéric-Guillaume IV — Colère du parlement — Agitation de l'Allemagne. — Coup d'état à Berlin. — Révolte du Wurtemberg.

Le parlement avait décidé qu'une grande députation, composée du président de l'assemblée nationale et de 24 membres, se rendrait immédiatement à Berlin pour faire connaître au roi de Prusse l'élection du 28 mars. Arrivée à Berlin le

Digitized by Google

2 avril, la députation fut admise le jour suivant auprès de Frédéric-Guillaume. C'est bien en vain que les unitaires, aveuglés par les plus folles illusions, jouissaient à Francfort du résultat de leur conduite et se complaisaient déjà dans l'admiration de leur chef-d'œuvre; la réponse donnée au président de l'assemblée fut telle qu'on devait l'attendre, et du caractère personnel du roi, et de la politique de son ministère. Le roi ne refusa pas ouvertement; il ajourna seulement sa décision jusqu'à l'heure où les cabinets de l'Allemagne, officiellement consultés, auraient exprimé leur avis. Frédéric-Guillaume IV ne voulait pas de l'empire aux conditions que lui imposait l'assemblée de Francfort; il ne voulait plus de cette couronne impériale tant souhaitée, s'il fallait l'acheter au prix d'une constitution qui désarmait le pouvoir et organisait la démocratie; il lui convenait cependant de ne pas repousser absolument ce vote du 28 mars, par lequel la maison de Hohenzollern était comme désignée d'avance à la fortune. C'est la politique de la Prusse de se préparer toujours aux chances de l'avenir, et, si l'on peut parler ainsi, de se signaler aux destins: *monstratus fatis Vespasianus*. D'ailleurs, Frédéric-Guillaume ne pouvait-il accepter un jour la couronne, sauf à faire réviser la constitution dans un congrès de souverains? Le cabinet prussien laissait entrevoir

Digitized by Google

tout cela, et la députation, fort inquiète de ce malentendu, ne se lassait pas de répéter que la dignité impériale ne pouvait être séparée de la constitution; l'un et l'autre présent devaient être acceptés ensemble; refuser l'un, c'était les refuser tous les deux. A vrai dire, le malentendu n'existait pas; c'est parce que de part et d'autre on se comprenait trop bien, que tout accord était devenu impossible.

L'ajournement de la réponse fut le signal d'une crise violente. A force de vouloir toujours ménager depuis trois mois et le parlement de Francfort et le cabinet de Vienne, Frédéric-Guillaume avait fini par les irriter tous les deux. Aux yeux de l'Autriche, le refus du roi de Prusse n'était pas une déclaration assez franche; aux yeux du parlement, la promesse manquait de sincérité, et l'ajournement n'était qu'une rupture hypocrite. Des deux côtés l'orage éclata bientôt.

Le 5 avril, une Note énergique et hautaine fut adressée par le ministère Schwarzenberg à M. de Schmerling, plénipotentiaire de l'Autriche auprès du vicaire de l'empire. Après avoir engagé l'archiduc Jean à ne pas donner sa démission, le prince Schwarzenberg déclarait hautement que l'assemblée nationale avait manqué à tous ses devoirs; chargée de travailler à l'unité de l'Allemagne, elle avait, au contraire, prétendu briser les anciennes

Digitized by Google

alliances; envoyée à Francfort pour préparer une constitution qui devait être soumise ensuite à l'examen des cabinets, elle voulait usurper le droit de créer toute seule la loi de l'empire et de l'imposer au pays; enfin, elle avait fait un pas de plus dans l'arbitraire, lorsqu'après le vote du 28 mars, elle avait refusé de se séparer, annonçant qu'elle siègerait en permanence jusqu'à la réunion de la première diète impériale. « Les gouvernements, disait la Note du 5 avril, ne peuvent plus suivre l'assemblée sur ce terrain illégal. Pour le cabinet de Vienne, l'assemblée de Francfort n'existe plus, et les députés autrichiens doivent considérer leur mission comme finie. » Trois jours après, le ministère Schwarzenberg adressait une Note non moins vive à M. le baron de Prokesch, son plénipotentiaire à Berlin. C'étaient les mêmes griefs contre l'assemblée nationale, la même condamnation de ses derniers actes. « L'assemblée de Francfort a outrepassé ses pouvoirs; elle a abandonné le terrain du droit; elle n'existe plus. » Puis venait une protestation directe contre la réponse faite à l'assemblée le 3 avril, ou du moins contre l'attitude équivoque prise par Frédéric-Guillaume, lorsqu'en repoussant la couronne impériale, il s'efforçait pourtant de ne pas perdre le bénéfice moral de l'élection. Le roi de Prusse, disait la Note, peut faire au gouvernement autrichien toutes

Digitized by Google

les propositions qu'il jugera convenables; ce qui lui est désormais impossible, c'est de s'appuyer sur les votes du parlement de Francfort.

Le refus de Frédéric-Guillaume avait déjà blessé le parlement; l'irritation s'accrut bien davantage quand on put lire dans les feuilles officielles les deux Notes autrichiennes des 5 et 8 avril. Menacée par l'Autriche et abandonnée par la Prusse, l'assemblée nationale était livrée désormais à ses seules ressources; il ne lui restait plus que les armes du désespoir. L'esprit révolutionnaire se dressait devant elle pour la tenter. Un des héros de la poésie patriotique, le vieux chantre des guerres nationales de 1813, Maurice Arndt, adressait déjà aux rois d'Allemagne un bizarre et sinistre avertissement : « O peuples! écoutez. Vous aussi, rois allemands, si vous le pouvez encore, écoutez-moi! Nous voici au quatrième acte de la grande tragédie épique de l'Europe et de l'Allemagne. Le premier acte (je parle pour notre pays), ce sont les années 1813 et 1815, le second c'est 1830, le troisième c'est 1848, et maintenant, maintenant déjà, en 1849, — tant est rapide le vol des heures qui nous emportent! — nous jouons le quatrième acte. Quand sera représenté le cinquième? Je n'en sais rien; mais si vous manquez de prudence, ô rois d'Allemagne! le cinquième acte ne se fera pas attendre. Vous me répondrez sans doute : Que viens-tu nous

Digitized by Google

prophétiser là, vieux corbeau blanchi par la neige des ans? D'où te vient tant d'audace, vieux plébéien? Qu'est-ce que ce cinquième acte dont tu menaces les princes et les rois? Non, non, je ne menace pas. J'avertis avec calme et avec paix, car mes pieds touchent au bord de la tombe, et après le cinquième acte mes yeux ne verront presque plus rien des choses de la terre. Je n'agite point devant vous des signes prophétiques et terribles; c'est l'ancien des jours, c'est Dieu lui-même qui vous menace avec les signes de sa colère.»

Ce que le vieux poète disait ainsi dans sa langue, les journaux, les brochures, les clubs l'exprimaient sur tous les tons, et la polémique s'envenimait d'heure en heure. A travers les légitimes craintes du parti libéral, à travers le désappointement furieux des doctrinaires de l'unité, les fantaisies radicales avaient beau jeu pour se faire jour; jamais plus magnifique occasion n'avait été offerte aux démagogues, et jamais non plus, il faut bien le reconnaître, la diplomatie de la gauche n'avait si habilement manœuvré. Obtenir des unitaires la suppression du *veto*, la suppression du conseil de l'empire, la concession du suffrage universel; en échange de ces précieux gages, donner une dignité qui n'est qu'un mot; conférer cette dignité au roi de Prusse dans des conditions telles qu'il ne puisse pas l'accepter; l'obliger enfin

Digitized by Google

à rejeter décidément la constitution et par là soulever l'Allemagne entière : telle a été la victorieuse tactique de la gauche dans cette mémorable campagne. L'aveuglement des unitaires faisait sans doute la partie belle aux négociateurs ; avouez cependant que le parti radical a bien mis à profit la fastueuse ambition de ses ennemis, avouez qu'il les a battus à plaisir, battus comme des écoliers. Qui fera sonner les cloches à l'heure qu'il est ? Les choses en sont venues à un tel point que l'ancienne majorité libérale n'a plus le choix de sa conduite ; d'un côté est une réaction triomphante qui s'exprime par l'organe de l'Autriche, qui a derrière soi la Russie, et qui déjà effraie ou convertit la Prusse ; de l'autre est le parti démagogique, disposant seul des grands moyens de résistance et prêt à pousser les libéraux dans les voies sanglantes de l'insurrection.

Entre ces deux écueils, entre la droite et la gauche de l'assemblée, l'ancienne majorité libérale essaya quelque temps de maintenir sa ligne, ou plutôt alla tour-à-tour de l'un à l'autre auxiliaire, inclinant bien plus, comme on pense, du côté où se trouvait, en apparence du moins, la défense de la constitution et du parlement national. Le premier fruit que retira la gauche de cette effervescence des esprits, fut la création d'un comité de trente membres chargés de faire un rapport sur la

Digitized by Google

situation et de proposer des moyens de salut. Ce comité de salut public fut composé de quinze membres de la gauche et de quinze membres du *parti impérial (Erbkaiserthums Partei)*. Quoiqu'elle fût en minorité dans le parlement, la gauche, au sein du comité, traitait donc d'égale à égale avec les centres. La force même d'une situation révolutionnaire avait arraché aux libéraux cette concession nouvelle. Ce n'est pas assez dire : les radicaux avaient décidément la majorité dans la commission; sur les quinze membres du parti impérial, il y en avait cinq au moins qui, favorables sans doute à la création d'un empire, appartenaient néanmoins au centre gauche et devaient bientôt voter avec les démagogues. Ainsi, dix voix seulement, parmi lesquelles M. Welcker, M. Waitz, M. Droysen, représentaient les modérés dans la commission; parmi les vingt membres de la gauche, on remarquait M. Vogt, M. Froebel, M. Eisenstuck, M. Wydenbrugk, M. Raveaux et M. Simon (de Trèves).

Tandis que le comité des trente préparait son rapport, la seconde chambre prussienne, à Berlin, sous l'impétueuse action des chefs de la gauche, engagea brusquement la lutte et précipita les évènements. L'agitation révolutionnaire de la Prusse venait en aide à l'agitation de Francfort; le signal

Digitized by Google

parti du comité des trente était entendu d'abord à Berlin avant de produire une explosion à Stuttgard, à Dresde, à Leipsick, et de mettre en feu le Palatinat.

Élue par le suffrage universel, sous la charte octroyée le 5 décembre par Frédéric-Guillaume, la seconde chambre contenait bien des éléments démagogiques. Ce n'est pas tout : en face d'un parti radical plein d'emportement et de violence, la droite et les centres s'étaient fractionnés à l'infini. On y comptait une extrême droite, la droite des ultras, dont l'orateur était M. de Bismark-Schoenhausen; — la droite des politiques, dirigée par MM. de Bodelschwing et d'Arnim; — la droite dissidente, qui avait l'honneur d'être commandée par le brillant et ardent M. de Vincke; — puis le centre droit, le centre pur et le centre gauche. La gauche et l'extrême gauche avaient un tiers de voix, et l'indiscipline de leurs adversaires donnait une force immense à cette minorité redoutable. La gauche, prenant en main une cause chère aux libéraux, se voua hypocritement à la défense de l'assemblée nationale; M. Rodbertus, l'un des meneurs, demanda à la chambre de consacrer par un vote solennel la constitution de Francfort. Attaqué, provoqué sans cesse, sous le prétexte spécieux d'une grande cause nationale, par des hommes dont la révolution était le seul but, le

Digitized by Google

gouvernement fut amené sans peine à prendre brusquement son parti. Sommé par M. Rodbertus de reconnaître la constitution, sommé par l'Autriche et la Russie de rompre avec l'assemblée de Francfort, ce n'était pas devant M. Rodbertus que le ministère Brandebourg devait déposer les armes. Il renonça désormais aux tempéraments, aux ajournements, à toutes les ruses qui avaient formé jusque-là le fond de sa politique dans la question de l'empire; il prit une résolution nette et la déclara tout haut. En réponse à la proposition Rodbertus, en réponse à une impatiente sommation de M. de Vincke, le chef nominal du cabinet, le vieux comte de Brandebourg, vint lire à la tribune un manifeste ministériel; le roi de Prusse y refusait d'accepter sans conditions la dignité impériale et terminait ainsi : « Je reconnais la force de l'opinion publique, mais ce n'est pas une raison pour s'abandonner en aveugle aux courants et aux tempêtes; jamais ainsi le vaisseau n'atteindrait le port, jamais, jamais! »

Ces paroles, dont l'auteur n'avait pas seulement pris la peine de déguiser son style, vinrent en aide à M. Rodbertus. En voyant briller derechef la poétique prose de Frédéric-Guillaume, les libéraux craignirent aussi de voir reparaître le souverain féodal de 1840, celui qu'ils avaient si énergiquement combattu à la Diète de 1847, celui que la révo-

Digitized by Google

lution de 1848 forçait désormais à régner derrière un ministère responsable. Et puis, ce subit abandon des espérances et même des convoitises de la Prusse n'arrivait-il pas assez mal-à-propos après les menaces du prince Schwarzenberg? Si la crainte du gouvernement personnel froissa les libéraux, le sentiment de l'honneur prussien compromis révolta plus d'un patriote dans les rangs du centre et de la droite. Un discours de M. de Bismark, discours éloquent, chevaleresque, mais beaucoup trop empreint de l'esprit féodal, n'était pas de nature à ramener les dissidents. « Je suis de la Marche de Brandebourg, — s'écriait en finissant M. de Bismark, — je suis du sol même où la monarchie prussienne a été bâtie et cimentée avec le sang de nos pères; cette raison me suffit pour ne pas vouloir que mon roi devienne le vassal de M. Simon. » Nobles et touchantes paroles, argumentation médiocre; c'est ce que M. de Vincke appelle des raisons d'avant le déluge. Tous les députés de la seconde chambre n'étaient pas nés dans la Marche de Brandebourg: on le vit trop au moment du scrutin. La proposition Rodbertus contenait trois articles distincts: les deux premiers blâmaient la politique du ministère dans la question de l'unité, et condamnaient toute espèce de pacte formé entre les souverains comme contraire aux vœux et aux espérances du pays; le troisième

Digitized by Google

ordonnait au ministère de reconnaître la constitution de Francfort, telle qu'elle avait été faite après la seconde lecture, et de n'en poursuivre la révision que par les moyens indiqués dans la constitution même. Les deux premiers articles furent rejetés ; le troisième obtint une majorité de seize voix.

Enhardie par cette victoire, la gauche devenait chaque jour plus menaçante. Elle sentait que l'attitude du ministère Brandebourg lui fournissait des alliés parmi les libéraux de 1847 ; il fallait seulement profiter de l'occasion et frapper coup sur coup. Après la proposition Rodbertus, ce fut la proposition Waldeck. M. Waldeck demandait la levée de l'état de siége établi à Berlin depuis le 12 novembre 1848. Deux séances (25 et 26 avril) furent consacrées à cette discussion, que l'audace de MM. Waldeck, d'Ester, Unruh, etc., remplit d'irritations et d'orages. L'antipathie qu'excitait le ministère enchaîna les libéraux aux démagogues ; comme à Francfort, la haine de l'Autriche livrait M. Dahlmann à M. Vogt. Le 26 avril, les deux articles de la proposition Waldeck furent votés malgré tous les efforts de la droite. « 1° La prolongation de l'état de siége sans l'assentiment des chambres est illégal » ; 184 voix contre 139 adoptèrent cette rédaction. 2° « La chambre enjoint au ministère de lever immédiatement l'état de siége » ;

Digitized by Google

la majorité, moins forte pour ce second point, était encore très-redoutable : 153 voix avaient défendu le ministère et 177 l'avaient condamné.

Décidément, les hommes de coup de main, les chefs des insurgés d'octobre et de novembre reprenaient, au sein du parlement, l'avantage qu'ils avaient perdu devant les baïonnettes du général Wrangel. C'était contre eux qu'on avait décrété l'état de siége, et voilà qu'ils s'emparaient de la chambre pour briser légalement l'arme de la société et de l'ordre dans les mains du pouvoir. Cette situation ne pouvait durer. Dès le lendemain, 27 avril, la première chambre était prorogée et la seconde chambre dissoute. Un jour après, le 28, Frédéric-Guillaume refusait sans détours la couronne impériale, et, protestant contre la constitution de Francfort, il invitait les gouvernements à former un congrès. Ainsi, cette ambitieuse charte de l'église Saint-Paul était solennellement déchirée, et les souverains se disposaient à refaire l'œuvre de l'assemblée nationale.

Pendant que ces choses se passaient à Berlin, l'agitation parcourait toute l'Allemagne. A Dresde, à Carlsruhe, à Munich, les chambres se prononçaient pour la constitution de Francfort, et les démagogues, profitant de la colère des libéraux, s'emparaient partout du mouvement pour assiéger

Digitized by Google

le pouvoir. La crise fut terrible à Stuttgard. L'immense majorité de la seconde chambre, appuyée par l'opinion, voulait obtenir du roi la reconnaissance de la constitution de l'empire, et le ministère lui-même s'associait à ce vœu. Le roi résista ; le 19 avril, il signifiait à ses ministres un refus longuement motivé, au moins pour ce qui concernait l'élévation de la Prusse. Le ministère offrit sa démission, et des hommes suspects au parti libéral se préparaient à prendre sa place. L'effervescence publique s'accroissait d'heure en heure; on était dans un de ces moments où il suffit du prétexte le plus léger pour que les barricades se dressent. La chambre, tout en s'efforçant de contenir l'émeute, était bien résolue à ne point céder. M. Roemer, le ferme et intelligent ministre, jusque-là l'une des plus pures renommées du parti libéral et le plus intrépide adversaire de la démagogie, M. Roemer lui-même se laissa compromettre dans ces voies périlleuses où le parlement de Francfort entraînait les patriotes aveuglés. Il raconta à la tribune tout ce qui s'était passé, les inutiles instances du ministère et les refus obstinés de la couronne. La chambre nomma une députation chargée de présenter une adresse pressante, impérieuse, une adresse que sept voix seulement avaient refusé de voter.

La réponse du roi fut pleine de fermeté et de

Digitized by Google

franchise. Il exposa la situation, il rappela et expliqua les faits avec un bon sens supérieur. « Comment, disait-il, reconnaître une constitution qui n'est pas encore achevée? L'élu du parlement de Francfort n'a pas accepté; est-il possible de reconnaître ce qui n'existe pas? Je jure que j'admets toute la constitution impériale, sauf le chapitre de la souveraineté de l'empire. Je ne me soumets pas à la maison de Hohenzollern; je dois à mon pays de ne pas m'y soumettre, je le dois à mon peuple et à moi-même. Si tous les princes d'Allemagne faisaient ce sacrifice, je m'y résignerais aussi par esprit de concorde, je m'y résignerais le cœur brisé. Je puis y être forcé par l'insurrection; mais si vous vous placez sur le terrain révolutionnaire et que vous m'arrachiez mon consentement, ce consentement n'aura pas de valeur; je le retirerai dès que je serai redevenu libre.... Le peuple est animé d'un bon esprit; je ne vois ici qu'une agitation factice entretenue par les clubs... Voulez-vous me faire violence? Eh bien! soit! vous verrez si je plie. Ce n'est pas pour moi que je parle de la sorte; je n'ai plus que bien peu d'années à vivre: la conduite que je tiens, c'est mon pays, c'est ma maison, c'est ma famille qui m'en font un devoir. » Et comme les députés insistaient sur le danger imminent de la révolution : « Arrive que pourra! J'ai parlé selon ma conscience. »

Digitized by Google

Enfin, dans la nuit du 23, comme tout se préparait pour une lutte sanglante, le roi s'enfuit de Stuttgard et se réfugia à Ludwigsbourg. Cette nouvelle, annoncée à la chambre par le président, y causa une agitation extraordinaire. La gauche proposa de créer un gouvernement provisoire, et un comité de salut public, en effet, fut nommé et installé sur-le-champ. Les radicaux eussent pu tirer de grands avantages d'une lutte aussi violemment engagée, si le ministère Roemer n'avait réussi à faire céder le roi. Une proclamation, en date du 25 avril, annonça au Wurtemberg et à l'Allemagne que le roi, d'accord avec ses ministres, reconnaissait la constitution, et se résignait, le cas échéant, à voir le sceptre de l'Allemagne aux mains de Frédéric-Guillaume IV.

Ce triomphe de l'agitation dans le Wurtemberg multiplia les factieux par toute l'Allemagne. A Munich, à Nüremberg, à Wurzbourg, des associations révolutionnaires se formaient, et des pétitions hautaines étaient adressées au roi Maximilien II. Sur toute la ligne du Rhin, à Mannheim, à Heidelberg, à Darmstadt, à Haynau, à Mayence, à Francfort même, on se préparait à marcher contre Ludwigsbourg, si le roi ne se fût rendu aux conseils de M. Roemer. La constitution de Francfort était devenue le drapeau des insurgés. Cette charte, qu'on aurait déchirée le lendemain de la victoire,

Digitized by Google

servait, selon l'usage, à soulever les masses aveugles, et les patriotes sincères, les libéraux intelligents, les vrais et dévoués défenseurs du progrès, se laissaient prendre, comme toujours, à ces manifestations hypocrites. D'un autre côté, le dégoût des révolutionnaires évoquait partout les conseillers absolutistes dont l'Allemagne se croyait délivrée. Les coups d'état répondaient aux émeutes. Ce n'est pas seulement à Berlin, c'est dans le Hanovre et la Saxe que les chambres furent dissoutes et la représentation nationale indéfiniment ajournée. Ainsi, le nord de l'Allemagne était soumis; l'Autriche dominait le sud-est; restait encore une partie du centre et tout le sud-ouest, où affluaient les éléments démagogiques. Cette situation de Francfort était vraiment terrible; placé au sein de ce foyer ardent, obligé peut-être d'y chercher des auxiliaires contre le mauvais vouloir des cours du Nord et les menaces de l'Autriche, le parlement semblait condamné par ses propres fautes à ne plus écouter que les conseils du désespoir.

IV.

Victoires de la gauche. — Insurrection de Dresde. — Révolution dans le Palatinat. — Anarchie et dissolution du parlement.

Aucune circonstance ne pouvait être plus favorable au comité des trente. C'est le 23 avril que

Digitized by Google

le comité fit connaître ses plans à l'assemblée. Les discussions des premières séances furent assez calmes, les projets assez sages, les votes assez mûrement réfléchis ; mais bientôt la modération fut étouffée par la violence, et la gauche reprit l'avantage. Que voulait-on d'abord? Envoyer des commissaires auprès de tous les gouvernements qui refusaient d'admettre la constitution. Rien de plus sensé ; c'était par la diplomatie, c'était en des conférences sérieuses que le ministère de l'empire devait essayer de se mettre d'accord avec les différents cabinets. Le choix des commissaires indique très-bien l'excellent esprit qui présidait à ces missions ; M. Bassermann fut envoyé à Berlin, et M. Mathy à Munich.

Malheureusement, la lutte, devenue chaque jour plus vive, ne permit pas qu'on donnât suite à ces pacifiques mesures. M. Bassermann allait partir quand on apprit la dissolution de la seconde chambre prussienne et la formation d'un camp de quarante mille hommes à Creuznach. Le rôle des commissaires devenait singulièrement difficile ; il l'était d'autant plus que M. de Gagern se décidait à faire la plus énergique résistance, sans pourtant sortir des voies légales. Quant à la gauche, les menaces et les coups d'état lui venaient en aide. Le 27 avril, une proclamation ainsi conçue était affichée sur tous les murs : « La patrie est en

Digitized by Google

danger ! Les chambres prussiennes sont dissoutes. Des troupes sont rassemblées à Creuznach ; pour octroyer une constitution , en effet, les troupes sont nécessaires. Le despotisme renversé au mois de mars 1848 veut livrer sa dernière bataille. Il faut enfin, il faut que Francfort agisse ! Qu'aucun député ne s'éloigne, que tout absent revienne au plus tôt ! Les assemblées populaires des environs ne seront pas étonnées si, dans de telles circonstances, les membres du parlement ne paraissent pas au milieu d'elles. » MM. Raveaux, Vogt, Nauwerck, Freese, Eisenstück, Claussen et plusieurs autres encore avaient signé cet ordre du jour, qui présageait les tempêtes.

Ces députés absents que rappelait la proclamation du 27, ces députés présents à qui elle enjoignait de ne pas quitter leur poste, ce n'étaient pas, on le devine sans peine, les représentants de l'Autriche, ce n'étaient pas M. de Schmerling et ses amis. Ceux-là, bien au contraire, obéissant à l'ordre de leur gouvernement, avaient déclaré que leur mission était finie. A chaque séance, le président annonçait le départ de quelques députés nouveaux : c'étaient les Autrichiens d'abord, ce furent bientôt les Bavarois, ce furent enfin, parmi les représentants des autres pays, tous ceux qui ne voyaient pas d'issue légale pour sortir d'une situation fausse. La droite se dépeuplait de jour en

Digitized by Google

jour; les centres, quoique bien dégarnis, espéraient encore et continuaient la lutte; la gauche, gardant tous ses soldats et ralliant sans cesse des auxiliaires, devait rester maîtresse du champ de bataille. Il importait seulement que cette assemblée ainsi réduite fût encore en nombre suffisant pour proclamer ses décrets. Le 30 avril, le comité exécutif fit adopter plusieurs mesures graves qui attestaient sa force : 1° sur la proposition de M. Simon (de Trèves) : « Le président peut convoquer l'assemblée nationale en quelque temps et en quelque lieu qu'il le juge convenable » ; 2° sur la proposition de M. Zell : « Une séance extraordinaire demandée par cent membres doit être immédiatement convoquée » ; 3° sur la proposition de M. Goltz : « Il suffit de cent cinquante membres présents pour que les votes de l'assemblée soient valables » ; enfin, sur la proposition de MM. Kierulff, Ziegert, Reden, etc., l'assemblée, sans débat et d'une voix unanime, blâma « devant tout le peuple allemand » la dissolution des chambres dans les royaumes de Prusse et de Hanovre, et ordonna aux gouvernements de faire procéder sans délai à des élections nouvelles.

L'audace du comité croissait à chaque victoire. Dans la séance du 4 mai, il proposa un appel aux gouvernements, aux corps législatifs, aux communes, au peuple entier, pour les sommer de

Digitized by Google

reconnaître et de défendre la constitution. Il proposa de fixer le jour où se réunirait la première diète de l'empire, et le jour où se feraient les élections pour toute l'Allemagne : les élections auraient lieu le 15 juillet, la Diète se réunirait le 15 août. Il proposa enfin de transmettre la souveraineté de l'empire au chef de l'état le plus considérable après la Prusse, dans le cas où la Prusse, au 15 août prochain, n'aurait pas encore accepté la constitution ; cet empereur suppléant porterait le titre de vicaire de l'empire, et remettrait son dépôt au roi de Prusse, dès que la Prusse se serait soumise. C'étaient là les propositions de la majorité du comité ; 14 voix contre 13 les avaient portées à la tribune du parlement ; après une discussion animée, elles furent définitivement admises par 190 voix contre 188. Ainsi, le roi de Prusse refusant son adhésion, c'était le roi de Bavière qui devenait vicaire de l'empire. Or, on sait que Maximilien II était encore moins favorable que Frédéric-Guillaume IV à la constitution de Francfort ; la dignité du vicaire passait donc au roi de Saxe, du roi de Saxe au roi de Wurtemberg, du roi de Wurtemberg au roi de Hanovre, du roi de Hanovre au grand-duc de Bade, et toujours ainsi, de refus en refus, de chute en chute, jusqu'à ce qu'elle rencontrât je ne sais quel principicule obscur, le prince de Reuss ou le prince de Lich-

Digitized by Google

tenstein, qui voulût bien prendre sous sa très-haute protection l'héritage retrouvé de Frédéric Barberousse. C'était bien le cas de s'écrier piteusement avec M. Simon (de Trèves) : « La constitution est allée à Berlin comme la fiancée au-devant de l'époux, et on l'a congédiée comme une servante. » Seulement, ici, ce n'était plus le roi de Prusse, c'était le père de la fiancée, c'était ce malheureux parlement de Francfort qui condamnait sa fille à tant de ridicules affronts.

Les conclusions de la minorité étaient bien autrement graves. La minorité, c'est-à-dire l'extrême gauche, destituait Frédéric-Guillaume IV et le remplaçait par un vicaire de l'empire, lequel pouvait être le premier Allemand venu, M. Vogt ou M. Raveaux, M. Hecker ou M. de Struve. La minorité proposait encore un appel aux armes adressé à tous les peuples de l'Allemagne; elle voulait que l'armée fût obligée de prêter serment à la constitution; elle voulait que toutes les chambres dissoutes, les chambres de Berlin, de Hanovre, de Dresde, fussent invitées à se réunir, en quelque lieu que ce fût; elle voulait enfin que le ministère déclarât la guerre à la Russie et à l'Autriche. Toutes ces extravagantes propositions furent rejetées, mais quelques-unes d'entre elles obtinrent jusqu'à 135 voix. A chaque rejet, c'étaient d'épouvantables scènes : « Allemagne sans cœur! pays de lâcheté! »

Digitized by Google

s'écriaient les démagogues, et à ces vociférations de la gauche se mêlaient les grognements furieux des galeries. Il y avait de quoi frémir en voyant la majorité faire tant de sacrifices à l'esprit révolutionnaire, et cette minorité furieuse exiger toujours de plus violentes folies. Le ministère ne s'était pas opposé aux conclusions de la majorité ; M. de Beckerath, l'un des hommes éminents du cabinet et l'une des gloires de l'assemblée nationale, refusa de s'associer à la faiblesse de ses collègues ; il déposa son portefeuille le soir même et se retira du parlement.

Ces entreprises insensées du comité des trente avaient chaque jour leur contre-coup au sein des populations soulevées. L'émeute de Stuttgard n'était que le début d'une vaste insurrection dont le plan embrassait toute l'Allemagne. La veille même de cette séance que je viens de décrire, le 3 mai, vers le milieu de la journée, la ville de Dresde se hérissait de barricades. La garde nationale donna elle-même l'occasion et le signal de la lutte, car la cause de la constitution impériale aveuglait décidément bon nombre d'esprits honnêtes, et le drapeau rouge, noir et or, fournissait un abri commode pour confondre les patriotes et les factieux. Le combat parut se terminer le 4 mai dans la soirée ; la troupe consentit à un armistice, tout en occupant encore une grande partie de la

Digitized by Google

ville. Le roi, obligé de prendre la fuite, avait cherché un refuge dans la forteresse de Koenigstein. Un gouvernement provisoire s'organisa aussitôt, composé des trois meneurs les plus ardents de la démagogie. Pour donner à ce gouvernement la consécration du vote populaire, on suivit l'exemple du 24 février à Paris; les noms des tribuns furent proclamés du haut du balcon du Palais, et les acclamations ou les grognements firent connaître la volonté des carrefours. Les noms de MM. Tzschirner et Heubner furent salués par des hurras enthousiastes; celui de M. Todt fut moins bien accueilli; aux tumultueux bravos se mêlaient distinctement des sifflets énergiques. Il paraît que M. Todt représentait une sorte de modération relative dans ce glorieux triumvirat.

Le premier soin des triumvirs fut de prolonger la lutte, de s'opposer à toute espèce d'accommodement et d'enchaîner dans les rangs de l'insurrection les patriotes consternés, dont les yeux s'ouvraient enfin à la lumière. Les murs étaient couverts de proclamations de mélodrame : « Citoyens, la patrie est en péril!..... Citoyens, la grande heure, l'heure décisive a sonné! Liberté ou esclavage, c'est à vous de choisir! Nous sommes avec vous, soyez avec nous! » MM. Tzschirner, Heubner et Todt étaient tout heureux de signer ces belles choses et beaucoup d'autres du même genre. Parler

Digitized by Google

ne suffisait pas, il fallait agir ; on désarmait donc les gardes nationaux qui n'avaient pas pris le parti de l'émeute, et déjà on levait des contributions sur les riches pour équiper des régiments de volontaires.

Interrompue le 5, la bataille des rues recommença dès la matinée du 6. En ce moment-là même, Leipsick se révoltait, les barricades s'élevaient de tous côtés, et la fusillade ensanglantait la ville. Là, du moins, la garde nationale sut tenir tête à l'émeute; c'est elle qui, assistée de la troupe, enleva à la baïonnette les plus fortes positions de l'ennemi et resta maîtresse de la cité. Cependant on se battait toujours à Dresde, et, sans les régiments prussiens qui venaient d'heure en heure fortifier les troupes saxonnes, il est probable que le drapeau rouge eût triomphé. On ne s'en cachait plus, en effet; c'était bien pour le drapeau rouge que se battaient les insurgés de Dresde, c'était pour la république sanglante, pour la république des pillards et des assassins que les triumvirs mettaient à feu et à sang la capitale de la Saxe.

La lutte fut effroyable. Il faut nous rappeler nos journées de juin, si nous voulons nous représenter les horreurs de cette mêlée. Le mot d'émeute ne convient pas ici : la démagogie livrait sa grande bataille, et si elle eût été victorieuse à Dresde, c'en était fait peut-être de la monarchie constitution-

Digitized by Google

nelle dans tout le nord de l'Allemagne. Les révolutionnaires du Midi sont des révolutionnaires romantiques, les républicains de Bade et du Palatinat sont des étudiants avinés qui parodient volontiers les *Brigands* de Schiller; les radicaux du Nord ne s'inspirent pas des poètes, ils s'inspirent de la *jeune école hégélienne* et de son abominable athéisme. Jamais de plus sauvages théories n'ont épouvanté le monde; jamais les brutales ardeurs de toutes les concupiscences n'ont été plus impudemment glorifiées. Il y a un homme qui a raillé l'innocence de M. Proudhon, un homme qui a maudit comme une tyrannie oppressive cette religion de l'*humanisme* qui est la négation de toute idée religieuse, un homme, enfin, dont la philosophie très-savamment construite se résume dans ces mots : « Non-seulement Dieu n'est pas, mais le genre humain lui-même n'est qu'une idole menteuse, et le dévouement à l'humanité une capucinade. Je suis seul dans ce monde, seul j'existe; ma jouissance, mon pouvoir, ma liberté, ne peuvent être limités par aucune croyance, par aucune règle, par aucun droit étranger à mon droit. » Cet homme (on l'appelle Max Stirner) est le docteur des démagogues du Nord [1]. « Sachez-le bien, écrivait M. Henri Heine il y a une quin-

[1] Voyez, dans le premier volume de ces *Études*, un chapitre sur les écrits de M. Max Stirner : *La démagogie et l'athéisme*.

Digitized by Google

zaine d'années, le jour où se fera la révolution allemande, on verra que la révolution française n'a été qu'une églogue. » C'est cette révolution-là qu'on préparait à Dresde. On aurait vu assurément, sous la dictature de ces furieux, certaines choses dont le monde n'avait encore aucune idée; puis seraient venus les Cosaques, et la liberté aurait péri deux fois. Grâce au ciel, ces journées de Dresde, qui pouvaient être le triomphe de la démagogie septentrionale, furent le commencement de sa déroute. Il fallut, il est vrai, les efforts combinés de la Prusse et de la Saxe pour étouffer l'insurrection, et, le matin même de leur défaite, les triumvirs faisaient fusiller, dans les rues de la ville, tous ceux qui parlaient de concorde. C'est le 9 mai seulement que le drapeau rouge fut abattu: cette affreuse bataille avait duré six jours.

Revenons à l'église Saint-Paul : aussi bien ce n'est pas changer de sujet, les fureurs qui se déchaînaient à Dresde déshonoraient aussi les dernières séances du parlement de Francfort. L'extrême gauche n'avait pas renoncé à ses propositions du 4 mai; elle voulait surtout que l'armée reçût l'ordre de prêter serment à la constitution de l'empire. Au milieu du bouleversement de l'Allemagne, en présence des émeutes de Stuttgard, de Dresde, de Leipsick, si l'on voulait décréter l'anarchie et livrer le pays tout entier aux horreurs

Digitized by Google

de la guerre civile, on n'avait qu'à voter les propositions de l'extrême gauche. M. de Gagern les combattit avec une patriotique indignation. « Quand c'est un étranger qui nous brave, s'écriait l'orateur, il n'y a pas à hésiter, il faut courir aux armes; mais ici! mais avec des frères!.... Pour moi, lors même que toutes les épées seraient déjà sorties des fourreaux, je me jetterais encore entre les épées! ». A ces paroles que la majorité couvre de bravos, un membre de l'extrême gauche répond par un insolent éclat de rire. Aussitôt, frémissant sous l'outrage au point de s'oublier lui-même, M. de Gagern riposte à l'injure par l'injure. Un tumulte épouvantable s'élève ; trop heureuse de trouver en faute le chef illustre des libéraux, la gauche prolonge à dessein, par ses clameurs redoublées, la fausse situation du président du conseil. Enfin, le calme se rétablit, et M. de Gagern est rappelé à l'ordre. Il reprend : « J'ai mérité le rappel à l'ordre, je l'accepte pour la réparation d'un instant d'oubli. » Puis, regagnant bientôt son ancien ascendant sur la chambre, il fait rejeter une seconde fois les détestables propositions des factieux.

Ce fut sa dernière victoire. Il était temps pour lui et pour tout le parti libéral de ne pas prolonger davantage l'agonie furieuse du parlement. En s'associant au vote du 4 mai, M. de Gagern était entré dans une voie fatale. Les concessions qu'il avait

Digitized by Google

faites étaient une erreur qu'il devait rétracter, ou un engagement qu'il était tenu de remplir. S'il était décidé à ne jamais abandonner le terrain légal, c'était trop; c'était trop peu s'il acceptait les secours de l'esprit révolutionnaire. La gauche avait le droit de le pousser à la rébellion ouverte en lui rappelant sa récente conduite; l'archiduc Jean, par les mêmes raisons, avait le droit de se défier de lui et de repousser son programme. Ce programme, présenté à l'archiduc Jean dans la soirée du 8 mai, épuisait, dit M. de Gagern, toutes les mesures pacifiques pour imposer la constitution aux gouvernements de l'Allemagne. Oui, assurément, s'il suffisait d'un décret pour opérer des miracles, car c'est un miracle qu'il eût fallu. De toutes ces pacifiques mesures devait nécessairement sortir ou la honte ou la guerre, et quelle guerre! la pire des guerres civiles, l'horrible guerre de la démagogie, tant appelée depuis un mois par tous les tribuns de la gauche. L'archiduc Jean refusa de souscrire au programme de M. de Gagern et reçut la démission du ministère.

La gauche s'avançait toujours. La retraite de M. de Gagern et le découragement des centres augmentaient sa force. Dans la séance du 10 mai, M. Reden proposa d'infliger un blâme vigoureux au gouvernement prussien pour avoir envoyé des troupes à Dresde; le second article de la propo-

Digitized by Google

sition ordonnait au pouvoir central de protéger tous les mouvements, toutes les manifestations populaires dont le but était de faire reconnaître la constitution par les souverains. Cette proposition fut adoptée par 188 voix contre 148, au milieu des hurras triomphants de la gauche et des galeries. C'était le premier grand succès arraché par l'extrême gauche à la lassitude, à l'abattement, à l'irritation, à toutes les causes fatales qui décimaient l'ancienne majorité. La majorité nouvelle, ardente à profiter de la victoire, décida qu'une députation irait immédiatement faire connaître ce vote au vicaire de l'empire, et l'engagerait à recomposer un ministère dans le plus bref délai. L'archiduc Jean, pensait-on, osera-t-il choisir ses ministres en dehors de la gauche? Qui donc parmi les centres se chargerait d'exécuter les décisions du 10 mai? Les démagogues se croyaient légalement les maîtres; la réponse de l'archiduc Jean devait précipiter la crise. « Je choisirai, dit-il, un ministère qui puisse satisfaire aux exigences de la situation, telles que je les comprends. Je suis un vieux soldat, j'agirai franchement, rapidement; je suis bien résolu à maintenir l'ordre. » Et comme on lui demandait s'il saurait aussi le maintenir contre les princes rebelles: « C'est une question de principes, ne discutons pas, répondit-il d'une voix brève. Quant à mon ministère,

Digitized by Google

s'il doit être formé dans trois minutes, dans trois heures ou dans trois jours, je n'en sais rien encore; mais soyez sûrs que j'agirai en homme loyal. »

Lorsque M. Raveaux fit connaître ces paroles à l'assemblée, la colère fut extrême. Des propositions furent faites, séance tenante, pour déposer le vicaire de l'empire; on les renvoya à l'examen du comité des trente, lequel n'était pas disposé, comme on pense, à négliger de telles armes. Le 12 mai, après qu'un membre de la gauche, M. Reh, eut été nommé président de l'assemblée nationale en remplacement de M. Simson, il fut décidé que toutes les troupes de l'empire seraient obligées de prêter serment à la constitution. Cinq jours plus tôt, M. de Gagern faisait rejeter cette pernicieuse mesure par une majorité relativement assez forte; le 12, elle fut adoptée par 163 voix contre 142. Enfin, le 15 mai, la gauche sembla vouloir pousser à bout le gouvernement de l'archiduc; tout le Palatinat était en insurrection, et sur beaucoup de points les troupes avaient passé aux factieux; l'assemblée nationale ordonna au pouvoir central de prendre les insurgés du Palatinat sous la protection de l'empire, et de venir à leur aide par tous les moyens. Jusque-là, on n'avait encore fait que préparer la guerre civile; le 15, elle fut impérieusement décrétée.

Ces effrayants progrès de la gauche sont faciles

Digitized by Google

à comprendre au milieu d'une assemblée réduite déjà de moitié : depuis que M. Henri de Gagern avait quitté la direction des affaires, il n'y avait plus un seul homme capable d'arrêter le torrent; la démagogie avait brisé ses digues. Le nouveau ministère que l'archiduc annonça à l'assemblée dans la séance du 14 mai, n'était pas de taille à conjurer tant de périls. De tous ces ministres réunis à grand'peine sous la présidence de M. Grawell, un seul, M. le général de Peucker, était en possession d'une renommée sérieuse. Choisir dans de telles circonstances les membres les plus inconnus du parlement, c'était confesser la détresse du parti libéral, ou se déclarer par un défi maître de la situation. Ces deux motifs peut-être expliqueraient le choix de l'archiduc ; n'avait-il pas le droit de braver une assemblée qui ne représentait plus le pays, et n'était-il pas bien résolu d'avance à déchirer toutes ses lois? Quoi qu'il en soit, le ministère Grawell eut à subir, dès le premier jour, les plus violentes attaques, et l'on doit avouer qu'il n'en parut ni surpris ni inquiet.

Le 19, ce ne fut pas seulement le ministère, ce fut le vicaire de l'empire qu'on voulut obliger à déposer ses pouvoirs. L'extrême gauche proposait l'établissement d'une régence ; M. Vogt, M. Raveaux en auraient fait partie, et l'on espérait que M. de Gagern accepterait une place dans ce gou-

Digitized by Google

vernement révolutionnaire : M. de Gagern refusa avec dégoût, et le projet succomba. En revanche, une autre proposition, également hostile à l'archiduc, fut votée par 126 voix contre 116 ; un des anciens chefs constitutionnels, M. Welcker, l'avait appuyée de son nom et de sa parole : l'assemblée décrétait la destitution de l'archiduc Jean, et appelait pour le remplacer un prince appartenant à l'une des maisons souveraines. Ce coup d'état acheva de désorganiser le parlement ; les centres refusèrent de s'associer à une politique révolutionnaire, et le surlendemain, 21 mai, plus de quatre-vingt-dix membres déclaraient que leur mission était finie. Ce n'étaient plus des démissions isolées, c'était un grand parti qui se retirait en masse. Tous les chefs des différentes fractions du centre, les plus nobles esprits, les plus brillants orateurs, M. Henri de Gagern, M. Dahlmann, M. Simson, M. Beseler, M. Waitz, M. Maurice Arndt, M. Droysen, M. Saucken, M. Mevissen, M. Sylvestre Jordan, M. Mathy, abandonnèrent ensemble ce parlement qui avait été si long-temps le théâtre de leurs patriotiques chimères, et qui ne pouvait plus être désormais qu'un atelier de révolutions et de crimes.

Que dire des dernières séances? comment s'intéresser à cette discussion livrée aux brutalités des factieux? Quelques membres de la droite, quel-

Digitized by Google

ques hommes éminents des centres, M. Welcker et M. Biedermann, M. Wurm et M. Riesser, essaient encore de modérer les emportements des vainqueurs. Tâche inutile! le 24 mai, on décide que cent membres peuvent délibérer; le 26, on vote un appel au peuple, après lequel M. Welcker et ses amis se retirent. Les démagogues allemands comptaient beaucoup alors sur nos clubistes; on s'attendait à une insurrection dans la capitale des émeutes; les affaires de Rome en fournissaient le prétexte, et les mêmes tribuns qui écrivaient à Mazzini de résister jusqu'au triomphe de la république rouge entretenaient la gauche de Francfort dans ses projets de violence. Déjà M. Arnold Ruge et M. Charles Blind étaient à Paris, et, si le général Changarnier n'eût remporté sa victoire du 13 juin, tous nos socialistes d'Alsace allaient se jeter sur Francfort. M. Welcker eût bien voté l'appel au peuple, à une condition toutefois : c'est que la constitution seule fût en jeu et que toute alliance avec les démocrates étrangers fût flétrie dans le décret. La gauche repoussa cet amendement ; c'est alors que M. Welcker se retira, emmenant avec lui tout ce qui restait de meilleur dans l'assemblée.

Cependant la lutte de la gauche et de l'archiduc n'amenait, comme on pense, aucun changement dans la situation. L'assemblée destituait le vicaire de l'empire; le vicaire de l'empire continuait d'oc-

Digitized by Google

cuper son poste. L'assemblée votait des décrets, ordonnait des mesures, imposait sa politique révolutionnaire au pouvoir central ; le pouvoir central ignorait les décrets de l'assemblée. Humiliée de cette lutte inutile, la gauche se décida à transférer l'assemblée nationale dans le Wurtemberg. Les plus modérés, M. Eisenmann, M. Venedey, s'y opposèrent en vain : cette décision fut prise, le 30 mai, sur les instances réitérées du comité des trente. M. Vogt et M. Simon (de Trèves) avaient-ils le droit de soutenir que l'assemblée reprendrait une vie nouvelle à Stuttgard, au milieu des sympathies enthousiastes de la Souabe? L'évènement a prouvé le contraire ; ils ne se trompaient pas du moins en affirmant que l'assemblée de Francfort était morte : 71 voix contre 64 donnèrent la victoire au comité des trente. Dès que le vote est proclamé, M. Reh donne sa démission de président et de membre, ne pouvant se résigner, dit-il, à faire exécuter une mesure qu'il réprouve. C'est le premier vice-président, M. Loewe, qui prend aussitôt sa place et convoque l'assemblée à Stuttgard.

La séance du 30 mai 1849 est la dernière séance du parlement de Francfort. Avec le 30 mai, l'histoire de cette assemblée est finie. Nous ne suivrons pas à Stuttgard cette poignée d'agitateurs qui prétend représenter encore une nation de quarante millions d'hommes. Rien n'est plus beau dans les

Digitized by Google

annales humaines que notre assemblée du tiers-état, lorsque, chassée du lieu de ses séances au mois de juin 1789, elle s'en va par les rues de Versailles errant de salle en salle jusqu'au Jeu-de-Paume; mais quoi de plus ridicule et de plus odieux à la fois que ces froides parodies d'une grande scène? Depuis que la majorité, pour échapper aux tentations révolutionnaires, avait quitté, trop tard seulement, les bancs de l'église Saint-Paul; depuis que M. de Gagern et M. Dahlmann, M. Beseler et M. Waitz, M. Simson et M. Riesser, étaient partis de Francfort en expliquant très-haut les motifs de leur conduite; depuis ce moment-là l'assemblée nationale ne représentait plus rien. Transférée à Stuttgard, elle tombe plus bas encore. Ce n'est plus même l'ombre d'un sénat politique : cette réunion révolutionnaire n'a désormais ni droit, ni mission, ni raison d'être; elle s'intitule l'assemblée nationale de l'empire, le bon sens public l'appelle un club. Que ce club organise une dictature imaginaire, que MM. Raveaux, Vogt, Henri Simon, Schüler, Becher, deviennent les régents de l'empire, et que, souverains sans peuple, sans armée, sans finances, surtout souverains sans droit, ils se prélassent dans leur néant avec une arrogance dont rien ne peut donner une idée, je dis que tout cela n'appartient pas à l'histoire, je dis qu'il faut laisser aux Cervantes à venir leurs burlesques

Digitized by Google

héros. Qu'allait faire le noble chanteur de la Souabe au milieu d'une telle assemblée? Pourquoi le nom vénéré de M. Uhland est-il inscrit sur les fastes tragi-comiques de cette sotte Convention? De tous les tribuns de Stuttgard, M. Uhland est le seul que je regrette; quant aux autres, si la chambre des députés refuse de les reconnaître, si le ministère les chasse, si la police ferme leurs séances et les disperse comme on disperse un club, ce n'est pas pour eux que nous nous en affligerons. ce sera pour ce parlement germanique entouré d'abord de tant d'honneur et investi d'une mission si haute, pour ce parlement qui a rempli souvent un rôle utile à travers les tourmentes d'une sinistre année, et qui maintenant va se perdre dans cette misérable anarchie, comme le Rhin se perd dans les sables.

V.

J'ai étudié avec soin et raconté aussi impartialement que j'ai pu les phases diverses du parlement de Francfort. J'ai suivi son développement pas à pas, j'ai dit ses services et ses erreurs, ses beaux jours et ses jours néfastes. Du 18 mai 1848 au 30 mai 1849, j'ai assisté avec une curiosité sympathique aux efforts de ces hommes dont la majorité ne voulait que le bien de l'Allemagne.

Digitized by Google

J'ai vu les représentants d'un grand peuple s'emparer de la conduite de ses destinées au milieu du désarroi général ; je les ai vus déployer tour-à-tour le plus généreux enthousiasme et la hardiesse la plus folle ; je les ai vus s'attaquer à des barrières séculaires, associer violemment les intérêts hostiles, décréter l'unité du Nord et du Midi, et, travaillant à cette œuvre chimérique à travers des embarras inextricables, augmenter eux-mêmes ces embarras et accumuler les obstacles avec une témérité sans exemple. L'entreprise des députés de Saint-Paul était vraiment extraordinaire ; nous ne lui avons pas refusé l'attention qu'elle méritait. Tous les discours, tous les actes, tous les décrets du parlement ont passé sous nos yeux ; toutes les pièces de ce grand procès sont dans nos mains. Si nous avons interrogé sans passion et les volontés et les actes, si nous avons rendu exactement la physionomie des débats et interprété en historien sincère le rapport des décisions de l'assemblée avec les évènements généraux du pays, avons-nous besoin à l'heure qu'il est d'exposer longuement nos conclusions ? Le jugement qu'il faut porter sur cette première assemblée nationale de l'Allemagne est contenu, ce me semble, dans le récit même de ses travaux. Ce jugement, je crois que le bon sens public dans l'Europe entière, je crois que l'Allemagne elle-même, après

Digitized by Google

l'apaisement de ses discordes, le résumera ainsi : Le parlement de Francfort a manqué à sa tâche; chargé de préparer l'unité de l'Allemagne, il laisse l'Allemagne plus divisée qu'elle n'a jamais été. Ce n'est pas tout : il avait promis solennellement de protéger le pays pendant les tempêtes de 1848, d'écarter tous les périls, de maintenir l'ordre au dedans et la paix au dehors, de donner enfin à l'Occident le modèle d'une grande révolution légale et pacifique. Que sont devenues tant de glorieuses promesses? C'est l'assemblée de Francfort qui a aggravé pour les états allemands les périls de cette terrible année. Au dehors, elle a menacé la Hollande, elle a porté un nouveau coup à la Pologne, elle a fait une guerre inique au Danemarck; au dedans, après avoir combattu l'esprit révolutionnaire, elle a fini par invoquer son secours. Le drapeau de la Germanie impériale est devenu partout le drapeau de la démagogie.

Cette révolution annoncée si haut n'était donc ni pacifique ni légale; a-t-elle du moins réussi, et ses fautes seront-elles couvertes par des résultats féconds? Non; c'est l'ancien régime qui a profité de la politique de Francfort. Cet absolutisme qu'on croyait détruit à Berlin et à Vienne par les révolutions de 1848, regagne des forces à chaque nouvelle émeute. Ce n'était pas assez de cette affreuse insurrection de Dresde qui ensanglanta les derniers

Digitized by Google

jours du parlement ; il fallut que le parlement, au moment de se dissoudre, laissât pour héritage les désordres du Palatinat et cette ridicule république badoise qui bouleversa pendant six semaines les plus belles, les plus riantes, les plus heureuses contrées des bords du Rhin. Ainsi, l'absolutisme se relève de jour en jour; au sud les fantaisies républicaines[1], au nord les sauvages entreprises du communisme, lui rendent peu à peu ce que lui avait enlevé le légitime travail de la raison publique; la foi des peuples s'ébranle, le dégoût des révolutions amène le dégoût des réformes; en un mot, si les cabinets n'obéissent pas aux conseils de la prudence, si les sérieux chefs du parti constitutionnel ne reprennent pas courage et ne maintiennent pas leurs conquêtes, l'école féodale et piétiste que soutient la Russie serait bientôt assez puissante pour anéantir toutes les libertés de l'Allemagne.

Les causes de cette déroute ne sont que trop évidentes. Le premier tort de l'assemblée fut de proclamer sa souveraineté absolue ; dans l'état où se trouvait l'Allemagne, il n'était pas permis à une assemblée, quelle qu'elle fût, de compter sur l'unanime assentiment des peuples, il ne lui était pas permis de supprimer ces royautés, restées debout malgré tant de commotions violentes, et de ne pas traiter avec elles. L'homme le plus émi-

Digitized by Google

nent de l'église Saint-Paul, celui qui a dirigé long-temps ses délibérations avec une dignité si haute, M. de Gagern, n'a jamais eu de doctrine bien arrêtée sur ce point. Son instinct politique l'avertissait sans doute que le concours des gouvernements et des députés de la nation pouvait seul donner une base durable à la constitution du futur empire ; mais ce mot de souveraineté nationale, ce vague espoir de régénérer l'Allemagne avec le seul secours des peuples allemands, tout cela l'éblouissait : une fois engagé dans cette route, les entraînements se succèdent, et l'on ne s'arrête plus.

Un homme bien plus avancé que M. de Gagern, un orateur dont le dévouement libéral n'est pas suspect, M. Welcker, dès les premières séances de l'assemblée des notables, avait bien compris toute l'importance de cette union entre le parlement et les divers cabinets constitutionnels. Cette opinion, il l'a défendue avec un intrépide courage en face des démagogues irrités, il y est revenu maintes fois, il a fait entendre les plus énergiques avertissements; puis, un an après, dans les derniers mois du parlement, emporté lui-même par la lutte, il s'est joint à ceux qui proclamaient le droit souverain de l'assemblée, tant ce désir de l'unité allemande passionnait les intelligences les plus nettes et les jetait hors de leur voie ! C'est là, en

Digitized by Google

effet, le second tort du parlement, c'est la passion de l'unité, passion aveugle, impatiente, intraitable. A cette unité, objet de si ardentes convoitises, les doctrinaires prussiens auraient tout sacrifié. L'école de M. Dahlmann, par son fanatisme réfléchi, par son autorité dogmatique et son incontestable talent, a exercé une funeste influence: c'est elle qui a irrité l'Autriche en voulant démembrer son empire; c'est elle qui a créé cette constitution impossible où le législateur ne semble même pas soupçonner l'antagonisme des diverses populations du pays; c'est elle qui a fait à la démagogie des concessions insensées, prête à livrer tout pour l'accomplissement de sa chimère. Cette constitution une fois votée, la dernière faute, la faute irréparable des centres fut de s'obstiner dans leur orgueil, de prétendre imposer aux cabinets l'œuvre informe du parlement, de pactiser pour cela avec l'esprit de désordre, de lui ouvrir la brèche, et de ne se retirer enfin qu'après avoir mis en feu toute l'Allemagne.

Est-ce à dire que le parlement de Francfort n'ait produit aucun bien? Son action a-t-elle toujours été ou funeste ou stérile? A Dieu ne plaise que je porte un tel jugement sur une assemblée qui contenait l'élite d'un grand peuple! A côté de cet enthousiasme à faux et de cette inexpérience passionnée, au milieu de ces rêves, de ces systèmes,

Digitized by Google

de ces prétentieuses utopies, il y a eu en maintes occasions des qualités du premier ordre; de vrais services ont été rendus; plus d'une fois on a pu penser que le parlement allait prendre une haute position morale, qu'il triompherait de la démagogie à Vienne et à Berlin, et que, par cette ferme conduite, il s'assurerait une légitime puissance. Si presque tous les chefs des centres ont commis de graves erreurs, un assez grand nombre d'hommes éminents n'ont pas dévié de la ligne droite; on trouverait sans peine, dans ce parlement si agité, bien plus de justes qu'il n'en faut pour sauver une ville. Enfin, si l'unité de l'Allemagne a été chimériquement poursuivie par des docteurs infatués de leurs systèmes, il n'en est pas moins vrai que cette unité est désormais un problème que les cabinets sont obligés de résoudre. Cet idéal a pris un corps; il ne servira plus seulement à occuper l'historien, à inspirer le poète, à enthousiasmer le publiciste; du monde des livres, de la retraite des savants, de la chaire des universités, voilà ce beau rêve descendu dans la foule, le voilà présenté à tous les enfants de l'Allemagne comme le but suprême où tous les gouvernements doivent tendre!

Et maintenant, il faut l'espérer, il faut les en conjurer avec force, les souverains ne commettront plus la faute qui a perdu l'assemblée natio-

Digitized by Google

nale et anéanti ses travaux ; les souverains ne se sépareront pas des peuples. Préparée par la science des hommes d'état, l'unité future sera proposée au concours des représentants du pays. Tandis que la constitution d'Ollmütz se modifiera pour ne pas étouffer les races diverses qu'elle réunit aujourd'hui sous un niveau trop uniforme, la Prusse posera les bases d'une fédération à laquelle se rallieront peu à peu les différents états du nord, du centre et de l'ouest de l'Allemagne. C'est en se dévouant aux choses possibles que le parti constitutionnel réparera les fautes des doctrinaires de l'unité, et c'est par un sérieux accord avec ce parti que les royautés vaincront toutes les difficultés de l'avenir. Ni la Prusse ni l'Autriche ne peuvent retourner en arrière ; elles sont tenues d'accepter sincèrement les deux révolutions de mars. Le triomphe de l'école féodale et piétiste serait le triomphe de la Russie, et, après avoir profité à regret de ce dangereux allié, Vienne et Berlin doivent songer à se fortifier contre lui. Combien il serait beau pour les gouvernements, après les désordres de ces deux années, de repousser les conseils d'une réaction aveugle et de relever eux-mêmes le parti constitutionnel ! Dans la situation présente de l'Allemagne, ce ne serait pas seulement une conduite généreuse, ce serait la plus féconde des politiques. Les révolutionnaires ont

Digitized by Google

compromis l'ancienne unité de l'Allemagne et mis les libertés en péril ; que les gouvernements réparent tous ces désastres, qu'ils jettent les bases de l'unité nouvelle, qu'ils assurent à la société moderne les légitimes garanties réclamées par le progrès de la raison. Les révolutionnaires ont amené la Russie en Allemagne : que les gouvernements, en relevant le parti libéral, protègent l'Allemagne contre l'influence russe. De toutes les victoires remportées à Dresde et à Leipsick, à Berlin et à Vienne, aucune, assurément, n'aura été plus décisive que celle-là pour la ruine de la démagogie.

Septembre 1849.

Digitized by Google

X.

LA PRUSSE ET L'UNITÉ ALLEMANDE.

M. LE GÉNÉRAL DE RADOWITZ, SA VIE ET SES ÉCRITS.

« J'avais compris jusqu'à présent les choses les plus ardues, — disait récemment l'empereur Nicolas aux conférences de Varsovie, — je ne puis absolument rien entendre à la politique de M. de Radowitz. » C'était le moment, en effet, où ce brillant et chimérique esprit brouillait d'une si étrange façon toutes les affaires d'Allemagne. Intelligence profondément religieuse, partisan d'un système monarchique fortement assis, rêvant comme tant d'autres l'unité de la patrie allemande, M. de Radowitz, après un ministère de quelques semaines, était conduit à menacer l'Allemagne d'une guerre fratricide et à déchaîner la furie révolutionnaire. Par quelles voies inconnues,

Digitized by Google

par quelles sinuosités mystérieuses un homme d'état avait-il pu aboutir à ces contradictions inouïes? Quel était le sens de ces métamorphoses? Qui possédait la clef de ces arcanes? M. de Radowitz était-il un esprit aussi dissimulé que hardi, et prétendait-il poursuivre, au milieu de mille évolutions bizarres, l'intrépide politique du baron de Stein et de Frédéric-le-Grand? Ou bien, ne fallait-il voir chez lui que de confuses rêveries, d'ambitieuses et folles chimères, destinées à faire éclater, au jour de l'action, l'impuissance d'un caractère faible?

Pendant long-temps, il ne fut guère facile d'apprécier M. de Radowitz; les mystères dont il s'entourait, ce mélange de hardiesse et de réserve, cette position de conseiller occulte exerçant une influence réelle, mais ne paraissant que de loin en loin sur la scène, ce soin de rester à l'écart, cette affectation même de se retirer sans bruit au moment où triomphait sa pensée, tout enfin devait faire de M. de Radowitz un personnage extraordinaire. Aucun parti ne pouvait le reconnaître pour chef ou seulement lui accorder sa confiance. Détesté par ses adversaires comme un ennemi invisible dont on s'exagérait dans l'ombre la puissance et les coups, il était suspect à ceux qui honoraient ses hautes facultés et partageaient ses desseins. Au milieu de tant de ténèbres, comment porter un

Digitized by Google

jugement impartial? L'originalité même de M. de Radowitz, et, si cela peut se dire, une grande part de sa politique consistait précisément à laisser s'accréditer sur son compte des craintes ou des espoirs contraires. Bien qu'il connût tout le pouvoir de la presse et qu'il ait usé de maintes prévenances pour s'y créer des amis, ces incertitudes de l'opinion ne lui déplaisaient pas; il semblait qu'il fût à l'aise au milieu de ces obscurités douteuses. L'heure est venue cependant où la lumière s'est faite; M. de Radowitz a été ministre; il a quitté le demi-jour de sa position de conseiller pour des fonctions éclatantes, et, en face de l'Allemagne, en face même de l'Europe dont les regards étaient tournés vers lui, il a dû soumettre ses théories à la redoutable épreuve de la pratique. C'est aussi à partir de ce moment qu'il est devenu possible de le juger et de scruter utilement ses mystères.

• La carrière de M. de Radowitz offre trois périodes distinctes : jusqu'en 1846, M. de Radowitz joue un rôle important, quoique peu actif; il est l'ami du roi Frédéric-Guillaume IV, il est son confident intime et son collaborateur secret, il s'enthousiasme comme lui pour le moyen-âge, pour une sorte de monarchie féodale; puis il ajoute à ces utopies, que son imagination rend si séduisantes, le rêve plus séduisant encore d'une grande Alle-

Digitized by Google

magne, unie sous un nouveau Saint-Empire et retrouvant, au profit des princes de Brandebourg, les jours glorieux de la maison de Souabe. En 1846, une seconde période commence ; M. de Radowitz est chargé de combiner avec l'Autriche la réforme de l'autorité fédérale. Ce n'est plus à un écrivain que nous avons affaire, c'est à un négociateur, à un diplomate, mais à un diplomate qui conserve toutes les illusions du publiciste. Bien plus, ces illusions se fortifient, s'enhardissent chaque jour et finissent par ouvrir son esprit, cet esprit si amoureux du passé, à je ne sais quel vague élément démocratique. Pendant cette période, en effet, le 24 février ébranle l'Europe, et M. de Radowitz met tout-à-coup un audacieux espoir dans cette situation nouvelle. Les fantaisies révolutionnaires et l'ambition du teutonisme semblent frayer la route aux utopies du rêveur. La couronne impériale a été offerte à Frédéric-Guillaume IV par l'assemblée nationale de Francfort ; Frédéric-Guillaume ne l'acceptera pas, mais la tentation l'attire, et, de concert avec M. de Radowitz, il voudra mettre à profit cet ardent désir d'unité qui travaille l'Allemagne entière. C'est en 1850, avec le parlement d'Erfurt, que s'ouvre la troisième période, la plus courte et la plus connue, celle qui contient le dénouement. M. de Radowitz est obligé de quitter la rêverie

Digitized by Google

pour l'action, l'écrivain doit se changer en homme d'état. Ses théories sortent du domaine des choses abstraites; ses plans commencent à être réalisés; il faut qu'il soit là, conseiller, commissaire royal, ministre enfin, pour conduire et protéger son œuvre. Ces deux personnages, le rêveur et le politique, se sont-ils complétés l'un l'autre? L'homme d'état a-t-il justifié l'écrivain? On sait trop, au contraire, quel effrayant incendie a failli être allumé en Europe par les fantaisies de M. de Radowitz. La biographie tient ici à l'histoire; pour reproduire exactement cette étrange physionomie, il faut la placer dans son vrai cadre, il faut la voir se former et grandir au milieu des ambitions de toute sorte, au milieu des caprices ou des hardiesses qui dirigent depuis dix ans la politique prussienne.

I.

La jeunesse et les premiers travaux de M. de Radowitz. — Son amitié avec Frédéric-Guillaume IV. — Les *Entretiens sur l'État et l'Église*.

Joseph de Radowitz est né à Blankenbourg dans le Harz, le 6 février 1797. Il règne quelque obscurité, assure-t-on, sur les traditions de ses ancêtres. Sa famille, originaire de Hongrie, appartenait-elle à la noblesse slave ou à la noblesse magyare? On ne saurait le dire d'une manière exacte. Elle appartenait du moins à la noblesse la plus

Digitized by Google

modeste, et, lorsque le jeune Radowitz vint au monde, il y avait déjà un demi-siècle qu'elle avait quitté sa terre natale pour chercher fortune en Allemagne. Fils d'un père catholique et d'une mère protestante, il fut élevé dans la religion de Luther jusqu'à l'âge de quatorze ans; à partir de ce moment, le père réclama ses droits et se chargea de l'éducation religieuse de son fils. Napoléon était alors au faîte de ses prodigieuses destinées; la Westphalie, érigée par lui en royaume l'année 1805, était gouvernée par son frère Jérôme. Bien des yeux étaient tournés vers le maître de l'Europe, dans ce royaume surtout qu'il avait créé et qui lui était inféodé par tant de liens. On ne parlait pas encore beaucoup de la patrie allemande; c'était au lendemain de ces dissensions intestines qui avaient clos les destinées séculaires du Saint-Empire. Quand la réaction eut lieu, quand le patriotisme allemand, réveillé par la honte, fit explosion en 1813, ce n'est pas, on le sait, sous la bannière germanique, ce n'est pas en chantant les hymnes de Théodore Koener que la Westphalie se leva; ses soldats se battaient dans nos rangs.

Le jeune Joseph de Radowitz, destiné par ses parents au service militaire, avait achevé à Paris une éducation commencée à Altenbourg. Vif, intelligent, ardent au travail, il soutint de brillantes épreuves dans son pays, et, à peine âgé de seize

Digitized by Google

ans, il fut nommé officier d'artillerie. Six mois après, signalé déjà dans plusieurs affaires importantes, il recevait la croix de la Légion-d'Honneur et commandait une batterie à Leipsick. C'était commencer d'une façon singulière pour un homme qui devait aspirer un jour à régler les plus grands intérêts de son pays. Ce souvenir, on le devine sans peine, lui a été rappelé depuis avec des paroles empoisonnées. Avoir combattu à Leipsick sous le drapeau de la France! Les Allemands seuls peuvent savoir quel est le poids écrasant d'une telle injure. Le soldat de Napoléon, l'officier westphalien de Leipsick, chargé trente-cinq ans plus tard de travailler à l'unité allemande, a dû trembler maintes fois lorsqu'il a vu tous les partis exhumer ces vieilles colères et unir contre lui d'impitoyables rancunes. Qui sait même si le désir de repousser ces défiances n'a pas entraîné M. de Radowitz à certaines démarches peu d'accord avec la direction générale de sa pensée? Qui sait si l'on ne trouverait pas dans cette circonstance la clef de bien des contradictions?

On n'ignore pas que notre défaite à Leipsick amena le démembrement du royaume de Westphalie. M. de Radowitz redevint Allemand. Entré au service de la Hesse électorale comme officier d'artillerie, il fit la campagne de France en 1814, et l'année suivante, âgé seulement de dix-huit

Digitized by Google

ans, il fut nommé directeur de l'enseignement des sciences militaires au corps des cadets, à Cassel. Il resta huit ans dans cette résidence, livré avec zèle à ses laborieuses fonctions, et consacrant ses loisirs à maintes recherches, à maintes excursions originales dans le domaine de la philosophie et de l'histoire. Les écoles militaires d'Altenbourg et de Paris lui avaient donné une forte instruction, mais toute spéciale; c'est pendant son séjour à Cassel qu'il accoutuma son esprit aux spéculations les plus hautes, qu'il demanda aux lettres, à l'histoire des arts et des idées, à la théologie même, un substantiel aliment pour ses facultés éminentes. Cette intelligence si ouverte savait joindre l'amour le plus ardent des arts et les élévations presque mystiques du chrétien à l'étude sévère des mathématiques. Tout en enseignant au prince héréditaire de Hesse, à l'électeur actuel, les sciences qui se rapportent à l'art de la guerre, il préparait déjà ces ouvrages qui ne donnent pas sans doute une idée complète de l'étendue de son esprit, mais qui indiquent bien l'élégante variété et la distinction parfaite de ses travaux.

M. de Radowitz fut exilé de la Hesse en 1823, et cette disgrace est pour lui un beau titre. On ne sait pas assez à quelles brutalités honteuses, à quels excès d'insolence et de cynisme osent se porter plusieurs des petits princes allemands : la Hesse

Digitized by Google

électorale, on peut le dire, est depuis deux siècles le pays le plus tristement gouverné de toute l'Allemagne. L'électeur Guillaume II, monté sur le trône en 1821 et marié à la sœur du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, étalait impudemment les désordres de sa conduite. Une de ses maîtresses, qu'il avait fait comtesse de Reichenbach, était la Dubarry de ce petit état, et l'électeur voulut obliger la princesse sa femme à recevoir l'aventurière à sa cour. Fille et sœur de roi, la princesse n'avait pas besoin qu'on lui apprît ce qu'elle se devait à elle-même; mais, au milieu des intrigues d'une telle cour, sous le joug de cette vulgaire tyrannie, elle cherchait autour d'elle une amitié sûre qui pût entretenir son courage. M. de Radowitz était au premier rang dans l'estime de tous; la gravité de sa vie commandait le respect, comme sa loyauté inspirait la confiance : c'est dans les conseils de ce sévère jeune homme qu'elle chercha un soutien. Un courtisan eût décliné ce périlleux honneur; M. de Radowitz, si plein d'hésitations et de mystères dans les choses politiques, n'hésite jamais quand la dignité morale est en jeu; il parla, et ses conseils furent tels, on le pense bien, qu'il dut quitter aussitôt le service de l'électeur. Disgracié dans la Hesse pour un motif si honorable, le jeune officier d'artillerie n'avait pas besoin d'introduction pour être accueilli avec empressement

Digitized by Google

à Berlin : Frédéric-Guillaume III le reçut comme un ami.

M. de Radowitz avait à peine vingt-six ans quand il entra au service de la Prusse. Nommé capitaine d'état-major, il fit en peu de temps une fortune rapide, parfaitement justifiée aux yeux de l'armée par des connaissances spéciales et une remarquable activité. Plusieurs ouvrages de mathématiques, des traités d'algèbre et de trigonométrie qu'il publia vers cette date, fixèrent l'attention des savants, et le désignèrent pour les postes les plus élevés ; il eut bientôt une place dans le conseil supérieur des études militaires, et, en 1830, il était chef de l'état-major de l'artillerie. Deux années auparavant, il avait épousé la comtesse Marie Voss, dont le père, M. le comte Voss, occupe une place éminente dans la diplomatie prussienne.

C'est aussi à cette époque que commence son intime amitié avec le prince royal, aujourd'hui Frédéric-Guillaume IV. Bien des ressemblances les unissaient : doués tous deux d'une intelligence brillante, sympathique, aussi éprise des beaux-arts que des sévères travaux de l'esprit, ils étaient rapprochés par un lien plus puissant encore, par une entière communauté d'opinions, et, qu'il soit permis de le dire, de fantaisies religieuses. Le romantisme était passé de l'empire des songes

Digitized by Google

dans le domaine des faits. Cette ingénieuse école, l'école des Novalis, des Goerres, des Brentano, dont la pensée fondamentale était l'adoration de je ne sais quel moyen-âge transfiguré, commençait à exercer une singulière influence sur les choses politiques. Des esprits d'élite rêvaient la restauration des vieilles mœurs et de l'antique foi religieuse, pour en faire la base d'une grande monarchie patriarcale; il y avait des réunions où ces curieux problèmes se discutaient comme dans une académie de philosophes ou dans un congrès de publicistes illuminés. Un grand nombre des hommes qui ont joué récemment un rôle prenaient part à ces controverses : c'étaient, par exemple, le comte de Brandebourg, l'oncle de Frédéric-Guillaume IV, le vieux ministre dont la mort récente a compliqué si tristement la situation de la Prusse; M. de Gerlach, le chef de l'extrême droite à la seconde chambre de Berlin; M. le comte Voss; M. le comte de Groeben, chargé, il y a trois mois, de la difficile mission de commander les Prussiens dans la Hesse électorale, gentilhomme aussi conciliant que hardi, qui sut contenir une armée frémissante et empêcher une lutte d'où serait sortie la guerre européenne.

Lorsque ces réunions prirent naissance, vers 1825, le prince royal avait trente ans, et M. de Radowitz vingt-huit; rapprochés par l'âge, comme

Digitized by Google

ils l'étaient par la conformité des pensées, ils ne tardèrent pas à former au milieu de ce grave cénacle une société plus intime. M. de Radowitz avait tout ce qui était nécessaire pour s'emparer d'un esprit enthousiaste et volontiers mystique; ce que le prince aimait en lui, c'était la gravité de cette intelligence qui n'excluait pas des rêves pleins de séductions, de neuves et mystérieuses théories sur la réforme des empires; c'était ce mélange de précision scientifique et d'exaltation religieuse, une sorte de composé bizarre du moine et du soldat. Bien que leur religion ne fût pas la même, ils ne se sentaient jamais séparés par les différences de dogmes; le romantisme allemand, surtout le romantisme des hommes d'état, est comme une religion qui unit protestants et catholiques en d'éblouissants domaines où toutes les dissidences s'évanouissent. La foi de M. de Radowitz, c'est surtout la croyance au droit divin des monarchies; il ne doute pas qu'une investiture spéciale n'ait été expressément donnée à telle ou à telle famille par Celui qui gouverne les mondes, et de ce sacre suprême résulte à ses yeux un droit qui ne saurait être aliéné ni amoindri. Le prince royal s'associait ardemment aux rêves de M. de Radowitz; le talent a toujours exercé sur lui d'irrésistibles séductions. Quel devait être l'ascendant de cette philosophie qui, par un habile mélange d'aristocratie, de libé-

Digitized by Google

ralisme et de religieuse ferveur, répondait si bien aux secrets désirs de sa pensée!

S'il faut en croire une opinion assez répandue, cette amitié du prince royal et de M. de Radowitz porta ombrage aux conseillers du feu roi. C'est pour les séparer, assure-t-on, que M. de Radowitz fut nommé, en 1836, plénipotentiaire militaire de la Prusse auprès de la Diète. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'une telle mission attestait la confiance du souverain dans la haute intelligence de M. de Radowitz, et qu'on ne pouvait lui fournir une occasion plus favorable pour accroître son autorité et donner l'essor à ses chimères. De tous les rêves de M. de Radowitz, le premier et le plus cher à son esprit était l'unité de l'Allemagne; c'était plus encore, c'était la base même de ses constructions théoriques, car la condition essentielle de cette monarchie régénérée, telle qu'il la désirait pour la Prusse, n'était-ce pas une Allemagne vraiment unie et maîtresse de toutes ses forces? Or, cette unité allemande, ces réformes du pacte fédéral, tous ces problèmes qui occupent en ce moment les conférences de Dresde et qui en occuperont bien d'autres, étaient déjà le souci des hommes d'état. La mission que M. de Radowitz avait reçue à Francfort l'obligeait tout naturellement à se poser à lui-même l'inévitable demande: Comment l'unité est-elle possible? Il était chargé

Digitized by Google

de toutes les questions relatives à l'armée fédérale: or, cette organisation militaire de la Diète, réglée en 1818, avait été peu à peu abandonnée; les prescriptions du pacte étaient ou remplies négligemment ou tout-à-fait tombées en oubli. Ce spectacle, dont M. de Radowitz fut vivement frappé, imprima une nouvelle ardeur à son mystique patriotisme, et c'est de ce moment-là précisément que datent ses grands projets d'unité. Il s'y attacha d'abord en homme pratique. Envoyé à Vienne, à Munich et à Dresde pour réformer le système défensif de la Confédération, il eut l'honneur de mener cette affaire à bonne fin, avec le concours du commissaire autrichien, M. le général Hess. « Pour la première fois, dit M. de Radowitz dans le curieux ouvrage qu'il a intitulé : *L'Allemagne et Frédéric-Guillaume IV*[1], pour la première fois les gouvernements de la Confédération se soumirent à un véritable contrôle de la Diète : des officiers autrichiens faisaient l'inspection des forteresses prussiennes, des commissaires saxons passaient en revue les armées de l'Autriche. » De tels résultats sont considérables, et si les armées allemandes, après le premier ébranlement de 1848, ont su relever si fièrement leur drapeau, c'est aux réformes de 1841, c'est à l'active influence de

[1] *Deutschland und Friedrich-Wilhelm IV.* Hambourg, 1848.

Digitized by Google

M. de Radowitz qu'il convient peut-être d'en rapporter l'honneur.

Ce n'était là pourtant, aux yeux de M. de Radowitz, qu'une mesure bien insuffisante; il lui tardait de lutter avec l'impossible, il aspirait à faire une révolution au sein de la Diète. Quelle était cette révolution? M. de Radowitz ne le savait pas lui-même d'une manière exacte; lorsque sa pensée était forcée de conclure, il reculait bien vite devant les témérités d'une telle entreprise, et recommençait à poursuivre son rêve au milieu des nuages. S'il eût osé regarder son projet en face, s'il se fût enhardi jusqu'à le dégager de ses mystérieuses enveloppes, il aurait été obligé de convenir qu'il voulait donner à la Prusse la direction des intérêts allemands. Cette idée était populaire de Cologne à Berlin; le grand développement de la philosophie et des sciences, l'incontestable supériorité de l'Allemagne du nord sur les natures insouciantes du Midi, avaient exalté depuis un demi-siècle la fierté naturelle de l'esprit prussien. La Prusse se croyait, par le privilége de la pensée, par le droit de l'intelligence et du progrès, la légitime souveraine de l'Allemagne, une souveraine obligée encore par une vieille habitude de compter avec l'Autriche, mais bien décidée à faire cesser le partage. Seulement, cette suprématie tant désirée, M. de Radowitz voulait que la Prusse s'en emparât au profit des

Digitized by Google

idées monarchiques et religieuses, au profit de la grande autorité tout ensemble royale et mystique dont son imagination lui retraçait d'avance la splendeur. L'autorité et la religion, c'était la catholique Autriche qui les avait représentées jusque-là; mais l'Autriche semblait devenue trop étrangère au mouvement des esprits en Allemagne pour que la prééminence pût désormais lui appartenir. D'un autre côté, la Prusse, à qui une telle ambition était permise, devait-elle la réaliser dans l'intérêt du radicalisme? M. de Radowitz ne le pensait pas. Il prétendait emprunter à l'Autriche le dépôt des traditions d'autorité et à la Prusse son intelligente hardiesse; de ce mélange, pensait-il, naîtrait une nouvelle Allemagne, dont la Prusse serait le centre et posséderait l'empire.

Nous touchons ici au fond même des conceptions politiques de M. de Radowitz. Ce système étrange explique toutes les incertitudes, toutes les contradictions du célèbre homme d'état. C'est ainsi que, sur bien des points, il était d'accord avec les esprits les plus audacieux de la Prusse, et qu'il était forcé néanmoins de se séparer d'eux presque aussitôt. Il voulait, avec les libéraux prussiens, avec les continuateurs du baron de Stein, avec les disciples de Hegel, avec les universités de Berlin, d'Iéna, de Bonn, de Halle, de Koenigsberg, que le gouvernement de l'Allemagne fût la récompense

Digitized by Google

accordée au plus digne, c'est-à-dire au plus éclairé, au plus hardi, au plus allemand des peuples allemands. Mais cette récompense, était-ce l'esprit constitutionnel ou même l'esprit hégélien qui allait la décerner à la Prusse? Non, certes; M. de Radowitz ne l'entendait pas de cette façon. Ce gouvernement préparé en Prusse par le progrès de la civilisation, il fallait, pour le recevoir et le porter dignement, une grande monarchie restaurée sur ses bases et entourée comme le Saint-Empire de tous les prestiges de la foi. M. de Radowitz, avec les transports de l'amitié et l'ardente fidélité du sujet, saluait dans Frédéric-Guillaume IV celui que la Providence avait destiné à ce glorieux rôle. Le prince était digne du conseiller: même ferveur, même enthousiasme, même confiance dans la sublimité de leur mission; celui-ci était le prophète, celui-là était l'oint du Seigneur.

On ne saurait nier qu'il n'y ait une certaine grandeur dans ces théories. Ce n'est pas sans doute la grandeur passionnée, l'audace irritante de M. Joseph de Maistre; ce n'est pas un défi superbe jeté à la civilisation et à l'histoire; M. de Radowitz ne vient pas insulter le genre humain parce qu'il a abandonné sans retour les voies de la théocratie, et son catholicisme ne porte pas l'empreinte de l'homme qui a célébré la mission divine du bourreau; la grandeur de son système consiste dans

Digitized by Google

cette sorte d'extase, dans cette fervente et sublime aspiration vers un idéal impossible. S'il fallait chercher un précurseur à M. de Radowitz parmi les téméraires esprits qui ont voulu mettre une digue au cours de la raison générale et restaurer les choses mortes, ce n'est ni à M. de Maistre ni à ses pâles copistes, c'est à Fénelon qu'il faudrait le comparer : il en a la douceur, la grâce, les subtilités et les chimères. Ses théories mêmes, quoique dans une époque toute différente et dans des circonstances si nouvelles, ne sont pas sans ressemblance avec celles de l'archevêque de Cambrai. Il voudrait, comme lui, un retour à la monarchie féodale, et il préfère à la liberté de l'esprit moderne la fausse liberté, la liberté privilégiée du moyen-âge ; il a enfin, comme son modèle, un élève dévoué qu'il a formé tout exprès pour le trône, et, si Fénelon n'a pu faire avec le duc de Bourgogne l'essai de ses ambitieuses doctrines, l'ami de Frédéric-Guillaume IV (faut-il dire s'il fut plus heureux ?) a pu tenter à ses risques et périls cette solennelle expérience.

Cette douceur conciliante de M. de Radowitz donne un charme particulier au plus important de ses ouvrages, à celui où il expose ses théories complètes sur l'État et la religion, sur la réforme de la Diète, sur le rôle de l'Allemagne en Europe et les transformations qu'elle doit subir. C'est vers 1846 que M. de Radowitz le publia. Envoyé en 1836

Digitized by Google

auprès de la Diète, il avait été nommé, depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV (1840), chargé d'affaires à Carlsruhe; c'était un moyen pour lui de ne pas s'éloigner de Francfort, où l'appelaient souvent ses fonctions de plénipotentiaire militaire, et qui était toujours le centre de son activité, l'objet constant de ses préoccupations et de ses efforts. De 1840 à 1846, M. de Radowitz est sans cesse occupé de la réforme de la Diète: il entretient sur ce point les espérances et l'ambition du roi, il engage des négociations avec l'Autriche; mais l'impassibilité de M. de Metternich déjoue sans bruit les tentatives timides de l'ami de Frédéric-Guillaume IV. C'est au milieu de ces préoccupations que M. de Radowitz écrivit et publia en 1846 ses *Entretiens sur l'État et l'Église* [1].

Ce sont seize dialogues pleins de finesse, de grâce, d'émotion même, qui reproduisent en petit les polémiques philosophiques et religieuses de notre temps. Résumer fidèlement dans un paisible entretien les bruits de la place publique, faire apparaître dans un cadre gracieux les doctrines contradictoires et les tumultueuses discussions d'une époque troublée, c'était une tâche qui exigeait un art accompli. M. de Radowitz y a déployé un vrai talent de style et de mise en œuvre.

[1] *Gespraeche aus der Gegenwart über Staat und Kirche*, zwei Bände. Stuttgard, 1846.

Digitized by Google

Ces dialogues sont de petites scènes, ayant chacune un intérêt spécial et formant toutefois un ensemble où ces différentes parties viennent se fondre.

Le lieu de la scène change souvent : c'est tantôt la demeure du colonel d'Arnebourg, tantôt la belle vallée où le riche manufacturier Crusius a établi des usines qui occupent des milliers de bras. Les cinq personnages de cette jolie comédie platonicienne représentent les principales directions de la conscience générale dans la société du XIXe siècle. Ici, c'est un partisan des doctrines piétistes de Berlin, M. le colonel d'Arnebourg ; là, son frère, Detlew d'Arnebourg, intelligence impétueuse, ardente, où bouillonnent confusément les détestables théories du panthéisme et de la démagogie hégélienne. Le fabricant Crusius est un esprit sensé, tolérant, libéral, assez indifférent aux questions religieuses et très-dévoué au régime constitutionnel. Le conseiller ministériel Œder, fort peu préoccupé aussi des intérêts de la religion, n'a foi que dans l'absolutisme bureaucratique. Enfin, le cinquième personnage, M. de Waldheim, celui qui entreprend de convertir les quatre autres et qui représente M. de Radowitz, est un catholique non moins éloigné de l'absolutisme que de l'esprit constitutionnel, et presque aussi hostile aux passions aveugles du piétisme qu'à la brutalité hégé-

Digitized by Google

lienne: c'est le type complet de ce qu'on appelle chez nos voisins l'*école historique*.

M. de Radowitz n'écrit pas une satire; ce sont des portraits qu'il trace, et des portraits où éclate toujours l'extrême bienveillance de son âme. Soit qu'il peigne la sombre frénésie de l'athée, soit qu'il condamne l'indifférence et le bon sens un peu vulgaire d'un certain libéralisme, jamais une parole dure ou railleuse ne s'échappe de ses lèvres; jamais il ne flétrit son adversaire, ou ne s'efforce de le rendre ridicule. Il s'attache, au contraire, à mettre en évidence ce qu'il y a de bon dans chaque parti; il explique, il excuse les erreurs de l'intelligence humaine, *toujours courte par quelque endroit;* il y voit une part de l'unique et éternelle vérité, et il sait bien que c'est ce mélange qui nous abuse; enfin, si toute justification est impossible, s'il s'agit, par exemple, d'apprécier les théories de MM. Feuerbach et Stirner, il n'y a pas de colère dans ses paroles, mais une commisération profondément sentie. Le bureaucrate Œder, le piétiste Arnebourg, le libéral Crusius, l'hégélien lui-même, le farouche et violent Detlew, ne nous apparaissent pas dans ce livre comme des personnages sacrifiés au principal interlocuteur, comme les victimes nécessaires d'une discussion où la victoire est assurée d'avance à M. de Waldheim : ce sont des hommes sérieux, aimables, parfaite-

Digitized by Google

ment dignes de l'estime des gens de bien ; il n'y a en jeu dans cette vive partie que les erreurs de leur intelligence, et ces erreurs mêmes, ils les défendent avec tous leurs avantages et par les considérations les plus plausibles. Comparez de tels entretiens aux *Soirées de Saint-Pétersbourg ;* quelle différence, je ne dis pas même pour le fond des idées, mais pour la mise en scène et l'attitude des personnages ! Ni le chevalier ni le sénateur ne sont les adversaires du comte dans cette éloquente conversation des bords de la Néva ; ils ne font que lui donner la réplique et entretenir sa verve. Peut-on seulement se figurer M. de Maistre causant familièrement avec un athée de l'*école hégélienne*, comme M. de Waldheim avec Detlew, et essayant d'apaiser cette âme furieuse au lieu d'envenimer son mal ?

Cette impartialité si bienveillante n'est pas le seul mérite que j'aie à signaler ici, avant d'arriver aux détails de l'œuvre et d'y chercher la pensée tout entière de M. de Radowitz ; ce qui me frappe dans ce livre, à part toute appréciation du système de l'auteur, c'est la haute et lucide intelligence qu'il a montrée de la situation morale et philosophique de l'Europe. La révolution de février n'avait pas encore déchiré les voiles ; M. de Radowitz écrivait ces charmantes et profondes scènes en 1846, au milieu de la plus complète sécurité, quand la sagesse d'un roi illustre semblait avoir

Digitized by Google

vaincu pour long-temps l'esprit démagogique et assuré par là la tranquillité du monde. Cependant tous les symptômes de dissolution, toutes les doctrines ténébreuses qui ont éclaté dans le délire de février, y sont notés et accusés avec une précision singulière. L'auteur a les yeux sur l'Allemagne et sur la France, et il les connaît toutes deux dans leurs misères les plus secrètes. En vain comptait-on, il y a cinq ans, sur la prudence consommée de Louis-Philippe et sur la paresse proverbiale du caractère allemand; il sait que le danger est là, à Paris et à Berlin, dans l'action sourde, constante, infatigable, de la démagogie française et de l'athéisme hégélien. Ce n'est pas lui qui s'appliquerait le vers d'*Athalie :*

Je jouissais en paix du fruit de ma sagesse.

Il voit avec une sûreté merveilleuse ce que la confiance de l'Europe s'obstinait à rejeter dans l'ombre. Il attache de l'importance à des choses méprisées alors, et qui depuis février, en effet, ont réclamé notre attention à coups de fusil. Tel de nos démagogues dont la renommée sinistre n'a commencé qu'avec nos désastres, serait surpris de s'y voir apprécié d'une manière vive et vraie dans un ouvrage qui date de 1846 : M. Proudhon y a sa place à côté de M. Feuerbach. Ainsi, d'un côté, bienveillance parfaite dans la discussion, véritable

Digitized by Google

pratique de la charité chrétienne ; de l'autre, intelligence précise de tous les éléments de désordre qui grondaient sous le calme apparent de l'Europe : tels sont les rares mérites que j'aime à signaler tout d'abord dans le livre de M. de Radowitz et qui lui impriment un caractère original.

Quelle est maintenant la pensée de M. de Waldheim, c'est-à-dire de M. de Radowitz lui-même, sur les grandes questions débattues entre les cinq amis? S'il repousse l'absolutisme et le système représentatif, quelle forme de gouvernement souhaite-t-il pour son pays? Le vrai gouvernement pour M. de Waldheim, le seul qui soit conforme à la vérité, le seul qui réponde à la fois et aux nécessités de l'histoire et à la volonté de Dieu, c'est ce qu'il appelle *l'État chrétien et germanique.* Il y a, dit ingénieusement M. de Waldheim, deux manières très-différentes d'entendre les rapports des citoyens avec l'État : d'un côté, il y a l'idée antique de l'État ; de l'autre, l'idée de l'État tel que le christianisme l'a conçu. Dans l'opinion des anciens, l'individu était sacrifié à la cité ; sa volonté, son action, sa vie entière, devaient s'absorber dans l'existence commune. C'est pour cela qu'ils n'avaient pas de choix, comme nous, entre plusieurs formes de gouvernement ; république ou tyrannie, il n'y avait pas moyen d'échapper à ce terrible dilemme. L'histoire l'atteste en effet, l'antiquité

Digitized by Google

n'a pas connu et ne pouvait connaître d'autres institutions que celles-là. Le christianisme a délivré les esprits de cette fausse idée de l'État; il a dit aux hommes : Ce n'est pas l'État qui est le terme de vos destinées ; une autre vie vous attend. Soumettez-vous donc à vos maîtres, mais non pas pour leur faire le don de vous-mêmes ; soumettez-vous pour obéir au maître unique, au maître éternel qui seul doit être la règle de votre vie et le but de toutes vos actions. — Il ne suffisait pas cependant que le christianisme eût affranchi les esprits du joug de l'État ; l'obéissance enseignée par la religion nouvelle, si elle n'eût été associée à l'idée de liberté, n'aurait produit dans le monde qu'une tyrannie plus complète encore, une sorte de *césaropapie* (c'est le terme qu'emploie M. de Radowitz) comme chez les empereurs de Rome et de Byzance. Il était nécessaire qu'une nouvelle race parût, une race vierge, hardie, fortement attachée à la liberté individuelle; cette race, la Providence l'a introduite dans l'histoire presque en même temps que le christianisme; dès-lors la monarchie, ce grand système de gouvernement inconnu aux nations païennes, a pu être glorieusement réalisée. L'idée chrétienne de l'obéissance et l'idée germanique de liberté se servant de complément l'une à l'autre, il a existé des citoyens à la fois libres et soumis, des hommes maîtres d'eux-

Digitized by Google

mêmes et unis cependant par la protection d'une souveraineté tutélaire. L'État païen ne pouvait créer que des républiques ou des tyrannies qui dévoraient tous les enfants de la cité ; l'État germanique et chrétien a fondé les monarchies modernes, lesquelles assurent tout ensemble et notre liberté et notre dépendance, deux conditions essentielles de la vraie dignité de l'homme sur cette terre.

Voilà pour les principes généraux. M. de Radowitz les applique aux questions les plus récentes, et il en tire des conséquences qui lui servent de règle de conduite dans tous les problèmes du jour. C'est au nom de l'État germanique et chrétien qu'il repousse l'absolutisme éclairé des bureaucrates et le régime constitutionnel : le premier, parce qu'il ne fait point sa part à la liberté ; le second, parce que, méconnaissant la nécessité de la dépendance, il est infailliblement conduit à envahir, à usurper les droits du souverain, et par suite à détruire l'institution monarchique. A l'un et à l'autre il oppose les états provinciaux. Une monarchie entourée d'états provinciaux, voilà, selon lui, le progrès nécessaire, le progrès véritablement conforme au droit historique de l'Allemagne et de l'Europe entière. « Les états provinciaux, s'écrie M. de Radowitz, ont une base ferme et bien définie ; ils représentent des droits, et la limite de

Digitized by Google

ces droits est aussi la limite de leur action; les chambres, au contraire, dans le système constitutionnel, au lieu de représenter des droits, ne représentent que des opinions, et de là toutes les erreurs des assemblées, de là des excès de pouvoir, des usurpations, des coups d'état, ou tout au moins ces conflits perpétuels qui entretiennent l'esprit révolutionnaire et finissent par mettre le feu à l'édifice. »

J'explique les théories de M. de Radowitz sans opposer à ses idées des objections formulées maintes fois et qui s'offrent d'elles-mêmes à l'esprit. Qu'est-ce que des états provinciaux qui représentent des droits, et des chambres qui ne représentent que des opinions? L'auteur avait-il une pensée bien nette quand il s'exprimait ainsi? Se faisait-il une claire image des choses? Et n'est-ce pas plutôt le contraire qui est vrai? Les états provinciaux ne sont le plus souvent qu'une chambre consultative; dépourvus de tout droit efficace et sérieux, c'est l'opinion seule qui peut leur donner quelque force. Les assemblées, au contraire, représentent à la fois et l'opinion du pays et certains droits réels que les autres pouvoirs sont tenus de respecter. Ce qu'il y a de singulier, c'est que ce grand ennemi de la monarchie constitutionnelle a la prétention de faire les concessions les plus larges à l'esprit nouveau; il ne veut pas de censure pour la presse,

Digitized by Google

il attaque la police avec la verve irréfléchie d'un tribun, il proclame que la puissance, à tort ou à raison, appartient désormais aux classes moyennes. Partisan déclaré des royautés féodales du moyen-âge, il parle en nobles termes des progrès de la conscience publique et de la légitimité de ses exigences. Il s'en fait lui-même l'ardent interprète, et adresse aux gouvernements des sommations menaçantes. Or, reconnaître, comme il le fait parfois si hardiment, la puissance de l'opinion publique, et prétendre que l'opinion ne doit pas être représentée dans les chambres, que l'État ne doit pas s'en soucier, qu'il n'y a pas de place au sein d'une monarchie pour cette reine du monde, c'est une de ces contradictions qui remplissent son livre, et dont un esprit plus pratique ou plus résolu ne se rendrait jamais coupable.

M. de Waldheim, dans une discussion avec l'absolutiste Œder et le libéral Crusius, remarque qu'il lui arrive sans cesse de paraître révolutionnaire aux uns et obscurantiste aux autres. Ce résultat est inévitable; son esprit ne sait pas se décider, et cette haute impartialité qu'il affecte, cette conciliante synthèse au sein de laquelle il espère anéantir tous les contraires, n'est que le rêve d'une intelligence plus accoutumée aux méditations solitaires qu'au maniement des hommes. Ces deux reproches, d'ailleurs, ne l'effraient pas;

Digitized by Google

il sait bien qu'il ne se laissera jamais séduire par la passion révolutionnaire; il sait aussi que nul n'est plus attaché que lui à tout ce qui peut affranchir et ennoblir l'âme de l'homme; il veut la liberté, il veut l'ordre, et, grâce à sa confiante imagination, il aperçoit ces deux éléments associés dans le plus harmonieux des mondes. Qu'on serait heureux de vivre dans cette cité idéale! Quelle monarchie merveilleusement réglée! Quelle fidélité au passé! Quelle intelligence du présent! Et comme elle inspirerait de confiance, pour peu qu'on en comprît le mécanisme! M. de Radowitz sent bien lui-même tout ce qui lui manque, et il se peint dans ses dialogues avec une franchise singulière: tantôt il donne des explications où les brillantes promesses, à défaut de bonnes raisons, charment et convertissent miraculeusement ses adversaires; tantôt aussi il nous montre leur résistance, et semble confesser ingénument qu'ils n'ont pas tort. Lorsque, pressé par les objections, il se résume en ces termes : « Si j'avais le droit de conseiller les gouvernements, je leur dirais de combattre la fausse liberté au moyen de la liberté véritable », son interlocuteur a raison de lui répondre en souriant : « Avouez que ces conseils de sibylle ne leur feraient pas grand bien, et veuillez avoir la bonté, je vous prie, de quitter le ton sentencieux des oracles pour descendre à la vulgaire réalité des choses. »

Digitized by Google

Mais ce qui nous intéresse surtout dans l'ouvrage de M. de Radowitz, c'est sa manière d'entendre l'unité de l'Allemagne, ce sont les projets qu'il expose pour la réforme de la Confédération. Dans son rôle public d'homme d'état, M. de Radowitz n'a guère eu à traiter que cette seule affaire, la plus grave de toutes et la plus périlleuse. C'est pour la résoudre qu'il a fondé tout un ensemble d'institutions extraordinaires : l'union restreinte, le collége des princes et le parlement d'Erfurt. C'est pour mener son œuvre à bonne fin qu'il est sorti de l'obscurité mystérieuse où il se plaisait dans les conseils particuliers du roi et qu'il est devenu ministre. C'est enfin par sa solution aventureuse de ce problème terrible qu'il a été renversé du pouvoir, après avoir tiré l'épée de la Prusse et amené l'Allemagne entière sur les champs de bataille. Sachons donc ce qu'il pensait là-dessus en 1846.

Ce passage est le plus vif du livre; l'entretien, ordinairement si grave, prend tout-à-coup des allures passionnées; au milieu de l'échange des pensées, on entend retentir et des hymnes de guerre et des cris de patriotisme. Le colonel d'Arnebourg et M. de Waldheim, le piétiste absolutiste et le catholique féodal, s'unissent dans une même aspiration enthousiaste vers les destinées futures de l'Allemagne régénérée. M. d'Arnebourg

Digitized by Google

va jusqu'à regretter que la guerre n'ait pas éclaté en 1840. Quelle magnifique occasion! On se croyait revenu aux jours ardents de 1813; la haine de la France était le lien qui aurait réuni toutes les forces divisées du pays; l'Allemagne aurait réparé ses pertes, reconquis ses provinces perdues, et, dans cette renaissance du grand corps germanique, toute méfiance cessant entre les rois et les peuples, l'unité allemande serait née sans peine du patriotisme et de l'enthousiasme de tous! Moins animé par la haine de la France, moins confiant dans les résultats de la guerre, M. de Waldheim est persuadé que la paix, une paix intelligente et mise à profit par un roi comme celui qu'il appelle, peut seule produire de grandes choses. Il est vrai qu'il ne compte pas sur l'État tel qu'il est organisé aujourd'hui : absolutisme bureaucratique, régime constitutionnel, c'est tout un, et ni l'un ni l'autre de ces gouvernements, avec les stériles moyens dont il dispose, n'est en mesure de donner satisfaction aux désirs qui passionnent l'Allemagne. Sur qui donc compte-t-il? Sur les forces de l'opinion, sur ces forces qu'il méprisait tout à l'heure et à qui il refusait la moindre place dans l'organisation générale; il compte sur de grands faits impossibles à prévoir, sur des évènements capables d'enflammer les âmes et d'y réveiller les inspirations généreuses. « Dieu merci! s'écrie-t-il, nous

Digitized by Google

avons encore des sentiments communs ; nous tenons tous du fond de nos entrailles à l'honneur, à la dignité, à la prospérité de la grande patrie. Les sectes religieuses ou politiques n'ont pas détourné ces saintes inspirations à leur profit. C'est en elles, et aujourd'hui peut-être plus que jamais, que l'aristocrate, le libéral, le radical, le communiste, le catholique, le vieux luthérien, le frère morave, le rationaliste et le panthéiste se sentent unis par des liens fraternels. Voilà donc le terrain neutre, voilà le sûr fondement où peut être construit l'édifice de l'unité. — Mais qui le construira? — La Diète, reprend M. de Waldheim, la Diète, seul représentant autorisé de tous les intérêts de la nation. Pourquoi faut-il qu'elle ait été jusqu'à présent si au-dessous d'une pareille tâche ! »

Si M. de Waldheim traite la Diète avec mépris, il n'a garde de formuler d'une manière précise les reproches qu'il se croit obligé de lui faire. Ce sont, comme toujours, des accusations vagues. Où sont les œuvres de la Diète? où sont ses créations? s'écrie-t-il encore ; mais il n'indique pas lui-même quelles créations il attendait de la haute magistrature fédérale. Sur deux points seulement, ses paroles deviennent plus explicites : dans l'ordre des intérêts matériels, il regrette que la Diète n'ait pas établi pour l'Allemagne entière l'unité de poids, de mesure, de monnaie, et que l'union

Digitized by Google

douanière n'ait pas été étendue de la Mer du Nord à l'Adriatique; dans l'ordre des idées morales, il réclame énergiquement l'unité de législation. « Quelle honte, s'écrie M. de Waldheim, qu'un Allemand puisse perdre ses droits de citoyen dans un des pays de l'Allemagne sans les recouvrer dans un autre! Ce seul point, je l'avoue, me fait bouillir le sang dans les veines, et je bénirai l'heure où un bienfaisant génie nous lavera d'un tel opprobre. » Rien de mieux; l'essentiel pourtant est omis, puisque M. de Waldheim ne veut pas nous dire par quel moyen on obligera la Diète à réaliser tous ces progrès. Sa secrète pensée, je le devine, est qu'on réussirait mieux en créant une Diète nouvelle; mais il n'ose l'avouer et garde un silence prudent. Son interlocuteur a beau le presser de questions, il n'en peut tirer d'autre réponse que celle-ci: « Qu'on veuille, qu'on veuille loyalement; qu'on mette sérieusement la main à l'œuvre, la force de la volonté est grande, et combien plus grande la puissance de ce qui est vrai! »

Il résulte de cette discussion, et ce point est important à noter, que M. de Radowitz, lorsqu'il écrivait en 1846 ses *Entretiens sur l'État et l'Église*, n'avait pas encore de plan arrêté pour la révolution qu'il méditait dans l'organisation fédérale de l'Allemagne, ou qu'il craignait de laisser entrevoir ce plan. Il voulait l'unité de l'Allemagne,

Digitized by Google

il déclarait que la Diète était inférieure à sa tâche ; il était convaincu que cette unité ne pouvait être sérieusement fondée ni par les royautés absolutistes ni par les gouvernements constitutionnels ; il ne comptait que sur les passions généreuses de la nation entière, et invoquait, pour la mettre en jeu, de grands évènements capables de remuer un peuple jusqu'au fond des entrailles. Comment s'étonner que M. de Radowitz, après l'explosion révolutionnaire de 1848, ait salué dans ce violent ébranlement de l'Europe le secours si ardemment appelé, et qu'il ait prétendu aussitôt le mettre à profit pour l'exécution de ses desseins? Le catholique féodal, chez M. de Radowitz, était l'adversaire déclaré de la Révolution ; au contraire, le chimérique architecte de l'unité allemande se sentait comme attiré par elle. Ce furent les fantaisies qui triomphèrent, et l'ardente illusion du rêveur imposa silence aux répugnances du chrétien.

Ces discussions sur le gouvernement et l'unité de l'Allemagne ne remplissent pas toutes seules les curieux *Entretiens* de M. de Radowitz ; la polémique religieuse y tient une place considérable. Soit qu'il défende l'esprit chrétien en général contre les brutales négations de l'athéisme hégélien, soit que, dans un débat plus subtil et marqué de mille nuances, il veuille ramener le piétiste au sein de la foi catholique, l'illustre auteur se complaît dans

Digitized by Google

ces controverses, où la bienfaisante ferveur de son âme peut se développer librement.

Beaucoup d'autres sujets l'occupent encore : il glisse assez rapidement sur les questions industrielles ; mais tout ce qui se rattache à l'âme et à l'intelligence, tout ce qui intéresse la dignité morale attire son attention. Il y a tout un dialogue, et l'un des plus remarquables, spécialement consacré à la poésie allemande de ces dix dernières années. M. de Radowitz sait très-bien qu'en Allemagne, dans un pays où le nombre des lettrés est bien plus grand que partout ailleurs, dans un pays où les questions philosophiques et littéraires ont souvent l'importance d'une controverse politique, les travaux de l'esprit, les chants des poètes, comme les systèmes des philosophes, sont des symptômes qu'il est impossible de méconnaître. De M. Henri Heine à M. Freiligrath, il n'est pas un des tribuns de la poésie qui ne soit apprécié dans ses œuvres mêmes et dans les tendances cachées dont il est l'interprète. M. de Radowitz pousse peut-être un peu trop loin l'indulgence lorsqu'il apprécie les personnes ; on est étonné surtout que M. de Waldheim exprime tant de sympathies pour les chefs de la poésie démocratique, et les défende si vivement contre les rudes attaques du piétiste. « N'avez-vous donc jamais ressenti, en les lisant, ce chaleureux enthousiasme que la

Digitized by Google

vraie poésie peut seule éveiller en nous? Et nierez-vous que leurs chants expriment à merveille les réclamations si légitimes de votre conscience?» Ainsi parle M. de Waldheim, au grand étonnement du lecteur. Quelles sont donc ces réclamations communes à M. Herwegh et à M. de Radowitz? Celles qui ont pour but l'unité de la patrie allemande. Tels sont les entraînements de la passion; l'adversaire de la philosophie démocratique, le catholique ardent qui poursuit partout, et avec une si haute raison, l'esprit du panthéisme hégélien, fait grâce à M. Herwegh, à M. Prutz, à M. Freiligrath! Pourquoi? Parce qu'ils célèbrent l'unité nationale et qu'ils somment la Prusse de réaliser ce grand rêve.

Ainsi, l'État germanique et chrétien, c'est-à-dire une monarchie féodale et le catholicisme du XIIIe siècle; l'Allemagne reconstituée sur des bases nouvelles; la Diète régénérée sous l'influence de la Prusse; point de plan précis, mais une sorte de confiance mystique dans je ne sais quels évènements extraordinaires d'où naîtra l'inspiration du peuple: voilà ce que renferme l'ouvrage de M. de Radowitz.

Pour achever de juger en lui l'écrivain, il faut mentionner ici deux travaux moins importants, mais fort curieux: l'*Iconographie des Saints*[1] et les

[1] *Monographie der Heiligen.* Berlin, 1834.

Digitized by Google

Devises et Légendes du moyen-âge [1], le premier publié sans bruit douze années plus tôt, le second composé vers le même temps que les *Entretiens sur l'Église*. A l'époque où des sympathies si vives réunissaient le prince royal et le jeune officier d'artillerie dans un même monde enchanté, lorsque la théologie, la philosophie et l'art, interprétés avec enthousiasme, leur ouvraient de merveilleuses régions, M. de Radowitz eut l'idée de résumer brièvement les études qui avaient séduit leur jeunesse. Deux de ces résumés seulement ont paru; des devoirs nouveaux, des occupations plus sévères ont ajourné les autres. Dans le premier; M. de Radowitz s'est posé un piquant et ingénieux problème : sous quelle forme, dans quelle attitude, avec quels attributs de costume et de caractère les vieux peintres des âges croyants ont-ils représenté les Saints? Ces recherches, qui attestent d'immenses lectures et une connaissance approfondie de l'histoire de l'art, sont remarquables surtout par la précision et la netteté. M. de Radowitz évite ici avec soin les fantaisies nébuleuses dont le romantisme allemand est si prodigue; il s'inspire de la simplicité des maîtres primitifs; il range leurs gothiques portraits dans une galerie toute modeste, et c'est sous la forme

[1] *Die Devisen und Motto des späteren Mittelalters.* Stuttgard et Tubingue, 1850.

Digitized by Google

la plus simple qu'il produit les résultats de ses savantes investigations.

Les *Devises et Légendes* doivent se placer à côté de l'*Iconographie des Saints*. Ce travail, inséré en 1846 dans un recueil périodique et publié de nouveau l'année dernière avec des additions considérables, est encore une fine et curieuse étude sur ce moyen-âge où habite l'imagination de l'auteur. Le moyen-âge a excellé dans une sorte d'épigraphie qui, appliquée à la peinture, à l'architecture, au blason, résume d'une façon brève et profonde tout un ensemble d'idées. Nulle époque n'a mieux connu les lois du symbolisme. La religion, comme la chevalerie, avait ses devises, ses formules rapides, merveilleusement propres à fixer certaines pensées dans l'esprit. Cela se rattachait, d'ailleurs, à l'organisation même du moyen-âge; plus la société était irrégulière et livrée aux brutalités du hasard, plus le monde moral devait être un refuge bienfaisant. Pour l'homme de ce temps-là, les lueurs du royaume invisible transfiguraient et consolaient la réalité; ses mystiques pensées semblaient prendre un corps, afin de l'accompagner dans la vie; et de même que des milliers de légendes rendaient palpables en quelque sorte les croyances de la foi, de même aussi la morale était sans cesse rendue visible, grâce à ces devises qu'on portait comme une bannière. La rédaction de ces

Digitized by Google

formules était donc un art. Pour frapper ces médailles, il fallait donner au langage la précision du dessin et la solidité du bronze. Les questions de littérature et de morale qui tiennent à ce sujet, le développement et les phases diverses de cette intéressante histoire, sont traitées par M. de Radowitz avec une distinction parfaite. Il y a plus qu'un rare mérite d'érudition dans ce recueil des devises religieuses, guerrières, chevaleresques, formulées par l'ingénieux symbolisme de nos pères; on y respire les suaves parfums d'une imagination chrétienne. M. de Radowitz peut se tromper quand il souhaite pour l'État moderne les institutions de la société féodale; il ne se trompera jamais, lorsque, poussé par sa foi et guidé par une science exquise, il empruntera au moyen-âge les plus délicates inspirations du christianisme.

II.

Mission de M. de Radowitz auprès de la Diète. — Essais de réforme. — Négociations avec l'Autriche. — M. de Radowitz et le roi Louis-Philippe. — La révolution de 1848. — M. de Radowitz au parlement de Francfort. — Préparation du parlement d'Erfurt.

Au moment même où M. de Radowitz composait ses *Entretiens sur l'État et l'Église*, il s'efforçait d'en réaliser les doctrines dans le domaine des affaires. Deux points surtout, nous l'avons vu, attiraient toute son attention et formaient la base

Digitized by Google

de son système : il voulait une monarchie qui ne fût ni absolutiste ni constitutionnelle, une monarchie entourée d'états provinciaux, et il appelait impatiemment une révision de la Diète qui pût donner à la Prusse la direction de la politique allemande.

Sur le premier point, M. de Radowitz semblait triompher. Frédéric-Guillaume IV, pressé par l'irrésistible élan de l'esprit public, avait promulgué la patente du 3 février 1847 ; mais on sait combien il y avait loin encore de ces premiers états-généraux de la Prusse à une constitution sérieuse. Qu'allait-on voir sortir de cette épreuve? Était-ce une préparation au régime de la liberté moderne? Était-ce un retour à ces monarchies du XIIIe siècle, qui sont pour M. de Radowitz l'idéal des sociétés humaines? La lutte s'engagea vivement. Les deux systèmes étaient en présence : l'esprit moderne et l'esprit du moyen-âge, le droit historique et le droit de la raison. Des bords du Rhin et des frontières de la Silésie, de Cologne, de Breslau, de Stettin, de Halle, des députés accouraient, impatients de se soustraire au morcellement provincial et de faire éclater, en dépit de tous les obstacles, le vivant esprit de la nation prussienne. L'école historique, au contraire, espérait bien maintenir ces distinctions de lieux et obliger les représentants d'un peuple à n'être que les mandataires des intérêts spéciaux, les délégués

Digitized by Google

de la Poméranie ou de la Prusse rhénane, de la Westphalie ou de la Marche. L'histoire de la Diète de 1847 n'est que le tableau de ces prétentions aux prises. Or, quelles que fussent les forces de la phalange constitutionnelle, quels que fussent le talent des chefs et l'ardeur des soldats, ceux qui avaient le droit de compter sur l'exaltation systématique de Frédéric-Guillaume IV devaient se croire assurés du résultat. Il y a chez M. de Radowitz, au milieu de toute la ferveur de ses idées, une sorte d'impassibilité majestueuse, quelque chose comme la confiance imperturbable de l'extase. Qui aurait pu ébranler sa foi dans la nécessité de son système et la mission de Frédéric-Guillaume? Un peu plus tôt, un peu plus tard, il ne doutait pas que l'État germanique et chrétien ne dût être fondé, pour l'édification de l'Europe, par la volonté de son royal ami.

Il n'était pas si facile de mener à bonne fin le grand problème de la Diète. Le 22 juillet 1846, la Prusse, d'après le conseil de M. de Radowitz, avait demandé à la Diète que toutes les mesures provisoirement prises contre la presse fussent supprimées pour faire place à une législation définitive. Elle demandait aussi que chaque état fût libre d'abolir la censure, et de substituer au système préventif la répression des délits. Ce n'était pas seulement une question spéciale qu'elle traitait

Digitized by Google

ici ; elle désirait par là réveiller la Diète, l'accoutumer peu à peu aux innovations prudentes, et détruire dans l'esprit des peuples allemands cette opinion si répandue, qu'il n'y avait rien à espérer, rien à attendre de la haute magistrature fédérale. Une autre proposition, faite vers le même temps, indiquait bien l'intention des réformateurs de la Diète : le Wurtemberg émit le vœu que le protocole des séances du conseil fût rendu public, et la Prusse s'associa énergiquement à cette demande. Une fois la Diète enlevée aux ténèbres du huis-clos et mise en rapport avec l'opinion du pays, on devait naturellement croire qu'elle serait moins hostile au progrès, qu'elle comprendrait et invoquerait peut-être elle-même sur bien des points des transformations nécessaires. Les adversaires de la Prusse parvinrent si bien à traîner les choses en longueur, qu'un an après la présentation des deux projets, au mois d'août 1847, la décision avait été sans cesse ajournée. C'était le moment où la Diète entrait en vacances ; lorsqu'elle dut reprendre ses travaux, le représentant de l'Autriche, par une absence prolongée à dessein, réussit encore à écarter des propositions si gênantes. Frédéric-Guilaume IV fut piqué au jeu ; son impatience ne connut plus de bornes : bien décidé à obtenir une réponse par des négociations plus directes, il rappela brusquement M. de Radowitz

Digitized by Google

à Berlin, et le chargea de rédiger un mémoire, une sorte d'ultimatum sur la future organisation de l'autorité centrale. Le 20 novembre 1847, M. de Radowitz présentait ce mémoire au roi, et le 21 il partait pour Vienne avec des pouvoirs illimités.

Le moment était mal choisi pour une affaire de cette nature. Les derniers mois qui précédèrent la révolution de 1848 furent remplis, on le sait, par les préoccupations les plus graves. Les troubles de la Suisse, les imprudences du *Sonderbund*, les menaçantes fureurs du parti révolutionnaire attiraient toute l'attention des cabinets européens ; la France, l'Autriche et la Prusse, sans parler de la Russie, étaient décidées à dompter la démagogie des cantons. L'Angleterre seule, qui, sous l'influence funeste de lord Palmerston, semblait favoriser partout la politique du désordre, prenait dans cette question, comme en Espagne, en Italie et en Grèce, une attitude inquiétante, et tenait en échec les cabinets de Vienne et de Paris.

C'est au milieu de ces complications que M. de Radowitz arriva à Vienne; on venait d'apprendre déjà la prise de Lucerne et la capitulation de Fribourg : la déroute du *Sonderbund* était inévitable. Les puissances allemandes sentirent la nécessité de s'entendre d'une manière plus étroite encore avec la France ; M. de Radowitz, sur l'ordre de son gouvernement, quitta l'Autriche au mois de

Digitized by Google

décembre et se rendit à Paris. M. le comte Waldsee-Colloredo y venait, de son côté, au nom de l'Autriche; ils étaient chargés tous deux d'unir leurs efforts à ceux de M. Guizot pour pacifier la Suisse et protéger les cantons catholiques contre la brutalité des vainqueurs. Un publiciste très-bien informé[1] a remarqué avec raison combien la situation de la France était changée, puisque ces puissances du Nord, qui, en 1840, avaient pris le parti de l'Angleterre contre nous, s'empressaient, en 1847, de réclamer notre médiation. En 1840, l'Angleterre, exploitant à notre préjudice les défiances de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, avait fait exclure la France du concert européen; sept ans plus tard, sans intrigues, sans aucune démarche contraire à la dignité d'un grand pays, sans le moindre abandon de nos principes et de notre politique, nous voyions ces mêmes puissances revenues à nous, et l'Angleterre isolée à son tour dans les conseils et les délibérations de l'Europe. La part que M. de Radowitz a prise à ces négociations tiendrait une place considérable dans sa carrière diplomatique, si des évènements terribles n'étaient venus tout bouleverser. Déjà, sous l'influence de M. de Radowitz et de M. le comte Colloredo, des notes très-vives avaient été échangées

[1] *Affaires de Suisse jusqu'à la Révolution de Février*, par M. d'Haussonville (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1850).

Digitized by Google

entre les ministres de France, de Russie, d'Autriche et de Prusse d'une part,—et la Confédération helvétique de l'autre. Des mesures plus décisives allaient être prises en commun; une conférence devait s'ouvrir à Paris le 15 mars 1848, et l'on était résolu à donner une forme précise aux arrangements déjà convenus. On sait comment la révolution du 24 février proposa aux hommes d'état européens des problèmes bien autrement redoutables. Toutes ces négociations devenaient impossibles; la Suisse était soustraite pour long-temps aux périls et aux menaces qu'elle avait provoqués. Avertie même par l'expérience, elle se calma tout-à-coup. La révolution, au moment où toute l'Europe semblait assurée d'une longue paix, avait établi son foyer à Lausanne et à Genève; lorsqu'elle éclata en France, en Italie et en Allemagne, la Suisse échappa au fléau.

Cet épisode des affaires de Suisse, quoique abrégé brusquement par l'explosion du 24 février, n'a pas cependant une médiocre importance dans la vie de M. de Radowitz; une telle mission prouve bien quelle était déjà l'autorité de son caractère. Il s'agissait de combattre la révolution, c'est M. de Radowitz qui fut choisi. Nous aurons si souvent le regret de voir le brillant homme d'état sacrifier à ses chimères la grande cause de l'ordre et fournir des armes aux passions démagogiques, que nous

Digitized by Google

devons insister sur ce point. Aucun nom ne signifiait mieux alors l'aversion la plus complète pour la politique révolutionnaire. M. de Radowitz, pendant son court séjour à Paris, vit Louis-Philippe et M. Guizot; il fut singulièrement frappé de leur attitude, et il crut à la force de ce gouvernement libéral, tenu si long-temps en défiance par l'absolutisme du Nord. L'impression qu'il en rapporta fut telle, qu'elle donna lieu à diverses anedoctes répandues aussitôt par les échos de la publicité. On citait des prédictions de M. de Radowitz sur la longue durée promise au régime de juillet; ce grand ennemi de la monarchie constitutionnelle aurait vu toutes ces préventions s'évanouir devant la sagesse du roi des Français, et il aurait acquis la certitude que, pendant bien des années encore, la France était appelée à être l'arbitre des destinées européennes. Parmi les solennelles paroles qu'il aurait recueillies de la bouche du roi, celles-ci surtout l'auraient convaincu de la mission de Louis-Philippe dans le monde, et de la protection spéciale qui lui était due par la Providence suprême: « J'ai passé ma vie à étudier la France; il y a deux choses dont le pays ne veut pas, la république et la guerre. Ma vocation est de l'empêcher de rien dire et de rien faire qui puisse le conduire à l'une ou à l'autre. » M. de Radowitz a formellement nié les prédictions trop précises qu'on lui

Digitized by Google

attribuait, et auxquelles les évènements étaient venus donner un démenti si brusque. Ce qu'il n'a jamais eu l'intention de contester, c'est sa vénération profonde pour l'auguste personnage dont la prudence assurait depuis dix-huit ans la paix de l'Europe et ouvrait ainsi la route à tous les développements de la civilisation, à toutes les expériences fécondes de la liberté.

M. de Radowitz était revenu à Berlin quelques jours avant la révolution de février. La question de l'unité allemande fut débattue de nouveau dans les conseils de Frédéric-Guillaume IV. La première mission de M. de Radowitz ayant été rendue à peu près inutile par les préoccupations des affaires de Suisse, il fut décidé qu'il repartirait pour Vienne. La nouvelle des évènements de Paris ne détourna pas le gouvernement de ses projets; seulement, la mission de M. de Radowitz eut dès-lors un double but : aux propositions de la Prusse sur les réformes de la Diète, il devait en joindre d'autres sur la politique à suivre en face des dangers d'une situation si grave. La réforme du pouvoir central n'en était pas moins le plus ardent souci de Frédéric-Guillaume IV et de son plénipotentiaire. Les instructions données à M. de Radowitz, le 1er mars 1848, par M. de Canitz, alors ministre des affaires étrangères, contiennent ces étonnantes paroles : « Avec toute la confiance que

Digitized by Google

nous inspire la sagesse du gouvernement impérial, nous espérons que notre proposition sera favorablement accueillie. Si nous nous étions trompés, nous regarderions comme un devoir de nous adresser directement à la Diète elle-même, et de prendre en main, selon la mesure de nos forces, les intérêts de la cause allemande. » Le lendemain 2 mars, M. de Radowitz partit pour Vienne.

L'effroi causé par les nouvelles de Paris aplanissait devant ses pas bien des difficultés. Convenait-il à l'Autriche de résister trop ouvertement aux désirs de la Prusse, quand un même danger les unissait toutes deux, quand leur cause était la même en face de la démagogie soulevée? Soit soumission sincère à la nécessité, soit politique et ruse, le gouvernement autrichien promit tout ce que lui demanda M. de Radowitz dans son *memorandum* du 5 mars 1848. Il fut convenu qu'un congrès se réunirait à Dresde. Des princes, des ministres, de hauts dignitaires de l'Autriche et de la Prusse devaient s'y rencontrer, et là, sans être gênés par des instructions trop spéciales, ils tâcheraient de s'entendre sur les principes. Ces principes, une fois arrêtés à Dresde, la Diète serait chargée de les formuler en articles de lois, et on lui adjoindrait pour ce travail des *hommes de confiance* (*Vertrauensmänner*) délégués à cet effet par tous les états de la Confédération.

Digitized by Google

M. de Radowitz avait beau se presser, les évènements marchaient plus vite que lui. La chute de M. de Metternich, après la révolution du 13 mars, avait préparé de sûrs avantages au négociateur; mais de nouvelles secousses allaient bientôt lui faire perdre tout ce qu'il croyait gagné. Le 15 mars, M. de Radowitz obtenait les concessions les plus larges : l'Autriche consentait à laisser instituer auprès de la Diète une chambre d'états (*Staatenhaus*), dont les membres seraient nommés par les députés eux-mêmes dans tous les pays constitutionnels de l'Allemagne. Il était impossible de souhaiter une plus complète réforme, et l'on voit que M. de Radowitz, dans son impatient désir de régénérer la Diète, n'hésitait pas ici à sacrifier tous ses préjugés féodaux. Quelques heures après ce triomphe, on apprenait à Vienne la révolution de Berlin. Cette constitution qu'une volonté irrésolue n'avait fait que promettre et refuser depuis huit ans, le peuple, dans la journée du 18 mars, venait de la conquérir sur les barricades. Humilié un instant devant l'émeute victorieuse, Frédéric-Guillaume IV s'était relevé avec orgueil en réveillant à propos les ambitions du teutonisme. « Je serai le roi allemand ! » s'écriait-il en haranguant le peuple. « Les grands évènements de Vienne ont rendu nos projets faciles », écrivait-il dans sa proclamation du 18 mars, et ces audacieuses promesses, qui

Digitized by Google

enflammaient si bien la vanité prussienne, avaient détourné la tempête. Il y eut là comme un mystérieux dialogue entre la Royauté et la Révolution : — Calme-toi, disait l'une, afin que je puisse travailler hardiment à nos grandes destinées nationales. — Oui, répondait la Révolution séduite, j'apaiserai mes flots furieux, si tu donnes à la Prusse la couronne de l'empire d'Allemagne.

Un esprit aussi vif que celui de M. de Radowitz ne dut-il pas être frappé de cette scène étrange? Son émotion, je n'en doute pas, fut douloureusement compliquée. Quel parti prendre? quels conseils donner à son maître? D'un côté, n'était-ce pas là un de ces évènements comme celui qu'il avait appelé dans ses rêves? De l'autre, était-ce bien à la royauté d'accepter les secours de la révolution triomphante? M. de Radowitz n'est pas un caractère décidé; il devait l'être moins que jamais au milieu de ces secousses qui font fléchir si souvent les plus fermes courages. Il comprit bien que l'esprit révolutionnaire ne pouvait être l'allié de Frédéric-Guillaume IV, mais il ne rompit pas et ne conseilla pas de rompre ouvertement cette périlleuse alliance. Emprunter à la révolution tout ce qui pouvait favoriser ses plans, et prendre soin toutefois de se compromettre le moins possible avec elle, telle fut désormais sa politique. Pour cela, il fallait que le plénipotentiaire de Frédéric-

Digitized by Google

Guillaume IV quittât immédiatement sès fonctions; adversaire du libéralisme, l'un des chefs déclarés du parti qui regrettait le moyen-âge, il ne pouvait demeurer à son poste sans nuire à la popularité nouvelle que convoitait son maître. Plus tard, quand les transformations de sa pensée seraient connues de tous, il serait toujours temps pour lui de rentrer aux affaires. Il se retira donc, il chercha la solitude, et, pour utiliser encore ses loisirs au profit de sa politique, il écrivit une brochure où sont exposés avec une simplicité digne tous les efforts tentés depuis 1846 dans l'intérêt de l'unité allemande.

Cet écrit, intitulé *l'Allemagne et Frédéric-Guillaume IV*, est à la fois un curieux chapitre de mémoires et un plaidoyer habile. M. de Radowitz y raconte la part qu'il a prise aux négociations, ses efforts auprès de la Diète, ses voyages à Vienne et les concessions obtenues du ministère autrichien; surtout il veut prouver à l'Europe que la politique hardiment annoncée le 18 mars par Frédéric-Guillaume n'est pas chez lui une excitation révolutionnaire, mais la suite d'un projet depuis longtemps conçu, le complément de travaux diplomatiques sérieux qui avaient déjà produit leurs résultats. Profiter de la révolution sans se confondre avec elle, telle est toujours l'illusion qui entraîne ce chimérique esprit.

Digitized by Google

M. de Radowitz fut bientôt arraché à sa retraite. Les notables appelés à Francfort par l'initiative audacieuse du comité de Heidelberg avaient convoqué pour le mois de mai l'assemblée nationale de l'Allemagne entière. La place de M. de Radowitz était marquée d'avance dans un parlement qui devait réunir toutes les célébrités du pays. Les électeurs du district d'Arnsberg en Westphalie le choisirent pour représentant. Si l'on ne se rappelait que les violents reproches adressés par M. de Radowitz au système constitutionnel, on éprouverait quelque surprise en le voyant accepter un tel mandat : il faut s'accoutumer aux contradictions avec M. de Radowitz. Il y a d'ailleurs dans ce noble cœur deux sentiments, j'allais dire deux passions, qui expliquent toute sa vie : il est ardemment dévoué à son roi et à la cause de la régénération de l'Allemagne ; c'est là qu'il faut chercher l'unité de sa conduite. Publiciste, les théories féodales dont nous avons parlé semblent une forteresse inexpugnable où il s'est retranché à jamais ; homme politique, il oublie aisément son système pour tout subordonner à son dévouement comme sujet, à ses rêves comme patriote. L'assemblée de Francfort avait la prétention de constituer cette nouvelle Allemagne appelée par tant de vœux enthousiastes ; en outre, les intérêts de la royauté en général et de Frédéric-Guillaume IV en parti-

Digitized by Google

culier avaient besoin d'être courageusement défendus contre les entreprises révolutionnaires : que fallait-il de plus pour que M. de Radowitz allât prendre place sur les bancs de l'église Saint-Paul?

Son entrée produisit une impression profonde : c'était la première fois qu'il venait s'asseoir dans une assemblée délibérante. Il n'avait pas siégé à Berlin aux états de 1847, il n'avait pas été mêlé à cette brillante lutte où M. de Vincke, M. Camphausen, M. Hansemann, avaient conquis leur rang comme chefs de parti et fait leurs preuves d'éloquence. Une haute et mystérieuse réputation le précédait. L'adversaire dogmatique des espérances constitutionnelles de l'Allemagne, le partisan d'une monarchie féodale, l'ami et le conseiller de Frédéric-Guillaume IV paraissant tout-à-coup au sein d'une assemblée révolutionnaire devait naturellement attirer tous les regards. On savait aussi que ce défenseur du moyen-âge était un patriote passionné; on savait que nul ne désirait avec plus d'ardeur que lui l'union de tous les états allemands, et sa récente brochure, *l'Allemagne et Frédéric-Guillaume IV,* venait de révéler la part active qu'il avait prise à l'accomplissement de ce grand dessein. Cet étrange assemblage d'opinions ne pouvait laisser personne indifférent; suspect au plus grand nombre, il commandait l'estime à ses ennemis, tandis qu'il était pour ses amis eux-

Digitized by Google

mêmes un sujet d'étonnement et d'étude. Son attitude austère ajoutait encore à l'influence de son nom. Voyez-vous cette tête grave, cette lèvre altière, cette épaisse moustache noire, ces yeux ardents et profonds, ce front haut que creusent les rides de la pensée et que couronnent des cheveux blanchissants : quel est ce personnage qu'on remarquerait entre mille? Il ressemble, dit un des chroniqueurs de l'église Saint-Paul, à un portrait de Velasquez. Taciturne, impassible, à la fierté du soldat il joint une sorte de rigidité monacale. S'il échange une parole avec ses voisins, c'est pour donner un signal ou faire courir un ordre. Le plus souvent, les yeux fixés sur son papier, il écoute, il prend des notes, et, quand il monte à la tribune, on le dirait aussi indifférent aux bravos qu'aux murmures. Cet homme qui a toutes les allures du commandement, et qui, entouré de collègues tels que M. de Vincke, M. de Beisler et M. le comte Schwerin, se révèle au premier regard comme leur chef : c'est l'orateur en effet, c'est le chef le plus autorisé de la droite au parlement de Francfort, M. le général de Radowitz.

Pendant le temps qu'il a passé à l'église Saint-Paul, M. de Radowitz s'est attaché surtout à ramener les législateurs sur le *terrain du droit, Rechtsboden,* comme disent nos voisins. Ce n'était pas dans cette assemblée que les droits du peuple

Digitized by Google

avaient besoin d'avocats; les droits de la royauté, au contraire, étaient méconnus avec la plus intrépide insouciance. L'assemblée de Francfort ne voulait pas être républicaine; elle avait solennellement repoussé la république, et elle oubliait dans sa candeur que les souverains allemands n'étaient pas moins intéressés qu'elle aux transformations de la patrie. N'est-ce pas pour avoir refusé de s'entendre avec les gouvernements que ce congrès de rêveurs, après tant de discussions fastueuses et tant d'édifices construits dans les nuages, s'est préparé une fin si misérable? Le spectacle de ces incompréhensibles illusions semble donner à M. de Radowitz le sentiment de la réalité. Comme son rôle en cette occasion n'est pas de proposer un système, mais seulement de combattre les erreurs et les folies du parlement, il est presque toujours dans le vrai. Ces contradictions dont nous l'avons blâmé et que nous aurons encore à signaler dans sa conduite, il y échappe sans peine. Sa pensée est nette, sa parole est droite et précise. Le moment le plus favorable à sa réputation d'homme d'état, la période où il a le mieux suivi la voie de la raison et rendu le plus de services, c'est peut-être cette période du parlement de Francfort. Plus tard, il sera chargé lui-même de la mission où a échoué le parlement, et, dans cette lutte avec l'impossible, il commettra des fautes désastreuses.

Digitized by Google

Ici, il n'a qu'à arrêter les usurpations de l'assemblée, il n'a qu'à combattre l'esprit révolutionnaire, et il remplit cette tâche avec une raison supérieure.

Je dis les usurpations et l'esprit révolutionnaire de l'assemblée; quant à ses erreurs patriotiques, ce n'est pas M. de Radowitz qui eût été en mesure de les repousser, il les partageait toutes. Dans la question du Schleswig et de la Pologne, M. de Radowitz a parlé et voté comme les plus aveugles soldats du teutonisme. N'importe; il avait agrandi et fortifié son talent, il était sorti du domaine des théories pour se mesurer avec les hommes. Aux prises avec une assemblée tumultueuse, il avait su la dompter maintes fois par l'énergie du langage et l'ascendant de la raison. Orateur moins brillant que M. de Vincke, moins abondant que M. de Gagern, il n'avait pas d'égal quand il fallait donner à sa pensée une forme serrée, rapide, et jeter de ces mots décisifs qui se gravent invinciblement dans l'esprit. Cette parole sobre et nerveuse, qu'elle triomphât ou non, remuait toujours la foule et la forçait à réfléchir. C'est peu à peu que M. de Radowitz acquit cette singulière puissance. S'il y a aujourd'hui en Allemagne des orateurs plus complets, il n'en est pas qui soient plus capables de maîtriser une grande assemblée, de l'obliger au silence, d'arrêter les interruptions et les murmures, de lui commander enfin par le prestige du

Digitized by Google

talent et l'autorité de la personne. N'eût-il gagné que cela dans les discussions de l'église Saint-Paul, il pouvait se consoler assurément de n'avoir pas ramené l'assemblée sur le *terrain du droit.*

Ne semble-t-il pas que cette année passée au parlement de Francfort dût être pleine d'enseignements pour une intelligence si haute? Ne semble-t-il pas qu'il dût comprendre désormais tous les périls de ses rêves et se défier de l'esprit d'usurpation? M. de Radowitz puisa au contraire dans ce spectacle des encouragements inattendus. Là où la révolution avait échoué, il lui parut glorieux de réussir. Ce n'était pas une victoire d'amour-propre, c'était une manière de prouver que la monarchie seule pouvait résoudre ce grand problème. Le parlement de Francfort avait offert l'empire à Frédéric-Guillaume IV dans des conditions telles qu'il était impossible de l'accepter. En investissant le roi de Prusse d'une dignité sans pouvoir, en lui donnant un fantôme d'autorité dans un empire démocratique, la révolution se couronnait elle-même. La royauté ne pouvait être dupe, mais l'ambition du gouvernement prussien avait été fortifiée par ce vote, et M. de Radowitz fut chargé de reprendre aussitôt l'œuvre de l'assemblée nationale. C'est le 28 mars 1849 que Frédéric-Guillaume IV avait été élu empereur d'Allemagne par les députés de l'église Saint-Paul; c'est le 28

Digitized by Google

avril seulement que Frédéric-Guillaume, après plusieurs réponses équivoques, fit savoir son refus définitif. La veille, on avait imposé silence aux partis qui soutenaient trop vivement les prétentions révolutionnaires de Francfort, et voulaient obliger le cabinet de Berlin à reconnaître la constitution de l'empire; la première chambre avait été prorogée, et la seconde chambre dissoute. Du 28 avril au 26 mai 1849, le ministère prussien, sous l'influence et la direction occulte de M. de Radowitz, entame avec les gouvernements de l'Allemagne des négociations laborieuses dont le résultat est une sorte de rupture avec l'Autriche et le fameux traité du 26 mai conclu entre la Prusse, le Hanovre et la Saxe.

Ce traité consacrait une idée souvent émise par M. de Radowitz et approuvée par Frédéric-Guillaume; c'était un commencement d'unité, c'était un état fédératif *(Bundesstaat)* qui se formait au sein de la Confédération *(Staatenbund)* dans l'espérance de la détruire. L'Autriche, dans la constitution promulguée à Ollmütz le 4 mars 1849, ayant réuni tous ses peuples par les liens d'une centralisation puissante, la Prusse s'était attachée de plus en plus à cette idée qu'il fallait désormais deux groupes d'états en Allemagne : d'un côté, la monarchie autrichienne avec ses possessions allemandes, slaves, hongroises, italiennes, et de

Digitized by Google

l'autre la Prusse à la tête de la fédération vraiment allemande. Une forte alliance réunirait vis-à-vis de l'Europe ces deux groupes de peuples, mais ils garderaient toujours, dans leur développement intérieur, une politique, une administration, une existence distinctes. Libre à l'Autriche de s'organiser comme elle l'entendrait; la Prusse obéissait à ses devoirs en posant les bases de la future Allemagne.

Si les espérances de M. de Radowitz se fussent réalisées, cette Allemagne nouvelle dont la Prusse était l'âme devait rallier peu à peu, surtout au nord et au centre, les peuples qui aspiraient depuis si long-temps à l'unité de la patrie. L'orgueil de donner à son pays cette législation tant souhaitée exaltait de plus en plus le patriotisme dogmatique de M. de Radowitz. Au milieu des inquiétudes continuelles de cette sombre année 1849, au milieu des fureurs croissantes d'une démagogie sans frein et d'une réaction sans pitié, sur un terrain bouleversé par de si rudes secousses, M. de Radowitz n'a qu'une pensée : il suit sa chimère à travers les flammes. Remarquez bien les inconséquences passionnées de ce grave esprit, voyez comme il doit irriter ses amis sans cesser pour cela d'inspirer à ses adversaires d'invincibles défiances; il vient de Francfort, il a siégé à l'église Saint-Paul, il a combattu les fantaisies doctorales d'une assemblée

Digitized by Google

révolutionnaire, il est toujours, et aux yeux de tous, l'ennemi déclaré du régime constitutionnel, et c'est lui qui va convoquer le parlement d'Erfurt!

Qu'était-ce donc que ce parlement d'Erfurt? L'état fédératif établi par le traité du 26 mai reposait sur deux institutions fondamentales : un pouvoir chargé de faire les lois, et un pouvoir qui avait mission de les appliquer. Le pouvoir exécutif était entre les mains d'un collége de princes désignés par les gouvernements; le pouvoir législatif appartenait à une assemblée fédérale formée de représentants des divers pays.

Ce n'étaient encore là que des projets; pour mettre cette constitution en mouvement, pour faire passer dans la pratique des innovations si hardies, M. de Radowitz avait de toutes parts des obstacles à vaincre. Le parti purement prussien, le parti qui se soucie peu de la patrie allemande et qui redoute ces témérités équivoques, ne se lassait pas de combattre l'influence de l'ami de Frédéric-Guillaume IV. Ce parti avait quelques-uns de ses chefs au sein même du ministère; M. de Manteuffel est un esprit trop circonspect, il est l'adversaire trop défiant de la Révolution pour lui donner prise par quelque côté. Autour de lui se groupaient les hommes de la droite, M. de Gerlach, M. Stahl, qui, aussi emportés par la réaction que M. de Radowitz par ses rêves, employaient tous

Digitized by Google

les moyens pour faire déchirer le traité du 26 mai. On avait cru un instant ce traité bien compromis. Par une convention en date du 30 septembre 1849, une commission fédérale avait été instituée à Francfort pour remplacer provisoirement l'ancienne Diète; la Prusse et l'Autriche y avaient chacune deux voix, et les autres États y étaient représentés par des plénipotentiaires. Était-ce un retour à la législation de 1815? La Prusse reculait-elle devant son œuvre? Déjà les organes du patriotisme s'indignaient de cette conduite, et M. de Beckerath, à la tribune de la seconde chambre, adressait au gouvernement des interpellations énergiques. Bien que M. de Radowitz ne fît pas partie du ministère, il était certainement le vrai ministre pour toutes les questions relatives à l'union restreinte; commissaire royal auprès des deux chambres, il avait en quelque sorte un ministère spécial dont le roi lui-même, on le savait, était le collaborateur et le soutien. M. de Radowitz répondit aux interpellations de M. de Beckerath; il Repoussa les craintes des partisans de l'unité, et maintint avec force les desseins de son aventureuse politique. Bien plus, nommé lui-même représentant de la Prusse à cette commission fédérale, il semblait promettre hautement que rien n'y serait décidé contre le traité du 26 mai. C'est ainsi qu'il s'engageait chaque jour davantage, prenant la Prusse à témoin, tendant la

Digitized by Google

main à M. Henri de Gagern, au parti de Gotha, aux libéraux constitutionnels, et provoquant les fureurs de ses plus intimes alliés politiques, M. de Gerlach et M. Stahl.

Il ne suffisait pas à M. de Radowitz de vaincre ces difficultés intérieures. Déjouer, grâce à la confiance du roi, les hostilités ardentes de M. de Gerlach et la sourde opposition de M. de Manteuffel, en vérité c'était peu de chose dans une pareille entreprise. L'ennemi sérieux n'était pas à Berlin. A ce beau projet, à cette combinaison merveilleuse, une seule condition manquait, une condition essentielle dont M. de Radowitz semblait ne pas tenir compte, l'acquiescement ou tout au moins le silence du grand pays qui luttait alors contre l'insurrection des Magyars.

Comment penser, en effet, que la résistance du cabinet de Vienne ne rallierait pas autour de lui tous les États de l'Allemagne méridionale? Le prestige des descendants des empereurs est bien grand encore sur les imaginations germaniques. Quoi donc! on allait constituer l'unité de l'Allemagne, et, pour que cette unité fût possible, il fallait d'abord exclure de l'Allemagne la puissance qui pendant des siècles avait possédé l'empire! Supposez même que l'Autriche, attirée par des destinées nouvelles du côté de l'Europe orientale, eût consenti à cette abdication, est-il bien sûr que

Digitized by Google

l'Allemagne l'eût permise? Que sera-ce donc si l'Autriche proteste contre cette injurieuse exclusion? Or, elle protestait, et avec une vivacité singulière. L'arrogance de la politique prussienne avait trouvé un adversaire parfaitement armé pour une telle lutte et très en fonds pour lui rendre ses coups. Jamais les affaires de la monarchie des Habsbourg n'avaient été conduites par une volonté plus hautaine. Ce n'étaient plus les ménagements du régime antérieur à 1848; ce n'était plus cet art d'ajourner les questions et de décourager ses ennemis par une impassible indolence. M. le prince de Schwarzenberg a l'habitude de marcher sur les difficultés l'épée haute et le visage découvert. Esprit intrépide, la situation révolutionnaire et les dangers de l'Autriche avaient doublé son énergie. Cette persistance des intentions de la Prusse en présence des embarras de la monarchie autrichienne lui sembla, ou un calcul coupable, ou un défi audacieux; il déjoua le calcul et releva le défi avec colère. A chaque Note du cabinet de Berlin, il ripostait par un ultimatum; à chaque démarche de M. de Radowitz, il opposait, non la menace, mais l'action.

Entre de tels adversaires, l'issue du débat n'était pas difficile à prévoir. Ici, un politique illuminé, un constructeur de plans merveilleux et de cités idéales; là, l'esprit le plus net servi par une

Digitized by Google

volonté impérieuse : l'Allemagne pouvait-elle hésiter long-temps? C'est le 26 mai 1849 que le traité avait été conclu entre la Prusse, le Hanovre et la Saxe; quatre mois après, le 5 octobre, les plénipotentiaires de la Saxe et du Hanovre s'opposaient à la convocation de la Diète de l'empire instituée par le traité du 26 mai; enfin, le 8 décembre, la Saxe adhérait aux protestations de l'Autriche contre cette Diète, et, le 30 du même mois, le Hanovre retirait son alliance à la Prusse. L'avertissement était clair; le cabinet de Berlin ne voulut pas le comprendre. M. de Radowitz, en qualité de commissaire royal, expliquait et glorifiait devant les chambres la formation de l'État fédératif; enivré des acclamations, enivré surtout de son propre enthousiasme, il marchait toujours sans se demander si l'Allemagne allait le suivre; il s'avançait au hasard dans les voies de l'inconnu, et convoquait à Erfurt les députés de l'empire.

III.

Le parlement d'Erfurt.— Contradictions de M. de Radowitz. — M. de Radowitz ministre des affaires étrangères. — Attitude menaçante du prince de Schwarzenberg. — Humiliation de la Prusse. — M. de Radowitz se retire. — Lettre de Frédéric-Guillaume IV.

On avait vu, en pleine révolution, aux mois de mars et d'avril 1848, tout un peuple enthousiaste envoyer des députés à la première assemblée

Digitized by Google

nationale de l'empire d'Allemagne. Où était cet empire? Où étaient ses finances, son armée, son chef? Le sénat de l'empire siégeait à Francfort, mais l'empire n'existait que dans le monde des rêves. Deux ans après, la révolution étant vaincue, le même spectacle fut donné à l'Europe. Ce n'étaient plus les ardentes illusions de la foule, c'étaient les combinaisons des diplomates et des hommes d'état qui construisaient cette Germanie imaginaire. La différence fut bien visible dans l'élection des députés. Aux espérances passionnées du peuple avait succédé la froide et prétentieuse utopie des rêveurs. L'Allemagne s'en émut médiocrement. Une douzaine de petits États avaient adhéré à l'union restreinte; les plus considérables étaient la Hesse électorale et le grand-duché de Bade. Presque partout l'élection se fit sans empressement; c'est à peine, dit-on, si le cinquième des électeurs prit part au vote. Enfin, le 20 mars 1850, un mouvement inaccoutumé dans les paisibles rues d'Erfurt, le bruit des cloches et le service divin, célébré avec pompe dans les églises des deux confessions, annoncèrent l'ouverture du parlement. Une certaine affluence, des regards étonnés, des groupes de curieux aux abords du palais, ce fut tout; aucune de ces démonstrations joyeuses qui révélaient si bien à Francfort les crédules espérances de l'Allemagne.

Digitized by Google

Les leçons de l'expérience commençaient à détromper bien des esprits; on se défiait d'ailleurs des intentions de la Prusse, et ce parlement, d'où la plus grande moitié de la patrie était exclue, attestait les insurmontables difficultés de la tâche si follement entreprise en dépit de la logique et de l'histoire. Nul symbole ne pouvait parler plus haut; l'instinct de la foule sut le comprendre. Les utopistes cependant persistaient toujours, les uns par besoin d'innovation, les autres par une sorte de défi à l'Autriche, ceux-ci pour soutenir jusqu'au bout la gageure; il y en avait aussi pour qui c'était une satisfaction secrète d'entrer au parlement, afin de préparer sa déroute et d'en triompher. C'est au milieu de ces divisions que les fondateurs de l'unité se mirent à l'œuvre. M. de Radowitz est conseiller d'administration de l'union restreinte et commissaire auprès du parlement; c'est lui qui représente, non pas seulement la Prusse, mais tout l'État fédératif, tous les pays qui ont adhéré à ce nouvel empire; c'est à lui de diriger les travaux de la Diète. Le publiciste et le diplomate ont terminé leur rôle; la mission de l'homme d'état et du législateur commence. L'union restreinte, le collége des princes, le parlement d'Erfurt, sont la création de sa pensée; il s'agit de savoir si cette constitution pourra vivre. Quelque soin qu'il apporte toujours à se retirer dans l'ombre, il faut bien, cette

Digitized by Google

fois, qu'il paraisse au grand jour; victoire ou défaite, il faut que le résultat soit public et que l'Allemagne puisse juger l'évènement.

La Diète de l'empire à Erfurt était composée de deux chambres, la chambre des états (*Staatenhaus*) et la chambre du peuple (*Volkshaus*). Le 26 mars, M. de Radowitz prononçait devant la chambre du peuple un discours qui fut comme l'inauguration et le programme des travaux. Il semblait que chaque jour augmentât son audace et le séparât de ses anciens amis par une barrière nouvelle. Il commença par glorifier l'assemblée de Francfort; « elle a eu, disait-il, l'éclat extraordinaire qui accompagne les entreprises dont le monde est ébranlé; le rôle de l'assemblée d'Erfurt est plus modeste. » Et ce rôle modeste, il l'exposait avec une ferveur enthousiaste, il en exagérait la signification par le langage le plus passionné. Ici, il dénonçait l'*inintelligente jalousie de l'Autriche;* là, il flétrissait ces petites cours *dont la souveraineté ne date que de la chute de l'empire d'Allemagne et de l'abaissement de la patrie;* plus loin, il ne craignait pas de reprocher à la Saxe et au Hanovre *une honteuse violation de la parole jurée.* Le parti de Gotha, c'est-à-dire le parti des libéraux constitutionnels, qui, après la déroute du parlement de Francfort, avait essayé de reconstituer à Gotha une nouvelle assemblée nationale, était décidément le point d'appui

Digitized by Google

que recherchait M. de Radowitz. Séparé de ces hommes résolus sur presque toutes les questions politiques, il s'associait de plus en plus aux fantaisies de leur orgueil national. Il les avait souvent combattus à Francfort ; à Erfurt, il demandait leur alliance et s'efforçait de leur donner des gages. On aurait dit que M. de Radowitz, par la hardiesse de ses discours, voulait engager irrévocablement la cour de Potsdam et lui rendre la retraite impossible, il n'y réussit pas : l'attitude de l'Autriche, les conseils de M. de Manteuffel, les remontrances de tous ceux qui entrevoyaient plus clairement chaque jour des péripéties menaçantes, commençaient à ébranler fortement l'imagination de Frédéric-Guillaume IV. Ces indécisions de la pensée royale se traduisaient en ordres, en contre-ordres, auxquels M. de Radowitz obéissait avec une loyauté aveugle. Bien habile qui pourrait suivre dans ses fluctuations de toutes les heures la conduite du commissaire prussien à Erfurt ! Sans cesse un nouveau discours venait effacer l'impression du discours précédent, sans cesse le lendemain défaisait l'œuvre de la veille. Jamais, je crois, le dévouement d'un sujet n'a été mis à pareille épreuve. Attaqué de toutes parts, environné de défiances trop justifiées, en butte aux injures ou au dédain de l'Allemagne entière, M. de Radowitz, dans cette pitoyable campagne d'Erfurt, nous apparaît vrai-

Digitized by Google

ment comme la victime d'une pensée fausse opiniâtrément suivie à travers mille contradictions, ou comme le martyr de la fidélité chevaleresque.

M. de Radowitz s'obstina dans ce rôle avec une impassibilité singulière. Ce triste parlement d'Erfurt avait à peine duré six semaines; le 29 avril, sa session était close, et, à en juger par l'attitude des autorités, il était fort douteux qu'il dût se réunir une seconde fois. Le gouvernement prussien ne voulait ni abandonner ni poursuivre ses projets; en face de l'Autriche irritée, au milieu des négociations qu'exigeaient les énergiques démarches du prince de Schwarzenberg, il était dangereux d'avoir une tribune à Erfurt, une tribune où parlaient des hommes tels que M. Camphausen et M. de Wincke. M. de Radowitz avait donc été chargé de fermer brusquement cette Diète instituée par lui avec tant de fracas et inaugurée un mois auparavant par de si bruyants discours. Faire et défaire, exciter les passions et les abandonner à elles-mêmes, c'était le rôle que lui imposait son maître.

Quelques jours après, le collége des princes se réunissait à Berlin. On avait espéré que cette convocation suffirait pour sauver l'honneur de l'union restreinte et dissimuler ses alarmes. C'était reculer cependant, et l'Autriche avançait toujours. Dès le 26 avril, au moment où les débats du parlement

Digitized by Google

d'Erfurt mettaient en pleine lumière l'impuissance de la politique prussienne, M. le prince de Schwarzenberg, avec cette décision qui fait sa force, adressait un appel à tous les États allemands afin de reconstituer la Diète de 1815. Le coup était hardi, et une lutte décisive s'engageait. Bientôt des évènements graves vinrent fournir à l'Autriche un nouveau moyen de provoquer la Prusse et de nier d'une façon éclatante la souveraineté qu'elle s'arrogeait sur les affaires d'Allemagne. Ici, c'était la querelle des duchés et du Danemarck; là, l'insurrection pacifique de l'électorat de Hesse contre un ministère impudent et odieux. Qui allait intervenir au nom des intérêts allemands? A qui appartenait le droit d'arrêter cette déplorable guerre du Schleswig, de régler les conditions de la paix? Ce fut la Diète qui s'empara résolument de ce droit, la Diète que M. le comte de Thun présidait au nom de l'Autriche. Il en fut de même dans la Hesse; lorsque le cabinet de Vienne prenait parti pour M. Hassenpflug contre les plaintes trop légitimes d'un peuple tout entier, contre les chambres, contre les tribunaux, contre l'armée elle-même, quel était le secret de cette conduite? Le désir de pousser la Prusse à bout. Une occasion s'offrait pour la Diète de faire acte d'autorité, on la saisit avec joie. Ce malheureux pays de Hesse payait les frais de cette lutte engagée par l'ambition de la

Digitized by Google

Prusse et si vivement soutenue par l'intrépidité du cabinet de Vienne. La Diète ordonnait à l'Autriche de jeter ses troupes dans l'électorat, d'y ramener le souverain qui avait cru devoir prendre la fuite, de soumettre enfin toute une population rebelle. On peut deviner aisément, dans de telles circonstances, l'humiliation de Frédéric-Guillaume et les justes colères de l'esprit public. C'était donc là le résultat de tant d'efforts! Des discussions embrouillées au parlement d'Erfurt, quelques vides et vaines séances du collége des princes à Berlin, voilà ce qu'avait produit l'union restreinte! Et pendant ce temps-là M. de Schwarzenberg avait agi, le gouvernement autrichien avait relevé l'ancien pouvoir fédéral, il y avait repris sa place et parlé en maître!

Les conseillers de Frédéric-Guillaume étaient plus divisés que jamais; on passait de l'irritation à l'abattement et de la témérité à la prudence extrême. En vain la Prusse, par des concessions inattendues, espérait-elle fléchir l'Autriche; en vain l'union restreinte se faisait-elle toute humble, toute modeste, demandant pour seule faveur le droit de se constituer dans le sein même de la Diète de 1815, de former un groupe plus étroitement uni au milieu de la grande Confédération. — Non, non! répondait l'Autriche, et, en poussant avec vigueur les affaires de Hesse, elle voulait

Digitized by Google

obtenir l'abandon complet, la dissolution définitive de l'union prussienne. Quel parti prendre? Se résigner tout-à-fait ou en appeler aux armes? Telles étaient les cruelles incertitudes de Frédéric-Guillaume IV, lorsqu'on apprit tout-à-coup, le 26 septembre 1850, que M. de Radowitz remplaçait M. de Schleinitz au ministère des affaires étrangères.

La surprise fut universelle. Dans un pays tout agité par les craintes et les emportements du patriotisme, cette nomination singulière était comme un nouvel aliment jeté aux passions en feu. Quel en était le sens? Que venait faire M. de Radowitz? L'énigme n'était pas facile à deviner. S'il voulait continuer la même politique tour-à-tour audacieuse et timide, la politique de l'imagination et de l'impuissance, pourquoi ce changement de personnes annoncé d'une manière solennelle? N'était-ce pas lui déjà qui dirigeait les affaires lorsque M. de Schleinitz avait la signature? C'était donc une politique nouvelle qu'il prétendait inaugurer? Quelle politique? Serait-elle plus suivie et plus résolue? ou bien, au contraire, était-ce l'abandon de tout ce qu'on avait tenté jusque-là? Ces conjectures, si différentes qu'elles fussent, étaient également autorisées. La plus naturelle, celle dont l'issue des évènements paraît avoir démontré l'exactitude, c'est que M. de Radowitz avait été choisi

Digitized by Google

pour détruire lui-même le fastueux et fragile édifice de l'union restreinte. L'union restreinte était son œuvre, il en avait soutenu long-temps les destinées, il avait présidé à ses premiers travaux; maintenant que la suppression de ses ambitieux projets était nécessaire à la paix de l'Allemagne, maintenant qu'il fallait s'exposer à la colère et aux outrages du patriotisme prussien pour opérer cette fâcheuse retraite, n'était-ce pas l'auteur de tous ces embarras qui devait se sacrifier courageusement? M. de Radowitz ne prenait donc le pouvoir que pour dissoudre l'union et pour tomber ensuite sous les coups de tous les partis.

Ce résultat fut annoncé dès les premiers jours du mois d'octobre par maintes feuilles irritées, tant est grande parfois la clairvoyance de la haine! Le parti de l'extrême droite, très-hostile aux plans de M. de Radowitz, mais blessé pourtant dans son orgueil prussien, était heureux d'imputer l'humiliation de la patrie à l'homme qu'il accusait de s'être laissé séduire par la Révolution. Le parti constitutionnel, à qui toute confiance en M. de Radowitz était devenue impossible, prévoyait bien aussi que la Prusse allait reculer; la gauche n'avait que des paroles de dédain et riait de la duperie des libéraux. De tous côtés c'était un seul cri, un cri immense contre l'étranger, contre le soldat de Napoléon à Leipsick, contre celui qui s'était battu

Digitized by Google

dans les rangs de la France à l'heure où l'Allemagne de 1813 brisait son joug. Vainement, pour effacer ce périlleux souvenir, avait-il poussé le patriotisme prussien jusqu'à la témérité la plus folle : l'accusation reparaissait, plus violente, plus envenimée, et proférée par des milliers de voix. M. de Radowitz est de ceux qui savent opposer aux fureurs populaires l'impassibilité d'une conscience satisfaite. Il avait fait ce qu'il croyait son devoir lorsqu'il organisait l'union restreinte ; son devoir aussi, son devoir de sujet fidèle lui commandait d'ajourner son espérance, de renverser son œuvre et de subir la haine des partis ; quinze jours après son entrée au ministère, l'union restreinte n'existait plus.

M. de Radowitz, en livrant son nom aux outrages, avait-il désarmé l'inflexible politique de M. de Schwarzenberg? Hélas ! non. Après avoir combattu l'ambition de la Prusse, l'Autriche victorieuse dépassait le but ; l'Autriche se vengeait. Il plaisait au cabinet de Vienne de triompher cruellement et d'humilier devant l'Allemagne et l'Europe ceux qui avaient réclamé l'empire au nom du droit révolutionnaire. La Prusse demandait à sauver sa dignité en réglant, de concert avec l'Autriche, le déplorable conflit de la Hesse. Non, disait toujours l'Autriche par la voix de la Diète ; et tandis que l'armée fédérale, composée

Digitized by Google

d'Autrichiens et de Bavarois, se préparait à envahir les États de l'électeur, il fallait que la Prusse se bornât à occuper les routes d'étapes que lui assignent les traités. Reculer encore après tant de concessions, laisser l'Autriche intervenir toute seule dans une affaire d'intérêt général, ce n'était plus réparer une faute; c'était sacrifier l'honneur d'un grand pays, du pays le plus brave de toute l'Allemagne et le plus jaloux de son honneur militaire. M. de Radowitz, cette fois, n'hésita pas : il tira l'épée de la Prusse. La landwehr fut convoquée, et un cri de guerre retentit d'un bout de la Prusse à l'autre avec un indicible enthousiasme.

La guerre! la guerre civile au sein de l'Allemagne, après trois ans de négociations et de travaux de toute sorte pour unir plus étroitement les enfants de la famille germanique! La guerre entre les deux grandes puissances de l'Allemagne, la guerre des deux vengeurs de l'ordre en face de la révolution vaincue, mais non anéantie! Il y avait là de quoi réfléchir. En même temps que M. de Radowitz convoquait la landwehr, ses collègues espéraient bien encore détourner les affreux malheurs d'une guerre fratricide. Soit que la Prusse fût résolue à descendre sur le champ de bataille, soit qu'on préférât négocier, M. de Radowitz ne pouvait rester ministre. Voulait-on la guerre? Il fallait, pour la diriger, une autorité plus ferme,

Digitized by Google

et l'homme dont tous les partis se défiaient était le dernier qui pût convenir à un tel rôle. Voulait-on négocier avec l'Autriche? Le fondateur de l'union restreinte, le représentant des ambitions prussiennes était incapable de fléchir M. de Schwarzenberg et d'obtenir les meilleures conditions pour son pays. On négocia ; aussitôt M. de Radowitz fut renversé du pouvoir par la force même d'une situation impossible.

La chute de M. de Radowitz fut regardée un instant par le parti libéral comme une nouvelle concession à l'Autriche. Celui qu'on insultait la veille, bon nombre d'esprits passionnés le regrettèrent le lendemain ; il était, disait-on, le défenseur de la politique nationale, et c'est sous ce drapeau qu'il était noblement tombé. Il est vrai que les regrets ne durèrent pas très-long-temps. Quinze jours après, un journal de Berlin résumait ainsi, à propos de M. de Radowitz et des différentes phases de sa carrière, les dispositions changeantes de la pensée publique : « Avec quelle rapidité les opinions se transforment ! Il y a trois ans, M. de Radowitz était l'homme le plus détesté de la Prusse ; à Francfort, il a eu l'estime de tous ; à Erfurt, sa situation était pitoyable de toutes manières ; dans les derniers temps, avant son entrée au pouvoir, les sentiments se partageaient pour et contre ; il y a quinze jours, lorsqu'il tomba du

Digitized by Google

ministère, il passait pour le martyr d'une pensée généreuse, et voilà qu'aujourd'hui il encourt de nouveau les disgrâces de l'opinion. On l'a trop surfait en bien ou en mal; il a toujours été mal jugé. » Vers le même temps, les journaux publiaient une lettre que Frédéric-Guillaume IV lui écrivait le 5 novembre :

« Sans-Souci, 5 novembre 1850, six heures du soir.

» Vous sortez à peine d'ici, mon cher ami, mon ami très-aimé, et déjà je prends la plume pour vous adresser une parole d'affliction, de fidélité et d'espérance. J'ai signé l'arrêté qui vous enlève le ministère des affaires étrangères, et Dieu sait si mon cœur n'était pas accablé! J'ai dû faire plus encore, moi votre ami fidèle; devant mon conseil assemblé, j'ai approuvé la résolution que vous avez prise de quitter les affaires, je vous en ai loué publiquement. Cela seul dit tout, et peint ma situation d'une manière plus poignante que ne pourraient le faire des volumes. Je vous remercie du plus profond de mon cœur pour vos travaux au ministère; votre ministère, mon ami, a été l'ingénieux et magistral accomplissement de mes desseins et de mes volontés. Ces desseins, ces volontés se fortifiaient auprès des vôtres, car nous avons toujours pensé et voulu de même. Malgré toutes nos tribulations, ce fut là un beau temps, une belle heure dans ma vie, et, tant qu'il me restera un souffle, j'en remercierai le Seigneur que nous reconnaissons tous deux et en qui nous avons placé tous deux notre espérance. Que le Seigneur Dieu vous accompagne; qu'il daigne, dans sa grâce, rapprocher un jour nos chemins; que sa paix vous garde, vous environne et vous bénisse jusqu'à l'heure du revoir! C'est l'adieu de votre ami éternellement fidèle.

» FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Digitized by Google

Le jugement que je viens de citer et cette touchante lettre du roi de Prusse résument d'une façon complète l'opinion qu'on doit se faire de M. de Radowitz. Ce n'est pas, certes, un personnage ordinaire, celui qui a su inspirer une amitié si haute, celui dont la retraite, acceptée en pleurant comme un sacrifice, a été l'occasion de ces belles paroles, le motif de ces tendres et douloureuses plaintes. D'un autre côté, l'isolement où se trouve M. de Radowitz au milieu des partis qu'il a quittés et recherchés tour-à-tour, les embarras du jugement public à son égard, l'impossibilité de le reconnaître et de le définir en toute sûreté, tout cela nous révèle combien cet esprit doué de facultés brillantes était peu préparé cependant à sa laborieuse mission. Ce qui lui a manqué avant tout, ses écrits et ses actes le démontrent, c'est la simplicité, sans laquelle ni la science n'est efficace ni la volonté n'est puissante; c'est ce travail d'unité et de concentration nécessaire aux hommes qui veulent agir sur leurs semblables, nécessaire surtout aux caractères naturellement flottants, aux esprits plus étendus que solides, aux natures subtiles et complexes dont les forces tendent toujours à s'éparpiller et à se perdre. Plus simple, il eût mieux compris sa tâche. Il lui a manqué aussi, en effet, l'intelligence franche et claire du temps où la volonté divine l'a fait naître. M. de Radowitz

Digitized by Google

possède sans doute sur certains points un sentiment assez vif de l'esprit de son époque; mais ce sentiment est confus, et bientôt il devient erroné et dangereux, obscurci qu'il est par des sentiments contraires, par une chimérique aspiration vers un passé qui ne saurait revenir. Ces mélanges produisent toujours des résultats funestes; lorsqu'on s'est accoutumé à l'idée de refaire ce qui a cessé d'être, lorsqu'au nom de théories impérieuses on a la prétention de recommencer l'histoire et de casser les jugements des siècles, on est aisément conduit à porter le même esprit absolu dans les affaires présentes, dans celles-là même qui exigent les plus délicates précautions; c'est alors que toute résistance irrite, et qu'on va recourir, s'il le faut, à des auxiliaires qu'on a toujours redoutés et maudits.

Écrivain, philosophe, publiciste, M. de Radowitz était l'adversaire de l'esprit de désordre; homme d'État, il a voulu, pour réaliser ses projets, mettre à profit une situation révolutionnaire. Cette audace, dont l'Allemagne a été surprise, n'était au fond qu'une maladroite confusion d'idées, une stratégie prétentieuse et médiocre. On comprend un homme d'État vraiment hardi faisant appel, dans un cas désespéré, aux ressources populaires; on comprend le baron de Stein tendant la main à la Révolution et organisant le

Digitized by Google

Tugendbund pour briser le joug de Napoléon : voilà de l'audace, voilà une politique à la fois aventureuse et simple. Rien de moins semblable aux entreprises du baron de Stein que les subterfuges et les subtiles distinctions de M. de Radowitz. Le ministre de Frédéric-Guillaume III et l'ami de Frédéric-Guillaume IV représentent bien deux périodes toutes différentes : ici, la politique d'action ; là, les rêveries du romantisme et les fausses hardiesses de l'école historique. Ce langage emprunté à la Révolution, ce n'est pas à une nation irritée, comme faisait le baron de Stein, c'est aux souverains allemands que M. de Radowitz l'adressait ; aussi, loin de retirer aucun profit de son audace, il n'en recueillait que la punition. Aux yeux des peuples, il était toujours, en définitive, le partisan des monarchies féodales, l'homme qui condamnait la société moderne et voulait ramener le genre humain au XIIIe siècle ; aux yeux de l'Autriche, il était, à un certain degré, l'un des représentants de cet esprit révolutionnaire que tous les souverains de l'Allemagne, et le roi de Prusse un des premiers, étaient occupés à combattre.

Il est possible que M. de Radowitz soit encore appelé à représenter les intérêts de l'Allemagne du nord au milieu des nouveaux conflits que fera renaître un jour ou l'autre cette périlleuse ques-

Digitized by Google

tion de l'unité. Pour qui considère la situation inquiète de l'Allemagne et le caractère aventureux de Frédéric-Guillaume IV, toutes ces conjectures sont permises; malgré les craintes qu'inspire l'audace de M. de Schwarzenberg, malgré l'opposition circonspecte et tenace de M. de Manteuffel, un jour peut venir où Frédéric-Guillaume IV rappellera son ami, où *Dieu, dans sa grâce, rapprochera leurs chemins*. Quant à l'issue de cette tentative, il est difficile de garder encore quelques illusions. Par la hauteur sereine de son christianisme, par la bienveillante sagacité de ses travaux de controverse, par son talent d'orateur, l'austère dignité de sa vie et son chevaleresque dévouement, M. de Radowitz tiendra toujours une place éminente parmi les hommes politiques de l'Allemagne; mais ses écrits et ses actes surtout disent assez haut combien le noble ami de Frédéric-Guillaume a besoin de se renouveler, de se compléter lui-même, s'il veut employer efficacement pour son pays l'élévation de son intelligence et l'ardeur de son patriotisme.

Cette solennelle épreuve sera-t-elle comprise par le gouvernement prussien ? L'Autriche, de son côté, n'abusera-t-elle pas d'une victoire facilement obtenue? L'exemple de M. de Radowitz ne doit pas profiter seulement aux partis qui, en Prusse et hors de Prusse, s'associaient à ses

Digitized by Google

ardents désirs ; parmi les hommes d'État de l'Allemagne, ceux qui souhaitent pour leur patrie particulière un accroissement d'influence que le droit ne justifierait pas sont tenus de s'appliquer à eux-mêmes cette éclatante leçon. Il faut le dire surtout aux vainqueurs : tout a réussi selon leurs vœux, tout a plié devant leur audace tant qu'ils ont eu affaire à des tentatives d'usurpation servies par une intelligence plus brillante que forte; qu'ils prennent garde de vouloir usurper à leur tour, et, malgré la netteté de leur esprit, de se fourvoyer dans les chimères.

Il y a deux illusions qui peuvent séduire également l'Autriche et la Prusse et les jeter dans les folles aventures : en Prusse, c'est la tradition d'un patriotisme hautain qui se croit appelé, depuis Frédéric-le-Grand, au gouvernement de l'Allemagne entière ; en Autriche, ce sont les souvenirs du vieil empire germanique, souvenirs qui, réveillés peu à peu par les fautes mêmes de la Prusse, semblent pousser aujourd'hui le cabinet de Vienne à des entreprises exorbitantes. Il est certain que, sans les ambitieuses fantaisies de Frédéric-Guillaume IV et de M. de Radowitz, l'Autriche n'eût jamais songé à faire entrer dans la Confédération germanique toutes les provinces étrangères qui composent son empire. Or, répondre ainsi aux prétentions des doctrinaires de

Digitized by Google

Berlin, ce n'est pas mettre à profit la fortune, c'est compromettre, au contraire, une légitime victoire et perdre l'immense avantage d'une position nette. Les chimères du Sud ne valent pas mieux que celles du Nord. La Prusse assurément, tant que l'Autriche existera, ne sera pas la maîtresse de l'Allemagne; mais le Saint-Empire, tombé en poussière il y a quarante-cinq ans, ne se reconstruira pas dans cette Allemagne du XIXe siècle, transformée par tant de nouveaux droits et d'intérêts vivaces. Si le prestige de l'antique souvenir des Habsbourg a eu sa part sans doute dans la rapide victoire de l'Autriche, c'est à la puissance du droit qu'il faut d'abord en rapporter l'honneur. Que l'Autriche ne s'attribue pas plus qu'il ne lui appartient; ce prestige de ses vieux titres est surtout invoqué lorsqu'il est d'accord avec les intérêts présents. Le jour où elle voudrait refaire le passé, les États qui ont recouru à son assistance pour échapper à la souveraineté des Prussiens, ne tarderaient pas à se retourner contre elle.

Il y a désormais trois Allemagnes, l'Autriche, la Prusse et le groupe des États secondaires. Ni la Prusse n'est aussi faible, ni l'Autriche n'est aussi forte qu'on pourrait le supposer d'après les circonstances récentes; toutes deux elles ont besoin de cette troisième partie de l'Allemagne dont il est impossible de ne pas tenir compte, et qui est bien

Digitized by Google

résolue à maintenir son indépendance. Si l'Allemagne ne respecte pas les lois impérieuses que lui fait sa situation bien comprise ; si des intelligences téméraires veulent, soit au profit de la Prusse, soit pour la gloire des Habsbourg, violer les droits vivants et ressusciter ce qui est mort, il n'y aura que troubles, anarchie, créations impuissantes, prolongement sans fin d'une crise funeste. Nous ne renonçons pas à l'espérance de voir les prétentions injustes disparaître, et ces jalousies ardentes faire place à une étude plus désintéressée des droits et des relations des peuples. Les conférences ouvertes en ce moment même à Dresde n'intéressent pas l'Allemagne toute seule. Est-ce bien en présence des dangers qui nous menacent tous, est-ce au milieu des fureurs révolutionnaires qu'on osera déchirer les traités, ébranler l'équilibre des grandes puissances, amener enfin une confusion d'où sortirait la guerre européenne ?

Avril 1851.

Digitized by Google

XI.

LA MONARCHIE AUTRICHIENNE DEPUIS 1848.

LES TROIS RÉVOLUTIONS DE L'AUTRICHE. — UNE AUTRICHE NOUVELLE. — LES PUBLICISTES ET LES POÈTES. — M. DE SCHWARZENBERG. — M. ALEXANDRE BACH. — DEVOIRS ET ESPÉRANCES DE L'AUTRICHE.

Les révolutions de 1848, en échange de tant de désastres dont elles sont cause, ont eu du moins ce précieux résultat de réveiller bien des forces endormies et de remettre dans le droit chemin nombre d'intelligences fourvoyées. Au milieu de ces évènements grotesques et terribles, les peuples, comme les individus, ont senti la puissance mystérieuse du choc qui les redressait; maintes révélations se sont faites, maintes sociétés, incertaines de leur route ou condamnées en apparence à l'immobilité, ont dû à ce sévère enseignement ce que leur propre esprit ne leur eût jamais donné. L'Autriche nous offre un singulier exemple de ce phénomène; les

Digitized by Google

catastrophes de mars, de mai et d'octobre 1848, les révoltes des provinces et les révolutions de Vienne, tout ce qui menaçait enfin de briser le sceptre des Habsbourg, a imprimé une vie toute nouvelle à cette vieille monarchie. Les rudes devoirs dont l'Autriche semblait s'inquiéter si peu lui ont été subitement dévoilés au milieu des horreurs des guerres intestines, et cette molle société, si dédaigneuse, la veille encore, de toute ambition virile, est engagée désormais dans des luttes qui n'admettent point de trève. Ces races ennemies, Croates et Magyars, qu'on a vues se lever si fièrement, il y avait long-temps déjà que se développait dans leur sein une agitation extraordinaire; il y avait long-temps qu'elles refusaient de se confondre avec l'Allemagne, et que, réveillant leurs traditions nationales, elles réclamaient leur place au soleil; l'esprit public, cependant, était bien peu soucieux de ces grands problèmes; une politique prudente se consumait en efforts inouïs pour ajourner, pour dissimuler même les difficultés qu'elle désespérait de vaincre; les hommes d'État se reposaient vaguement sur l'avenir, et l'Autriche, à qui ces provinces échappaient chaque jour davantage, ne sentait pas l'obligation urgente, impérieuse, de regagner au plus tôt son influence perdue. Comment a-t-elle compris enfin le danger? Il a fallu pour cela des évènements étranges, il a fallu

Digitized by Google

des menaces subites de démembrement, la révolution de Milan et la démagogie européenne s'alliant à l'aristocratie des Magyars.

Depuis cette crise formidable, la monarchie autrichienne commence à se régénérer. Certes, ce sera un titre glorieux pour ce pays d'accepter tous ses devoirs et de surmonter un jour toutes les difficultés qui l'obsèdent. Si l'on compare seulement sa situation présente au triste et languissant régime qui a précédé le 13 mars, quel développement inattendu! quelle physionomie accentuée! Cette terre épuisée, disait-on, cette société d'où s'était retirée la vie, a déployé tout-à-coup des ressources que ses gouvernants eux-mêmes ne soupçonnaient pas. A coup sûr, celui qui aurait visité l'Autriche en 1847 et la reverrait aujourd'hui aurait peine à la reconnaître. Où est, des premiers rangs aux derniers, cet incroyable dédain de tous les problèmes politiques? Où trouverons-nous encore cette volontaire ignorance, cet épicuréisme intellectuel, cette incorrigible quiétude en face des plus pressants périls? Où trouverez-vous ce pouvoir débonnaire qui se croit dispensé d'agir, et s'imagine que l'administration toute seule, pourvu qu'elle soit paternelle et honnête, peut suppléer à l'art si redoutable de conduire les destinées d'un peuple? Ce qui caractérise aujourd'hui l'esprit public en Autriche, c'est quelque chose de vaillant et de

Digitized by Google

résolu. Au lieu d'éloigner comme des fantômes importuns tous les problèmes qui le harcellent, l'esprit de l'Autriche s'est accoutumé à regarder l'ennemi en face ; il est entré sans crainte dans le monde des choses réelles. Je ne parle pas seulement de la vieille discipline militaire et de ces patientes armées qui ont si rapidement vengé leur défaite ; je parle avant tout des ressources morales : je suis surpris d'avoir à signaler tant de décision et de vigueur chez ce peuple qui redoutait hier le moindre bruit des choses du dehors, et semblait chaque jour se retirer du sein de la famille germanique.

Ce changement si complet dans les allures d'un grand pays, ce rapide passage de la mollesse à l'action et de l'indifférence à l'audace, tient certainement à des causes profondes. Que l'armée autrichienne ait opposé sur tous les points une résistance victorieuse à la démagogie ; que Windischgraetz, Radetzky et Jellachich aient maintenu l'intégrité du territoire au moment où tous les liens étaient brisés et toutes les autorités méconnues, il n'y a pas là de quoi nous étonner beaucoup ; l'esprit militaire a toujours été, en temps de révolution, le gardien de l'honneur, le dernier refuge de la discipline et de la force. Par malheur, cette suprême raison des sociétés aux abois, la force toute seule, ne peut guère fonder un établis-

Digitized by Google

sement durable. Abattre les barricades n'est rien, tant qu'on n'a pas relevé les croyances et les mœurs, qui sont la tutelle des états. Or, quelque chose se fonde en ce moment dans la monarchie autrichienne; une certaine idée, une certaine puissance morale commence à grandir pour le salut du pays. Laquelle? Le sentiment très-vif de la mission de l'Autriche et des services qu'elle seule peut rendre.

S'il y a un lieu commun en vogue chez les démocrates, c'est bien la tyrannie de l'Autriche, c'est le joug impitoyable qu'on l'accuse de faire peser sur les races diverses dont se compose l'empire. La démagogie française n'a jamais brillé par l'intelligence des questions extérieures; au pouvoir comme dans la presse, elle a fait mille fois ses preuves et donné sa mesure. Ce joug odieux contre lequel on s'indigne si fort est précisément la sauvegarde de toutes ces populations réunies, et le démembrement de la monarchie autrichienne serait le signal de leur ruine. La faute immense de l'Autriche avant la révolution de mars n'est pas d'avoir opprimé les Slaves ou les Magyars, mais d'avoir fermé volontairement les yeux au travail intérieur qui régénérait ces peuples, d'avoir laissé grandir ce mouvement sans étudier les problèmes inconnus qu'il apportait : de là ces embarras sans cesse renouvelés, cette continuelle politique d'expédients

Digitized by Google

et d'ajournements, et enfin, à l'heure du péril, cette surprise profonde qui ne s'est dissipée qu'au bout de six mois, après une triple explosion de l'esprit révolutionnaire. Cette faute, avec le châtiment qui l'a suivie, devait être un enseignement lumineux; aussi, malgré les invectives des démagogues, la mission de l'Autriche est-elle désormais manifeste à tous les regards. C'est à elle de grouper en faisceaux les peuples de l'Europe orientale, de protéger leur développement légitime, de les conduire dans les voies de la civilisation, de se les attacher par la reconnaissance et l'intérêt, de les sauver enfin ou de la barbarie de l'isolement ou du redoutable protectorat de la Russie. Voilà sa mission, et comme il n'y a pas de plus grande force en ce monde que d'avoir un but à poursuivre, le jour où l'Autriche comprendra sérieusement cette tâche nouvelle, elle sera plus qu'à demi transformée.

On doit espérer que le gouvernement autrichien, réveillé déjà par tant de secousses fatales, entrera avec suite dans cette politique féconde. Ce qu'il y a de certain, c'est que la nécessité l'exige et que les populations l'y convient. Un symptôme bien important, en effet, des modifications qui s'opèrent au sein de la conscience publique, c'est la foi de ces différents peuples, Tchèques, Illyriens et Magyars, dans le rôle que la Providence et l'histoire ont assigné à la monarchie des Habsbourg.

Digitized by Google

Au milieu de l'effervescence de 1848 et en dépit des excitations démagogiques, les peuples autrichiens n'ont cessé de croire à la mission du pouvoir central, à l'action efficace de son autorité; les Tchèques de la Bohème et les Croates de l'Illyrie ont réclamé des droits nationaux : ils n'ont jamais songé à la destruction de cette monarchie, qui est, ils le sentent d'instinct, une condition essentielle de leur existence. Que les prétentions des races diverses puissent avoir pour résultat l'affaiblissement de la monarchie, c'est une question à débattre; on ne fixera pas en un jour les rapports de ces races entre elles et leur situation vis-à-vis de l'autorité commune; il faut pour cela beaucoup de temps, beaucoup d'études, et peut-être des expériences qu'on sera obligé de recommencer plus d'une fois. Il est clair du moins que, si les prétentions peuvent être souvent dangereuses, les intentions sont toujours bonnes, et que les plus fiers d'entre ces peuples visent à la transformation, non pas au démembrement de l'Autriche.

Les Magyars eux-mêmes, cette brillante et hautaine aristocratie qui a tenu tout l'empire en échec, pense-t-on qu'elle ait pris les armes pour conquérir une indépendance absolue? Ce serait confondre à plaisir toutes les phases de cette malheureuse guerre. Au commencement de la lutte, quand aucun élément étranger ou factice n'était

Digitized by Google

venu troubler les premiers sentiments de la révolte, les Hongrois invoquaient sans cesse la gloire et le salut de la monarchie : singulière insurrection, respectueuse pour la puissance impériale, et bien décidée à la reconnaître après l'avoir battue! Le résumé de ces luttes confuses, c'est une rivalité de races qui tendent au pouvoir, qui veulent s'y faire la place la plus large, mais qui n'ont point d'intérêt à le détruire. Quand les révoltés marchent au secours de Vienne le 9 octobre 1848, une proclamation, signée du président de l'assemblée nationale de Hongrie et du commandant supérieur de l'armée, déclare naïvement ce principe : « Nous sommes convaincus, s'écrient-ils, qu'en chassant de l'Autriche l'armée de Jellachich, nous rendrons le plus grand service et à la liberté d'un peuple frère et à la dynastie des Habsbourg. L'armée hongroise est prête à vivre et à mourir pour la monarchie autrichienne ! » Ces dispositions se prolongèrent long-temps; il fallut, pour les modifier, que la guerre de Hongrie changeât complètement de caractère; il fallut que la démagogie européenne, vaincue à Paris, à Berlin et à Vienne, fît alliance avec l'aristocratie des Magyars, et qu'une lutte nationale devînt une campagne révolutionnaire. Lorsque M. Kossuth, ouvrant la Diète à Debreczin le 14 avril 1849, proposa et obtint la déchéance des Habsbourg, ce n'était plus l'ancienne Hongrie

Digitized by Google

qui répondait par ce décret aux paroles enflammées du tribun, c'était la Hongrie telle que les passions du moment l'avaient faite.

Ces explosions de la vengeance n'empêchent pas l'antique foi des peuples de persister dans l'ombre. Cette foi dans la nécessité de l'empire n'est pas morte; elle renaîtrait au besoin, s'il était vrai qu'elle se fût effacée. Malgré tout le sang précieux versé de part et d'autre, les haines, si ardentes qu'elles soient, ne mettront pas obstacle à une conclusion imposée par la nature des choses. Puisse une lutte pacifique s'ouvrir entre ces races! Puisse une émulation féconde succéder aux horreurs d'une lutte impie et faire disparaître à jamais tous les souvenirs néfastes! Tel est le but indiqué, et, si rien ne serait plus honorable que le succès d'une telle entreprise, il faut ajouter surtout que rien ne serait plus nécessaire : ce qui sera un titre de gloire est en même temps la condition du salut. Dans une situation si pressante, avec les ressources qu'elle s'est acquises et l'ardeur qui la soutient, comment ne pas espérer que ce grand idéal règlera désormais la politique de l'Autriche nouvelle?

La politique de l'Autriche! Ces mots seuls révèleraient un progrès considérable. L'Autriche n'avait pas de politique avant les évènements terribles qui l'ont rappelée au sentiment de ses devoirs : on administrait à Vienne, on ne gouvernait pas. Quand

Digitized by Google

une nation est soumise à une autorité sans contrôle, et que, soit par son développement intérieur, soit par l'influence de ses voisins, elle offre pourtant une sorte de résistance passive, il arrive presque toujours que le pouvoir, malgré tous les priviléges dont il jouit, est forcé peu à peu de remplacer la politique par l'administration. Gouverner au nom des principes de l'absolutisme, diriger systématiquement l'Autriche dans les voies des régimes évanouis, était-ce possible au milieu du développement intellectuel de l'Allemagne et sous le regard de la Prusse? Il n'était guère plus possible de changer de principe; l'Autriche n'était pas préparée au rôle de puissance libérale, et, à supposer même qu'elle eût pu l'être, la Prusse, en s'emparant de cette position, l'avait fermée à sa rivale. Arrêtés ainsi de toutes parts, les hommes d'État autrichiens se résignèrent à ne plus gouverner; l'administration devint le but du pouvoir : administration douce, honnête, paternelle sur bien des points, routinière et défiante pour tout ce qui tenait aux questions générales.

Les évènements de 1848 n'ont que trop mis en lumière cette fausse situation de l'ancienne Autriche, et les aveux des hommes les plus favorables à ce système ont confirmé hautement les révélations des faits. J'ai sous les yeux un ouvrage fort instructif, *la Genèse de la Révolution en*

Digitized by Google

Autriche [1], qui contient sur ce point de précieux renseignements. L'auteur, qui n'a pas voulu se nommer, est-il, comme on l'assure, un des hommes d'État de l'ancien régime? Si ce n'est un des ministres, c'est au moins un homme qui a coopéré longtemps à la gestion des affaires; son livre est un plaidoyer *pro domo suâ*, une défense de l'administration antérieure au 13 mars 1848; le ton en est grave et triste, et des plaintes, des regrets, des confessions naïves viennent sans cesse donner au récit un intérêt inattendu. C'est l'auteur lui-même qui jette ce cri arraché par l'évidence : « Nous ne gouvernions pas! Nous avions une administration intègre, nous n'avions pas l'impulsion première, la direction laborieuse et puissante qui devait imprimer le mouvement à l'État, qui devait prévoir les difficultés, résoudre les problèmes, suivre et gouverner les continuelles transformations des choses. Les reproches que s'est attirés l'Autriche, ce n'est pas l'administration qui les mérite; tout était bien dans les détails; point d'injustice, point d'oppression d'aucune sorte, partout un scrupuleux respect de l'équité, partout aussi une surveillance minutieuse qui, remontant par les différents degrés de la hiérarchie jusqu'à l'empereur lui-même, rendait impossible la tyrannie des subalternes.

[1] *Genesis der Revolution in Oesterreich, im Jahre* 1848. — Leipsick, 1850.

Digitized by Google

Qu'est-ce donc qui nous a valu de trop légitimes accusations? L'ensemble, la machine tout entière, machine compliquée, pesante, inhabile à se mouvoir. »

Tel est, dans les termes mêmes qu'emploie l'auteur, le résumé de ce curieux livre. Ne faut-il pas que la situation soit bien différente et qu'une vive lumière se soit faite, pour que cette déclaration ait pu être si nettement formulée? Les évènements d'ailleurs avaient parlé assez haut. Cette absence de gouvernement, cette impuissance absolue des hommes qui devaient donner la direction, ne devint que trop manifeste dès les premières heures de la crise. Pendant cette inextricable confusion du 13 mars au 31 octobre 1848, pendant cette longue anarchie que trois révolutions successives rendent parfois plus violente, l'administration, réduite à elle-même, ne pouvait rien arrêter, et le gouvernement, bien qu'entre les mains d'hommes nouveaux, avait l'air d'un fantôme. Ce n'était pas comme chez nous, de février à juin, le gouvernement du hasard; ce n'était rien. Il n'y a pas eu à Vienne de 16 avril, de 15 mai, de 24 juin; on n'a pas vu la société, après la stupeur du premier désastre, se réveiller peu à peu et se défendre; il n'y a eu qu'une série progressive de révolutions toujours victorieuses.

Au milieu de ces désordres inouïs, les essais,

Digitized by Google

les tâtonnements, les illusions de l'autorité sont un des plus singuliers spectacles qu'ait donnés l'Europe; parmi tant d'expériences qui ne doivent pas être perdues, la conduite du pouvoir à Vienne, du 13 mars à la fin d'octobre, est certainement une des plus étranges et des plus instructives. Les documents commencent à abonder sur ce point. Révolutionnaires, libéraux, hauts fonctionnaires de l'État, tous ont contribué, par leurs souvenirs personnels, à mettre en lumière l'incertitude profonde des conseils supérieurs. L'auteur de *la Genèse de la Révolution* a éclairé plus que personne cette terrible époque. Après avoir loyalement signalé les vices de l'ancien régime, il soumet à une critique intelligente et ferme tous les actes du pouvoir pendant cette période de dissolution et de ruine. Ce n'est pas une œuvre de rancune : nulle passion haineuse n'enflamme l'auteur; il ne formule point d'accusation contre les hommes; il note seulement avec une tristesse sentie les fautes désastreuses qui furent alors commises, il signale chaque défaite de l'autorité, il dévoile les causes de cet abaissement continu, et cette calme exposition des faits répand sur le tableau une désolante lumière. Il est désormais hors de doute que le ministère Pillersdorf, continuant par son optimisme la quiétude d'autrefois, entretenait l'anarchie en voulant faire le bien, et que, sans l'inertie du

Digitized by Google

pouvoir, la patente constitutionnelle du 15 mars, cette victoire inespérée et plus que suffisante, à coup sûr, pour les besoins démocratiques du pays, n'eût pas fait place à la dictature d'une démagogie aveugle. Ce qu'on faisait ici par ostentation théâtrale, on le faisait à Vienne avec la complaisante paresse du caractère autrichien; on avait l'air de jouer avec la révolution. Ici, on montait sur des tréteaux, on organisait des mascarades, bulletins et discours ministériels pindarisaient à l'envi pour cacher l'incapacité des gouvernants; là-bas, de la meilleure foi du monde, on s'abstenait, et quand la position était si belle, quand le gouvernement constitutionnel pouvait si facilement établir ses bases, on faisait bénévolement mille avances à la révolution démagogique. La fuite de l'empereur Ferdinand au 17 mai, la nomination de l'archiduc Jean à une sorte de gouvernement intérimaire, le pouvoir divisé entre le ministère et l'archiduc, l'imperturbable confiance de M. de Pillersdorf, les priviléges inouïs accordés aux clubs, qu'est-ce que tout cela, sinon des invitations à l'anarchie? L'anarchie y répondit, et l'issue fut sanglante; depuis le ministère Pillersdorf jusqu'aux journées d'octobre, la société autrichienne roule sur une pente qui devait aboutir aux abîmes ou aux répressions sans pitié.

Malgré le désir qu'il avait de trouver quelque

Digitized by Google

part un simulacre de résistance intelligente, malgré le soin qu'il met à la chercher, l'auteur de *la Genèse de la Révolution* est obligé de déclarer avec tristesse que l'armée seule a fait son devoir. La première défaite de l'esprit révolutionnaire à Vienne, c'est la prise de la ville par le prince Windischgraetz. Au milieu de ces désordres de l'Autriche centrale, si les provinces, abusées par les tribuns, ne se sont pas détachées de l'empire, c'est à la force militaire, là comme partout, qu'il faut rapporter ce résultat. Vaincue à Vienne le 31 octobre seulement, la révolution avait été écrasée le 14 juin dans la capitale de la Bohème. Le bombardement de Prague est même la première grande victoire remportée en Europe sur la démagogie; c'est la première fois que la révolution de 1848 a senti sur sa poitrine la pointe de l'épée vengeresse. Le secours de l'esprit militaire ne suffisait pas cependant au salut de cette monarchie environnée d'embûches; le jour où l'empereur Ferdinand, bien que dans la force de l'âge, abandonna la couronne à son neveu, il confessa hautement que les anciennes voies ne pouvaient plus être suivies, et tous les esprits sensés purent espérer que la politique entrerait dans une période nouvelle. Ainsi, trois faits principaux, correspondant à trois phases très-distinctes de cette histoire, résument la situation de l'Autriche: d'abord, cette

Digitized by Google

société engourdie est brusquement secouée et mise dans la nécessité d'agir ; puis, au milieu des tâtonnements du pouvoir, c'est l'esprit militaire qui sauve la monarchie ; enfin, après le mois d'octobre, les vieilles habitudes paraissent abandonnées, l'ancienne administration abdique avec l'empereur Ferdinand, et un ministère se forme, qui, aspirant désormais à gouverner, poursuit à ses risques et périls une solution quelconque des problèmes publics.

Ce livre, *la Genèse de la Révolution*, est un symptôme important : il représente le réveil de la conscience générale en Autriche ; il renferme les confessions, les regrets, et finalement l'abdication du vieil esprit qui administrait cet empire avec une si funeste insouciance. Ce vieil esprit abdique en se transformant ; il s'incline devant les nécessités nouvelles, et se rattache sans hésitation au gouvernement constitutionnel. Il y a aussi en Autriche tout un parti qui suit la même direction : bien que dévoués par habitude et par amour de l'ordre au régime qui a disparu le 13 mars, une foule d'esprits intelligents et graves ont compris, à la lueur sinistre des révolutions, que les conditions de l'ordre ont désormais changé. Ils apportent, comme l'écrivain dont nous parlons, un concours loyal, une adhésion sérieuse et réfléchie au gouvernement qui se forme. Seulement, et c'est

Digitized by Google

bien leur droit, à ce concours qu'ils ne refusent pas, ils ont la prétention de mettre un prix élevé; ils veulent surveiller le régime nouveau, le soumettre à une critique décidée et droite, lui demander compte de ses fautes, créer enfin ce parti conservateur, ce parti d'une résistance, non pas hostile, mais bienveillante et sage, qui est indispensable à la pleine exécution du régime parlementaire.

L'auteur de *la Genèse de la Révolution*, en examinant avec une haute et impartiale raison la conduite du ministère Pillersdorf, a donné un exemple doublement salutaire; il a maintenu sa complète indépendance, tout en se résignant avec sincérité aux transformations de l'État. Cette résolution si nette, cet amour si décidé du vrai, cette absence de toute récrimination passionnée chez un des chefs du parti vaincu, attestent les dispositions austères de la pensée publique. *Errando discimus:* cette formule stoïque inscrite à la première page de son livre n'est pas une formule vaine; elle remplit tout l'ouvrage et lui donne une vie singulière. Comme un esprit abusé qui revient au sentiment des choses réelles, l'auteur est impatient de pénétrer les causes et le caractère des catastrophes récentes. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui ont fait tout le mal; ils ont eu des auxiliaires qui ne s'en doutaient pas. Voilà ce qu'il faut oser dire, et, en effet, le publi-

Digitized by Google

ciste anonyme répète comme une sentence le vers d'Horace :

Iliacos intra muros peccatur et extra.

Il est manifeste, enfin, qu'une seule inspiration l'anime : le désir de bien comprendre la situation présente, l'intention de se soumettre en bon citoyen aux nécessités impérieuses, sans renoncer à son libre arbitre. N'est-ce pas là un fait digne de remarque chez le représentant d'un parti qu'une longue habitude du pouvoir absolu devait rendre sourd à tous les bruits du siècle? Et ne voit-on pas là une vivante image de cette régénération de tout un pays?

Il serait curieux, en vérité, que l'ancienne opposition libérale allemande eût moins bien profité de l'enseignement de 1848 que l'absolutisme lui-même. Cette opposition était généreuse et honnête; mais avait-elle un sentiment vrai de ce qui manque à l'Allemagne du midi? L'évènement a prouvé le contraire. Elle adressait au gouvernement autrichien maints reproches qu'elle méritait autant que lui. Elle l'accusait de ne pas connaître le pays, de ne pas tenir compte des progrès du siècle, d'ajourner toutes les questions, de prendre une sorte d'administration de ménage pour les devoirs sérieux de la politique. Or, que faisait-il, ce parti lui-même, lorsqu'il se payait de phrases sonores et

Digitized by Google

de je ne sais quelles aspirations confuses? La poésie a été long-temps l'organe de cette opposition, d'abord parce que la presse n'était pas affranchie, et surtout parce que les désirs du libéralisme, trop indécis pour inspirer un publiciste, trop vagues pour subir l'épreuve du grand jour, couraient beaucoup moins de risques à se traduire dans la langue des rêveurs. C'était M. Nicolas Lenau, imagination ardente, esprit tourmenté, qui ressentait comme une injure présente les vieilles iniquités du moyen-âge et célébrait avec un sombre enthousiasme les révoltés ou les martyrs de la pensée, Savonarole et Joachim de Flores. C'était l'aimable et sympathique chantre de la Bohème, M. Maurice Hartmann. C'était surtout le chef de la poésie politique en Allemagne, M. le comte d'Auersperg, plus connu sous le pseudonyme d'Anastasius Grün. M. d'Auersperg était l'honneur de la poésie allemande et du libéralisme autrichien. Ses *Promenades d'un Poète viennois*, publiées il y a vingt ans environ, avaient donné un ébranlement salutaire aux intelligences, et tous les ouvrages qui ont suivi ce premier recueil, particulièrement *le Dernier Chevalier* et *le Niebelung en frac*, étaient comme des évènements politiques dans cette somnolente société. Quelle que fût cependant la sereine élévation de sa pensée, on peut se demander aujourd'hui si M. le comte d'Auersperg avait bien compris le

Digitized by Google

rôle auquel il aspirait. Lui-même, n'en doutons pas, éclairé par tant de crises inattendues, il dut se dire plus d'une fois que l'idéal chanté dans ses poèmes n'était pas le but véritable où son pays devait tendre. Quel était donc cet idéal proposé à l'Autriche avec une si charmante poésie? Toujours le gouvernement paternel, toujours ces rêveries d'une société patriarcale, exploitées dans l'Allemagne du nord par un esprit tout différent, de telle sorte que le piétisme de Berlin et le libéralisme de Vienne semblaient se confondre dans la même chimère. Il y a autre chose à faire aujourd'hui que de prolonger ces rêves enfantins. La prédication libérale en Autriche, avant 1848, n'était pas moins éloignée du but que le gouvernement lui-même; elle tournait dans le même cercle, elle se berçait des mêmes songes: ministère et opposition libérale, tout désormais doit changer de terrain, tout ce qui veut mettre la main aux affaires de ce pays est tenu de s'engager résolûment dans les voies laborieuses ouvertes pour long-temps encore à la monarchie des Habsbourg.

Je ne sais si l'on doit espérer un tel progrès de l'ancienne opposition, de celle-là du moins qui confiait à des poètes l'expression de ses rancunes ou de ses songes. Il y a une inspiration fort commode pour la poésie politique: on chante vaguement les réformes, la liberté, les droits du peuple,

Digitized by Google

et si l'on possède une certaine facilité d'enthousiasme, si l'on manie habilement une langue souple et sonore, on recueille sans peine les applaudissements de la foule. Cependant une crise peut éclater; ces droits invoqués si haut, on les possède enfin. Quel usage en fera-t-on? Quel parti va-t-on prendre au milieu des secousses de la patrie? Rêves et métaphores ne suffisent plus; il faut penser, il faut agir : c'est alors que le poète politique est singulièrement embarrassé. Combien il aimerait mieux cet ancien régime qui lui fournissait de si beaux poèmes! Comme il se serait accommodé de l'attaquer éternellement, de lui adresser sans fin de banales remontrances! Et que le triomphe arrive mal-à-propos! Il s'était fait un lit commode au sein d'une opposition à la fois paresseuse et fêtée ; maintenant les révolutions lui imposent d'autres habitudes, et, sans respect de sa gloire, le contraignent à se montrer sérieux. O désolation! toute la société se transforme, tous les esprits se redressent; pour conserver sa place, le voilà obligé, lui aussi, de devenir autre chose qu'un grand enfant occupé de futilités prétentieuses. Bien des poètes assurément ont dû éprouver ces plaisantes angoisses, puisque le plus habile et le plus honoré d'entre eux, M. le comte d'Auersperg, vient de publier un poème conçu manifestement avant les révolutions de 1848, et que

Digitized by Google

ces révolutions auraient dû supprimer. Il y a deux choses très-distinctes dans ce poème, comme dans tous les ouvrages de M. d'Auersperg : d'un côté, l'éclat de l'imagination et de l'art ; de l'autre, le fond même de la pensée, l'intention secrète qui se retrouve toujours sous les caprices de l'écrivain. A la fois poète et homme de parti, M. d'Auersperg n'a jamais permis à ces croyances politiques de gêner les inventions de sa fantaisie ; il est artiste avant toute chose. Or, si l'on doit louer dans ces pages étincelantes tout ce qui est imagination pure, il n'est plus possible, après les cruelles épreuves qu'on vient de subir, de dissimuler les graves méprises du publiciste.

Qu'est-ce donc que ce poème, *le Curé de Kahlenberg* [1] ? Le héros de l'auteur est une des plus bizarres figures du moyen-âge. Rappelez-vous un de ces compères sans souci dont les incartades attestent la familiarité des vieux siècles ; ajoutez au type ordinaire ce qui est particulier à l'Allemagne du sud, la dévotion, le bon sens et le cynisme marchant de front ; composez enfin de tout cela une verte nature, chez qui la jovialité la plus sensée s'épanouit en des extravagances sans nombre : voilà le personnage dont M. d'Auersperg a voulu transformer la légende. Ce Rabelais viennois, assurent les chroniques, vivait au commencement

[1] *Pfuff von Kahlenberg*, von Anastasius Grün. Leipsick, 1850.

Digitized by Google

du XIVe siècle, et les souvenirs de sa gaîté, la tradition de ses folies conservée de bouche en bouche ou consacrée dans des fabliaux, en ont fait un des personnages les plus populaires de l'ancienne Autriche. Son nom était Wigand. Le burlesque et audacieux fondateur de l'abbaye de Thélème n'est connu en France que des lettrés; le curé Wigand est en Autriche un masque aussi bien venu de la foule que des artistes, sa biographie n'a pas de secrets pour le peuple de Vienne. On sait combien le moyen-âge, à côté des figures les plus saintement sublimes, a produit de ces grotesques héros; l'Autriche fournirait une liste nombreuse à ce catalogue, et le curé de Kahlenberg n'est pas le seul Viennois, il s'en faut bien, qui se présente avec ces bruyants grelots devant la postérité. Il y a deux noms inséparables du sien, le duc Otto et le poète Nithard. Le duc Otto, que l'histoire a surnommé Otto-le-Joyeux, était l'ami du curé de Kahlenberg; le poète Nithard n'a vécu que cent ans après, mais la légende a brouillé les dates, et ces trois personnages ne composent qu'un seul groupe dans l'imagination du peuple. M. d'Auersperg n'a pas voulu être plus exact que la légende : le poète Nithard, le duc Otto, le curé Wigand forment, dans cette partition, un trio étincelant de bouffonnerie et de verve. Seulement, cette bouffonnerie et cette verve sont-elles bien à leur place? Si l'auteur

Digitized by Google

a voulu faire une peinture railleuse du présent, ses héros, sous leur masque puéril, ne ressemblent-ils pas à des revenants d'un autre siècle? Si ce sont des conseils qu'il donne à l'État sous les voiles prétentieux du symbole, ces conseils sont-ils dignes de la gravité des circonstances et de la virile énergie de l'esprit nouveau? Le conseiller est-il lui-même dans le droit chemin? Le rêveur pantagruéliste est-il bien sûr de ne pas être dépaysé depuis tantôt trois ans? J'ai grandement peur que M. d'Auersperg, malgré la distinction de son talent, ne soit resté le même quand tout le monde a changé.

Voyez d'abord comment il comprend le rôle du poète, car c'est au poète Nithard qu'est consacré le premier livre de la trilogie. Nithard, dont on montre encore le tombeau dans l'église Saint-Étienne de Vienne, était le chanteur de l'aristocratie, et c'est surtout par ses querelles avec les paysans qu'il s'est rendu célèbre. Son grand plaisir, dit-on, était de jouer force tours aux crédules populations des campagnes; de là, entre le trouvère et les manants toute une guerre burlesque. Le chant intitulé *Guerre des Paysans* nous montre la lutte ouverte; les paysans et le poète sont aux prises, et l'avantage, comme on pense, est du côté de l'esprit et de la ruse. Le poète Nithard, profitant de la crédulité de ses ennemis, leur inspire

Digitized by Google

des folies singulières. A ceux-ci il annonce que l'ère du paradis terrestre va s'ouvrir, il leur persuade de quitter leurs vêtements, et les entraîne sur ses pas, aux sons de ses cantiques, dans le costume d'Adam avant la chute ; à ceux-là il prêche la pénitence avec des paroles si persuasives, avec de si effrayantes images, que ces bonnes gens s'empressent de se flageller eux-mêmes jusqu'au sang ; il y en a d'autres qu'il affuble de robes noires pendant leur sommeil, et moines, flagellants, adamites, promènent par les campagnes, à la grande joie de Nithard et de ses compagnons, la plus étrange mascarade qu'on puisse voir. Tout cela est raconté avec grâce, avec esprit, nous le voulons bien ; mais, encore une fois, cette grâce et cet esprit ne touchent-ils pas de bien près à la frivolité?

Le second chant, intitulé *Otto*, nous transporte heureusement sur un théâtre bien différent : le duc d'Autriche, Albert-le-Sage, a chargé le duc Otto, son frère, d'aller recevoir le serment de fidélité de ses vassaux de Carinthie. Tel est le vieil usage, tel est le vieux droit : ce n'est pas la Carinthie qui doit envoyer ses représentants à Vienne, c'est le duc d'Autriche qui est tenu de venir lui-même recevoir la couronne et le serment de vasselage. Le duc Otto est parti, accompagné du poète et du curé. Le voici dans les montagnes, devisant avec ses deux amis, abrégeant la route par maintes confa-

Digitized by Google

bulations pantagruéliques ; mais insensiblement la majesté des Alpes, la religieuse beauté des forêts et des solitudes, ouvrent l'âme du joyeux duc à de plus hautes pensées. Son éducation royale se fait au milieu des fortes populations de la montagne, en présence d'une vierge et magnifique nature.

C'est le curé Wigand qui a les honneurs du troisième livre, et ici la fantaisie vient encore se substituer à l'inspiration sérieuse. Nous sommes revenus à Vienne ; Otto gouverne l'Autriche ; Nithard continue de chanter le printemps, et Wigand est installé dans son presbytère de Kahlenberg ; ce presbytère, c'est proprement une abbaye de Thélème, et le curé Wigand ressemble fort au frère Jean des Entomeures. Les architectes du moyen-âge ne craignaient pas d'introduire les plus audacieuses bouffonneries dans leurs saintes constructions gothiques ; on ne s'étonnera pas que le curé de Kahlenberg ait consacré son église par des repas et des danses d'une bonhomie burlesque. Il y a des instants où l'église tout entière semble se conformer à la pensée du joyeux personnage ; les statues font des grimaces, les figures des vitraux éclatent de rire ; c'est toute une ronde extravagante. Le curé de Kahlenberg finit cependant comme le poète Nithard et comme le duc Otto : il devient grave, les pensées sérieuses se dégagent de la folie qui les recouvre, et le brave

Digitized by Google

homme écrit le journal de ses méditations. La dernière scène nous représente les trois amis, le duc, le poète et le curé, dans le presbytère de Kahlenberg. Le verre en main, animés par *la dive bouteille*, animés surtout par le feu des saillies qui se croisent, les vieux compagnons dissertent sur la vie humaine. Le résumé de cette philosophie, c'est une ardente improvisation du curé, un hymne au droit éternel, ou plutôt c'est une dernière explosion de bouffonnerie et d'enthousiasme; il y a comme des éclairs inattendus au sein de cette bizarre obscurité; on aperçoit comme des flammes soudaines au milieu des fumées de l'ivresse!

Si ce temps-ci pouvait s'accommoder de choses frivoles, si nous avions encore les loisirs qui ont vu naître la puérile école de l'art pour l'art, je dirais que le mérite de ce poème est surtout dans la forme, dans l'éclat un peu maniéré du style, dans les élégantes richesses des détails. Pour la conception même, quel jugement en porter? Quelle est au milieu de ces capricieuses arabesques la véritable pensée de l'écrivain? M. le comte d'Auersperg dédie son livre à M. Nicolas Lenau, à ce noble poète dont la raison s'était voilée il y a plusieurs années déjà, et que l'Allemagne vient de perdre; il lui dit :

« Bien que ta bannière fût d'un noir sombre et la mienne couleur de rose, elles ne marchaient pas dans des

Digitized by Google

rangs contraires. Toutes deux elles s'inclinaient devant la Liberté, qui avait filé leur tissu.

» Nous suivions ses traces jusque dans les sombres ravins du passé, toi à travers les sanglantes batailles de l'esprit, et moi par des sentiers plus heureux.

» Tu la voyais s'approcher comme sur un pont de glaives entre-croisés avec rage, et par des portes tendues de deuil; moi, c'était le printemps qui me montrait sa route dans le pré, dans la forêt, sur la croupe des montagnes.

» Tout-à-coup la voilà qui paraît radieuse au milieu de nous; la voilà pure, magnifique, aussi puissante que l'ouragan, aussi douce et aussi riche d'espérances qu'un rayon de soleil printanier.

» Oh! qu'il était doux de la voir! Oh! quel charme de la reconnaître! Une seule chose me causait une poignante douleur: cette divine image, tu n'as pu la contempler; le voile épais de la maladie avait éteint ton regard.

» ..... Mais la semence du bien fut emportée par les flots. Des flammes furieuses incendièrent le monde. O courte journée où la Liberté s'est montrée pure! Une journée, ai-je dit? ah! quelques minutes à peine.

» Le singe stupide toucha à l'œuvre divine, il prit notre bannière et nos cris de ralliement; la bêtise humaine s'écria: Et moi aussi, je suis libre! Le crime s'empara des armes saintes.

» Alors, pénétrée de dégoût, la Liberté s'enfuit de ces lieux abominables. Oh! puissent un jour les enfants de nos enfants retrouver ses traces disparues!

» Toi du moins, au fond de ta nuit sombre, tu as emporté son image grande, pure, complète. Nous, hélas! à côté de l'éclatante figure, nous apercevons toujours, enchaînée à ses pas, cette odieuse et grimaçante vision. »

Digitized by Google

Voilà, certes, de nobles paroles, voilà une douleur sincèrement sentie; M. d'Auersperg comprend que les révolutions démagogiques de 1848 ont été partout la ruine de la liberté et du progrès. Ce n'est pas assez pourtant de détester le désordre : que veut le poète? A quelle école de philosophie, à quel système de politique appartient son œuvre? Ces trois chants contiennent tout un ensemble d'idées sur l'art, le gouvernement et la religion; le poète Nithard, le duc Otto, le curé Wigand, expriment chacun l'opinion de M. d'Auersperg sur ces grands sujets, et la façon dont il les considère soulèverait assurément plus d'une objection sérieuse. Je résumerai tous les reproches dans un seul.

La pensée fondamentale, la pensée qu'on retrouve à chaque page de ce livre, c'est une interprétation absolument fausse de l'idée de gouvernement, c'est une politique indécise et funeste dont les dangers ne sont aujourd'hui que trop clairement démontrés. M. d'Auersperg semble persuadé qu'il n'y a pas de gouvernement meilleur que le gouvernement patriarcal. Dans ce poème comme dans ses productions antérieures, il aime à représenter des rois, des princes, des hommes destinés au commandement, et les vertus qu'il donne à ses héros, les modèles qu'il leur propose, ce sont toujours les vertus propres à la famille, et non les

Digitized by Google

qualités plus fortes, la science plus compliquée et plus haute qui est indispensable à la conduite des États. L'idéal de M. d'Auersperg, c'est un prince comme ce bon duc de Mersebourg qu'il a célébré dans *le Niebelung en frac*, c'est surtout ce joyeux duc Otto dont *le Curé de Kahlenberg* nous a tracé l'image. Quand Béranger chantait le roi d'Yvetot, il écrivait une satire ; les princes et ducs de M. d'Auersperg sont des rois d'Yvetot pris au sérieux. Bonnes gens, natures fades, intelligences sans prétentions et sans soucis, ces innocents pasteurs des peuples ressembleraient, sauf l'éclat de la poésie, aux bergers des idylles. Écartez ces ornements où brille un travail si précieux, enlevez aux héros leur costume et le paysage où ils vivent, que restera-t-il de la création du poète? Quelques personnages de Fontenelle. En défigurant ainsi l'idée de gouvernement, on est bientôt conduit à défigurer la religion. Tout cela se tient : le caractère sérieux et profond de l'État moderne étant si étrangement méconnu, la hauteur des institutions religieuses disparaît par l'application du même système. Que le moment est bien choisi, en vérité, pour recommander à l'Autriche la littérature enfantine du poète Nithard, le régime pastoral du duc Otto et la religion avinée du curé de Kahlenberg ! Quel merveilleux à-propos ! quel sentiment du présent et de l'avenir ! Et comment ne pas

Digitized by Google

reconnaître là l'influence de cette vieille opposition qui énervait les esprits en leur procurant de trop faciles triomphes? Si M. d'Auersperg se fût réveillé comme tant d'autres, il eût condamné ce poème à l'oubli; s'il veut conserver sa place dans l'opinion, il faut qu'il renouvelle sa pensée par des œuvres viriles : le temps des banalités prétentieuses ne reviendra pas. Force est bien pour l'artiste le plus habile de suivre son temps, de marcher du même pas que la pensée de tous; la satire ou la peinture du XIXe siècle exige autre chose que les grâces maniérées de l'idylle ou les confuses bouffonneries de Pantagruel.

Quelques poètes l'ont bien senti; il est vrai que ceux-là n'appartenaient pas à l'ancienne opposition viennoise, et qu'ils n'avaient pas l'habitude de ces succès de parti si funestes à la fermeté de l'intelligence. Oui, parmi ces natures souvent creuses et sonores qui sont devenues partout ailleurs l'écho d'un siècle désordonné, parmi ces mobiles esprits qui croient mener le monde, tandis que le vent et la vanité les conduisent, il s'est trouvé en Autriche des poètes qui ont maintenu la dignité de leur mission. Ce qui caractérise presque par toute l'Europe la poésie du XIXe siècle, c'est l'éclat, la fantaisie, maintes choses brillantes et puériles; ce n'est jamais une seule de ces vertus simples et fortes, jamais une de ces qualités viriles qui ont

Digitized by Google

fait la grandeur et l'autorité des vrais poètes dans les époques sévères. De là ces infatuations risibles, ces palinodies effrontées, toutes ces incartades grotesques dont la France particulièrement a donné le spectacle à l'Europe ébahie. Rien de semblable en Autriche; les poètes éminents de ce pays, ceux qui, par le succès de leurs œuvres et le retentissement de leur nom, étaient le plus exposés aux niaises ivresses de l'orgueil, n'ont pas oublié un seul jour le respect d'eux-mêmes. Ils n'ont emprunté qu'une seule chose à la révolution, une inspiration plus décidée et de plus mâles allures. Ces doux et paresseux rêveurs, ces artistes trop insouciants qui redoutaient comme une souillure le moindre contact avec les choses réelles, on les a vus tout-à-coup se jeter dans la mêlée et faire entendre, au milieu du sifflement des balles, des accents inattendus.

Écoutez Grillparzer et Zedlitz ! Ce sont deux vieillards, deux têtes blanchies par l'âge, et personne n'a ressenti avec une émotion plus juvénile, personne n'a plus intrépidement exprimé l'horreur de la démagogie. Le premier est un sage harmonieux qui avait consacré plus d'une fois en des drames touchants et purs la sereine élévation de sa pensée; le second est une imagination brillante, qui suivait dans les forêts enchantées les traces d'Ariel et de Titania. On reprochait à l'un sa gra-

Digitized by Google

vité un peu froide, à l'autre l'élégance affectée et les subtiles recherches de son langage. Au premier bruit de l'émeute, Grillparzer et Zedlitz prennent en main l'héroïque lyre de Max de Schenkendorf et de Théodore Koerner, la lyre qui chantait les combats, l'honneur et la patrie allemande. Les campagnes d'Italie et de Hongrie ont eu leurs poètes, et il y avait quelque courage en 1848, en face des factions soulevées, à célébrer dans une cause si ingrate le patriotisme et le respect du drapeau. Certes, pendant cette douloureuse guerre du Piémont, tandis que les démagogues de Rome, de Florence et de Milan, toujours prêts à l'émeute et à l'assassinat, évitaient si prudemment les champs de bataille, nos sympathies étaient pour les seuls champions que la liberté constitutionnelle ait trouvés à leur poste : nous suivions avec anxiété à Curtatone, à Vicence, à Peschiera et à Novarre le roi Charles-Albert et sa vaillante armée. Rien n'est plus facile pourtant que d'honorer un loyal adversaire; nous n'avons pas gardé rancune à nos ennemis de 1813, à ces ardents poètes qui soulevaient contre nous toute l'Allemagne et qui ébranlaient à Leipsick la fortune de l'Empereur : comment refuser notre estime à ceux qui, en 1848, défendaient ou chantaient le drapeau de leur patrie? Ce qui me frappe surtout ici, c'est la franchise intrépide de ces écrivains, c'est ce premier

Digitized by Google

mouvement qui les pousse sans hésitation et sans peur sous la bannière qu'ils doivent suivre. Toutes les idées étaient brouillées, tous les sentiments pervertis par les tartufes de la démagogie; patrie, fidélité, honneur, ces mots sacrés étaient flétris par les tribuns, et nombre d'esprits honnêtes ne savaient où trouver leur voie au milieu des ténèbres que tant de sophismes épaississaient autour d'eux. Ceux-ci n'ont pas éprouvé de doute; ils ont obéi à la sûre voix de l'instinct, ils ont suivi ces sentiments primordiaux auxquels il faut toujours revenir dans des temps comme les nôtres, où il y a des systèmes pour absoudre chaque passion mauvaise, des mensonges pour glorifier toutes les lâchetés. De là les saines inspirations des œuvres que je signale, de là ce ferme accent de vérité, mérite original assurément au milieu de l'hypocrisie universelle.

M. de Zedlitz a recueilli ses vers dans deux petits volumes qu'il a intitulés *le Livre des Soldats*[1]. Le premier est consacré à l'armée d'Italie, le second aux adversaires des Magyars. Quand cette publication fut annoncée, il y a quelques mois, on pouvait craindre que l'auteur ne se fût associé aux vengeances dont le sentiment public en Europe fut alors si douloureusement ému. Il n'en est rien; ce n'est pas après la victoire, ce n'est pas

[1] *Soldaten-Buchlein*, von H. von Zedlitz. 2 B. Vienne, 1849-1850.

Digitized by Google

à l'heure des répressions cruelles que M. de Zedlitz s'est senti inspiré; ses strophes ont reçu le baptême du feu, elles ont été dictées par les évènements, et elles accompagnaient l'armée sur les champs de bataille. *Le Livre des Soldats* doit même à cette circonstance le caractère particulier dont il est empreint; il est si bien né sous les batteries italiennes, qu'il reproduit fidèlement toutes les pensées, toutes les ardeurs. pourquoi le taire enfin? toutes les passions souvent injustes qui enflammaient les Autrichiens. Dans un brillant récit sur la guerre de Hongrie [1], M. de Pimodan confesse avec une grâce militaire certains mouvements de fureur, certaines explosions de ressentiment que sa générosité réprima aussitôt; M. de Zedlitz ne réprime rien, il s'abandonne sans scrupule à toutes les violences de la lutte. Tantôt il frappe l'ennemi, tantôt il lui prodigue l'outrage. Le bruit de la fusillade éclate dans ses vers. Ses malédictions et ses cris de joie, ses emportements ou ses sarcasmes respirent l'ardente ivresse de la poudre. Qu'il exalte les chasseurs tyroliens, ou qu'il accable de railleries amères la princesse de Belgiojoso et les amazones de Brescia, toujours la même passion l'emporte, toujours le poète est là,

[1] Voy. *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1850. *Souvenirs et scènes de la guerre d'Italie sous le maréchal Radetzky*, par M. George de Pimodan.

Digitized by Google

ironique, hautain, impitoyable, armé de paroles de feu et d'invectives qui tuent. S'il dépasse trop souvent les limites permises, l'excuse est dans la nature même de son œuvre; son œuvre est un combat.

Faut-il encore une autre justification? N'oubliez pas le dégoût que produit chez les cœurs généreux le spectacle de la démagogie. Ce n'est pas seulement au nom de la patrie que M. de Zedlitz élève si fièrement la voix, c'est au nom de la liberté outragée, au nom de la civilisation éperdue. La liberté! il la voit, il l'invoque dans le camp même de Radetzky. Quand il songe aux héros de la démocratie romaine, le camp autrichien est pour lui le camp de la liberté, la sauvegarde du droit, non pas certes du droit local, national, mais du droit humain, de l'éternelle justice partout foulée aux pieds des sombres milices du mal. La dernière pièce du recueil, *les Soldats de la Liberté*, exprime naïvement cette croyance, trop justifiée, hélas! par les évènements de ces années démoniaques. « O sainte liberté! s'écrie le poète, celui-là doit bien t'aimer, qui ne t'a pas prise en haine en te voyant ainsi entourée de hordes sauvages, d'assassins couverts de sang et d'impudents coquins! C'est nous qui, les premiers, avons chassé les bandits; la divine statue de la liberté, c'est nous, prêtres de l'honneur, qui lui avons rendu son

Digitized by Google

éclat, c'est nous qui avons fait disparaître ses souillures sanglantes. Nous lui avons élevé un temple dont nos corps étaient les murailles, et sur les portes nous avons imprimé le sceau du droit éternel, du droit unique et commun à tous les hommes. »

Ces vers paraîtront étranges; on ne s'attendait pas à voir la liberté appelée en témoignage par le Tyrtée de l'armée autrichienne. Qu'on y songe bien cependant : le poète exprime avec résolution un sentiment qui n'est que trop vrai; il jette un cri qui a retenti au fond de bien des âmes, et qui éclairera pour l'historien cette désastreuse campagne. Entre l'armée de Radetzky et les révolutionnaires de Milan ou de Rome, si l'on demande de quel côté était la liberté, l'hésitation n'est pas possible; la liberté n'était ni à Rome ni à Milan. N'y avait-il pourtant que ces démagogues? Oublions-nous les Piémontais? Non, certes; mais telle est l'horreur de la démagogie, que son apparition seule évoque immédiatement la vengeance et que toutes les causes intermédiaires disparaissent dans ce conflit. La démagogie est condamnée à ruiner tout ce qu'elle touche. En France, elle s'est chargée un jour de nos libertés et de nos progrès, et jamais la liberté n'a dû faire de plus cruels sacrifices, jamais le mouvement progressif de notre pays n'a été plus violemment arrêté. En Italie, la

Digitized by Google

démagogie a pris sous sa protection la cause de l'indépendance italienne, et la cause de l'indépendance italienne est pour long-temps perdue. A ce point de vue, M. de Zedlitz n'a pas tort de le proclamer avec force; puisque ses frères d'armes combattaient contre la démagogie, ils combattaient pour la liberté et pour le droit éternel!

Le volume consacré à la Hongrie est d'une allure moins véhémente. La pensée est grave, attristée, les entraînements de la lutte ont disparu, et le triomphe, si cruellement acheté, est pour le poète une source d'inspirations douloureuses. On ne lira pas sans émotion une belle pièce intitulée *le Soldat et le Voyageur*. — Que fais-tu là? dit le voyageur. — J'élève, dit le soldat, un monument funéraire; je plante des cyprès sur la tombe des morts. — Pourquoi ces signes de deuil et non un trophée? — Ne parle point de trophée; ce sont nos frères dont les cadavres sont couchés dans ces sillons. — Ces frères nous ont trahis; éloigne cette pitié inopportune; sonnez, clairons, sonnez la victoire de la patrie! — Non, non, poursuis ta route, ô voyageur! et laisse-moi rassembler ces pierres en l'honneur de mes morts. Les joyeux clairons ne doivent pas sonner ici. J'aime ces vaillants Magyars, j'ai partagé leur gloire et leurs périls, je les ai vus mourir bravement et fidèlement. Jadis ils pouvaient marcher le front haut à côté de ce qu'il y a de

Digitized by Google

meilleur dans le monde. Où sont-ils maintenant? La honte est leur compagne.

« Pourtant, ce n'est pas là leur place! Malgré toutes leurs erreurs, malgré ce souffle de l'abîme qui leur a renversé le sens, ils briseront bientôt une alliance honteuse, ils redeviendront pareils à leurs glorieux ancêtres. N'as-tu jamais vu bondir un cheval quand il est fouetté par les frêlons, quand l'insecte lui enfonce dans les oreilles, dans les naseaux, son dard empoisonné? N'as-tu jamais vu le taureau, piqué par le taon, rugir, et de sa corne puissante fouiller la terre avec rage? Chassez l'insecte qui le blesse, toute cette fureur est bientôt calmée. Ce peuple est bon, mais malédiction et ruine éternelle à ceux qui excitaient sa folle colère et qui l'ont abandonné quand l'heure de la mort est venue! Élevez une colonne, un monument de honte, qui, du haut des cimes nuageuses des Carpathes, regarde au loin les vastes plaines où le sang coule par ruisseaux. Inscrivez-y en lettres gigantesques les noms des pâles coquins qui ont abusé ce peuple, qui l'ont précipité dans la misère et qui ont pris la fuite, oui, les noms de ces ravageurs de villes, de ces hyènes affamées, de tous ceux qui de ces populations heureuses ont tiré du sang et des larmes comme on tire du vin d'une tonne pleine, de ceux qui n'ont su tenir ni l'épée ni le fusil, et qui fuyaient le champ de bataille de toute la vitesse des chevaux, pendant que leurs dupes tombaient vaillamment, la face ensanglantée! Inscrivez-les tous! Comme le récit d'une grande action va de bouche en bouche à travers les âges, que la malédiction de leurs enfants accompagne leurs noms dans tous les siècles à venir! Chaque fois que la tempête ébranlera les montagnes, la tempête les réveillera en secouant leurs cercueils, elle traduira leurs ossements devant le tribunal,

Digitized by Google

et l'histoire saura la vérité; mais ceux qui n'ont fait que céder aux excitations, une même tombe doit les réunir à nos morts. — Et ceux qui vivent? Eh bien! voici notre main, pardonnons-leur. S'ils reviennent à nous, oublions leur courte honte, ne songeons qu'à leurs longues années de gloire. »

L'invective, comme on voit, tient au moins autant de place que la pitié dans ces poésies de M. de Zedlitz, et elle y prend souvent une grandeur singulière; l'assassinat du comte Lamberg sur le pont de Pesth devait aussi évoquer chez le poète des paroles et des images vengeresses; soyez sûr qu'il n'a pas manqué à sa tâche. Il n'y a pas manqué non plus lorsqu'à la fin de son livre il dessine vigoureusement les portraits de tous les généraux autrichiens : Windischgraetz, Radetzky, Jellachich, Haynau, Schlick, Nugent, Welden, Hess, Schwarzenberg. C'est comme une salle des maréchaux où le jeune empereur François-Joseph Ier occupe la première place. M. de Zedlitz ne se soucie pas de savoir s'il y a dans cette liste des personnages impopulaires, si certains noms ne réveillent pas des souvenirs qu'il vaudrait mieux écarter. Sans jeter de défi à ses adversaires, il est décidé à ne rien sacrifier de ce qu'il pense. Il excelle surtout à mettre en relief les actions d'éclat, l'intrépidité aventureuse ou tranquille, l'héroïsme rehaussé par la noblesse des cheveux blancs; il y a de magnifiques portraits dans ses vers : ces deux vieillards,

Digitized by Google

par exemple, qu'il appelle les deux aigles; le maréchal-de-camp Berger, qui, après s'être battu contre nous à Leipsick à la tête d'un régiment hongrois, s'est vu forcé, trente-six ans plus tard, de sabrer les fils de ses vieux soldats, et le général Rukawina, qui, âgé de quatre-vingts ans, défendit si héroïquement Temeswar pendant trois mois et demi, et mourut de joie subitement quand il sut que le général Haynau venait de délivrer la ville. Voyez encore, dans la pièce intitulée *au Milieu des Tombeaux*, toute une nécropole peuplée de figures martiales : le baron de Geramb, si célèbre par sa brillante audace; le baron Boehm, frappé dans tout l'éclat de la jeunesse; le vieux colonel Puchner, marchant sur l'ennemi la pipe à la bouche; l'aumônier Roth, exécuté par les insurgés; chacun est placé dans cette galerie funèbre avec les couleurs éclatantes ou sombres qui lui conviennent. Que vous semble d'une telle poésie? N'atteste-t-elle pas une invincible ardeur de patriotisme? Il y a surtout, et c'est précisément ce que j'ai voulu signaler, il y a dans les vers de ce poète, jadis si gracieusement efféminé, une hardiesse, une netteté de résolution vraiment extraordinaire. Nul symptôme ne dit mieux, selon moi, quelle rude secousse a réveillé les esprits.

Si les guerres d'Italie et de Hongrie ont inspiré à la poésie autrichienne des œuvres d'un caractère

Digitized by Google

tout nouveau, les évènements de l'intérieur ont dû saisir aussi maintes intelligences et modifier profondément la physionomie des lettres. Quels enseignements dans cette année 1848! Quelle vive et impitoyable clarté sur la société tout entière! Les révolutions de 1848 se sont ressemblé partout; elles ont toutefois certaines variétés qui les distinguent, car le propre de ces explosions démagogiques a été de faire éclater dans chaque peuple le mauvais côté de sa nature. Pour ne parler que de l'Allemagne, la révolution, pédante et impie à Berlin, a montré à Vienne jusqu'où peut descendre la crédulité populaire. Aucun peuple ne s'est laissé plus niaisement tromper par les tribuns, aucun ne s'est livré avec plus de complaisance, et n'a donné les mains à de plus étranges mascarades. Ne lui a-t-on pas persuadé qu'il était tenu d'applaudir à la révolte des Slaves de Bohème et à l'insurrection féodale de l'aristocratie magyare? Une lutte est ouverte depuis longues années entre l'esprit allemand et ces différentes nationalités, qui veulent restaurer leurs vieilles traditions; on a fait croire aux Allemands de Vienne qu'ils devaient se réjouir des progrès de leurs adversaires, que l'affaiblissement de leur propre influence était pour eux le plus beau des triomphes! Bonne race, gens débonnaires, la frénésie démagogique n'a pas eu de peine à les pousser dans la rue et à leur mettre les mains

Digitized by Google

dans le sang ; cette bonté imbécile fournissait une matière commode aux entreprises des factieux.

Un poète distingué, M. Frédéric Halm, a été surtout frappé de ce caractère que présente la révolution viennoise, et il l'a exprimé en de beaux vers. M. Halm, comme M. de Zedlitz, vivait fort en dehors des évènements politiques et des questions sociales, avant que la révolution vînt briser le cercle où s'enfermait sa pensée. Sorti des rangs de la société aristocratique, M. Münch de Billinghausen (on sait que Halm est un pseudonyme) avait conquis une place brillante parmi les poètes de son pays; il reproduisait surtout, et c'était pour beaucoup d'esprits une des principales causes de son succès, il reproduisait avec une fidélité singulière les défauts et les grâces de la société viennoise. Imagination sérieuse et élevée, au lieu de développer les dons qu'il avait reçus, au lieu de fortifier son talent et d'agrandir son art, il s'était abandonné sans résistance à cette mollesse, à cette efféminatión intellectuelle qui était la marque de l'ancienne Autriche. Ses drames, remplis d'abord de qualités touchantes, tels que *Griseldis*, *le Fils du désert*, attestaient dans une progression continue cette victoire d'une société énervante sur l'âme indécise du jeune artiste. La révolution l'a relevé comme tant d'autres, et ce qui lui est apparu tout d'abord au milieu du désordre général, c'est

Digitized by Google

la prédominance de ce défaut qu'il avait partagé lui-même, c'est ce laisser-aller, cette sensiblerie du caractère viennois qui offre tant de prise aux excitations menteuses.

« Le diable, s'écrie le poète, n'est pas aussi inventif qu'il veut le paraître; il n'a pas, comme on le croit, mille tours dans sa gibecière; une seule ruse lui suffit avec la pauvre humanité. Cette ruse unique, la voici : elle consiste à séparer en nous la lumière et la chaleur. Tantôt il aiguise notre esprit, et cet esprit si bien aiguisé, cet esprit froid, rusé, subtil, que le cœur n'échauffe jamais, est d'autant plus ardent au mal; tantôt, au contraire, il éteint la lumière de l'intelligence et donne libre carrière aux puissances désordonnées de notre cœur: de là les incohérentes songeries et les utopies insensées. Méchanceté adroite! bonté stupide! lumière froide et flammes ténébreuses! voilà la ruine du monde. » Qu'en dites-vous? N'est-ce pas là le tableau le plus vrai des révolutions de 1848? N'est-ce pas là, en Allemagne, le Nord et le Midi, le pédantisme hégélien et la niaiserie viennoise? Et partout enfin, en Italie et en France, comme chez les peuples germaniques, qui ne reconnaîtra dans cette formule l'action désastreuse des meneurs et la béate confiance des masses, pauvres troupeaux hurlant dans les ténèbres? Il faut du moins que les dupes se ravisent, il faut que les esprits

Digitized by Google

endormis se réveillent, et l'on aime à entendre ces accents virils chez ceux qui se laissaient aller jadis à l'assoupissement général.

Le recueil des poésies [1] de M. Frédéric Halm contient des pièces gracieuses, des récits pleins d'élégance et d'art : pourquoi n'y trouve-t-on pas plus souvent la forte inspiration qui ose dénoncer le mal et le flétrir? Toutes les fois que M. Halm se mesure avec la Révolution, il est original ; des pensées plus hautes, de plus ardentes images viennent animer son style ; on sent qu'il est rempli alors d'émotions sérieuses, qu'il est aux prises, non pas avec les puériles fantaisies de son cerveau, mais avec les terribles apparitions de son temps. Or, s'il y a un devoir pressant à l'heure qu'il est, c'est de marcher vaillamment au milieu des systèmes, au milieu des mensonges de ce siècle troublé, et, comme le héros de Virgile au fond des enfers, d'écarter de l'épée tous les fantômes.

Cette résolution que nous révèlent, dans les lettres, l'ouvrage d'un publiciste dévoué naguère à l'ancien régime, les poésies militaires de deux écrivains occupés jadis de rêveries insouciantes, les inspirations même du timide et affectueux Frédéric Halm ; cette résolution vigoureuse qui semble le caractère nouveau de l'Autriche, puisque nous l'avons trouvée partout, excepté chez le

[1] *Gedichte*, von Fr. Halm. Stuttgard, 1850.

Digitized by Google

représentant attardé d'un parti qui n'est plus, elle éclate principalement chez les hommes qui ont reçu le dépôt de l'autorité après les évènements d'octobre 1848. Ce qui s'organise en ce moment dans l'empire autrichien, c'est quelque chose d'assez semblable à ce qu'était le gouvernement de 1830: c'est un pouvoir modéré, libéral, intelligent, et qui sera obligé de s'entendre avec les organes légaux de la nation. Après 1830, la lutte fut ardente entre le pouvoir et les agitateurs; mais la haute sagesse d'un souverain éminent veillait alors aux destinées de la France, et la royauté avait trouvé presque aussitôt les ministres dont elle avait besoin. En Autriche, au contraire, après le 13 mars 1848, il sembla que le pays était jeté au hasard dans le tourbillon révolutionnaire, jusqu'à ce que l'anarchie ramenât l'absolutisme. Heureusement ces craintes ne se réalisèrent pas. Le nouvel esprit de l'Autriche, cet esprit jeune, décidé, que les révolutions et les périls ont si promptement mûri, a suscité des représentants énergiques, lesquels, partis d'origines opposées et doués de qualités diverses, ont établi sur des bases durables le régime constitutionnel. Après les indécisions de M. de Kolowrath, après les faiblesses par trop naïves de M. de Pillersdorf, après les tentatives nécessairement impuissantes de MM. Dobblohf et Hornbostl, après tout ce tumulte enfin des six

Digitized by Google

mois révolutionnaires, on a vu tout-à-coup paraître un ministère intelligent et résolu, le premier qui ait relevé en Autriche, je ne dis pas tel ou tel système, mais l'idée même de gouvernement. C'est M. le prince de Schwarzenberg qui est l'âme de ce ministère, c'est lui qui a eu l'honneur d'imprimer cette direction féconde à son pays.

M. le prince de Schwarzenberg est un caractère élevé, une intelligence droite. Il appartenait, avant 1848, à ce parti qui ne prévoyait pas les catastrophes prochaines, mais qui, se redressant avec fierté sous le coup de la Révolution, a osé regarder le péril en face. Il était attaché à M. de Metternich et avait représenté sa politique à la cour de Russie. Quand la révolution de mars 1848 eut dévoilé les vices de l'ancien ordre de choses et fait connaître les obligations de l'Autriche régénérée, M. de Schwarzenberg comprit immédiatement la gravité de sa tâche. Esprit élégant et mondain, tout entier jusque-là aux devoirs spéciaux de ses fonctions et aux plaisirs d'une existence princière, il comprit qu'une vie nouvelle allait commencer pour ceux qui aspiraient à se rendre utiles. Les journaux et les pamphlets de la démocratie ont prétendu que M. de Schwarzenberg était, après les évènements de mars, le centre d'une réaction absolutiste : il était simplement l'âme d'un parti sérieux qui voulait connaître les devoirs et les intérêts nouveaux, et qui

Digitized by Google

espérait bien un jour, après cette préparation féconde, arracher la liberté constitutionnelle à la dictature des factieux. Son jour n'était pas venu: il attendait. C'est seulement après le 31 octobre que le rôle de M. de Schwarzenberg devenait possible. Désigné au choix de l'empereur par la vigueur de son attitude et ses facultés brillantes, il accepta la tâche dont il mesurait toutes les difficultés.

Le programme de M. de Schwarzenberg, lu à l'assemblée de Kremsier dans la séance du 27 novembre 1848, peut être considéré comme l'installation définitive de la monarchie constitutionnelle en Autriche. « Messieurs, disait le ministre aux députés de la Diète, lorsque la confiance de l'empereur nous a appelés au conseil de la couronne, nous n'ignorions pas les difficultés de notre mission, nous savions combien était grande notre responsabilité et vis-à-vis du trône et vis-à-vis du peuple. Nous avons à guérir les blessures du passé, à terminer les embarras du présent, à édifier dans un prochain avenir un nouvel ordre de choses. La conscience de notre loyale ardeur pour le salut de l'État, le bien du peuple et la liberté, l'assurance que votre concours ne nous manquera pas dans cette grande entreprise, nous ont décidés à mettre de côté toute considération personnelle, pour n'obéir qu'à notre patriotisme et à l'appel du monarque.... Nous voulons la monarchie constitu-

Digitized by Google

tionnelle loyalement et sans réserve. Nous voulons cette forme sociale dont l'essence et la base sont la puissance législative exercée en commun par le souverain et les corps représentants de l'Autriche. Nous voulons que ce gouvernement soit fondé sur l'égalité du droit et le libre développement de toutes les nationalités, comme sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi; nous le voulons garanti par la publicité dans toutes les branches de la vie sociale, nous le voulons appuyé sur la libre commune, sur la libre organisation des provinces dans toutes les affaires intérieures, et resserré par le lien commun d'une puissante centralisation. » Il était impossible d'indiquer avec une décision plus nette le but où marchait le ministère, et les applaudissements de la majorité accueillirent chacune de ces paroles. C'est dans ce même manifeste que M. de Schwarzenberg, jetant un défi aux constituants de Francfort et à la politique cauteleuse de la Prusse, maintenait avec vigueur l'intégrité de l'empire. On reconnaissait déjà l'homme résolu qui allait marcher d'un pas si ferme au milieu des embarras d'une monarchie en train de se refondre, et dont chaque Note devait faire reculer la vanité prussienne.

Les collaborateurs de M. de Schwarzenberg sont animés de son esprit. M. le comte Stadion, qu'une maladie douloureuse a éloigné du ministère, ap-

Digitized by Google

portait dans les conseils de la couronne le secours d'une volonté calme et d'une intelligence exercée aux affaires. Il y a surtout un homme qui représente au sein du pouvoir la profonde transformation de l'Autriche : c'est un ancien avocat de Vienne, M. le docteur Alexandre Bach, ministre de l'intérieur. M. Bach est le premier ministre important qui soit sorti du tiers-état. Avec lui, la bourgeoisie fait son avènement, de même que la noblesse, avec M. le prince de Schwarzenberg, se plie aux affaires sérieuses et s'incline devant l'État nouveau. M. Bach avait trente-quatre ans à peine lorsque le ministère de la justice lui fut confié par l'administration Dobblohf et Hornbostl. C'était le libéralisme qui l'avait porté au pouvoir ; il sut s'y maintenir par l'ascendant du talent et l'éclat des services rendus. Quand tous ses amis furent renversés par leur faiblesse ou leurs accointances démagogiques, M. Bach, après la prise de Vienne, rentra dans le ministère Schwarzenberg. Comment un esprit laborieux, éclairé, sachant ne désirer que les choses possibles, ne serait-il pas injurié par les impatients et les brouillons ? M. Bach fut accusé de trahison par ses anciens amis, par ceux-là même qui n'avaient rien pu, excepté pour le désordre, et qui auraient ramené le despotisme si leur influence eût duré plus long-temps ! Il avait renié la liberté, disait-on, parce qu'il avait tra-

Digitized by Google

vaillé sérieusement à l'asseoir, parce qu'il avait accompli des réformes durables, au lieu de bouleverser l'État et de ruiner le peuple ! Les excellentes modifications opérées dans l'ordre judiciaire, les garanties d'indépendance accordées aux tribunaux, la séparation de l'administration de la justice, toutes ces réformes si sérieuses, dont les démagogues ne se soucient guère, c'est M. Bach qui les a faites, sans bruit, sans fracas, avec la persévérance d'un esprit dévoué. Lorsque M. le comte Stadion s'est retiré des affaires, M. Alexandre Bach a pris sa place au ministère de l'intérieur, laissant à M. de Schmerling le soin de continuer son œuvre à la justice. Là, une nouvelle carrière s'ouvrait à son activité. La constitution du 4 mars 1849, préparée en grande partie par M. Stadion et M. Bach, promettait aux différentes parties de l'empire tout un ensemble de constitutions communales et provinciales. C'était la tâche du ministère tout entier, mais il était naturel que M. Bach y eût la plus grande part. Cette organisation de la monarchie autrichienne est le plus difficile, le plus hérissé de tous les problèmes que le jeune gouvernement constitutionnel pût être appelé à résoudre. Ce sera le principal titre du ministère Schwarzenberg d'y avoir consacré une attention si loyale et de si courageux efforts.

Pour une tâche aussi considérable, ce n'est pas

Digitized by Google

encore assez de toute l'intelligente activité du pouvoir, il faut chez les gouvernés beaucoup de bonne volonté et de patience. C'est seulement lorsque tous les états provinciaux auront été successivement organisés, que l'assemblée centrale de cette monarchie fédérative pourra se réunir, et que commencera l'application pleine et entière du système constitutionnel. En attendant, il n'y a pas lieu d'être étonné si de vagues inquiétudes s'éveillent çà et là dans la conscience du pays. A peine délivrée des liens de l'absolutisme, l'Autriche n'ose croire complètement à la transformation de ses destinées. Le fantôme du passé se dresse par instants devant elle, et il suffit parfois de la plus insignifiante aventure pour exciter de vives alarmes chez les meilleurs esprits. Qu'un officier, qu'un gentilhomme de la cour publie un pamphlet contre le régime constitutionnel, aussitôt cette boutade d'une rancune impuissante est signalée comme l'indice d'une trahison prochaine, comme la menace d'une révolution par en haut. C'est ce qui est arrivé tout récemment à propos des *Confessions d'un Soldat*, par M. le major Babarczy. Une brochure qui ne méritait que le dédain a acquis l'importance d'un évènement, tant est vive et jalouse la susceptibilité de l'esprit public ! Les journaux se sont émus, une polémique ardente s'est ouverte, et il a fallu une solennelle dis-

Digitized by Google

grâce du major Babarczy pour que l'opinion se rassurât.

Il est difficile de prévenir ces craintes dans un pays occupé à se réformer, dans un pays que remplit une vie nouvelle, et qui cependant ne possède pas encore d'une façon définitive les institutions qui lui sont dues. Jusqu'à ce que les états provinciaux soient tous réunis et que la constitution centrale puisse fonctionner, jusqu'au jour où les dernières traces de l'arbitraire disparaîtront devant l'autorité de la loi, il faut s'attendre à ces naïfs mouvements de l'opinion. Ajoutez à cela l'antagonisme de la Prusse et de l'Autriche, qui a poussé le ministère Schwarzenberg à des actes regrettables dans l'affaire de la Hesse. Si la politique intérieure de l'Autriche est excellente, le désir de faire reculer la Prusse et de faire châtier ses prétentions à l'empire a entraîné le ministère dans des voies où il est permis de ne pas le suivre. On comprend sans peine que le ministère Schwarzenberg ait rétabli l'ancienne Diète comme un défi à l'*union restreinte* et au parlement d'Erfurt; mais, quand il soutient la funeste administration de la Hesse pour avoir une occasion éclatante d'humilier le cabinet de Berlin, il protège dans M. Hassenpflug une politique toute différente de celle qu'il suit à l'intérieur. On ne doit pas confondre ces choses, si l'on veut se rendre un compte exact de la situation présente de l'Autriche.

Digitized by Google

Par malheur, l'opinion, déjà si facilement alarmée, trouve dans ces circonstances un sujet d'inquiétudes que la mauvaise foi exploite; il n'y a rien à craindre cependant. Je ne rappellerai pas aux esprits qui s'effraient l'intrépide loyauté du prince Schwarzenberg; je ne leur dirai pas que la présence de M. Bach, de M Bruck et de M. de Schmerling dans les conseils de l'empereur est une garantie assez haute de la régénération libérale du pays; je leur dirai seulement : Si vous vous défiez de tels hommes, ayez foi du moins dans la nécessité. Entre l'Autriche d'aujourd'hui et l'Autriche qui a précédé le 13 mars, il y a un abîme qu'on ne franchira pas. Le gouvernement constitutionnel est la seule voie de salut. Lui seul peut terminer les embarras de l'empire, imposer silence aux prétentions des races rivales, restaurer les finances obérées. Ce que l'Autriche a accompli depuis deux ans au milieu de tant de périls, c'est le régime nouveau qui l'a fait. Retourner à l'absolutisme, ce serait ramener la crise des nationalités soulevées, ce serait compliquer des problèmes qu'on serait impuissant à résoudre, ce serait surtout se priver des fécondes ressources que fournit maintenant au budget l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Si la situation financière de l'Autriche est fâcheuse, si le papier presque partout y a remplacé l'argent, ce n'est pas la période

Digitized by Google

révolutionnaire qui a produit toute seule ces résultats ; le mal date de plus loin, et le gouvernement disparu n'était guère en mesure d'y porter remède. Désormais l'affranchissement de la terre, la suppression des priviléges féodaux, l'obligation pour tous de contribuer aux charges communes, offrent aux finances de l'Autriche des avantages jusque-là inconnus. L'organisation du budget était impossible dans l'ancienne Autriche; l'Autriche nouvelle, grâce aux réformes obtenues, aura un budget régulier. Les hommes éminents chargés de ces grands intérêts savent tout ce qu'ils doivent aux légitimes changements de ces deux dernières années ; ils savent que, si les passions de quelques esprits entêtés pouvaient prévaloir contre la raison générale, la démagogie seule en profiterait. L'activité persévérante avec laquelle le ministère poursuit sa tâche, sa foi profonde dans l'efficacité des institutions nouvelles, démontrent assez hautement, malgré les alarmes des esprits chagrins, que le régime constitutionnel sera solidement établi. Quelque jugement que l'on porte sur telle ou telle question de détail, il faut reconnaître que le ministère Schwarzenberg a rendu et rendra encore de précieux services. Après cet exemple d'un ministère laborieux et hardi, il ne sera plus permis de retourner aux errements du passé; plus d'impré-

Digitized by Google

voyance complaisante ni de violence aveugle; il faudra étudier et comprendre.

Comprendre, reconnaître à propos les nécessités, c'est la suprême loi des affaires humaines: en ce temps-ci surtout, après tant de révolutions qui ont bouleversé l'Europe, au milieu des complications et des raffinements inouïs de l'état social, la science est le premier devoir et la première sauvegarde des empires. La politique actuelle de l'Autriche est l'exemple le plus frappant peut-être de ce que peut le gouvernement d'un grand pays, quand il sait comprendre la situation nouvelle de l'Europe et y conformer ses actes. Il y a vingt ans, l'Autriche devait favoriser le développement de l'esprit et de l'influence germaniques dans l'empire; elle devait s'efforcer d'unir les races slave et magyare à la race allemande et de les faire disparaître au sein d'une patrie commune. Aujourd'hui, le problème est bien différent. Ces races qu'on aurait pu empêcher de renaître, elles existent, et par cela seul elles ont des droits comme tout ce qui vit. M. de Schwarzenberg, M. le comte Stadion et M. Alexandre Bach, dans leur constitution du 4 mars, avaient cru d'abord que la centralisation la plus jalouse était indispensable au salut de l'Autriche; ils ont compris bien vite, nous l'espérons du moins, que l'état présent des peuples exigeait une étude plus compliquée, et les institutions communales et pro-

Digitized by Google

vinciales ont fait une part généreuse et habile à la spontanéité de chaque pays.

Les solutions données sont-elles en tout point les meilleures? Une polémique passionnée agite en ce moment même la presse allemande de l'Autriche et la presse des peuples slaves. Ces constitutions accordées aux provinces par le ministère Schwarzenberg, constitutions très-larges et très-libérales assurément, tendent vers un but caché; elles doivent servir, telle est la secrète pensée du pouvoir, à diviser profondément la famille slave, à mettre obstacle aux affinités naturelles, à empêcher enfin les différentes races de former des groupes trop puissants. La Croatie, par exemple, demande par la voix de ses ardents publicistes que la Vaywodine, la Styrie, la Carniole, la Carinthie soient réunies à elle par une seule et même loi; les Slovaques de la Hongrie veulent être réunis à la Bohème par une circonscription nouvelle, et les Valaques à la Transylvanie. Le ministère a grand soin, au contraire, de donner une constitution spéciale à chaque province. La nécessité n'ordonnera-t-elle pas bientôt une transformation plus complète de la vieille Autriche? Ne vaudrait-il pas mieux, pour empêcher les Slaves de se donner à la Russie, se résigner à leur faire une plus grande place dans l'empire? On peut être sûr que les conseillers du jeune empereur, en attendant les lumières de l'avenir,

Digitized by Google

ne perdent pas de vue ce problème, j'allais dire cette menace. Ils seraient prêts, qu'on n'en doute pas, et prêts en temps opportun, aux douloureux sacrifices que leur imposerait le salut de la monarchie. Soit qu'il suffise de donner à chaque province une existence particulière sous la tutelle commune, soit qu'il faille se résigner à une fédération, dont les Slaves deviendraient quelque jour les chefs, cette carrière nouvelle peut encore être glorieuse; elle est digne assurément de l'esprit jeune et intrépide qui s'est éveillé en Autriche, elle est digne d'exercer l'ardeur de ses hommes d'État et les sérieuses dispositions de la conscience publique.

Dans cette transformation d'une monarchie, la littérature a aussi des devoirs à remplir. Les poètes autrichiens nous ont montré comment une école doit se renouveler pour suivre l'appel des évènements. Il n'y a qu'une vraie poésie, il n'y a qu'une littérature digne d'une époque virile : c'est celle qui, rejetant les puérilités frivoles et se gardant bien des violences démagogiques, s'associe dans une juste mesure aux intérêts et aux obligations de la patrie. Nous avons vu en France, au milieu des préoccupations les plus graves, des écrivains incapables de comprendre les leçons de l'histoire et de donner une direction sérieuse à leur pensée, tandis que d'autres, changeant de théâtre et de public, allaient mendier bassement les bravos de

Digitized by Google

la multitude ; ceux-ci sont de vieux enfants dont le visage fardé ne dissimule pas les rides ; ceux-là ne cachent pas mieux, sous leur démagogie d'emprunt, l'incorrigible vanité de leur esprit. Il serait beau pour les lettres autrichiennes de concourir à ce redressement de tout un peuple et de marquer sa place dans ce généreux travail.

Si la littérature qu'on peut appeler désintéressée, si la poésie, sans renoncer à son indépendance, vient ainsi en aide à la cause commune, les lettres politiques, à plus forte raison, accompliront une mission féconde. Déjà une presse s'organise, sérieuse, élevée, vigilante, qui est appelée à rendre d'incontestables services. Cette presse, il est vrai, ne jouit pas d'une liberté complète ; débarrassée de la censure, elle est soumise à l'autorisation du gouvernement, et certaines mesures fiscales lui rappellent sans cesse de quel œil jaloux l'autorité la surveille. Qu'importe ? Ces entraves sont de celles qu'une presse bien disciplinée, sous les institutions les plus libres, devrait s'imposer à elle-même. En Autriche particulièrement, en face des problèmes si périlleux de la situation actuelle, dans cette laborieuse préparation de l'ordre nouveau, la littérature politique serait bientôt perdue, si la brutalité des brouillons pouvait s'y donner carrière. N'est-ce pas un bonheur pour cette jeune presse de sentir ce frein salutaire et d'être forcée

Digitized by Google

d'avoir toujours raison? Les violences des énergumènes ne serviraient que l'absolutisme; elles rallumeraient les passions dans une société qui a besoin du plus grand calme et des plus intelligents efforts; elles arrêteraient pour long-temps ce grand travail que nous avons signalé dans la monarchie autrichienne, et dont nous attendons l'issue avec confiance.

Octobre 1850.

Digitized by Google

XII.

L'ATHÉISME ALLEMAND ET LE SOCIALISME FRANÇAIS.

M. CHARLES GRÜN ET M. PROUDHON.

La révolution de février a mis brusquement en évidence toutes les églises, toutes les écoles, toutes les sectes socialistes qui jusque-là, malgré le talent de quelques chefs et les cris confus des néophytes, n'étaient pas sorties des ténèbres où elles sont nées. Le socialisme s'est terriblement vengé de l'obscurité de ses débuts. Il a été maître de la France pendant quelques mois, il a tenu ses assises au Luxembourg et signé des ordonnances dictatoriales ; entré par surprise dans le gouvernement provisoire, il tendait à l'envahir, et, sans la résistance de quelques esprits honnêtes, il eût ajourné à plusieurs mois cette assemblée nationale devant laquelle sa gloire usurpée, il le savait bien,

Digitized by Google

devait si promptement s'évanouir. Après un noviciat sans honneur, quelques semaines d'un éclat inespéré suivies d'une chute profonde, tel est en ce moment le résumé de son histoire, telle est la situation qu'il s'est faite jusqu'aux revanches, prochaines peut-être, qu'il voudra prendre, si la France entière ne veille courageusement sur ce qui est le fond même de son génie : l'idée du droit et le sentiment du juste.

La défaite du socialisme devait être rapide ; le meilleur moyen, en effet, de réduire à l'impuissance toutes les utopies désastreuses, c'est de leur laisser la parole : ouvrez-leur de solennelles séances, donnez-leur une tribune sonore et des sténographes empressés pour recueillir les décisions de l'oracle ; aussitôt ces œuvres de ténèbres nous révèlent toute leur laideur, et le cri de la conscience publique indignée vaut mieux que les plus solides réfutations. Si éclatante cependant que soit aujourd'hui sa déroute, le socialisme peut s'enorgueillir encore d'un certain succès : il a réussi à se faire écouter. Que de telles extravagances se soient hautement et librement déployées dans le pays du bon sens, que les nuages aient pu s'amonceler et se brouiller ainsi sous la belle clarté de notre ciel, c'est là, en vérité, un triomphe qui a dû inspirer une sorte de confiance aux songe-creux.

Le plus distingué des socialistes, le plus intel-

Digitized by Google

ligent à coup sûr, puisqu'il a renié et fouetté tous ses confrères, M. Proudhon, a employé quelque part une métaphore d'une singulière insolence à propos de l'Académie des sciences morales et politiques. On sait que le mot bien connu d'un spirituel écrivain du XVIIIe siècle peut s'appliquer à nos utopistes, et que les nouveaux ennemis de la liberté ont peur des philosophes comme les malfaiteurs ont peur des réverbères. Un jour donc, frappé de plusieurs questions posées par l'Académie, et qui lui semblaient contenir l'indication de la vérité qu'il cherche, M. Proudhon s'écria, en citant le beau vers de Virgile : *Les bêtes elles-mêmes ont parlé !* Je ne voudrais pas imiter l'atticisme de nos réformateurs ; cependant, lorsque je considère, non pas les remarquables écrits de M. Proudhon, mais tant de prédications incendiaires, tant de pamphlets sans vergogne, tant d'œuvres infimes et infames que M. Proudhon lui-même a si vigoureusement flagellées ; lorsque je pense à ces écoles « obstinément bêtes », à ces déclamations faites « pour ameuter la gueuserie », à ce « socialisme abject », à ce « hideux cauchemar », à ces « rêves de la crapule en délire », à ces hommes que M. Proudhon apostrophe ainsi : « Loin de moi, communistes ! votre présence m'est une puanteur, et votre vue me dégoûte ! » lorsque je songe à tout cela, j'ai bien le droit d'emprunter à l'auteur de

Digitized by Google

la *Philosophie de la misère* sa pittoresque citation de Virgile : *Pecudesque locutæ, infandum !* Oui, cela n'est que trop vrai, des voix ont été entendues qui n'avaient rien d'humain, l'air a été souillé de hideuses clameurs, et il est arrivé enfin aux sectes les plus méprisées du socialisme ce qui arrive si rarement aux doctrines vraiment fécondes, aux sublimes découvertes du génie de l'homme : sans que leurs écrits aient été lus et étudiés, elles se sont trouvées immédiatement en possession de la notoriété publique.

Est-ce à dire que le socialisme soit bien connu ? Je ne le pense pas. Il reste à l'examiner sur bien des points essentiels. Lorsqu'une doctrine éclate avec cette violence, elle accuse des symptômes graves, et, soit qu'on prétende la condamner sans réserve, soit qu'on espère dégager la part de vérité qu'elle peut contenir, on n'a pas le droit de lui refuser une attention sérieuse. Le socialisme, d'ailleurs, fût-il absolument inique, il suffirait qu'il y eût une seule âme généreuse, un seul esprit d'élite égaré dans ses piéges, pour que le dédain ne fût pas permis. Les théories économiques de nos modernes réformateurs ont été savamment discutées ; il y aurait le même travail à faire sur leur philosophie, sur leur théodicée et leur morale. Le sujet est vaste ; je m'en tiendrai à un problème qui peut en éclairer beaucoup d'autres.

Digitized by Google

Lorsqu'on cherche les origines du socialisme, on voit sans peine que plusieurs de ces écoles descendent directement de ce matérialisme honteux qui se déclara surtout dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Si Montesquieu fut continué par les hommes de la Constituante, si Voltaire et Rousseau eurent leurs héritiers parmi les membres de la Convention, c'est à d'Holbach et à ses amis que se rattache l'entreprise de Babeuf. Voltaire se moquait des socialistes dans la charmante pièce des *Cabales*, et Rousseau, à qui ils empruntèrent la théorie funeste de la bonté native de l'homme, Rousseau, qui passe pour leur maître, écrivit contre eux la profession de foi du *Vicaire savoyard*. Cependant le XVIIIe siècle n'est pas seul responsable de toutes nos utopies; il en est qui remontent plus haut. Soit prétention frivole, soit calcul réfléchi, certains socialistes se réclament de la tradition lointaine qui va de Platon aux mystiques du moyen-âge, des mystiques à Thomas Münzer et aux anabaptistes, des anabaptistes aux *penseurs de la Montagne*, comme dit M. Louis Blanc.

Cette tradition existe, en effet. Il est même facile de voir que nos plus fougueux réformateurs sont quelquefois timides à côté de Platon, et la conclusion qu'on en pourrait tirer ne serait pas très-favorable à leur cause. Toutes les erreurs ont

Digitized by Google

leur histoire, une histoire déjà bien vieille, et toujours ces erreurs vont déclinant d'âge en âge. Il n'y a pas long-temps qu'un écrivain de ce parti, ayant fait une prétentieuse histoire de cette tradition dont il est fier, s'attira une spirituelle mercuriale de M. Proudhon : « Je trouve à cela, je vous l'avoue, beaucoup moins de malice que de naïveté. La belle recommandation pour notre cause, je vous prie, de faire savoir à un public imbu des idées de progrès que l'invention faiblit parmi nous à mesure que la civilisation se développe sur sa base propriétaire, et de crier sur les toits, chose vraie du reste, que le socialisme est en décadence depuis Platon et Pythagore ! Vous avez fréquenté le phalanstère, mon cher Villegardelle, et vous êtes si peu habile ! » M. Proudhon a grandement raison de faire ainsi la police de son parti.

Voilà donc deux origines distinctes : d'un côté, le matérialisme vulgaire du *Système de la nature;* de l'autre, un spiritualisme exagéré qui peu à peu se transforme en un mysticisme sensuel. Ceci n'explique pas encore tout : il est des théories qui ne se rattachent ni aux appétits grossiers des matérialistes, ni aux rêveries exaltées des mystiques. M. Proudhon, par exemple, et c'est là ce qui constitue son originalité, c'est là ce qui explique sa dédaigneuse attitude au milieu de ses confrères, M. Proudhon ne relève en aucune façon du maté-

Digitized by Google

rialisme du XVIIIe siècle, et il n'appartient pas davantage aux mystiques païens ou chrétiens. Il réfute avec une effrayante énergie cette croyance qui vient du XVIIIe siècle et qui fait le fond de presque tout le socialisme moderne, la croyance anti-chrétienne à la bonté native de l'homme, à une bonté parfaite que la société déprave. Le matérialisme n'a pas d'adversaire plus superbe et plus éloquemment irrité. Quant au communisme de Pythagore et de Platon, des mystiques et des anabaptistes, de Thomas Münzer et de M. Cabet, je ne crois pas qu'on l'ait jamais raillé avec une ironie si plaisante, réfuté avec une raison si mâle, maudit enfin avec une colère si furieuse. D'où vient donc cet étrange philosophe? Comment expliquer ce monstrueux mélange de bien et de mal? A quel maître rattacher ces détestables doctrines dont la physionomie inconnue a causé chez nous autant de surprise que d'indignation?

M. Proudhon est un vigoureux esprit qui s'est égaré lui-même; il s'est perdu résolument dans ses propres sophismes; il a faussé et mutilé sa rare intelligence avec des armes qui ne sont qu'à lui et qu'il a forgées tout exprès. Puis, au moment où sa pensée inflexible s'enfonçait dans les voies fatales qu'elle s'était faites, il rencontra une philosophie à laquelle l'unissaient à son insu bien des erreurs communes; il entra dans cette école, et,

Digitized by Google

sans en subir le joug, il lui emprunta pourtant plus d'une théorie et en garda la reconnaissable empreinte. Cette école est celle des *jeunes hégéliens*, c'est-à-dire des turbulents docteurs qui, tantôt continuant, tantôt défigurant la pensée de Hegel, ont fini par nier l'absolu et proclamer une religion dont vous et moi nous sommes les dieux. C'est cette influence de la *jeune école hégélienne*, ce sont ces rapports de l'athéisme allemand avec le socialisme français qu'il m'a semblé utile d'interroger.

Nous avons pour cela le meilleur des guides et les plus précieux renseignements. Ces ressemblances de M. Proudhon et des athées de l'Allemagne, ce n'est pas nous qui les indiquons : l'enquête a été faite par un juge très-bien informé, par un de ces athées qui ne cachent pas leur bannière. M. Charles Grün, c'est le nom de mon guide, est venu à Paris il y a trois ans en vrai missionnaire de l'école hégélienne, pour y étudier les progrès de nos socialistes et contrôler leurs doctrines avec l'infaillible mesure de l'athéisme germanique. M. Charles Grün est un admirateur passionné de M. Proudhon ; il le considère comme un véritable fils de Hegel, comme un frère de M. Strauss, de M. Feuerbach, de M. Stirner, égaré, on ne sait pourquoi, dans notre pauvre France. M. Charles Grün a même été le maître de

Digitized by Google

M. Proudhon; il lui a enseigné en détail cette philosophie allemande que M. Proudhon avait presque devinée tout seul, et, bien que l'élève, armé de sa logique pointue, ne soit pas facile à conduire, bien qu'il ait maintes fois désarçonné son maître, le maître est ivre de joie; il discute, il critique, il surveille l'athéisme naissant du converti avec une paternelle indulgence.

Le livre de M. Grün, resté inaperçu jusqu'ici, acquiert tout-à-coup un intérêt très-vif. D'ailleurs, malgré la componction de sa foi dans l'athéisme, M. Charles Grün est un homme de beaucoup d'esprit. Je le signale comme le type le plus complet du *jeune hégélien*, type inconnu à la France; car où trouver ailleurs que dans l'Allemagne d'aujourd'hui ce néophyte de l'athéisme, plein de dévotion et de gaîté, faisant tour-à-tour de la métaphysique et des espiègleries, de la science et des gambades, à la fois pédant et frivole, sérieux et fantasque, et toujours divertissant sous tous ses costumes? Une pareille physionomie est rare; on sait que M. Proudhon n'est pas gai. Ce n'est pas tout : M. Grün connaît à fond tous nos socialistes; il les a vus dans leur intérieur, dans le déshabillé de la vie familière; il a fraternisé avec eux, s'est assis à leur table, a dormi sous leur toit, et, comme c'est le plus indiscret et le plus joyeux des missionnaires, son livre peut bien être détestable,

Digitized by Google

mais, à coup sûr, il n'est pas ennuyeux. On dit que les Parisiens connaissent mal Paris et que les étrangers seuls en savent tous les coins et recoins : je crois volontiers que pas un publiciste en France n'est aussi complètement initié que M. Charles Grün à l'histoire intime, aux personnalités plaisantes, aux mémoires secrets et authentiques du socialisme parisien avant le 24 février. Il y a tout profit à le suivre.

I.

L'ouvrage de M. Charles Grün porte ce titre : *le Mouvement social en France et en Belgique*[1]. C'est par la Belgique que l'auteur commence ses études, mais il la traverse rapidement ; on voit qu'il est pressé d'arriver à Paris. Dès le début, c'est de nous qu'il s'occupe, c'est la France qu'il invoque avec cette fantasque vivacité dont il abusera si souvent. Voici les premières lignes qui marquent très-bien l'intention et la portée du livre : « Ce pauvre Paris! il me tardait d'y être. A Cologne, quand la voiture m'emportait, je n'avais que cette chanson dans l'esprit :

Madam' Veto avait promis
De faire égorger tout Paris.

[1] *Die soziale Bewegung in Frankreich und Belgien*, von Karl Grün. Darmstadt, 1845.

Digitized by Google

D'où venaient ces pensées de haine chez un socialiste? Comment un socialiste peut-il chanter *la Carmagnole?* Il est bien entendu pourtant que je ne l'ai pas chantée; c'est elle qui se chantait elle-même dans ma tête. Ah! cela signifie-t-il que, malgré notre étude profonde de l'homme et de ses droits, malgré le grand travail des idées allemandes, il faudra, pour en finir, avoir recours à la force, il faudra s'adresser au réalisme de ce peuple qui sait si bien planter ses idées à la pointe de son sabre et au bout du canon de son fusil? Quoi qu'il en soit, c'est un symptôme assez sinistre que *la Carmagnole* puisse, je ne dis pas habiter tout-à-fait, mais simplement prendre un déjeuner dans le cerveau d'un écrivain allemand. » Ce refrain sanglant qui se chante lui-même dans l'esprit du pédantesque rêveur, cette *Carmagnole* en haillons qui vient brusquement s'attabler, comme dit l'auteur, dans ce docte cerveau tout rempli de formules, c'est l'exacte image de la *jeune école hégélienne*. Il y a quelques années, lorsque M. Arnold Ruge essaya de fonder un journal à Paris, il cherchait dans l'esprit de la France le salut et l'avenir de la liberté germanique, et, emporté par ses rancunes contre son pays, il avait presque renié l'hégélianisme. M. Charles Grün exprime plus fidèlement la pensée de son école; il s'adresse à la France révolutionnaire, mais à la condition de

Digitized by Google

lui apprendre la philosophie. La France plantera les idées allemandes à la pointe de son sabre, *la Carmagnole* se mettra en campagne au service des *jeunes hégéliens*.

En attendant, la Belgique fournit à M. Grün d'assez curieux portraits. Voici d'abord M. Bartels, le Louis Blanc de la Belgique, l'adversaire furieux de la concurrence, l'intelligent publiciste qui, pour corriger les erreurs de la liberté, propose tout simplement de la condamner à mort en instituant le monopole absolu de l'État. M. Charles Grün, rendons-lui ce témoignage, n'a pas plus d'estime que M. Proudhon pour ces déclamations où il n'y a ni science ni idées; mais M. Bartels n'a pas la plume ambitieuse qui a rédigé le programme de l'organisation du travail, et c'est au rhétoricien de la démocratie française que M. Grün réserve ses impitoyables sifflets. Ajoutons une particularité intéressante chez M. Bartels : il est catholique exalté et combat à outrance le protestantisme.

Tout autre est le patriote Lucien Jottrand, Wallon de naissance, qui s'est fait Flamand parce que le génie catholique de la famille romane est épuisé, dit-il, et que l'avenir appartient désormais aux races germaniques. On sait quelle est la lutte des Wallons et des Flamands sur le sol belge; le *jeune hégélien* est donc tout fier de l'hommage rendu au génie allemand par un déserteur de la

Digitized by Google

race romane; il veut bien cependant nous défendre, et il emploie pour cela des arguments tout-à-fait inattendus. « La France n'est pas morte, s'écrie-t-il, car elle a douté, elle a nié, elle a détruit tout, et par là elle a fourni une ample matière aux investigations de la science allemande. La France agit, l'Allemagne explique et révèle la France. Le peuple qui a mis au monde le socialisme, même informe, est un peuple immortel. Qu'est-ce que le socialisme français? Un système? une théorie durable? Non, c'est un embryon grossier; moins que cela, c'est le germe d'un germe; l'Allemagne lui donnera la force et la vie. Alors le dernier mot de la science aura été dit, et l'éternel problème sera résolu. » Voilà pourquoi M. Jottrand aurait pu rester Wallon et pourquoi cependant il n'a pas eu tort de se faire Flamand.

Un des plus curieux chapitres que M. Grün ait consacrés à la Belgique est celui où il a si vivement reproduit le portrait en pied de M. Jacob Kats. M. Jacob Kats est le véritable apôtre du socialisme populaire. Il faut qu'il prêche et qu'il enseigne du matin jusqu'au soir. Pour cela, il prendra tous les costumes : le matin, il est maître d'école; dans l'après-midi, il fait des sermons socialistes; le soir, il joue la comédie. Comédie ou sermon, le texte, cela va sans dire, est toujours le même, et, quel qu'en puisse être le mauvais emploi, c'est un

Digitized by Google

touchant spectacle que cette naïve et infatigable charité. M. Grün nous peint d'une façon très-amusante l'agitateur flamand, l'orateur inculte et passionné, devenu tout-à-coup directeur de théâtre, auteur, acteur, régisseur, maître d'orchestre, souffleur, et, pour ne rien oublier, moucheur de chandelles. Il y a là plusieurs pages écrites avec une excellente verve humoristique. M. Grün ajoute quelques mots sur M. de Potter et sur le vieux Buonarotti, l'un des compagnons de Babeuf et l'historien de sa conjuration. Il paraît que l'histoire de la conjuration de Babeuf par ce vieux démagogue de 93 a exercé chez nous une influence assez considérable depuis une dizaine d'années; c'est là, dit-on, que les partis extrêmes, dégoûtés des réformes politiques, auraient puisé leurs passions anti-sociales; c'est ce livre qui aurait propagé, dans certaines parties du peuple, l'ivresse stupide du communisme. M. Louis Blanc, dans son *Histoire de dix ans*, avait laissé entrevoir quelque chose de cela; M. Grün l'affirme expressément, et ce lui est une transition toute naturelle pour étudier enfin ce sombre foyer du communisme français, allumé, c'est lui qui le confesse, par l'ombre sanglante de Babeuf et la longue rancune de son complice.

C'est d'abord l'école saint-simonienne qui attire l'attention du spirituel voyageur. Le saint-simo-

Digitized by Google

nisme, pour M. Grün, et ici je suis parfaitement de son avis, est le germe de toutes les utopies qui ont fourmillé chez nous depuis dix ans. Seulement je ne vais pas plus loin avec M. Grün, je me garde bien de voir dans Saint-Simon le prophète de la vérité future, et dans ses écrits les langues de feu qui descendirent sur les Apôtres. A part cet enthousiasme, fort naturel chez le *jeune hégélien*, la description qu'il donne des bizarreries confuses du saint-simonisme est parfaitement acceptable. Qu'il le signale comme la première phase, la phase religieuse de la nouvelle société, qu'il y voie le chaos lumineux d'où sortiront des mondes, je ne discuterai pas cette emphatique admiration, pourvu qu'il me permette de répéter avec lui ces paroles dont la justesse me frappe : « Le saint-simonisme est comme une boîte pleine de semences ; la boîte a été ouverte, son contenu s'est envolé on ne sait où, mais chaque grain a trouvé son sillon, et on les a vus sortir de terre l'un après l'autre. Ce fut, en premier lieu, le socialisme démocratique, puis le socialisme sensuel, puis le communisme, puis Proudhon lui-même. » Du reste, selon le *jeune hégélien*, la mission du saint-simonisme était de verser ainsi sa boîte de semences et de rester là les mains vides. C'est ce qui rend sa destinée à la fois si émouvante et si comique ; on ne peut l'étudier sans être pénétré de respect et sans être pris d'un

Digitized by Google

rire inextinguible. De là cette plaisante conclusion qui ne manque pas d'une certaine exactitude : « Le saint-simonisme est une pièce de théâtre, pleine tout ensemble d'émotions et de bouffonneries. L'auteur quitta ce monde avant qu'on eût joué son œuvre ; le régisseur mourut pendant la représentation ; alors les acteurs jetèrent là leurs costumes, reprirent leurs habits de ville et s'en allèrent chacun chez soi. »

Ces acteurs qui, sans se soucier du parterre ébahi, ont laissé la pièce interrompue, M. Charles Grün va les suivre sous leur habit de ville, et, avant de juger les différentes sectes socialistes constituées en France depuis une dizaine d'années, il consacre un curieux chapitre aux principaux écrivains issus de la tentative saint-simonienne. C'est M. Pierre Leroux qui fera particulièrement les frais de cette critique fantasque. Il y a d'excellentes choses et des absurdités sans nombre chez M. Pierre Leroux, dit le *jeune hégélien*. Dans une appréciation de la marche philosophique de la Révolution française, M. Pierre Leroux a prétendu que la Constituante était le triomphe des idées voltairiennes et le 9 Thermidor la défaite des idées de Rousseau ; cette défaite était inévitable, ajoute-t-il, parce que l'élève de Rousseau, si admirable qu'il fût par sa pureté morale et sà croyance en l'Être suprême, avait voulu imposer sa foi au moyen de la

Digitized by Google

guillotine. M. Grün n'accepte qu'une partie de ce jugement; Robespierre n'est pas tombé pour avoir imposé sa foi, mais seulement pour s'être occupé de religion. Voilà qui est net; les athées allemands ont le mérite de la franchise. Voltaire et Rousseau, continue M. Grün, forment deux antithèses dont il faut trouver la synthèse, c'est-à-dire, en renonçant au langage de l'école, deux termes opposés qu'il faut unir dans un terme supérieur. Si Robespierre eût pris à Rousseau la vigueur morale de ses doctrines et à Voltaire sa pensée anti-religieuse, Robespierre eût été l'initiateur du monde nouveau. Il est vrai que M. Grün ajoute avec clémence : « Cette tâche n'était pas possible alors, elle devait être la mission de notre temps. Le XVIIIe siècle nous a fait entrevoir dans Camille Desmoulins cette conciliation entre Voltaire et Rousseau. On peut encore aimer Camille Desmoulins de toutes les forces de son cœur, tandis que les libéraux de la Constituante excitent notre répulsion et que Robespierre nous fait hausser les épaules. Camille Desmoulins était un homme; la Constituante était composée de philistins, et Robespierre n'était qu'un magnétiseur vertueux. Pour tout résumer enfin, l'histoire de l'esprit nouveau est une lutte à mort avec les épiciers et les magnétiseurs; il faut qu'ils soient exterminés par l'homme. » Ce n'est pas à moi de défendre M. Pierre Leroux contre son

Digitized by Google

critique ; dans ces régions malsaines du sophisme, un fou trouve toujours un plus fou qui le ferait quasi passer pour sage. Je ne veux être ici que rapporteur, et montrer la hautaine résolution de cet athéisme germanique aux yeux duquel nos plus ardents utopistes ne seraient que des esprits attardés.

M. Charles Grün continue sa critique et reproche à M. Pierre Leroux ce qu'il vient de reprocher à Robespierre. « O Maximilien Robespierre ! s'écrie-t-il, il est possible que tu fusses un honnête homme, mais un penseur, je le nie. » C'est à peu près ce qu'il dit de M. Pierre Leroux. « M. Pierre Leroux est comme un homme qui a sans cesse les yeux sur son ombre ; s'il venait à la perdre, il serait aussi désespéré que le fameux Pierre Schlemil. Un de mes amis de Cologne me faisait part un jour de ses vues particulières sur le petit livre de Chamisso ; l'homme sans ombre, c'est l'athée que la société a condamné à mort pour avoir perdu son Dieu. Eh bien ! M. Pierre Leroux a grand soin de ne pas vendre son ombre. On a beau lui faire toucher au doigt l'humanité, lui montrer comme son cœur bat, aime, espère, comme elle est infinie et éternelle, rien n'y fait ; il s'obstine dans son incrédulité comme Saint Thomas, et demeure les yeux fixément attachés sur cette ombre que l'humanité, depuis six mille ans, projette au haut des cieux. »

Digitized by Google

M. Grün exprime ici d'une façon pittoresque la conclusion dernière de la *jeune école hégélienne* : Dieu n'est pas ; ce que l'humanité a si long-temps adoré, c'est elle-même ; ce sont ses idées les plus hautes, ses sentiments les plus purs, auxquels elle attribuait une existence distincte et qu'elle nommait Dieu. Dieu n'est autre chose que notre figure reproduite dans un merveilleux mirage ; c'est le reflet sublime, l'ombre grandiose du genre humain. Il est bien temps que l'humanité, comme Narcisse qui s'admirait dans la fontaine, s'arrache enfin à cette contemplation stérile, et que, se connaissant elle-même, elle ait conscience de sa divinité. Cette découverte appartient à M. Feuerbach ; une foule de docteurs hégéliens ont accueilli avec transport la bonne nouvelle, et de là est sortie la religion de l'*humanisme* dont M. Grün est le missionnaire auprès de nos socialistes.

On doit comprendre maintenant le dépit qu'éprouve M. Grün, quand il voit que cette ombre, ce reflet, ce néant, fait encore tant de dupes, même chez les esprits les plus *avancés*, chez ces habitants d'*Utopie* qui devaient si aisément se convertir à sa parole. L'humanisme n'est-il pas la conséquence directe du système de Hegel ? Hegel est-il donc inconnu en France, ou l'aurait-on mal compris ? M. Grün fut bien obligé de reconnaître que son illustre patron était encore lettre-close

Digitized by Google

pour nos socialistes, le jour où M. Pierre Leroux, au sujet de la lutte de M. Schelling et de Hegel, commit cette méprise qui le rendit célèbre en Allemagne. Lorsque Schelling arriva à Berlin en 1840, appelé par Frédéric-Guillaume IV pour combattre la désastreuse influence de la *jeune école hégélienne*, une polémique ardente s'engagea : d'un côté était l'illustre vieillard que M. Grün appelle insolemment Cagliostro-Schelling ; de l'autre, tous les partis de la grande école de Hegel, — l'extrême gauche, c'est le nom que se donnent les démagogues athées, — le centre, composé des écrivains les plus sérieux, M. Marheinecke, M. Michelet, M. Rosenkranz, M. Hinrichs, — et même la droite, c'est-à-dire les esprits bien intentionnés, qui, se donnant une tâche impossible, s'efforçaient de concilier la doctrine de Hegel avec les dogmes éternels de la raison, l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. Schelling, comme cela arrive toujours après les dévergondages de la liberté mal employée, renonçait aux droits sacrés de la philosophie, et son enseignement n'était qu'une brillante théorie alexandrine, une docte et ingénieuse transformation de la foi chrétienne. Très-mal instruit de la situation du débat, M. Pierre Leroux voulut pourtant le juger, et, prenant parti pour Schelling contre tous les hégéliens, il approuva en Allemagne ce qu'il combattait ici. Cette bévue énorme

Digitized by Google

divertit beaucoup M. Grün, qui termine son chapitre par cette burlesque apostrophe :

« Français, Français ! laissez Hegel en repos jusqu'à ce que vous l'ayez compris. Résignez-vous une bonne fois, pendant une année entière, à ne boire ni vin ni café ; dégagez votre âme de toute passion irritante, asseyez-vous dans une mansarde, puis étudiez la *Logique* et la *Phénoménologie*. Au bout de l'année, votre figure sera maigre, vos yeux seront rouges, et, si vous descendez dans la rue, vous irez vous heurter bêtement contre un dandy ou un crieur public ; que cela ne vous inquiète pas ! car vous serez devenus des hommes grands et puissants ; votre pensée sera semblable à un chêne qu'a nourri une sève miraculeuse ; tout ce que vous examinerez vous dévoilera ses faiblesses secrètes ; pareils à de purs esprits, vous pénètrerez dans les plus intimes mystères de la nature ; votre regard donnera la mort, votre parole transportera les montagnes, votre dialectique sera plus tranchante que le plus tranchant couteau de la guillotine ; vous irez à l'Hôtel-de-Ville, et la bourgeoisie aura vécu ; vous entrerez au Palais-Bourbon, et le Palais-Bourbon s'écroulera, toute la Chambre des députés se dissipera dans le *nihilum album*, M. Guizot disparaîtra comme une ombre, Louis-Philippe ne sera plus qu'un fantôme des temps passés, et de tous ces *moments* évanouis surgira, fière et triomphante, l'idée absolue de la société libre. »

Cette dernière phrase n'a pas besoin de commentaire pour les lecteurs qui connaissent le système de Hegel : on sait, en effet, que l'idée absolue, s'ignorant d'abord elle-même, mais se cherchant avec avidité, traverse toute la création,

Digitized by Google

s'élève degré par degré, et de la pierre à la plante, de la plante à l'animal, arrive jusqu'à l'homme, en qui elle s'est reconnue enfin, après six mille ans d'efforts, vers le printemps de l'année 1804. Puisque l'idée absolue a retrouvé la pleine conscience d'elle-même, après avoir traversé tous les *moments* de sa longue et laborieuse odyssée, il semble naturel à M. Grün que ce grand évènement porte ses fruits, que l'idée absolue de la liberté traverse aussi tous ses *moments*, qu'elle brise toutes ses enveloppes, et qu'elle resplendisse toute seule, sans frein, sans règle, dans la pure beauté de l'anarchie. Toutefois, il faut bien le reconnaître, au risque d'humilier les prophètes de l'école hégélienne, l'idée absolue n'est pour rien dans la chute de la monarchie constitutionnelle. Ce fait, si imprévu, si prodigieux qu'il soit, s'explique par des causes plus compréhensibles. Les révolutions, en France surtout, savent très-bien se passer de la métaphysique allemande, et la *Phénoménologie* eût fait une singulière figure derrière les barricades de février. Quant aux autres prédictions de M. Grün, quant à la mort de ce qu'il appelle la bourgeoisie et qui n'est autre chose que la France elle-même, nous espérons bien que l'idée absolue ne tuera pas si aisément ce glorieux peuple que Shakespeare appelle le soldat de Dieu. Pour parler avec franchise, et sans braver cependant cette

Digitized by Google

redoutable idée absolue, ce danger ne nous inquiète pas; s'il n'y en avait pas d'autre à l'heure qu'il est, nous avons la hardiesse de croire que le général Cavaignac pourrait lever l'état de siége.

M. Charles Grün abandonne M. Pierre Leroux pour s'occuper du fouriérisme. Saint-Simon, dit-il, a été le Schelling de la France; Fourier en est le Hegel. Cette comparaison, longuement et gravement développée, n'est pourtant qu'un jeu d'esprit; j'ai peine à croire que l'auteur l'ait prise au sérieux. Qu'il y ait des relations lointaines et fortuites entre l'illustre penseur de Berlin et le sphynx du socialisme, comme dit M. Grün, cela n'a rien de surprenant; mais qu'on prétende identifier le ferme esprit qui s'égara si logiquement, si résolûment, dans les voies d'une dialectique impossible, avec ce rêveur qui toujours a marché au hasard, sans plan, sans méthode, et qu'on a très-justement appelé le dernier des nécromants du moyen-âge, voilà le plus étrange paradoxe que le goût de l'antithèse ait jamais produit.

Les éloges de M. Grün sont presque toujours des erreurs; en revanche, ses critiques sont souvent aussi sensées que vigoureuses. Il est plus heureux, par exemple, lorsqu'il analyse avec finesse l'esprit de Fourier, ce mélange de divination et de science mathématique, cet incroyable abus du calcul joint à toutes les hallucinations de la folie. « Fourier,

Digitized by Google

dit-il, est le socialiste mathématique. On a peine à s'imaginer que cet homme ait eu tant de cœur, comme l'indiquent pourtant ses œuvres mêmes et l'histoire de sa vie. Quand il construit son système, il n'y a rien de concret pour lui, rien qui forme un tout, rien qui ait une vie complète ; il n'y a que des chiffres, des nombres, des proportions et des progressions, des puissances et des logarithmes, du calcul différentiel et infinitésimal. La civilisation, à ses yeux, est une somme, une multiplication : c'est l'ineptie à une certaine puissance, comme aussi l'harmonie est un total, un *facit,* la plus haute puissance de la perfection et de la richesse. Fourier réduit tout en chiffres ; les sentiments les plus subtils, les actes les plus nobles deviennent des nombres dont il cherche les carrés et les puissances. Il compterait les molécules dont se compose la plus fugitive fantaisie de mon cœur. Mais que ma jouissance soit quelque chose de réel, que mon activité ait une essence propre, voilà ce que Fourier n'a jamais dit. La misère est un *minus;* le bonheur est un *plus*, un *plus* à la dixième puissance. L'harmonie complète de la société exige le calcul infinitésimal.... » M. Grün proteste, au nom de l'humanité, contre cette psychologie de teneur de livres, qui, groupant sans fin des chiffres morts, ne s'aperçoit pas qu'elle supprime la vie. Il est vrai que le fouriérisme supprime encore bien d'autres

Digitized by Google

choses non moins précieuses, et que M. Grün se garde bien de les réclamer. Quant au Dieu de Fourier, on peut dire qu'il est lui-même ce teneur de livres, ce caissier toujours occupé à additionner, à soustraire, à multiplier. On sait d'ailleurs qu'il avait commis, par distraction sans doute, des erreurs assez préjudiciables au genre humain, lorsque Fourier est venu fort à propos rectifier ses comptes. Ce n'est pas là un adversaire bien redoutable pour le missionnaire hégélien. De cette religion à l'absence de Dieu, la différence n'est que dans les termes; M. Grün se montre assez satisfait.

Si les sympathies de l'auteur pour Fourier adoucissent quelquefois ses critiques, il prendra sa revanche avec les disciples du sphynx. Ceux-ci ont triomphé peut-être en voyant leur maître comparé par un hégélien au plus grand philosophe de l'Allemagne; ils ont eu bien tort: cette comparaison, en effet, va rendre M. Grün exigeant, et, puisque Fourier est le Hegel de la France, il faut que les fouriéristes, aussi hardis que les *jeunes hégéliens*, disent le dernier mot de la science sociale en fécondant les idées de leur maître, comme Feuerbach et Stirner ont dit le dernier mot de la philosophie germanique. M. Grün, enfin, demande à ces honnêtes publicistes mille choses que ceux-ci seront fort empêchés de lui donner; de là un désenchan-

Digitized by Google

tement qui s'exhalera en termes amers. Écoutez ce début :

« C'est un mercredi soir, vers huit heures, que, traversant le pont des Arts, j'entrai dans les bureaux de la *Démocratie pacifique*, rue de Seine, N° 10. On m'introduisit dans un assez grand salon, brillamment éclairé. Un feu joyeux pétillait dans l'âtre; des chaises et des fauteuils étaient rangés en cercle, — mais personne encore dans la salle. Un silence mystique régnait autour de moi; je m'approchai du mur et vis d'un côté un phalanstère colorié, de l'autre je ne sais quel plan. J'éprouvai un serrement de cœur à trouver ainsi le fouriérisme dans la solitude, au lieu de le voir se déployer au sein de la réalité et de la vie. Je venais précisément de faire mille tours et détours à travers le monde civilisé; j'avais respiré les émanations infectes de la Seine; j'avais vu par des milliers de portes et de fenêtres des milliers de ménages entassés sans ordre; j'avais enfin traversé presque la moitié de Paris, ce centre de la civilisation, et je trouvais là, dans un coin de la rue de Seine, un plan de phalanstère accroché à un mur! Dans ce salon devait se rassembler un petit nombre de disciples, quelques hommes de foi et d'espérance, tandis qu'un million de civilisés, dans la capitale du monde, ignorent ce que c'est que Fourier, ou se défient de lui, ou le traitent comme un fou. A quelques toits d'ici, à une distance qu'un chat franchirait d'un bond, Proudhon est assis dans sa mansarde, Proudhon qui a écrit ces mots : Fourier est un insensé. Et moi-même, ne suis-je pas venu le doute dans le cœur et ma critique tout armée dans ma tête? — En vérité, cette salle déserte était sinistre. Personne ne venait. Bientôt j'entendis un tic-tac régulier, comme la voix du temps qui divisait l'infinie solitude. J'allai vers l'endroit d'où

Digitized by Google

venait le bruit, et je me trouvai près de la cheminée; c'était le bois qui pétillait avec cette régularité monotone. Pourquoi pas? Lorsque l'Océan sera changé en limonade, lorsque l'anti-requin traînera les vaisseaux et que l'anti-lion nous portera en un jour de Bruxelles à Marseille, quand tous les animaux auront reçu leur complète éducation, pourquoi le bois, en brûlant dans le foyer, ne pourrait-il servir d'horloge? Toutes les magnificences du phalanstère sont encore provisoirement rue de Seine; mais elles seront communiquées au monde civilisé, dès que le monde aura foi dans Fourier. Un instant après, levant les yeux sur la glace, j'y aperçus ma propre image et une pendule que je n'avais pas encore remarquée. »

On voit que la plaisanterie de M. Grün a changé ici de caractère. Ordinairement, sa gaîté est inaltérable, aucun sentiment de tristesse ne vient troubler la franchise de ses bouffonneries, et le missionnaire hégélien est sans pitié dans la mise en scène de ses héros. Le fantasque poète d'*Atta-Troll*, justifiant avec esprit les cruautés satiriques de son œuvre, dit très-bien qu'il est impossible de ne pas éclater de rire, si l'on compare certaines idées sublimes avec les hommes qui les représentent ici-bas. C'est l'histoire de M. Grün. Il aime nos socialistes, il applaudit à leurs efforts, parce que ce sont pour lui les ministres d'un idéal qu'il voit ou qu'il croit voir dans sa nébuleuse pensée :

Aut videt, aut vidisse putat per nubila lunam

Cependant, lorsqu'il compare sa chimère, sa

Digitized by Google

lune bien-aimée, avec les astrologues qui déjà croient la tenir, sa verve railleuse s'éveille et ne respecte rien. Plus il est attaché aux principes, plus il s'attribue le droit d'être irrévérencieux pour les personnes. Les saint-simoniens, M. Pierre Leroux, M. Louis Blanc, M. Cabet, enfin tous les confrères de M. Grün, les utopistes de toute robe et de toute couleur, défilent devant lui dans les plus étranges attitudes, et rien n'est plaisant comme cette solennelle procession du socialisme conduite par un pareil maître des cérémonies. Comment donc se fait-il que sa gaîté l'abandonne quand il nous parle des disciples de Fourier? Pourquoi sent-il si péniblement l'abandon des idées phalanstériennes? Serait-ce la punition qu'il a méritée pour avoir comparé le nécromant au philosophe, et persiste-t-il à demander au fouriérisme ce que le fouriérisme ne saura jamais lui donner? Il faut bien le croire, quand on lit la fin de ce chapitre commencé d'une façon si funèbre. La salle s'est peu à peu remplie, la discussion a commencé, mais la solitude n'en paraît que plus triste. « A force d'ennuis, dit M. Grün, j'allais me trouver mal. Il me sembla que tout-à-coup le prestige de cette salle s'était évanoui. Cette fois, j'entendais distinctement la pendule et non plus le bois qui battait la mesure. Les écailles me tombèrent des yeux: je vis une réunion de philistins qui se nour-

Digitized by Google

rissaient tous de la chair d'un seul homme, d'un homme mort. Mon désenchantement fut tel que je me sentis saisi d'un frisson glacial. »

Je ne suivrai pas M. Grün dans ses recherches un peu trop personnelles sur le socialisme démocratique. Le portrait de M. Louis Blanc y est crayonné de la façon la plus joyeuse, sans méchanceté, je me hâte de le dire, sans malveillance aucune, mais avec cette richesse d'espièglerie qui est décidément le caractère de M. Grün. Tout ce qu'il dit de l'organisation du travail est excellent. Les erreurs des *jeunes hégéliens* sont quelquefois monstrueuses ; elles sont rarement vulgaires. Le souffle qui les porte, après tout, est le souffle d'un maître. Comment ne seraient-ils pas frappés de l'indigence d'un système qui voit dans la société un seul homme, l'ouvrier des villes, et dans l'univers des idées une seule question, la concurrence? M. Grün aime à discuter la philosophie de chacun des socialistes : où chercher, où découvrir, hélas ! la philosophie de M. Louis Blanc? Il est vrai que M. Louis Blanc a du moins l'étiquette d'une théodicée. Il parle souvent de Dieu : de quel Dieu? On ne sait; mais enfin il en parle, et c'est lui, dit M. Grün, qui est le représentant de la Providence au sein de la démocratie socialiste. M. Grün ne manque jamais de provoquer en duel les socialistes qui admettent un Dieu ; ici cependant il renonce

Digitized by Google

à la discussion, il est désarmé par l'innocence philosophique de son adversaire; il croit enfin que le nom de Dieu est surtout un mot sonore dont le rhétoricien a besoin pour l'ordonnance de ses périodes.

Malgré son peu de sympathie pour cette rhétorique ambitieuse, M. Grün, après avoir réfuté sans peine les écrits de M. Louis Blanc, voulut, pour l'acquit de sa conscience, lui révéler les lumières de la dialectique allemande. N'oublions pas que M. Grün est missionnaire et qu'il a charge d'âmes. Les saint-simoniens ont disparu; M. Pierre Leroux, convaincu de son infaillibilité, ne se dédira jamais sur le compte de Schelling; les fouriéristes ne sont plus que l'ombre d'une école: essayons, s'est dit le patient apôtre, essayons si M. Louis Blanc pourra comprendre la philosophie hégélienne. Vains efforts! M. Grün a beau s'évertuer, il a beau évangéliser de son mieux l'auteur de l'*Organisation du travail* : bien loin de le convertir, il ne réussit même pas à lui faire soupçonner le premier mot du problème. M. Louis Blanc est tout occupé de sa personne, de son rôle, de ses brochures; il écoute avec la distraction d'un penseur, interrompt avec la fatuité d'un marquis, et ne s'aperçoit pas, l'imprudent! qu'il pose devant le plus impitoyable des peintres. Blessé dans ses prétentions apostoliques, M. Grün demande à son

Digitized by Google

intarissable gaîté des consolations et des vengeances qui ne lui manquent jamais ; sa conversation avec M. Louis Blanc est une excellente scène de comédie.

Ne trouvez-vous pas que le voyage de M. Charles Grün est intéressant ? Malgré la répulsion que l'athéisme inspire, je me sens naître, je l'avoue, quelques sympathies pour ce socialiste enthousiaste, pour ce réformateur de la terre et du ciel, qui s'en vient, armé de sa lanterne, cherchant un homme intelligent parmi ses confrères parisiens. J'aime cette franchise, j'estime cette impartialité courageuse qui lui fait signaler si hardiment toute la pauvreté de son parti. Le voici qui sort de la maison où habite le chef des Icariens. Est-il gai ou triste ? L'un et l'autre peut-être. Écoutez ce qu'il écrit sur son journal de voyage, et pardonnez-moi l'exactitude de ma traduction : je ne suis pas responsable des espiègleries de mon guide. « J'ai été aujourd'hui pour la deuxième fois chez *papa* Cabet, et je suis revenu au logis tout disloqué. Quand il est dans une sphère qui lui répugne, l'homme éprouve un cauchemar moral. Deux fois, dans ma vie, j'ai ressenti un cauchemar physique, et je préférerais absolument cette douleur à celle dont j'ai souffert aujourd'hui, si je n'avais l'*humour* nécessaire pour transformer en un sujet de divertissement ce qui me fut d'abord une oppression

Digitized by Google

insupportable. Contre les cauchemars du corps on n'a pas cette ressource. Déjà, pendant notre conversation d'aujourd'hui, recourant à mon hygiène habituelle, je m'amusai à me figurer *papa* Cabet comme Icare en personne. Il ressemble, en effet, à un dictateur, mais à un de ces dictateurs sensibles, philanthropes, au cœur plus mou que le beurre frais, tels enfin que les sages et les rois de Fénelon. Il est grand, assez robuste; sa figure est ronde, ses petits yeux sont bien ouverts, et sa bouche annonce le souverain, je veux dire le souverain communiste. La contradiction de ces deux mots si absurdement accouplés s'expliquera d'elle-même pour tous ceux qui ont eu une heure d'entretien avec Icare...»

Cette heure d'entretien sera féconde pour la verve de M. Grün, et M. Cabet paiera cher le cauchemar qu'il a donné à son visiteur. Si jamais on n'a mieux mis à nu la fastueuse indigence de M. Louis Blanc, il serait difficile de railler avec plus de franchise le pontificat burlesque de M. Cabet. Rien de si divertissant que la solennelle protection accordée à l'Allemagne par le dictateur. M. Cabet n'est pas un philosophe qui cherche; ce n'est pas non plus une négation perpétuelle, comme M. Pierre Leroux et M. Proudhon: c'est le révélateur d'une société toute prête. Il possède, ainsi que Fourier, une panacée universelle; il a le secret qui peut

Digitized by Google

guérir en un instant toutes les misères du monde. C'est pour cela qu'il est si confiant en lui-même et si ignorant de tout ce qui n'est pas lui. J'ai bien peur que M. Grün ne perde encore sa peine. M. Cabet accueille d'abord très-amicalement le missionnaire de l'athéisme, non pas comme missionnaire, il est vrai, mais au contraire comme un infidèle, comme un malheureux égaré qu'il veut amener dans le giron du communisme icarien. Il sourit quand M. Grün lui parle des profondes transformations philosophiques de l'Allemagne, puis il ajoute avec une gravité imperturbable : Comment se fait-il que les Allemands n'aient pas encore traduit mon *Voyage en Icarie?* — « Que devais-je répondre, s'écrie M. Grün, pour ne pas chagriner le bonhomme? Force était bien de mentir; je lui dis que nous préférions nous en tenir à ses brochures, où nous apprenions le grand art de la polémique, et notez bien que personne, en Allemagne, ne soupçonne seulement l'existence de ces brochures! » — M. Grün ramène la conversation sur l'école hégélienne; il explique au bonhomme l'athéisme de Feuerbach, et semble employer à dessein les formules les plus abstraites de cette subtile et sophistique philosophie. M. Cabet, qui n'y voit que du feu, n'abandonne pas pour cela son attitude dictatoriale; il avoue seulement qu'il n'a pas encore « approfondi la matière. » Je le

Digitized by Google

crois bien, et M. Grün n'avait pas besoin de cette naïve déclaration.

On conçoit que toutes ces visites inutiles, toutes ces prédications en pure perte aient dû jeter à la longue quelque découragement dans la pensée du missionnaire. J'admire cependant l'espoir opiniâtre qui le soutient toujours; j'admire aussi qu'un hégélien ait une prédilection si vive pour la légèreté française. Du reste, il a été largement récompensé de l'obstination de sa foi; il a trouvé, enfin, le vrai penseur socialiste! Oui, il a trouvé chez ce peuple ignorant, qui connaît encore moins Hegel que Saint-Simon et Fourier, il a trouvé au milieu de ces socialistes ridicules, entre les fouriéristes et les organisateurs du travail, entre M. Louis Blanc et M. Cabet, il a trouvé l'homme extraordinaire qui manie la dialectique hégélienne aussi bien que s'il l'avait inventée, et qui l'emploie contre la société et contre Dieu avec la froide exaltation d'un Stirner ou d'un Feuerbach. Quoi! Stirner et Feuerbach, ici, à Paris, sur ce pavé brûlant où s'allume si vite l'incendie des révolutions! Quelle joie pour M. Charles Grün! Le plus souvent c'est dans les universités des petites villes, c'est dans la solitude des monastères de la science, c'est à Halle, à Bonn, à Heidelberg, à Tübingen, que siègent les oracles révolutionnaires de l'Allemagne. Ils méditent, ils écrivent, et de ces retraites pacifiques

Digitized by Google

sortent les redoutables formules qui foudroient la vieille société et font rentrer Dieu dans le néant. Cependant, autour de ces grands hommes, la foule des philistins continue son vulgaire train de vie; on croit à Dieu, on croit au devoir, et l'on s'efforce d'être honnête. Bien plus, ces philistins ignorent peut-être qu'ils ont la gloire de posséder dans leurs murs les Saint Jean et les Saint Paul de l'*humanisme*. N'est-ce pas à cette influence des petites villes qu'il faut attribuer la propagation si lente du nouvel évangile? Mais ici, sur un sol volcanique, dans la capitale de l'émeute, quelles destinées inattendues vont s'ouvrir pour la philosophie hégélienne! M. Charles Grün en est ébloui.

« Quand on entre du quai Malaquais dans la rue de Seine, on voit à gauche une autre rue qui forme un petit angle avec celle-ci. Un soir, vers cinq heures, étant précisément à cet endroit, je demandai la rue Mazarine. — La rue à gauche, me dit-on. — C'est là que se séparent les deux chemins d'Hercule: à droite, la large route des pacifiques fouriéristes; et à gauche?... A gauche, rue Mazarine, N° 36, habite Proudhon.

» Je me l'étais représenté comme un homme d'une quarantaine d'années, aux traits durs, aux cheveux noirs, au visage défiant, le front accablé de profonds et douloureux soucis, mais pourtant avec cette bienveillance ineffaçable qui se lisait sur la physionomie de Jean-Jacques Rousseau et de Louis Boerne. Il faut, me disais-je, pour n'être pas confondu avec les voyageurs anglais et les vulgaires touristes de l'Allemagne, il faut conquérir pour moi

Digitized by Google

cette bienveillance, il faut pénétrer jusque derrière le rempart où s'abrite cet esprit blessé. En vérité, comment pouvais-je me figurer l'auteur du mémoire : *Qu'est-ce que la propriété?* l'auteur de la *Lettre à M. Considérant*, lettre pour laquelle il eut à comparaître devant le jury du Doubs, l'ancien ouvrier imprimeur qui se plonge depuis long-temps déjà dans des études sans fin, le prolétaire qui cherche la science sociale dans l'intérêt du prolétariat, et qui, récompensé de son courage par un procès devant les assises, a subi durant de longues années le supplice bien autrement terrible du dédain public; ce penseur solitaire, audacieux, impitoyable, comment pouvais-je me le figurer, si ce n'est comme un homme aigri par les souffrances morales?

» Lorsque j'entrai dans la chambre de Proudhon, je vis un homme assez grand, nerveux, d'une trentaine d'années environ, le corps vêtu d'un gilet de laine, et les pieds dans des sabots. Une chambre d'étudiant avec un lit, un petit nombre de livres sur des rayons, sur une table plusieurs numéros du *National* et d'une revue d'économie politique, tel était son entourage. Cinq minutes ne s'étaient pas écoulées, que nous étions engagés déjà dans le plus cordial entretien, et le dialogue allait si rondement, que j'eus à peine le temps de songer à part moi combien je m'étais trompé en m'imaginant trouver ici la défiance de Rousseau et de Louis Boerne. Un visage ouvert, un front merveilleusement plastique, des yeux bruns admirablement beaux, le bas de la figure un peu massif, et tout-à-fait en harmonie avec la forte nature montagneuse du Jura; une prononciation énergique, pleine, volontiers rustique, surtout si on la compare au gracieux gazouillement parisien; un langage serré, concis, avec un choix d'expressions d'une justesse mathématique; un cœur plein de calme, d'assurance, de gaîté même;

Digitized by Google

en un mot, un homme beau et vaillant contre tout un monde!

» Quel bonheur plus grand aurais-je pu désirer? Après une masse d'études fatigantes, après une incessante critique de toutes les théories socialistes possibles, je rencontrais au milieu de Paris, — de ce Paris où mille systèmes criblés de blessures sans nombre se pressent, se heurtent les uns les autres avec la prétention de vivre, où les pensées mortes errent çà et là comme autant de fantômes, — je rencontrais un homme qui, vaillamment, librement, sans réserve, se déclarait d'accord avec moi. Dans la critique du socialisme et du philosophisme français, nous nous entendîmes sur tous les points, et j'en sentis mon âme fortifiée.

» Proudhon est le seul Français complètement libre de préjugés que j'aie jamais connu. Il s'est assez occupé de la science allemande pour appliquer son oreille contre terre chaque fois que l'esprit s'agite de l'autre côté du Rhin. Il possède assez de profondes connaissances en philosophie pour soupçonner un sens profond derrière nos phrases redondantes..... Il a su vraiment s'approprier la substance même de notre science, et c'est avec nos idées qu'il a chargé ses canons contre la propriété..... Seulement il n'avait pas encore de renseignements sur la dissolution de cette science allemande par la critique, sur l'anéantissement définitif de tout système de philosophie. J'ai eu l'infini plaisir d'être en quelque sorte le *privat-docent* de cet homme, l'esprit le plus sagace et le plus pénétrant qu'il y ait eu dans le monde depuis Lessing et Kant. J'espère avoir préparé par là un résultat immense; il n'y aura plus qu'une seule science sociale des deux côtés du Rhin.»

M. Grün continue d'exprimer avec effusion son

Digitized by Google

enthousiasme et son bonheur. Sa mission n'aura pas été inutile; il a découvert un penseur tout préparé aux enseignements de l'athéisme. J'ai supprimé bien des détails trop intimes; il ne faut pas abuser de la familiarité des grands hommes, et peut-être même trouvera-t-on que je n'ai pas été assez discret. Il paraît que M. Proudhon louche légèrement; ce défaut inspire de véritables dithyrambes au *jeune hégélien*, car certains défauts physiques, assure-t-il, font ressortir la beauté morale sur les visages que nous aimons, et c'est là le principe de l'idéal chrétien que le monde antique ne soupçonnait pas. On ne s'attendait guère à rencontrer tant de christianisme chez le prédicateur athée. M. Grün veut bien nous apprendre à ce propos que la première femme qu'il a aimée avait des taches de rousseur, et qu'il était particulièrement épris de cette imperfection. Cette désinvolture de style, ce sans-gêne et ce déshabillé, ce n'est pas seulement le caractère propre aux écrivains de l'athéisme allemand; je reconnais à ces épanchements naïfs la joie qui déborde chez M. Grün. Tout à l'heure le spirituel écrivain gambadait gaîment autour de nos socialistes, et leur faisait des niches d'écolier; maintenant qu'il a trouvé M. Proudhon, il est ému, il est transporté, il ne se possède plus. Il est vrai que M. Proudhon a encore bien des choses à apprendre; si M. Proudhon a deviné Hegel, il

Digitized by Google

ne sait pas très-exactement où en est la *jeune école hégélienne ;* il n'a pas suivi les travaux de M. Feuerbach, et la religion de l'*humanisme* ne lui a pas été révélée. Qu'importe? le sol est fécond, les semences de l'Allemagne vont fructifier bientôt.

Cette victoire, d'ailleurs, nous est triomphalement annoncée. A l'époque où le missionnaire le visita, M. Proudhon méditait son plus important ouvrage, le *Système des contradictions économiques*, et M. Grün espère bien que, profitant des leçons de l'athéisme, l'illustre élève abjurera dans ce livre ses dernières erreurs. En attendant, M. Grün nous fait assez bien connaître les travaux du réformateur français. L'écrit sur la célébration du dimanche, les trois mémoires sur la propriété sont vivement analysés. La conclusion de M. Grün, c'est que M. Proudhon est le Feuerbach de la France. M. Feuerbach a dit le dernier mot de la philosophie hégélienne, le jour où, faisant l'analyse de la foi, il a montré que l'homme se dépouillait de ses pensées les plus hautes pour en revêtir un être imaginaire, et que depuis six mille ans il était dupe de cette sublime illusion ou de cette générosité imbécile. De même, M. Proudhon a dit le dernier mot, a trouvé la formule dernière du socialisme en montrant que la vieille société accordait des droits exagérés, monstrueux, impossibles, à un être impossible aussi, à un

Digitized by Google

monstrueux tyran qu'on appelle le propriétaire. La propriété, dit M. Proudhon, est en démolition depuis le commencement du monde ; M. Feuerbach en a dit autant de la divinité, et tous deux ont prouvé leur thèse. Ces deux propositions : *Dieu n'est pas*, *La propriété c'est le vol*, se confondent dans une même idée. Le propriétaire est pour le citoyen ce que Dieu est pour l'âme, un usurpateur. L'âme humaine a déclaré avec M. Feuerbach qu'elle reprenait son bien, et qu'elle se savait Dieu ; chaque citoyen reprend ses droits avec M. Proudhon, et déclare que la propriété est un vol. Je ne sais si M. Proudhon est très-fier de ressembler si exactement à M. Feuerbach, je ne sais pas non plus si cette exposition de son système par M. Grün lui paraîtra tout-à-fait conforme à sa pensée ; pour moi, j'avoue que ce rapprochement ne me déplaît pas. Je crois, avec le bon sens de tous, et sans discuter encore les subtilités de la dialectique nouvelle, je crois que la découverte de M. Proudhon aura précisément le même sort que cette religion de l'homme inventée par M. Feuercach, et je m'assure que M. Grün, ironique cette fois sans le savoir, a très-bien fait d'associer ces deux noms.

Malgré l'ardeur de ce naïf enthousiasme, le missionnaire n'oublie pas la gravité des devoirs qu'il s'est imposés ; il faut qu'il juge son élève au

Digitized by Google

nom de l'athéisme hégélien, et il est bien décidé à ne laisser passer aucune proposition mal sonnante. Il sera moins rigoureux toutefois pour les premiers mémoires contre la propriété. Ces livres sont surtout un cri de fureur, un défi terrible jeté à un monde maudit, et cette fureur est trop agréable à M. Grün pour qu'il veuille relever çà et là certains principes hétérodoxes. « Proudhon, s'écrie-t-il, tonne comme un prophète de la Judée contre les institutions et les sociétés humaines; mais, plus formidable et plus grand que les prophètes juifs, il n'invoque ni un Dieu fantastique, ni ses fantastiques archanges : le prolétaire moderne, quand il est illuminé par la science, est à la fois le prophète, Jéhovah et l'ange exterminateur dans une même personne. » On comprend l'indulgence de M. Grün pour cette trinité vengeresse; mais M. Proudhon a écrit un autre ouvrage : il a fait un traité de logique, le programme de ses travaux à venir, la base de ses constructions sociales; M. Grün l'examinera sévèrement.

Ce livre est intitulé : *De la création de l'ordre dans l'humanité, ou Principes d'organisation politique*. M. Proudhon s'y est proposé d'établir les fondements de cette société future annoncée avec tant de promesses par nos faiseurs d'utopies. M. Proudhon n'est pas une imagination peuplée de chimères, et ce n'est pas à de sentimentales

Digitized by Google

rêveries qu'il demande, comme ses confrères, toutes les magnificences de l'avenir. Il procède lentement, un pas après l'autre, avec le plus grand désir d'être méthodique. Ce livre est donc une méthode. L'organisation politique n'est à ses yeux que l'organisation du sens commun. Toutes les lois, toutes les institutions humaines, tous les rouages du mécanisme des sociétés, qu'est-ce autre chose que le produit de nos pensées, la réalisation des puissances et des désirs de l'âme? Commençons donc par redresser l'esprit de l'homme, donnons une direction régulière à l'entendement; sans quoi, toute réforme politique et sociale est radicalement impossible. Voilà comment l'ange exterminateur a écrit une logique. Cet instinct de la méthode, cette foi dans l'étude psychologique est un phénomène assez curieux chez un socialiste, et M. Proudhon a du moins ce mérite de rendre hommage à une vérité essentielle de la philosophie. Je ne dis pas, il s'en faut bien, que cette psychologie soit bonne; j'aurai tout à l'heure à l'examiner de près; j'approuve seulement le point de départ et le plan de ses travaux. Par malheur, après avoir si bien entrevu l'importance de la philosophie dans l'étude des sociétés humaines, l'auteur de *la Création de l'ordre* rejette aussitôt toute religion et toute philosophie, ces deux développements de notre esprit

Digitized by Google

étant, dit-il, à jamais épuisés, et ne pouvant plus rien produire dans l'état actuel du genre humain. Il y substitue ce qu'il appelle la métaphysique, et il entend par là une science positive, certaine, aussi certaine que les mathématiques. Avant lui déjà, M. Auguste Comte, dans son *Traité de philosophie positive,* avait exprimé les mêmes prétentions sans les justifier davantage. Pour élever cette science nouvelle, aussi supérieure à la philosophie que la philosophie est supérieure à la religion, l'auteur crée une logique à laquelle il attribue une merveilleuse fécondité, et il en développe les lois avec une confiance imperturbable. Je n'ai pas encore à entrer dans ce détail, je veux simplement indiquer la position de M. Grün vis-à-vis de son ami. Or, M. Grün, après une rapide analyse du livre, s'écrie avec une singulière impatience :

« Prolétaire, prolétaire! est-ce bien à toi de nous efféminer ainsi? Soldat armé de la torche incendiaire pour brûler les temples des dieux! Spartacus, dont le cri pousse les esclaves à une guerre d'extermination contre les maîtres, que fais-tu là sous les ombrages de l'Académie? Pourquoi ton front chargé de pensées va-t-il pâlir sur les mystères de l'absolu? Ah! je devine ta réponse..... Tu me disais dernièrement que nous autres, savants et docteurs, nous avions sur toi un immense avantage, que tu n'es qu'un pauvre enfant de tes œuvres, que tu as perdu toute ta jeunesse, et qu'il n'y a pas eu de règle dans tes études. Tu dois montrer, ajoutais-tu, que tu as appris

Digitized by Google

quelque chose..... Je sais, je sais tout ce que tu vas me dire : Pouvais-je ne pas chercher une formule scientifique, une formule absolue pour triompher du gouvernement et du jury, des économistes et des éclectistes? Pouvais-je ne pas fonder sur une base inébranlable les droits de mes commettants? Pouvais-je ne pas élever une barricade indestructible pour la défense du prolétariat? — Fort bien, à merveille, tu l'as fait; mais maintenant laisse-là l'Académie, débarrasse-toi de ta robe de chambre illustrée d'hiéroglyphes, reprends la torche d'incendie, redeviens le Spartacus irrité, — ou bien attends que l'heure sonne! Tu ne peux fonder une vraie science de la société tant que tu n'auras pas devant toi les libres matériaux pour une société nouvelle, tant que tu n'auras pas anéanti dans ta propre pensée les contradictions qui la divisent encore..... Tu es dualiste, je te le disais l'autre jour; il y a dans ta théorie quelque chose au-dessus de l'homme; oui, tu lui prends sa meilleure part, la science, et tu en fais une sorte de puissance supérieure, une puissance divine..... Je ne veux pas de ta société, tu es religieux. — Moi! quelle plaisanterie! — Tu as un Dieu. — Lequel? — L'intelligence. Tu as aussi une théologie. — Laquelle? — La métaphysique. »

La *jeune école hégélienne* avait déclaré avec M. Feuerbach qu'il n'y a rien au-dessus de l'humanité, que Dieu n'est qu'un reflet de nous-mêmes, une aliénation de nos idées les plus sublimes au profit d'un être imaginaire : *homo homini Deus*. Après M. Feuerbach, un logicien plus résolu, M. Stirner, est venu démontrer que cette religion de l'humanité est encore une capucinade

Digitized by Google

(Pfaffenthum), que l'humanité n'existe pas pour l'homme, que l'homme ne doit pas se soumettre à quelque chose d'extérieur à lui-même, divinité ou humanité peu importe, et qu'enfin, pour tout dire, il n'y a d'autres droits que les droits de l'individu : *homo sibi Deus*. C'est là la doctrine la plus *avancée* de la *jeune école hégélienne*, et M. Grün est un partisan de M. Stirner. Le Spartacus français n'en était pas encore arrivé là ; mais, en terminant son livre par ces reproches extraordinaires et ces frénétiques appels, le missionnaire hégélien marquait le but fatal où il attendait son disciple. Le disciple a-t-il réalisé l'espoir du maître?

II.

Lorsque M. Charles Grün vint visiter à Paris nos écrivains socialistes, M. Proudhon n'avait encore publié que ses violents pamphlets à propos de la propriété et un traité de logique. Un an après le voyage dont nous venons d'examiner le récit, le grand ouvrage de M. Proudhon, celui qui renferme sa doctrine tout entière, le plus sérieux, le plus réfléchi, le plus complet de ses travaux, paraissait sous ce titre : *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*. Jusque-là les ressemblances de M. Proudhon avec les *jeunes*

Digitized by Google

hégéliens tenaient à une communauté involontaire de pensées, à un développement analogue, mais spontané, de son intelligence. Kant avait exercé une vive influence sur le penseur français, et, comme c'est un esprit curieux, vivace, et qui va droit devant lui, M. Proudhon était arrivé, dans des questions toutes pratiques, à certaines conclusions où aboutissaient de leur côté, dans le domaine spéculatif, les modernes métaphysiciens de l'Allemagne. Cette fois, les ressemblances, s'il y en a, seront moins fortuites, et les dissidences aussi acquerront plus de valeur, étant le résultat d'une délibération réfléchie. M. Grün a fait connaître à M. Proudhon le développement historique de la philosophie allemande depuis Kant; il lui a révélé Fichte, Schelling, Hegel, et surtout il lui a enseigné ce qu'il ignorait tout-à-fait, la décomposition de cette philosophie sous la critique de la *jeune école hégélienne*. Hegel, selon cette école, est le dernier des philosophes, et les *jeunes hégéliens* commencent la science nouvelle. M. Feuerbach et M. Stirner inaugurent l'ère féconde où l'homme, se connaissant enfin, fondera son éternel empire. M. Proudhon sait toutes ces belles choses; voyons ce qu'il en a fait.

Les deux volumes de M. Proudhon embrassent l'univers entier, le fini et l'infini. J'y trouve une histoire universelle et une philosophie de l'histoire

Digitized by Google

au point de vue de l'économie politique, une histoire sommaire de la philosophie, une logique, une métaphysique, une théodicée et une psychologie, sans compter ce qui est le sujet même du traité, l'étude des principales questions d'économie sociale et la critique de tous les systèmes. Je laisse de côté cette dernière partie de l'ouvrage déjà jugée sans appel par des juges plus autorisés, soit dans les recueils littéraires, soit à la tribune de l'Assemblée nationale[1]. C'est la philosophie de M. Proudhon, c'est sa métaphysique, sa théodicée et sa psychologie que je veux connaître.

Avant de philosopher, M. Proudhon s'est créé sa méthode; pour labourer à sa façon, il s'est forgé une machine particulière; c'est par là qu'il faut commencer avec lui.

Le syllogisme, dit-il d'après Bacon, pose un principe et en tire les conséquences sans y rien ajouter. Ce n'est donc pas le véritable instrument scientifique, ce n'est pas le télescope qui découvre des horizons nouveaux. M. Proudhon va plus loin que le philosophe anglais; il ne se contente pas de signaler la stérilité du raisonnement déductif,

[1] Voy. surtout un solide et ingénieux travail de M. Léonce de Lavergne, intitulé : *Du libéralisme socialiste (Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1848) et le beau rapport de M. Thiers à l'Assemblée nationale sur une proposition de M. Proudhon (septembre 1848).

Digitized by Google

il l'accuse de ne pas démontrer son point de départ, de s'appuyer sur un *à priori* incertain, en sorte que non-seulement le syllogisme ne peut aller au-delà des conséquences renfermées dans le principe, mais principe et conséquence, conclusion et prémisses, tout cela est également arbitraire. « Aristote, ajoute-t-il, qui traça les règles du syllogisme, ne fut pas dupe de cet instrument, dont il signala les défauts, comme il en avait analysé le mécanisme. »

Le second instrument de la dialectique est l'induction, qui va du particulier au général, comme le syllogisme va du général au particulier. Bacon, selon l'auteur, crut faire une grande découverte, et ne s'aperçut pas que ce qu'il recommandait si vivement n'était en résumé que le syllogisme à rebours. On allait d'orient en occident, dit M. Proudhon; il alla d'occident en orient; c'était toujours le même voyage, et l'induction, excellente, comme le syllogisme, pour démontrer la vérité déjà connue, est, comme lui, sans force pour la découverte. « Le syllogisme donnant tout à l'*à priori*, l'induction tout à l'empirisme, la connaissance oscille entre deux néants. » Pour sauver l'esprit humain qui s'enrichit inutilement chaque jour d'observations sans nombre, et qui, impuissant à les coordonner en un système scientifique, meurt accablé sous son trésor, il faut « un

Digitized by Google

nouvel instrument qui, réunissant les propriétés du syllogisme et de l'induction, partant à la fois du particulier et du général, menant de front la raison et l'expérience, imitant, en un mot, le dualisme qui constitue l'univers, et qui fait sortir toute existence du néant, conduirait toujours infailliblement à une vérité positive. » Cet instrument, nous le devons à Kant, et on le nomme l'antinomie.

L'antinomie, en affirmant une idée, affirme immédiatement son contraire : ainsi, l'infini et le fini, le nécessaire et le contingent, l'unité et la pluralité, etc. Mais l'antinomie, par cela même qu'elle fournit à l'esprit les oppositions sans nombre qui constituent l'univers tout entier, n'est pas la fin de la science; elle n'en est que le commencement obligé, la condition indispensable. Il faut concilier ces contraires, trouver le terme où ils s'évanouissent, faire disparaître enfin la thèse et l'antithèse dans une synthèse supérieure. Cette dialectique a été mise en œuvre par Hegel avec une prodigieuse audace. Tout le système du philosophe de Berlin est renfermé dans une opération de ce genre. L'infini, s'ignorant d'abord lui-même, se divise pour se déterminer et se connaître; par cette scission, il pose hors de lui son contraire, qui est le fini. Voilà la thèse et l'antithèse; comment se rétablit l'unité? Comment reparaît l'har-

Digitized by Google

monie ? L'unité, la synthèse harmonieuse de l'infini et du fini, c'est l'esprit absolu qui, sorti d'abord de l'infini et de l'indéterminé, puis longtemps captif dans les formes périssables de l'univers créé, acquiert enfin, après des milliers d'années, la conscience de soi-même, et retrouve, sur les ruines de la nature et de l'homme, sa divinité laborieusement conquise.

M. Proudhon ne s'explique pas très-nettement sur cet étrange poème indien, sur ces prodigieuses hallucinations de Hegel. Il faut croire pourtant que cette dialectique ne le satisfait pas ; car, passant rapidement sur la réduction des antinomies dans la synthèse, il arrive à une autre méthode qui a aussi pour but de concilier les contraires, et qu'il appelle la théorie sérielle. Rien n'est isolé dans la nature, s'est dit M. Proudhon ; « tout ce qui s'isole, tout ce qui ne s'affirme qu'en soi, par soi et pour soi, ne jouit pas d'une existence suffisante, ne réunit pas toutes les conditions d'intelligibilité et de durée. Il faut encore l'existence dans le tout, par le tout et pour le tout ; il faut, en un mot, aux rapports internes unir des rapports externes. » La logique nouvelle, l'organe suprême de la science se propose de chercher ces rapports externes, de grouper les idées selon leurs affinités naturelles, de les constituer en famille ; penser, c'est former des séries, et, dans l'absence de ces

Digitized by Google

séries, de ces groupes, de ces familles d'idées, toute science est impossible. Le livre sur *la Création de l'ordre dans l'humanité* avait fait connaître en détail ce *Novum organum*, en avait indiqué le mécanisme et formulé les règles ; mais l'auteur y revient sans cesse dans le *Système des contradictions économiques*, il en donne continuellement des résumés, et l'ouvrage tout entier n'est lui-même que l'application de cette théorie à la métaphysique et à la science sociale.

L'examen de cette logique ne saurait entrer dans le plan de ce travail. A côté de pensées ingénieuses, de conceptions originales, d'analyses subtiles et quelquefois profondes, il faudrait signaler d'innombrables sophismes. On aurait besoin d'arrêter l'auteur à chaque page et de discuter avec lui les affirmations hautaines qu'il ne daigne pas démontrer. Cet esprit si scrupuleux en apparence dans ses déductions logiques, ce penseur qui semble n'avancer que pas à pas et marcher, comme faisait Descartes, de certitude en certitude, nous le voyons recourir à de brusques enjambées et dérouter le lecteur attentif par d'inexplicables écarts. Il faudrait aussi prier l'intrépide écrivain de vouloir bien nous expliquer certaines formules écrites dans une langue dont nous n'avons pas le dictionnaire. Peut-être alors, s'il nous donne la clef de ses hiéroglyphes, ne serait-il pas très-difficile de défendre

Digitized by Google

le syllogisme et l'induction ; car M. Proudhon emploie contre la philosophie la tactique dont il se sert contre la propriété : il imagine, pour le besoin de sa polémique, je ne sais quelle philosophie apocryphe, une philosophie ridicule, absurde, et il en triomphe comme un prédicateur de village. Le syllogisme et l'induction, tels qu'il les représente, réduits à un pur mécanisme, séparés de l'observation et de la raison, opérant dans le vide ou sur des préjugés, sont, à coup sûr, de médiocres instruments. M. Proudhon est presque tenté de les déclarer impossibles, comme il l'a fait pour la propriété ; il oublie que la propriété existe depuis six mille ans, et que l'induction a créé des sciences. Quant à sa théorie particulière, il est possible que l'art de penser s'enrichisse encore de méthodes plus savantes ; tous les instruments ne sont pas découverts. Quelque opinion que l'on se forme des résultats fournis par la logique de Kant et de Hegel, on ne saurait nier qu'elle ait agrandi la gymnastique de l'intelligence ; il ne paraît pas cependant que la théorie sérielle, malgré la subtile vigueur de M. Proudhon, réunisse jusqu'à présent toutes les conditions désirables pour remplacer la vieille et immortelle logique constituée par le génie d'Aristote, développée et fécondée par les modernes. Bien plus, si l'on réussit un jour à enseigner scientifique-

Digitized by Google

ment l'art de grouper toutes les idées d'après leur série, d'en dresser le tableau complet et de fournir ainsi à l'esprit de l'homme une commode et infaillible encyclopédie qui ne serait pas moins que la science universelle, ne devra-t-il pas arriver que le syllogisme et l'induction se retrouveront encore dans cet *ars magna*, dans cette miraculeuse architecture? Cette théorie sérielle du novateur, on l'appelait jadis, sans tant de fracas, association des idées, abstraction, généralisation, et ce qu'il y a d'ingénieux, de sensé, ce qu'il y a d'admissible dans la logique de M. Proudhon, n'est qu'une étude plus subtile de ces antiques méthodes qui n'ont jamais manqué à une philosophie sérieuse.

N'insistons pas davantage; ce sera assez de juger la méthode nouvelle par ses produits. Or, M. Proudhon, à la fin de son traité de logique, nous fait entrevoir les plus brillantes perspectives : Le monde est expliqué! la métaphysique est construite! toutes les contradictions des systèmes sont résolues, et la cité de l'homme s'élève dans sa splendeur! Voilà ce que doivent contenir les deux volumes de M. Proudhon. J'aimerais mieux, je l'avoue, un prospectus moins éblouissant; et je me rappelle avec un charme singulier cette déclaration si sage du modeste Nicole dans l'un des discours préliminaires de la *Logique de Port-Royal* : « C'est proprement ce que les philosophes entre-

Digitized by Google

prennent et sur quoi ils nous font des promesses magnifiques. Si on les en veut croire, ils nous fournissent, dans cette partie qu'ils destinent à cet effet et qu'ils appellent logique, une lumière capable de dissiper toutes les ténèbres de notre esprit ; ils corrigent toutes les erreurs de nos pensées, et ils nous donnent des règles si sûres, qu'elles nous conduisent infailliblement à la vérité, et si nécessaires tout ensemble, que, sans elles, il est impossible de la connaître avec une entière certitude. Ce sont les éloges qu'ils donnent eux-mêmes à leurs préceptes. Mais, si l'on considère ce que l'expérience nous fait voir de l'usage que ces philosophes en font et dans la logique et dans les autres parties de la philosophie, on aura beaucoup de sujet de se défier de la vérité de ces promesses. » Cette conclusion sera-t-elle la nôtre quand nous verrons à l'œuvre le *Novum organum* de M. Proudhon ? J'en ai bien peur. Examinons cependant.

Je commence par le problème qui contient tous les autres. Quel est le Dieu de M. Proudhon? Aussi bien, ce Dieu, quel qu'il soit, joue un rôle considérable dans la pensée de l'auteur, et c'est une théodicée (vraiment on ne s'y attendait guère!), c'est une théodicée intrépide qui est le centre et le fondement de tout son système. M. Proudhon, il est vrai, n'admet d'abord l'idée de Dieu que comme

Digitized by Google

une hypothèse sans laquelle il lui est impossible « d'aller en avant et d'être compris » ; mais cette hypothèse finit par se transformer en une réalité si concrète, elle occupe même une place si nettement et si étrangement déterminée, elle devient une affirmation si absurde, si extravagante, si monstrueuse, que le philosophe eût été mille fois plus sage de conserver précieusement son doute.

C'est une erreur naturelle à notre esprit d'attribuer à Dieu nos idées, souvent même nos passions. Combien de religions et de philosophies sont là pour accuser cette tendance! Dieu a fait l'homme à son image, dit le Catéchisme, et l'homme le lui a bien rendu, répond Voltaire. M. Proudhon se garde de commettre une pareille faute ; sa logique, il faut l'avouer, l'a mis à l'abri de cette erreur vulgaire. Pourquoi faut-il qu'elle lui enseigne, en échange, des erreurs tout autrement sérieuses? Voici, dans un résumé aussi bref que possible, le raisonnement de M. Proudhon.

Lorsqu'on étudie l'évolution des lois de la société, on aperçoit de continuelles antinomies, c'est-à-dire des faits qui amènent des faits opposés, des influences suivies de réactions inévitables ; en un mot, des principes sacrés que d'autres principes, également respectables, quoique tout-à-fait contraires, viennent peu à peu combattre. Ainsi, un des principes fondamentaux de l'industrie est la

Digitized by Google

division du travail. C'est là une loi féconde; sans la division du travail, point de progrès, point d'industrie véritable : la vie sociale languit et s'éteint. Mais ce principe, si excellent d'abord, produit bientôt des résultats désastreux : la division du travail poussée à l'excès (et l'excès est ici une conséquence fatale à laquelle on ne peut échapper) réduit l'homme à l'état passif et peu à peu l'abrutit. Quand il faut quinze ouvriers pour forger une épingle, chacun d'eux, employé à une parcelle de l'œuvre commune, ne fait plus que la fonction d'un marteau; il reste étranger à ce qu'il produit, la sainte vertu du travail disparaît. En un mot, comme dit très-bien M. de Tocqueville, « à mesure que la division du travail reçoit une application complète, l'ouvrier devient plus faible, plus borné et plus dépendant; l'art fait des progrès, l'artisan rétrograde. » Ce grand fait de la division du travail, à la fois fécond et funeste, amène une réaction nécessaire; « l'apparition incessante des machines est l'antithèse, la formule inverse de la division du travail; c'est la protestation du génie industriel contre le travail parcellaire et homicide. Qu'est-ce, en effet, qu'une machine? Une manière de réunir diverses particules de travail que la division avait séparées. Toute machine peut être définie un résumé de plusieurs opérations, une simplification de ressorts, une condensation du travail, une réduction

Digitized by Google

de frais. Sous tous ces rapports, la machine est la contre-partie de la division. Donc, par la machine, il y aura restauration du travail parcellaire, diminution de peine pour l'ouvrier, baisse de prix sur le produit, mouvement dans le rapport du travail, progrès vers de nouvelles découvertes, accroissement du bien-être général. » Voilà le bien, parfaitement signalé par M. Proudhon, mais le mal n'est pas loin. Les machines enlèvent à l'homme son travail, ou lui donnent une fonction d'un ordre inférieur. Au lieu d'être l'ouvrier d'une œuvre à laquelle il s'intéresse, il n'est plus que le servant de la machine ; les mariniers de nos grands fleuves dérogent certainement quand ils sont réduits à chauffer les chaudières des bateaux à vapeur, et M. Proudhon s'écrie : « Qu'on m'accuse, si l'on veut, de malveillance envers la plus belle invention de notre siècle, rien ne m'empêchera de dire que le principal résultat des chemins de fer, après l'asservissement de l'industrie, sera de créer une population de travailleurs dégradés, cantonniers, balayeurs, chargeurs, débardeurs, camionneurs, gardiens, portiers, peseurs, graisseurs, nettoyeurs, chauffeurs, pompiers, etc....., etc..... Quatre mille kilomètres de chemins de fer donneront à la France un supplément de cinquante mille serfs. »

Ainsi, chacune des évolutions de la société est tout ensemble un progrès vers le bien et une

Digitized by Google

aggravation du mal, jusqu'à ce qu'on atteigne à la dernière solution des antinomies. Pour y arriver, l'homme doit être ballotté long-temps d'une antinomie à l'autre; il est condamné à parcourir en saignant ces périodes fatales. Or, après la division du travail et les machines, nous ne sommes encore, dit l'auteur, qu'à la seconde station de notre Calvaire. Continuons, ajoute-t-il, le gage de notre liberté est dans le progrès de notre supplice. « Entre l'hydre aux cent gueules de la division du travail et le dragon indompté des machines, que deviendra l'humanité? » Un stimulant nouveau lui est fourni, la concurrence vient multiplier le travail et la richesse. M. Proudhon apprécie noblement cette grande révolution industrielle annoncée par le génie de Turgot et décrétée par l'enthousiasme de 89; il la défend avec des arguments victorieux contre les déclamations rétrogrades de M. Louis Blanc et des communistes; il prouve avec une sagacité lumineuse que, si l'agriculture est en retard parmi nous, si la routine et la barbarie entravent l'essor de ce travail national, la première cause du mal est le défaut de concurrence. Bientôt cependant, comme la division du travail et l'intervention des machines, la concurrence révèle à M. Proudhon d'affreuses misères, et l'accusation est aussi sombre que le panégyrique a été brillant. De même pour le monopole, institution nécessaire

Digitized by Google

à la société, et qui devient ensuite une source d'injustices. De même encore pour l'impôt, lequel, étant établi afin d'arrêter les excès du monopole, est d'abord une réaction bienfaisante avant de devenir, au jugement de l'auteur, une nouvelle iniquité. Ainsi le mal renaît toujours, toujours plus grand; chaque victoire n'est qu'une déception de plus, et le Calvaire s'allonge à l'infini.

Dans cette dramatique histoire des évolutions sociales, que je n'ai point à juger ici, dans ce diabolique tableau peint par le désespoir, M. Proudhon a encore bien des antinomies à nous signaler jusqu'à ce qu'il arrive à celle de la propriété et de la communauté, toutes les deux infames et maudites toutes les deux. Ici cependant, à la fin de son premier volume, assis à ce noir carrefour où il nous a conduits, il se pose la redoutable question : Pourquoi le mal? Qui est le coupable dans ce drame sinistre? Est-ce l'homme? Non; l'homme n'est pas coupable : nous l'avons vu lutter de toutes ses forces pour produire le bien; sans cesse il y a réussi, et sans cesse ce bien menteur lui échappant est devenu une misère de plus. C'est donc Dieu qui a commis le crime? Oui, répond le philosophe : « si quelqu'un a mérité l'enfer, c'est Dieu. »

Est-ce là seulement le cri d'un chercheur désespéré? Est-ce un plagiaire de Faust ou de Manfred qui, s'acharnant avec passion sur une introuvable

Digitized by Google

énigme, se venge de son impuissance par la fureur et le blasphème? Non; le blasphème n'est pas, chez M. Proudhon, l'emportement d'une pensée qui s'oublie. Tout cela est calculé, médité, et ne dépasse pas les conséquences nécessaires d'une déduction froidement conçue. Comment donc l'auteur est-il arrivé là? Par sa logique même, par cette loi des antinomies dont il est si infatué et que repousse le plus vulgaire bon sens. Suivons-le un instant, osons regarder en face cette dialectique ténébreuse; peut-être, quand nous l'aurons dépouillée de son prétentieux costume, la trouverons-nous plus ridicule que terrible.

Quand M. Proudhon attaque la Providence, il ne reproduit pas, en apparence du moins, la vieille objection du mal physique et du mal moral; on sait qu'il aime l'extraordinaire, et l'emploi de ce raisonnement mille fois réfuté aurait médiocrement satisfait l'orgueil du novateur. Aussi, pour mieux signaler aux connaisseurs l'originalité de son blasphème, il commence par réfuter lui-même la logique des vulgaires athées. Cette réfutation est un des meilleurs chapitres de l'auteur, et il y trouve matière à d'admirables peintures. M. Proudhon repousse à la fois et les socialistes qui affirment la bonté absolue, la bonté originelle de la nature humaine, et les athées qui, reconnaissant le mal dans l'homme, s'arment de ce fait pour nier la Providence. Il

Digitized by Google

établit que le mal est en nous, et il n'en accuse pas le Créateur. Je veux citer la page éloquente où M. Proudhon résume toutes les misères et toutes les contrariétés de notre nature. On jugera peut-être qu'il les exagère, comme faisait Pascal par des motifs bien différents ; mais l'apothéose de l'homme a pris, depuis une vingtaine d'années, des proportions si monstrueuses, — Hegel, Saint-Simon, Fourier et leurs disciples ont tellement infecté les esprits d'un titanique orgueil, que le contre-poison peut être, sans grand dommage, administré d'une main vigoureuse.

« L'homme, abrégé de l'univers, résume et syncrète en sa personne toutes les virtualités de l'être, toutes les scissions de l'absolu ; il est le sommet où ces virtualités, qui n'existent que par leur divergence, se réunissent en faisceau, mais sans se pénétrer ni se confondre. L'homme est donc tout à la fois, par cette agrégation, esprit et matière, spontanéité et réflexion, mécanisme et vie, ange et brute. Il est calomniateur comme la vipère, sanguinaire comme le tigre, glouton comme le porc, obscène comme le singe, et dévoué comme le chien, généreux comme le cheval, ouvrier comme l'abeille, monogame comme la colombe, sociable comme le castor et la brebis. Il est de plus homme, c'est-à-dire raisonnable et libre, susceptible d'éducation et de perfectionnement. L'homme jouit d'autant de noms que Jupiter : tous ces noms, il les porte écrits sur son visage, et, dans le miroir varié de la nature, son infaillible instinct sait les reconnaître. Un serpent est beau à la raison ; c'est la conscience qui le trouve odieux et laid. Les anciens, aussi bien que les modernes, avaient saisi

Digitized by Google

cette constitution de l'homme par agglomération de toutes les virtualités terrestres; les travaux de Gall et de Lavater ne furent, si j'ose ainsi dire, que des essais de désagrègement du syncrétisme humain, et le classement qu'ils firent de nos facultés, un tableau en raccourci de la nature. L'homme enfin, comme le prophète dans la fosse aux lions, est véritablement livré aux bêtes.... Il ne s'agit donc plus que de savoir s'il dépend de l'homme, nonobstant les contradictions que multiplie autour de lui l'émission progressive de ses idées, de donner plus ou moins d'essor aux virtualités placées sous son empire, ou, comme disent les moralistes, à ses passions; en d'autres termes, si, comme l'Hercule antique, il peut vaincre l'animalité qui l'obsède, la légion infernale qui semble toujours prête à le dévorer. »

L'auteur établit très-bien que l'homme, créature libre et intelligente, peut triompher de l'ennemi intérieur. Cet ennemi, d'ailleurs, ce n'est pas un Dieu jaloux qui le lui oppose : l'homme est une créature, c'est-à-dire un être fini, limité, et en même temps un composé d'éléments contraires; sans cette limitation et cette composition il n'existerait pas; il n'a donc pas le droit de se plaindre, et Dieu est justifié. Jusque-là, rien de mieux : le mal moral et le mal physique ont leur raison d'être; l'objection des athées est mise à néant. M. Proudhon est ici dans la grande voie de la vérité et de la saine philosophie; par malheur, sa logique particulière vient réclamer ses droits, et c'est elle qui, comme le cheval de l'Arioste, emportera son cavalier dans la lune.

Digitized by Google

A force de chercher partout des antinomies, ou, en d'autres termes, des oppositions qui se contredisent mutuellement, M. Proudhon est amené à la grande et fondamentale antinomie : Dieu d'un côté, l'homme de l'autre. Dieu est infini, l'homme est un être limité; Dieu et l'homme sont deux contraires inconciliables. L'homme, obligé de lutter contre des obstacles sans cesse renaissants au sein d'un monde qui a pour condition première un antagonisme immense de principes ennemis, l'homme, dont la liberté intelligente poursuit et atteindra peut-être un jour la suprême équation des antinomies, l'homme est un être prévoyant et progressif. Dieu, au contraire, puisqu'il n'a pu épargner à l'homme cet épouvantable problème, où tant de générations, depuis six mille ans, n'ont trouvé que la misère et la mort, Dieu est l'être imprévoyant par excellence. Pourquoi, dit M. Proudhon, pourquoi n'a-t-il pu, en nous créant, nous révéler le mystère de nos contradictions? « Précisément parce qu'il est Dieu, parce qu'il ne voit pas la contradiction, parce que son intelligence ne tombe pas sous la catégorie du temps et la loi du progrès, que sa raison est intuitive et sa science infinie. La providence en Dieu est une contradiction dans une autre contradiction. »

Ce principe posé, l'auteur ne recule devant aucune conséquence. Le christianisme, la philo-

Digitized by Google

sophie et le sens commun, d'accord sur cette grande question, affirment que Dieu est infiniment bon, infiniment puissant, infiniment intelligent,..... toute la litanie des infinis, dit agréablement l'auteur; et lui, partant de cette idée, il chante avec un sérieux imperturbable la litanie de ses antinomies. Puisque Dieu est infini, sa bonté, sa liberté, sa science, sont exactement le contraire de la bonté, de la liberté et de la science de l'homme. Dieu donc est un être « essentiellement anti-civilisateur, anti-libéral, anti-humain. » De là une guerre à mort entre l'homme et Dieu. « Dieu et l'homme, s'étant, pour ainsi dire, distribué les facultés antagonistes de l'être, semblent jouer une partie dont le commandement de l'univers est le prix : à l'un la spontanéité, l'immédiateté, l'infaillibilité, l'éternité ; à l'autre la prévoyance, la déduction, la mobilité, le temps. Dieu et l'homme se tiennent en échec perpétuel et se fuient sans cesse l'un l'autre; tandis que celui-ci marche sans se reposer jamais dans la réflexion et la théorie, le premier, par son incapacité providentielle, semble reculer dans la spontanéité de sa nature. » L'issue de cette guerre, en effet, ne saurait être douteuse. Puisque Dieu, par l'excès même de sa science, ne sait rien, ne voit rien, ne peut rien, il est facile d'augurer que, dans ce burlesque drame de M. Proudhon, l'homme libre et

Digitized by Google

progressif triomphera de son immense et immobile adversaire; le fini prévoyant triomphera de l'infini hébété, de même, et plus sûrement encore, qu'Ulysse a vaincu le Cyclope. La victoire est certaine, surtout si M. Proudhon veut bien s'en mêler. Voyez comme Ulysse énumère avec confiance les avantages de sa troupe : « Dieu ne voit, ne sent que l'ordre; Dieu ne saisit pas ce qui arrive, parce que ce qui arrive est au-dessous de lui, au-dessous de son horizon. Nous; au contraire, nous voyons à la fois le bien et le mal, le temporel et l'éternel, l'ordre et le désordre, le fini et l'infini; nous voyons en nous et hors de nous, et notre raison, parce qu'elle est finie, dépasse notre horizon. » Ainsi, la guerre à outrance de Dieu et de l'homme, dès à présent la suprématie de l'homme sur la divinité, et, dans un avenir peut-être prochain, sa victoire complète et définitive, voilà ce que M. Proudhon a trouvé dans sa logique.

Cette logique, il faut l'avouer, donne aux erreurs de M. Proudhon une allure assez neuve. Il y a dans sa philosophie, alors même qu'elle est le plus bouffonne, je ne sais quoi de dramatique et de saisissant. Plus d'un lecteur, étranger aux ruses et aux mensonges de la plume, a pu se dire : Cet écrivain s'appuie certainement sur des principes faux, tout ce qu'il affirme répugne à ma raison;

Digitized by Google

mais quelles déductions vigoureuses ! quelle nouveauté et quelle puissance dans cette façon de manier le raisonnement ! et combien c'est là un logicien redoutable ! Le lecteur se trompe. M. Proudhon, qui passe pour un esprit si original et si hardi, n'est hardi et original qu'en apparence. Ce qui lui appartient, c'est l'intrépidité de son langage, c'est un art effronté de rajeunir et de grouper des formules. Quant au fond de son système, cherchez bien, vous trouverez un composé de toutes les erreurs rebattues depuis des siècles dans les écoles des sophistes. On a déjà remarqué avec quelle habileté sournoise M. Proudhon commence par réfuter l'objection du mal contre la Providence, avant de proposer la même objection sous une forme qui lui est propre. « Je n'accuse pas le Créateur, dit-il, d'avoir fait de l'homme un être fini, limité, sujet à erreur : c'était la condition même de la création ; je l'accuse de ne pas nous avoir épargné les longues et douloureuses épreuves que nous avons dû subir et que nous subirons encore avant d'arriver à une société bien faite. » Or, je vous prie, quelle différence y a-t-il entre cette seconde accusation et la première? Celle-ci n'est-elle pas la conséquence de celle-là? Si l'homme n'était pas un être fini, et M. Proudhon démontre fort bien qu'il n'a pas le droit de s'en plaindre, le genre humain n'aurait certainement

Digitized by Google

aucune épreuve à subir. Quant au reproche fait à Dieu de ne pas nous avoir donné immédiatement la solution de nos antinomies, la fin des contradictions de notre nature, et par conséquent la science et la félicité absolues, qui ne voit que c'est là toujours le même sophisme sous un déguisement plus compliqué? N'est-ce pas encore demander à Dieu pourquoi il ne nous a pas créés tout ensemble finis et infinis? En un mot, toute cette argumentation, malgré son faux air de nouveauté, ne revient-elle pas nécessairement à cette objection banale proposée mille fois, mille fois réfutée, et que M. Proudhon lui-même rejette avec un si légitime mépris? Un vieux sophisme assez adroitement dissimulé, voilà donc cette théorie redoutable!

M. Proudhon n'est pas plus heureux lorsqu'il prétend démontrer l'*incapacité de l'être infini*. Cette thèse a cependant quelque chose d'extraordinaire, et il semble qu'en repoussant cette extravagante proposition, on ne puisse du moins refuser à l'auteur le triste avantage d'une sottise originale. Eh bien! non; ce mérite même lui manque. Ouvrez le *de Naturâ deorum*, livre III, vous y trouverez le sophisme de M. Proudhon fort habilement mis en œuvre par un des principaux personnages du dialogue. Cotta, c'est le logicien qui a devancé et dérobé le nôtre, Cotta affirmait aussi que Dieu, étant infini, ne pouvait ni sentir, ni penser, ni

Digitized by Google

agir comme un être fini, et que, par conséquent, il ne savait, ne faisait et ne pouvait rien dans la sphère de ce monde où nous sommes. Je n'ai pas cherché ce rapprochement bien loin; les vieilles erreurs comme celle-là traînent dans tous les manuels de nos bacheliers. La *Logique de Port-Royal*, après avoir cité le raisonnement de Cotta comme un rare exemple de sophistique, ajoute ces simples et énergiques paroles, qui tombent d'à-plomb sur le Cotta du XIXe siècle :

« Il est difficile de rien concevoir de plus impertinent que cette manière de raisonner. Elle est semblable à la pensée d'un paysan qui, n'ayant jamais vu que des maisons couvertes de chaume, et ayant ouï dire qu'il n'y a point dans les villes de toits de chaume, en conclurait qu'il n'y a point de maisons dans les villes, et que ceux qui y habitent sont bien malheureux, étant exposés à toutes les injures de l'air. C'est comme Cotta ou plutôt Cicéron raisonne. Il ne peut y avoir en Dieu de vertus semblables à celles qui sont dans les hommes; donc, il ne peut y avoir de vertu en Dieu. Et ce qui est merveilleux, c'est qu'il ne conclut qu'il n'y a point de vertu en Dieu que parce que l'imperfection qui se trouve dans la vertu humaine ne peut être en Dieu. De sorte que ce lui est une preuve que Dieu n'a point d'intelligence, parce que rien ne lui est caché; c'est-à-dire qu'il ne voit rien, parce qu'il voit tout; qu'il ne peut rien, parce qu'il peut tout; qu'il ne jouit d'aucun bien, parce qu'il possède tout [1]. »

N'est-ce pas, en des termes presque semblables,

[1] *Logique de Port-Royal*, IIIe partie, chap. XIX, § VII.

Digitized by Google

toute la théodicée de M. Proudhon, et ne sommes-nous pas autorisé à dire, comme M. Thiers à propos des systèmes financiers de notre philosophe, que c'est là une des erreurs les plus bafouées des temps passés?

M. Proudhon, je ne crains pas de le dire, est aveuglé par sa fausse logique. Infatué de sa méthode, il marche droit dans l'absurde, il s'y établit à l'aise, il y triomphe, et je sais bien que des raisonnements sans pédanterie, des arguments sans formules et sans constructions algébriques, ne le convaincront pas. Il parle une autre langue que nous; il se sert d'un calcul dont lui seul connaît les règles. Soit! mais comment M. Proudhon, sans renoncer à l'emploi de sa logique particulière, ne fait-il pas les réflexions que voici? Cette méthode, à laquelle j'attribue une certitude mathématique, deux hommes seulement, Kant et Hegel, l'ont appliquée jusqu'ici. Elle aurait dû les conduire tous deux à la vérité absolue. Or, elle a conduit l'un à une sorte de scepticisme métaphysique, et lui a défendu de rien affirmer sur tout ce qui n'est pas nous; puis, complétée par une règle qui manquait à Kant, cette même méthode a dicté à Hegel le dogmatisme le plus impérieux qui fût jamais, un dogmatisme qui contredit les éternelles croyances de l'humanité. Ainsi, le scepticisme d'un côté, de l'autre des conclusions très-positives,

Digitized by Google

mais repoussées par le sens commun, voilà le produit de cette méthode que je proclame infaillible. Cette réflexion n'est-elle pas de nature à m'inspirer des doutes?

Moi-même, doit ajouter M. Proudhon, moi qui possède comme eux cette merveilleuse dialectique, quels résultats ai-je obtenus par elle? Un Dieu incapable de prévoir, un Dieu anti-social, anti-civilisateur, anti-humain, et en face un homme, créature finie, progressive et prévoyante, un être libre qui, engagé avec Dieu dans une effroyable lutte dont le prix est le gouvernement du monde, marche chaque jour à une victoire certaine. Tels sont les résultats de ma dialectique, résultats non pas seulement nouveaux, mais antipathiques à la foi du genre humain. Or, ma dialectique ne m'enseigne-t-elle pas, d'autre part, que le genre humain ne peut se tromper, et n'ai-je pas écrit cette phrase : « Je ne disputerai jamais avec un adversaire qui poserait en principe l'erreur spontanée de vingt-cinq millions d'hommes? » Hélas! ces vingt-cinq millions d'hommes ne seraient ici qu'une bagatelle; ce que je suis obligé de poser en principe, c'est l'erreur spontanée de la famille humaine dans tous les temps et dans tous les pays.

Enfin, ajouterait-il encore, si, malgré tant de motifs de doute, je persiste à croire que ma méthode est achevée et ses conclusions irréfutables,

Digitized by Google

suis-je plus assuré pour cela d'être à l'abri de tout reproche? Non, certes. Ma logique me dit de chercher le terme supérieur où se concilient les antinomies; sans cela, je l'ai écrit mille fois, la loi de l'antinomie est mauvaise, elle ne donne que troubles et divisions. Je dois donc, au-dessus des contradictions, placer la synthèse qui les efface. Au lieu d'opposer l'infini au fini, Dieu à l'homme, et d'en faire d'irréconciliables adversaires, je suis tenu de montrer comment cette opposition s'évanouit. Le christianisme a donné un magnifique symbole de cette construction philosophique. Dieu et l'homme, séparés par le péché d'Adam, sont rapprochés par l'Homme-Dieu. La Rédemption est l'incomparable synthèse au sein de laquelle disparaissent à jamais les antinomies de l'Ancien Testament. Si cette solution ne me satisfait pas, si elle n'a pas à mes yeux un caractère légitime, si elle me semble une aspiration de la conscience religieuse du genre humain plutôt que le produit nécessaire de la raison, j'en chercherai une autre, je chercherai la synthèse vraiment philosophique; mais je ne puis me dispenser d'en chercher une, et, jusqu'à ce que j'aie résolu le problème, je suis obligé de me taire. Voilà ce que me dit impérieusement ma logique. Et moi, infidèle aux principes que je proclame, loin de m'attacher à la conciliation des termes ennemis, loin de travailler à

Digitized by Google

pacifier en moi ce monde métaphysique que ma loi des antinomies remplit de troubles effroyables, loin de chercher l'ordre, l'harmonie et l'unité, je m'établis au sein des discordes qui ne sont que l'œuvre de mon intelligence incomplète, et je déclame contre Dieu !

J'ai signalé clairement, je crois, la contradiction fondamentale, qui, la logique même de M. Proudhon étant supposée légitime, condamne et renverse toute sa philosophie. Comment s'étonner, après cela, des autres contradictions, vraiment innombrables, qui se disputent à chaque instant la pensée de l'auteur ! Cette logique, qui devait *créer l'ordre dans l'humanité*, n'a réussi qu'à faire de l'esprit de M. Proudhon un chaos inextricable. Lorsque M. Proudhon écrit deux pages, il y en a presque toujours une qui est la réfutation de l'autre. Je ne parle pas des contradictions inhérentes aux différentes phases du progrès social, et dont la critique forme le sujet même du livre ; je parle des contradictions qui troublent sa pensée et dont son orgueil ne se doute pas. Il affirme que Dieu est infini, et un peu plus loin que Dieu n'est pas l'absolu. Il affirme que l'idée de Dieu est « une idée gigantesque, énigmatique, impénétrable à nos instruments dialectiques, comme sont au télescope les profondeurs du firmament », et il fait l'analyse des attributs de Dieu, il décrit ses facul-

Digitized by Google

tés, il prédit ses destinées, avec la précision de l'anatomiste qui palpe et dissèque un cadavre. Il affirme que Dieu est incapable de prévoir, que la providence en Dieu est une contradiction inintelligible, et il reproche à Dieu de ne pas avoir prévu les misères du genre humain, il s'emporte contre ce qu'il appelle « la misanthropie de l'être infini », il profère enfin sans trembler ces hideux blasphèmes qui ont épouvanté la conscience publique : « Ton nom, si long-temps le dernier mot du savant, la sanction du juge, la force du prince, l'espoir du pauvre, le refuge du coupable repentant, eh bien! ce nom incommunicable, désormais voué au mépris et à l'anathème, sera sifflé parmi les hommes; car Dieu, c'est sottise et lâcheté; Dieu, c'est hypocrisie et mensonge; Dieu, c'est tyrannie et misère; Dieu, c'est le mal..... Esprit menteur, Dieu imbécile, ton règne est fini..... Dieu, retire-toi! car dès aujourd'hui, guéri de ta crainte et devenu sage, je jure, la main étendue vers le ciel, que tu n'es que le bourreau de ma raison, le spectre de ma conscience. »

Avons-nous fini? Pas encore. M. Proudhon affirme qu'il conduit l'homme à la science absolue; il a une confiance sans bornes dans les procédés infaillibles de sa dialectique, et il prêche ailleurs le plus complet scepticisme lorsqu'il assure que nous sommes réduits à commencer toutes nos recherches

Digitized by Google

par deux choses que nous savons également fausses, la matière et l'esprit. Quel est l'homme qui a écrit ces mots : « Ce que j'appelle en moi science n'est qu'une collection de jouets, un assortiment d'enfantillages sérieux qui passent et repassent dans mon esprit » ? C'est celui-là même qui a épuisé dans ses affirmations toutes les formules de l'assurance la plus hautaine, et qui s'exprime comme les oracles. Est-ce tout? Il s'en faut bien. Le même homme qui proteste, dit-il, de toutes les forces de son âme contre le culte du matérialisme, est celui qui ose tracer ces lignes : « Il n'y a pas plus de raison pour voir de l'intelligence dans la tête qui a produit l'*Iliade* que dans une masse de matière qui cristallise à octaèdres. » Et plus loin : « La philosophie de l'histoire n'est pas dans ces fantaisies semi-poétiques dont les successeurs de Bossuet ont donné tant d'exemples; elle est dans les routes obscures de l'économie sociale. Travailler et manger, c'est, n'en déplaise aux écrivains artistes, la seule fin apparente de l'homme. Le reste n'est qu'allée et venue de gens qui cherchent de l'occupation ou qui demandent du pain. Pour remplir cet humble programme, le profane vulgaire a dépensé plus de génie que tous les philosophes, les savants et les poètes n'en ont mis à composer leurs chefs-d'œuvre. » Cet homme, qui a écrit des pages pleines de force et de grâce

Digitized by Google

sur la sainteté du mariage, sur la vertu de la famille, cet homme qui repousse avec dégoût tous les systèmes sensuels de nos jours et la déification de nos instincts, c'est lui qui écrit brutalement : « N'oubliez jamais que la pitié, le bonheur et la vertu, de même que la patrie, la religion et l'amour, sont des masques. » Cette fois, est-ce assez d'exemples? A quel nombre sommes-nous arrivé? Dans une excellente critique de la démocratie socialiste, après avoir signalé sept contradictions essentielles chez M. Louis Blanc, M. Proudhon s'arrête tout-à-coup, car il n'aurait pas fini, dit-il, à septante-sept. Je demande la permission de m'arrêter aussi, et je donnerais le même motif, si je ne trouvais le chiffre bien modeste.

Maintenant, ce logicien livré aux contradictions, c'est-à-dire, pour parler sa langue énergique, livré aux bêtes, savez-vous comment il se juge lui-même dans le résumé de son livre? Écoutez son *Exegi monumentum* : « On a dit de Newton, pour exprimer l'immensité de ses découvertes, qu'il avait révélé l'abîme de l'ignorance humaine. Il n'y a point ici de Newton, et nul ne peut revendiquer dans la science économique une part égale à celle que la postérité assigne à ce grand homme dans la science de l'univers; mais j'ose dire qu'il y a ici plus que ce qu'a jamais deviné Newton. La profondeur des cieux n'égale pas la profondeur de

Digitized by Google

notre intelligence, au sein de laquelle se meuvent de merveilleux systèmes..... Que dirai-je de plus? C'est la création même, prise, pour ainsi dire, sur le fait. »

Il y avait au XIIIe siècle, dans les grandes écoles de la scolastique, un vigoureux dialecticien nommé Simon de Tournay. Un jour qu'il avait admirablement établi la divinité du Christ et ravi l'auditoire, il s'écria : « O petit Jésus! petit Jésus! *(Jesule! Jesule!)* autant j'ai exalté ta loi, autant je pourrais la rabaisser, si je voulais. » Les chroniques rapportent avec un pieux effroi que le sophiste fut incontinent privé de sa raison. Cet homme qui régnait dans les écoles, ce dialecticien enivré de sa logique, ne sut bientôt plus que balbutier au hasard et devint la risée des enfants.

III.

Si cette critique est aussi juste que l'analyse a été fidèle, il nous sera facile de déterminer les rapports qui unissent le réformateur de la société et de la logique aux athées de la *jeune école hégélienne*. M. Charles Grün, que nous avons vu tout à l'heure si plein d'enthousiasme pour M. Proudhon, est-il satisfait du travail de son disciple? A-t-il retrouvé dans le *Système des contradictions économiques* le

Digitized by Google

fruit des leçons qu'il avait données à l'auteur? Ses espérances sont-elles justifiées?

Une chose est commune à M. Proudhon et à ses maîtres, c'est la méthode, c'est un détestable emploi de ce qu'ils appellent l'antinomie et la synthèse. Quant au fond même de sa philosophie, le réformateur français, on a dû le remarquer déjà, se sépare tout-à-fait de l'athéisme allemand, ou plutôt de cette religion de l'*humanisme* découverte par M. Feuerbach, perfectionnée par M. Stirner et prêchée par M. Charles Grün. Pour les *jeunes hégéliens*, il n'y a pas d'autre Dieu que l'humanité; M. Proudhon reconnaît un Dieu qu'il a décrit et analysé, un Dieu ennemi de l'homme, un Dieu que nous devons combattre et vaincre. En s'arrêtant à cette conclusion si opposée aux dogmes de l'*humanisme*, M. Proudhon ne s'est pas dissimulé qu'il offenserait gravement ses amis. Douloureuse nécessité qui le préoccupe sans cesse! Cet homme qui ne craint pas d'outrager les croyances les plus sacrées de ses semblables, cet écrivain dont les blasphèmes ont dépassé tout ce qu'imagina jamais le plus furieux délire, c'est le même qui redouble de ménagements et de scrupules pour ne pas trop heurter l'athéisme des nouveaux hégéliens. Il est évident, à mes yeux, que toute la philosophie contenue dans ce livre des *Contradictions économiques* s'adresse beaucoup moins à la France qu'aux

Digitized by Google

docteurs d'outre-Rhin. Il y a des chapitres entiers complètement inintelligibles pour qui ne connaît pas la situation de la *jeune école hégélienne*. Ceux qui ont lu le *prologue* de l'ouvrage ont dû être fort étonnés de voir l'auteur s'humilier, demander grâce..... Pourquoi? Parce qu'il commence toutes ses explorations scientifiques par l'hypothèse d'un Dieu. Il s'en excuse, en effet, comme d'une énormité; il avoue sa confusion, comme s'il supposait une chose impossible, inouïe, injurieuse pour le genre humain. A qui sont destinées ces monstrueuses justifications, si ce n'est à M. Feuerbach, à M. Stirner, à M. Charles Grün? Et enfin, quand il formule ses conclusions, ce n'est pas contre ses millions d'adversaires qu'il s'efforce de les soutenir, c'est contre la petite bande des *humanistes*. Il n'y a d'école sérieuse que celle-là; il n'y a d'adversaires dignes de lui que M. Feuerbach et ses adeptes. Lors donc qu'il se sépare des *jeunes hégéliens*, on voit encore que ses plus ardentes sympathies, disons mieux, que ses seules sympathies sont là. Schismatique, il est toujours plein de tendresse pour l'église qui l'a nourri.

Ce n'est pas à moi de prendre parti pour l'église hégélienne, encore moins de justifier l'hérésiarque. Entre M. Charles Grün et M. Proudhon, grâce à Dieu, je n'ai pas à choisir. Cette situation d'esprit assure précisément mon impartialité et m'autorise

Digitized by Google

peut-être à juger le différend. Or, puisqu'une même méthode est commune aux deux partis, puisqu'une même charte les gouverne, je suis forcé, au nom de cette charte, de donner tous les torts au réformateur français. Une fois les principes posés, M. Proudhon n'avait pas le droit de s'arrêter en chemin, et une déduction courageuse de ses prémisses l'aurait invinciblement ramené dans le giron de l'église qu'il a trahie. C'est lui qui a comparé l'humanité à l'Ève de Milton, adorant son image dans les ondes transparentes du ruisseau; c'est lui qui a dit: « Toute idée de Dieu est un anthropomorphisme. » Comment donc se fait-il que ce Dieu, après n'avoir été d'abord qu'une hallucination de notre esprit, devienne ensuite « un infini aussi réel que le fini », un être concret, un adversaire, hélas! vigoureusement armé, et à qui nous devons faire, sous peine de périr, une guerre de toutes les heures et de tous les instants? De la première proposition à la seconde, le lien nous échappe.

Ce que M. Proudhon reproche surtout à l'*humanisme*, c'est de conserver Dieu, tout en le transfigurant dans l'homme. L'*humanisme*, dit-il, n'est que le théisme retourné, c'est une religion plutôt qu'une science; la porte est donc rouverte au mysticisme, au fanatisme, et nous retournons sur nos pas; moi, au contraire, en reconnaissant un Dieu,

Digitized by Google

je proclame qu'il est l'ennemi de l'homme et que nous devons le combattre à outrance. — Bien que l'argument soit subtil et de nature à effrayer une école dont l'irréligion est le drapeau, les hégéliens ne s'y arrêteront pas. La loi des antinomies, diront-ils, ne vous enseigne-t-elle pas que toutes les oppositions doivent disparaître et que jusque-là la science n'est rien ? Comment terminerez-vous la lutte du fini et de l'infini ? Allez-vous retourner au symbolisme chrétien, à la médiation de l'Homme-Dieu, à Jésus-le-Rédempteur ? Pourquoi donc repousser les résultats de la critique hégélienne, laquelle, analysant l'essence de la foi, a prouvé, comme vous l'avez admis, que Dieu est un produit de la pensée humaine ? Pourquoi ne pas restituer à l'homme cette divinité dont il a revêtu si longtemps le spectre de sa conscience ? Si vous persistez à nous prêcher la guerre de Dieu et de l'homme, vous violez la loi de l'antinomie et de la synthèse. Si vous répondez que cette guerre amènera nécessairement la victoire de l'homme et la défaite de Dieu, vous prolongez inutilement une lutte imaginaire, puisque l'homme, par notre théorie, a déjà détruit l'idée de Dieu et pris le gouvernement du monde.

Tous ces raisonnements nous paraissent fort étranges, à nous, pauvres profanes, qui n'avons pas reçu le baptême hégélien ; mais, une fois les

Digitized by Google

principes admis, l'argumentation est invincible. Je ne sais vraiment pas ce que M. Proudhon répliquera, et j'ai bien peur, je l'avoue, que l'enthousiasme de M. Grün pour son élève ne soit blâmé par les grands prêtres de l'*humanisme*. Déjà M. Grün, dans les dernières pages de son livre, avait parlé sévèrement : « Il y a fagots et fagots, athées et athées », lui disait-il, indiquant par là qu'on exigeait beaucoup. Déjà aussi M. Stirner, le vrai chef de l'*humanisme*, avait condamné les idées de M. Proudhon comme trop *sentimentales;* il avait déclaré, en outre, que la fameuse définition, *la propriété c'est le vol*, contenait une reconnaissance implicite de la propriété : car propriété et vol, disait le docteur allemand, sont deux idées corrélatives, et celui pour qui le vol est un crime reconnaît par cela même que la propriété est sacrée : triste sort de cette définition, qui valait, au dire de l'auteur, tous les millions des Rothschild, et qui devait être l'évènement le plus considérable du gouvernement de Louis-Philippe! M. Proudhon, comme on voit, était surveillé de près, et l'admiration candide de M. Grün n'était pas acceptée de tous ses amis. Que sera-ce quand on aura vu les hérésies du néophyte?

M. Proudhon répètera peut-être ces lignes étranges, qui sont la conclusion de son dialogue avec les *humanistes* : « Pour moi, je regrette de le

Digitized by Google

dire, car je sens qu'une telle déclaration me sépare de la partie la plus intelligente du socialisme. Il m'est impossible, plus j'y pense, de souscrire à cette déification de notre espèce, qui n'est, au fond, chez les nouveaux athées, qu'un dernier écho des terreurs religieuses, qui, sous le nom d'*humanisme*, réhabilitant et consacrant le mysticisme, ramène dans la science le préjugé, dans la morale l'habitude, dans l'économie sociale la communauté, c'est-à-dire l'atonie et la misère, dans la logique l'absolu, l'absurde. Il m'est impossible, dis-je, d'accueillir cette religion nouvelle à laquelle on cherche en vain à m'intéresser en me disant que j'en suis le Dieu. Et c'est parce que je suis forcé de répudier, au nom de la logique et de l'expérience, cette religion, aussi bien que toutes ses devancières, qu'il me faut encore admettre comme plausible l'hypothèse d'un être infini, mais non absolu, en qui la liberté et l'intelligence, le moi et le non-moi existent sous une forme spéciale, inconcevable, mais nécessaire, et contre lequel ma destinée est de lutter, comme Israël contre Jéhovah, jusqu'à la mort. » *Fiat lux !* J'ignore si les hégéliens seront plus habiles que moi et s'ils comprendront cette dernière phrase, résumé du système de M. Proudhon. J'aurais grande envie, en vérité, d'admettre ici l'ironique définition de Voltaire : « Quand celui à qui l'on parle ne comprend pas,

Digitized by Google

et que celui qui parle ne se comprend plus, c'est de la métaphysique. » Battu sur le terrain de sa propre logique, convaincu d'inconséquence et de timidité par les seuls maîtres qu'il respecte, obligé, pour éviter leurs flèches, de se réfugier, comme les dieux d'Homère, dans des nuages qu'il épaissit à son gré, M. Proudhon n'est pas plus heureux avec l'école hégélienne qu'il ne l'a été avec les simples défenseurs du sens commun.

Eh bien ! cette situation m'intéresse et me prouve que tout espoir n'est pas perdu ; M. Proudhon n'appartient plus aux hégéliens. Le spectacle d'une intelligence distinguée qui se perd obstinément dans l'absurde est un spectacle triste. Ce serait un travail consolant de rechercher, au milieu des contradictions sans nombre qui troublent ce mâle esprit, les symptômes d'un retour possible au bon sens, à la saine philosophie, à la poursuite sincère du bien. On verrait le blasphémateur, emporté dans ses moments lucides par la force irrésistible de la vérité, prononcer de nobles paroles sur ce Dieu bienfaisant que son système outrage. Ne s'est-il pas contredit, de manière à nous désarmer, quand il a écrit cette phrase : « L'humanité.... accomplit lentement, avec inquiétude et embarras, le décret de la raison éternelle; et cette réalisation, pour ainsi dire à contre-cœur, de la justice divine par l'humanité est ce que nous appelons en nous pro-

Digitized by Google

grès »; et cette belle formule: « Le divin artiste qui nous a commis à la continuation de son œuvre »; et cette déclaration à propos des niaiseries de M. Cabet : « Le communisme, dans la science comme dans la nature, est synonyme de nihilisme, d'indivision, d'immobilité, de nuit, de silence; c'est l'opposé du réel, le fond noir sur lequel le Créateur, Dieu de lumière, a dessiné l'univers. » De même, après avoir soutenu que le dogme de l'immortalité de l'âme ébranle tous les fondements de la certitude, ne revient-il pas à ce dogme quand il s'écrie : « L'ordre dans la société, si parfait qu'on le suppose, ne chassera jamais entièrement l'amertume et l'ennui; le bonheur, en ce monde, est un idéal que nous sommes condamnés à poursuivre toujours, mais que l'antagonisme infranchissable de la nature et de l'esprit tient hors de notre portée. S'il est une continuation de la vie humaine dans un monde ultérieur, ou si l'équation suprême ne se réalise pour nous que par un retour au néant, c'est ce que j'ignore.... Tout ce que je puis dire est que nous pensons plus loin qu'il ne nous est donné d'atteindre, et que la dernière formule à laquelle l'humanité vivante puisse parvenir, celle qui doit embrasser toutes les positions antérieures, est encore le premier terme d'une nouvelle et indescriptible harmonie. » On voit que, dans cette dernière phrase, l'immortalité de l'âme,

Digitized by Google

niée d'abord, ou du moins mise en doute comme impossible à démontrer, est annoncée brusquement en d'éloquentes paroles. L'auteur a d'abord fermé le ciel ; mais, entraîné malgré lui, il ouvre tout-à-coup à l'âme désolée des perspectives lumineuses !

Que serait-ce si M. Proudhon ne revenait pas seulement à la philosophie véritable, et si, se rejetant en arrière, il allait aboutir au mysticisme! Parler de mysticisme à propos d'un esprit si sec, cela ressemble à une plaisanterie, et pourtant c'est bien lui qui a remarqué, avec une joie inattendue, que nos chimistes contemporains retournent à la pierre philosophale et que nos astronomes sont en train de réhabiliter l'astrologie. Les astronomes et les chimistes se chargeront sans doute de rectifier ces étranges observations ; contentons-nous de signaler aux philosophes les fabuleuses paroles que voici : « J'ai certes moins d'inclination au merveilleux que bien des athées, mais je ne puis m'empêcher de penser que les histoires de miracles, de prédictions, de charmes, etc., ne sont que des récits défigurés d'effets extraordinaires produits par certaines forces latentes, ou, comme on disait autrefois, par des puissances occultes. Notre science est encore si brutale et si pleine de mauvaise foi ; nos docteurs montrent tant d'impertinence pour si peu de savoir, ils

Digitized by Google

nient si impudemment les faits qui les gênent, afin de protéger les opinions qu'ils exploitent, que je me méfie de ces esprits forts, à l'égal des superstitieux. Oui, j'en suis convaincu, notre rationalisme grossier est l'inauguration d'une période qui, à force de science, deviendra vraiment prodigieuse; l'univers, à mes yeux, n'est qu'un *laboratoire de magie* où il faut s'attendre à tout...» Ainsi, ce farouche ennemi du mysticisme, ce terrible accusateur des « spiritualistes bigots », est parfois un halluciné, et, dans ce *laboratoire de magie* qui s'appelle la création, il a bu les philtres qui procurent l'extase!

Nous n'en demandons pas tant à M. Proudhon; il nous suffirait qu'il rentrât dans la grande famille spiritualiste dont les chefs sont la pure expression et l'éternel honneur du genre humain. Qu'est-ce donc qui s'oppose à tous les bons instincts de cette intelligence troublée? Qu'est-ce qui comprime violemment ces secrètes aspirations d'une conscience qui s'ignore et les fait éclater çà et là en des fusées mystiques? M. Proudhon lui-même nous révèle ce secret quand il s'écrie, à propos des œuvres de bienfaisance dont la fondation est un des plus sérieux mérites de ce temps-ci : « J'avoue que la charité de tant de personnes du sexe, les plus distinguées par la naissance, l'éducation et la fortune, et qui se font les hospitalières de leurs

Digitized by Google

sœurs en Jésus-Christ en attendant qu'une société meilleure leur permette de devenir leurs collaboratrices et leurs compagnes, me pénètre et me touche, et je me ferais horreur s'il échappait à ma plume, en parlant des devoirs que ces nobles dames accomplissent avec tant d'amour et que rien ne leur impose, un seul mot qui respirât l'ironie ou le dédain. O saintes et courageuses femmes! vos cœurs ont devancé les temps, et c'est nous, *misérables praticiens*, *faux philosophes*, *faux savants*, qui sommes responsables de l'inutilité de vos efforts. Puissiez-vous un jour recevoir votre récompense! mais puissiez-vous ignorer à jamais ce qu'une dialectique suscitée de l'enfer, car c'est la société qui l'a mise en mon âme, me forcera tout à l'heure à dire de vous! » Vous le voyez, il s'en accuse à voix haute, sa dialectique vient de l'enfer. Il ajoute, il est vrai, que cet enfer est la société elle-même; qu'importe? il n'avoue pas moins que c'est la haine qui l'inspire, et cette confession, malgré l'arrogance de l'accent, indique peut-être les émotions confuses du repentir.

Il dit encore : « Qu'on ne juge pas de la dureté de mon cœur par l'inflexibilité de ma raison. Mes sentiments, j'ose le dire, ont toujours été ce qu'amis ou ennemis pouvaient désirer qu'ils fussent; quant à mes écrits, si sombres qu'ils paraissent, ils ne sont, après tout, que l'expression de

Digitized by Google

mes sympathies pour tout ce qui est homme et qui vient de l'homme. » Arrêtons-nous sur cette citation ; après une critique dont je ne suis pas libre d'adoucir les termes (ne serait-ce pas, en effet, me rendre coupable d'une ridicule hypocrisie, m'attaquant à un homme qui traite avec mépris les plus glorieux guides de l'humanité?), après une critique où j'ai dû exprimer sans ménagement ma pensée tout entière, il m'est doux de recueillir de M. Proudhon ce consolant témoignage ; il m'est doux de pouvoir mettre d'un côté les intentions de son cœur, de l'autre les détestables erreurs de son esprit. Oui, le mal, le démon tentateur, chez M. Proudhon, c'est sa pernicieuse dialectique; je ne dis pas avec lui que c'est l'inflexibilité de sa raison ; j'ai montré, au contraire, combien cette raison se trouble et se réfute sans cesse ; je dis que c'est sa dialectique envenimée, sa logique haineuse, qui lui ordonne de chercher partout des oppositions, de les exagérer, de les inventer au besoin, et qui ensuite, impuissante à rétablir l'harmonie, abandonne le *misérable praticien*, le *faux philosophe*, le *faux savant*, au milieu d'un épouvantable désordre. Si M. Proudhon sait résister aux séductions de cette originalité menteuse, il épargnera de grands scandales à la conscience publique, des déceptions cruelles aux malheureux qui espèrent en lui ; le dirai-je enfin ? une confu-

Digitized by Google

sion ridicule, une chute honteuse et sans espoir à une intelligence qui peut se relever encore avec honneur.

IV.

Nous avons vu M. Charles Grün et M. Proudhon, les deux interprètes les plus distingués des partis extrêmes en Allemagne et en France, nous prouver, pièces en main, l'incurable indigence de tous les systèmes socialistes. Nous avons vu le plus hardi de nos réformateurs, M. Proudhon, enseigner avec force certaines vérités essentielles qui ruinent non-seulement les extravagances d'aujourd'hui, mais toutes celles qui peuvent fermenter à l'avenir dans les cerveaux malsains. Il se refuse, par exemple, à diviniser nos passions, et, nous ordonnant de les dompter, il fait luire au-dessus de nous la loi sublime du devoir. Il se demande à quel degré d'abaissement moral nous sommes parvenus, pour que la critique se croie obligée de remuer tout le fumier des socialistes sensuels. Nous l'avons vu aussi défendre avec enthousiasme un autre grand principe qui n'est pas moins contraire que le sentiment du devoir à toutes les utopies de nos jours, le principe de la liberté de l'individu, de cette liberté sans laquelle le monde est un enfer, et qui fait

Digitized by Google

tout le prix de l'existence. Partout ailleurs, quand il veut porter secours au socialisme en détresse, la vérité l'abandonne, et ses écrits ne sont plus qu'un long et orageux délire. Ce simple résumé des faits ne parle-t-il pas assez haut?

Le sentiment du devoir, le sentiment de la liberté, nous ne demandons que cela, et le socialisme est vaincu. Avec le devoir, nous retrouvons la morale et ses conséquences fécondes, nous retrouvons la sainteté de la famille, l'amour de nos semblables, le respect de la propriété; surtout, nous retrouvons ce Dieu éternel, infiniment puissant et infiniment bon, devant lequel M. Proudhon et les hégéliens *sont comme s'ils n'étaient pas*. Avec la liberté, nous opposons un insurmontable obstacle à toutes les entreprises homicides des prétendus organisateurs. De ces deux principes, l'un est l'âme de la civilisation même et nous est légué par l'infaillible travail des siècles; l'autre, expressément décrété par la France de 89, a complété le trésor du genre humain. L'idée du devoir avait renouvelé l'homme depuis l'enseignement du Christ, mais quelque chose lui manquait encore; la conscience du droit, telle qu'elle a éclaté dans la grande âme de la France régénérée, a terminé notre éducation. Le génie de 89 a dit comme le Dieu de la Genèse : *Faciamus hominem!* Depuis cette mémorable époque, l'homme est debout,

Digitized by Google

l'homme tout entier. Veillons sur lui et prenons garde qu'on ne le ramène à l'antique esclavage. Or, comme il n'y a pas un système socialiste qui ne viole ces deux principes, nous avons le droit d'affirmer que, sous leur masque hypocrite, ces théories ne sont que les vieilles erreurs et les vieilles tyrannies acharnées à la ruine de l'esprit moderne.

Et s'il y a, comme je n'en doute pas, quelques esprits distingués, s'il y a de généreux rêveurs embarqués sur cette *Nef des fous* qui emporte le socialisme loin des grandes voies du genre humain, quelle conclusion devons-nous en tirer? Quel est le sens sérieux de ces symptômes? Ne faut-il pas avouer que la société a bien des progrès à accomplir, bien des misères à soulager, bien des injustices partielles à faire disparaître? Oui, sans doute. L'Assemblée nationale a déjà fait des lois utiles; les assemblées à venir en feront à leur tour, car la société doit veiller jour et nuit, et nous sentons en nous un idéal de liberté et de justice dont il importe de se rapprocher sans cesse, bien que nous soyons condamnés sur cette terre à ne jamais le réaliser tout entier. Ce n'est pas là cependant la conclusion la plus importante ni le remède le plus urgent de nos misères. La vraie conclusion, la voici : c'est qu'il faut réveiller en nous et le sentiment du devoir et le sentiment de

Digitized by Google

la liberté. C'est pendant le sommeil de ces deux guides que les théories désastreuses font invasion et commencent leur sabat. Quand la morale publique se perd, le socialisme sensuel divinise nos passions et veut nous livrer aux bêtes ; quand la conscience du droit s'affaiblit, les théoriciens de la servitude nous proposent, au nom du progrès, l'anéantissement de la liberté et de la vie. Il n'est pas bon que l'esprit moderne s'endorme ; l'engourdissement est funeste à ce vainqueur derrière lequel tant d'ennemis conspirent encore ; s'il s'assoupit et s'affaisse, les fantômes du passé, les spectres maudits se dressent pour le frapper au cœur. Réveillons-le donc et soutenons-le dans les glorieuses difficultés de sa tâche. Philosophes ou prêtres, écrivains, publicistes, artistes même, chacun dans notre sphère, chacun selon la mesure de nos forces et la condition de nos travaux, faisons luire à ses yeux la sainte loi du devoir, faisons-lui comprendre, enfin, la sévère grandeur de la liberté !

Octobre 1848.

Digitized by Google

XIII.

LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE DEPUIS LE 24 FÉVRIER.

LES DERNIERS ÉCRITS DE M. STRAUSS. — M. CHARLES GRÜN ET M. MICHELET (DE BERLIN). — UNE ÉCOLE NOUVELLE : MM. ROSENKRANZ, HERMANN FICHTE, CHALYBÆUS, MAURICE CARRIÈRE.

Avant le 24 février, les lettres allemandes suivaient une marche régulière. L'enthousiasme de la liberté, l'espérance des réformes constitutionnelles, étaient pour les esprits un aiguillon et un frein. Heureuses les générations qui poursuivent un idéal et que soutient l'espoir d'une victoire prochaine! il semble qu'une harmonie secrète conduise tous leurs mouvements. L'effervescence de 1830 s'était modérée peu à peu, et une phalange de jeunes écrivains, réglant son inspiration sur le but proposé à la patrie, avait accompli en peu d'années les plus sérieux progrès. Des romans de la *jeune Allemagne* aux contes populaires de M. Auerbach, de la philosophie insensée des *Annales de Halle* aux plus

Digitized by Google

récents écrits de M. Strauss, la route parcourue est signalée par des transformations fécondes. Je ne prétends pas que les mauvais ouvrages et les doctrines coupables eussent disparu; la démagogie hégélienne était arrivée, au contraire, à la dernière limite de ses folies, et le plus froidement exalté de ses tribuns, M. Stirner, avait épouvanté l'Allemagne par des clameurs sauvages. Il est certain pourtant que, malgré la fureur des partis extrêmes, la pensée publique se développait avec une suite marquée, et que les lettres avaient fidèlement reproduit les différentes phases de ce progrès.

L'année 1848 est venue arrêter brusquement cette société qui marchait de victoire en victoire à la conquête régulière de ses droits. L'ordre de bataille a été brisé, les rangs les mieux serrés se sont rompus, et les aventuriers, qu'on avait peu à peu rejetés en arrière, se sont emparés du drapeau. De là, pendant plus d'un an, un chaos inextricable. Une confusion inouïe avait succédé à cette belle discipline. Tantôt c'étaient des chimères absurdes, des utopies violentes, substituées aux triomphes de la veille; tantôt des hésitations, des doutes, des découragements à faire croire que l'armée libérale était dispersée pour jamais. D'un côté était la démagogie, de l'autre le despotisme. En un mot, à l'heure même où 1848 donnait

Digitized by Google

à l'Allemagne des constitutions sérieuses, le parti qui depuis dix ans poursuivait ce but, le parti de la science, de la liberté et du progrès, semblait anéanti. Triste situation dont la littérature a long-temps reproduit le désolant aspect! Peut-être, cependant, cette rude secousse n'aura-t-elle pas, en définitive, toutes les suites que l'on devait craindre. Le premier choc a été violent, profond a été le trouble des esprits; qu'importe, si le mal, dont on se défiait trop peu, s'est montré dans sa nudité odieuse? Satisfaite de la discipline croissante de ses milices, la société libérale ne se préoccupait pas de la sourde propagande des doctrines hégéliennes; désormais elle a vu le mal, elle sait où est l'ennemi.

Oui, j'en suis sûr, cette déroute des esprits ne se prolongera pas long-temps dans un pays comme l'Allemagne. Déjà, depuis le milieu de 1849, le mouvement intellectuel annonce le retour de la vie. Les lettres, la philosophie, les sérieux travaux de la pensée, ont repris, non sans éclat, leur tâche interrompue. Quant à la littérature plus spécialement politique, elle a traversé déjà deux périodes distinctes, la période des folies et la période des regrets : l'une remplit l'année 1848; 1849 commence l'autre. Dans la première, les écrivains s'associent, les yeux fermés, à ces fastueuses illusions qui s'étaient emparées de tout un peuple;

Digitized by Google

ce ne sont que promesses, chants de triomphe, glorifications aveugles de toutes les journées insurrectionnelles. Dans la seconde, le rêve se dissipe, le spectacle de la réalité, la dispersion du parti libéral, les préoccupations d'un avenir chargé de menaces font succéder une clairvoyance attristée à ces puérils éblouissements. On commence à discuter ces révolutions, qui n'éveillaient d'abord que de si poétiques images, et l'inquiétude, sinon l'hostilité, se manifeste presque partout. Excellent symptôme, à mon avis ! Ce qu'il y a de plus difficile et de plus indispensable en temps de révolution, c'est d'y voir clair. Les songeurs, les dupes, tous ceux qui sont trompés par de grands mots ou aveuglés par une confiance béate, tous ceux enfin qui combattent dans les ténèbres, sont d'avance à demi vaincus. L'Allemagne est plus exposée qu'aucun autre peuple à ces entraînements de la rêverie; les habitudes de son génie l'y portent, et son expérience de la vie politique est trop récente encore pour que le sentiment de la réalité ne soit pas souvent offusqué chez les meilleurs esprits par le retour des anciennes chimères. C'est cette vie politique, c'est l'exercice des droits constitutionnels qui lui apprendront à voir les choses dans leur vérité nue, à mesurer les difficultés qu'elle veut vaincre, à se résigner aux conditions du progrès, à conjurer les périls de la situation présente, à affermir enfin ses

Digitized by Google

libertés contre les entreprises de l'ancien régime ou les violences de la démagogie.

Quel a été surtout le rôle de la philosophie depuis les révolutions démagogiques? Cette seule étude éclairera pour nous la situation nouvelle.

I.

Les derniers écrits de M. Strauss.

On comprend que les publicistes aient été pris au dépourvu; les philosophes feront sans doute meilleure figure au milieu des agitations de l'Allemagne. De quelque côté qu'ils marchent, ils sont tenus de ne pas hésiter. C'est à eux qu'on doit rapporter l'immense bouleversement moral qui a transformé les pays des ardeurs spiritualistes en un foyer d'athéisme; c'est la *jeune école hégélienne* qui a préparé toutes les folies et irrité toutes les convoitises de ces derniers temps. Les disciples de Hegel ont donné à la démagogie un drapeau, une doctrine, tout un appareil de formules scientifiques; ils savent mieux que personne ce qui se passe au fond des esprits, et ils ont vu se traduire en actes les conséquences de leurs systèmes. Qu'ils parlent donc; ils le peuvent, ils le doivent. S'il y a parmi eux, et je n'en doute pas, des

Digitized by Google

intelligences sincères que la solitude et le travail ont exaltées, l'épreuve de la réalité est une réponse péremptoire aux fantaisies des penseurs; ont-ils le droit maintenant de fermer les yeux et de se boucher les oreilles? « Je commence à sentir, disait l'autre jour M. Henri Heine dans la *Gazette d'Augsbourg*, que je ne suis pas précisément un dieu bipède, comme M. le professeur Hegel me l'affirmait il y a vingt-cinq ans. » C'est une déclaration à peu près semblable qui nous est due par M. Strauss et ses amis. Sérieusement, cette nature humaine où habite le dieu des hégéliens, nous l'avons vue à l'œuvre depuis qu'on lui a révélé sa gloire; les grands-prêtres de l'*humanisme* sont-ils toujours aussi confiants? S'ils ont des doutes, qu'ils les avouent; s'ils persistent, qu'ils parlent encore, et que la société n'ignore plus son ennemi!

J'ai lu avec empressement tout ce qu'ont écrit les philosophes; un fait surtout m'a frappé: c'est le silence des chefs de l'athéisme. Depuis que la révolution de février a lancé à travers l'Allemagne les corps-francs de la démagogie hégélienne, ni M. Stirner ni M. Feuerbach n'ont donné signe de vie. M. Feuerbach est le fondateur de l'athéisme; c'est lui qui a reproché à M. Strauss et à M. Bruno Bauer leur timidité pusillanime, et qui, tirant avec précision les conséquences de leurs écrits, a démontré qu'il n'existe par pour l'homme d'autre

Digitized by Google

dieu que le genre humain lui-même. M. Stirner a dépassé M. Feuerbach ; l'humanité considérée comme Dieu est encore pour M. Stirner une sorte de religion ; ne parlez donc plus du genre humain ; l'individu avec ses appétits et ses passions, voilà le Dieu véritable, *homo sibi Deus*. Le tribun ne s'est pas contenté d'établir cette doctrine, il en a déduit avec sang-froid les résultats sauvages, et il a écrit pour une époque de convoitises effrénées la déclaration des droits de la matière. Aussitôt les disciples leur sont venus en foule ; depuis plusieurs années, presque toute la jeunesse des universités appartient à ces deux maîtres. Quand le bouleversement de l'Europe a commencé, on comprend que l'esprit révolutionnaire ait déchaîné sans peine ces cupidités impatientes et que la chair en délire ait poussé par des milliers de voix des cris épouvantables : *pecudesque locutæ*. Cependant les chefs se taisent ; M. Feuerbach n'a pas publié une ligne depuis deux ans ; on ne l'a pas vu s'adresser au suffrage universel et ambitionner une place au parlement de Francfort ou dans les assemblées de la Bavière. Ces révolutions qu'il a préparées, il n'a pas manifesté le désir d'y prendre part, de les diriger à sa manière, de les modérer ou de les affermir : il s'est retiré à l'écart, il s'est réfugié dans le silence.

Et M. Stirner, qu'est-il devenu? pourquoi a-t-il

Digitized by Google

interrompu brusquement l'exposition de sa politique et de sa morale ? « Meure le peuple ! s'était écrié le tribun de l'égoïsme, meure le peuple, pourvu que l'individu soit libre! Meure l'Allemagne, meurent toutes les nations européennes, et que, débarrassé de tous ses liens, délivré des derniers fantômes de la religion, l'homme recouvre enfin sa pleine indépendance ! » En parlant ainsi, M. Stirner avait exprimé avec une franchise brutale ce que l'hypocrisie révolutionnaire dissimule sous ses déclamations ; il proclamait sans phrases l'idéal de la démagogie. Pourquoi donc, depuis deux années, ce silence opiniâtre? M. Stirner ne s'était-il pas donné la tâche de démasquer les tribuns, de proclamer tout haut ce que ceux-ci pensent tout bas? N'y a-t-il donc plus de tartufes qui cachent sous les mots de révolution et de patrie leurs appétits sensuels? Ou bien, au contraire, effrayé peut-être de voir se lever à son appel tant de disciples furieux qui vouent des millions d'hommes à l'échafaud, M. Stirner a-t-il compris qu'il n'était pas permis de jouer avec les idées, et qu'en cherchant les bénéfices du scandale, il avait trop compté sur la débonnaireté de son temps et de son pays? On assure que M. Stirner est un homme doux, paisible, studieux, et que son livre est l'œuvre d'une pensée solitaire; si M. Stirner a profité, comme je voudrais le croire, de l'expé-

Digitized by Google

rience de ces deux années, il ne doit pas garder pour lui-même le fruit de cette rude leçon. Quoi qu'il pense enfin, il ne peut rester neutre. Amis ou adversaires, tous ceux qu'il a poussés au mal et tous ceux qu'il a indignés ont droit de lui demander compte de son silence et de provoquer sa confession.

Cette confession, un des plus célèbres révolutionnaires de la philosophie allemande, M. le docteur Strauss, a jugé convenable de la faire, et il s'en est acquitté avec une franchise très-méritoire. On sait que M. Strauss, engagé l'un des premiers dans les routes fatales de la *jeune école hégélienne,* a été bientôt laissé en chemin par des tribuns plus résolus. Girondin au milieu des montagnards, intelligence mesurée et sereine au milieu des cœurs violents et des esprits troublés, il n'en était pas moins, aux yeux de la foule, le représentant des folies qu'il condamnait. Son livre de la *Vie de Jésus*, par l'éclat d'un scandale inouï, l'avait désigné à la colère des uns, à l'épouvante des autres; il était, bien plus que M. Feuerbach ou M. Stirner, le bouc émissaire chargé des iniquités de l'école. Or, en avril 1848, M. Strauss, candidat au parlement de Francfort, se présenta devant les réunions électorales du Wurtemberg; il parcourut ce beau pays de la Souabe, ce pays des poètes et des philosophes, décrit par lui avec tant de grâce dans

Digitized by Google

son pèlerinage auprès de Justinus Kerner. Le *grand destructeur de mythes*, comme il s'appelle quelque part, allait être soumis à la critique du peuple.

Suivons-le, non pas à Stuttgard, à Heilbronn, à Ludwigsbourg; ce qui nous intéresse dans le voyage de M. Strauss, ce sont ses visites aux paysans. M. Strauss parlant à une assemblée de paysans, aux laboureurs de Steinheim, aux vignerons de Markgroningen! les raffinements chicaniers de l'exégèse en face de la simplicité de la nature! ce rapprochement dit tout. M. Strauss rencontrait là, en effet, des croyances chrétiennes, une foi solide et entière, et il apparaissait comme une sorte d'antechrist à des imaginations naïves que son nom seul effarouchait. Quelle occasion plus piquante pour le trop célèbre novateur! Cette occasion, il l'a recherchée, j'en suis sûr, non par amour du scandale, mais au contraire pour faire clairement concevoir le but de sa conduite antérieure et l'attitude nouvelle qu'il voulait prendre. M. Strauss, si abstrait, si hérissé de formules barbares dans sa *Vie de Jésus*, est devenu depuis quelques années un écrivain plein de clarté et d'élégance. Cette vocation littéraire, poétique même, dont il fut détourné par le démon de la curiosité philosophique, a reparu peu à peu et porte déjà ses fruits. Le théologien, chez M. Strauss, a ter-

Digitized by Google

miné son œuvre; un littérateur commence qui, sur bien des points, je n'en doute pas, corrigera l'influence funeste du théologien. Déjà, dans ses *Deux Feuilles pacifiques*, dans sa visite à Justinus Kerner, dans son brillant et ingénieux pamphlet contre le romantisme de Frédéric-Guillaume IV, M. Strauss avait défendu, dans la forme la plus accessible à tous, les principes d'une philosophie morale presque toujours sans reproche. Un piquant mélange de simplicité et de finessse était le caractère de ses écrits. On voyait un homme effrayé du bruit qu'il a fait, attristé des scandales qu'il a causés, et cherchant à s'expliquer avec sa conscience dans un langage rempli de sincérité, de modération et de charme. C'est là ce qu'il a été, et avec plus de précision encore, le jour où il se justifiait devant les paysans de sa terre natale [1].

« Me voici, disait-il, je suis ce docteur Strauss que la plupart d'entre vous se sont représenté jusqu'ici comme l'antechrist en personne. Je ne puis pas vous en vouloir; c'est ainsi que je vous ai été dépeint, et certainement ceux qui vous parlaient de la sorte étaient en grande partie des gens de bien. Cependant vous avez été mal renseignés. J'ai écrit, il y a treize ans, un livre qui est le point de départ de tous ces préjugés. Ce livre, j'en suis sûr, aucun de vous ne l'a lu, et je dis : Tant mieux ! car ce n'est pas pour vous que je l'avais écrit. Ne prenez pas mal ces

[1] *Sechs theologisch-politische Volksreden*, von David-Friedrich Strauss. Stuttgard, 1848.

Digitized by Google

paroles. Si un cultivateur d'entre vous composait un livre sur l'agriculture, j'entendrais dire, sans me fâcher, que ce livre n'a pas été composé pour moi. J'ai écrit pour des savants, pour des théologiens. Les laïques, et même un grand nombre d'entre les plus instruits, ne savent pas, et bien heureusement pour eux, combien de doutes cruels tourmentent souvent le pauvre théologien; que leur importe un livre où il est traité de ces incertitudes de la science? Plusieurs de mes amis, hommes étrangers aux études théologiques, se sont crus obligés de lire mon ouvrage. Laissez, leur ai-je dit, vous avez mieux à faire; ce livre vous donnera peut-être des doutes que vous n'avez pas, tandis qu'il est destiné, au contraire, à venir au secours des théologiens que déchirent ces angoisses de l'âme. Vous voyez combien je suis loin de vouloir enlever sa croyance à qui que ce soit. »

Ces protestations de M. Strauss ne sont pas la tactique vulgaire d'un candidat, elles expliquent sincèrement son rôle. Poussé par la curiosité scientifique, l'auteur de la *Vie de Jésus* n'a fait que résumer avec une ténacité infatigable toutes les négations partielles accumulées depuis Lessing par les princes de la théologie allemande. Dans la France du XVIIIe siècle, c'étaient des écrivains laïques qui attaquaient les croyances religieuses; en Allemagne, depuis plus de soixante ans, ce sont les théologiens eux-mêmes qui ébranlent l'édifice et qui sont parfois amenés, comme M. Strauss, à s'en justifier devant les laïques. Cependant, tout en soumettant les dogmes

Digitized by Google

de leur foi à une impitoyable critique, la plupart de ces hommes avaient la prétention de demeurer théologiens; ce n'était point la haine de la religion qui les animait, c'était un irrésistible besoin d'analyse et une ardente passion de savoir. Tel s'est toujours montré M. Strauss, et lorsqu'on lui interdisait le droit d'enseigner cette religion dont il détruisait les dogmes, la surprise, la tristesse même qu'il en éprouvait, n'était nullement un jeu. En un mot, bien qu'ils relèvent tous de la *jeune école hégélienne*, il y a un abîme entre M. Strauss et MM. Feuerbach et Stirner; ceux-ci ont juré la ruine de toute idée religieuse: celui-là croit à une religion telle quelle, et il garde son nom de théologien comme un titre et une défense.

M. Strauss continue donc son plaidoyer; il expose aux laboureurs de Steinheim comment toute chose ici-bas est exposée à être dénaturée par l'homme; entre ses mains, le bien même peut devenir mal, et la vertu se changer en vice. Or, si c'est la tâche du moraliste de veiller à ce que la prudence n'engendre pas la couardise, que le sentiment de l'amour ne soit pas dégradé par le libertinage, que le légitime désir d'acquérir ne tourne point à la cupidité, c'est la tâche du théologien de dégager l'idée religieuse des superstitions qui l'obscurcissent. Ne faut-il pas sans cesse protéger la conscience contre la faiblesse de notre

Digitized by Google

nature? Ne faut-il pas tous les matins laver les dalles du temple?

« Fort bien, me dira mon adversaire; seulement, dans ce partage que vous faites, vous avez retranché maintes choses qui sont pour nous une nourriture fortifiante et douce. Je réponds : Ce qu'il y a d'essentiel, d'indispensable dans la religion, ce sont des préceptes comme ceux-ci : Heureux l'homme dont le cœur est pur ! Heureux celui qui possède l'esprit de paix et de miséricorde ! Ne jugez point, si vous voulez ne pas être jugé; aimez votre prochain comme vous-même; aimez vos ennemis et bénissez qui vous maudit. — Croyez-vous que je sois assez insensé pour enlever à la religion de telles maximes ? Dès qu'on les garde en son cœur et qu'on les réalise dans la pratique, à mon avis, tout est là; avec cette règle de conduite, on est un citoyen honnête, un époux fidèle, un père dévoué, un voisin serviable; on est surtout un homme vraiment bon, lors même qu'on élèverait les doutes de la science contre tous les miracles de la Bible. Telle est, dans son sens exact, ma profession de foi religieuse. »

Certes, il y a loin de ces paroles à la morale de la *jeune école hégélienne*. S'il nie la divinité du Christ, M. Strauss n'en conserve pas moins sa foi à l'enseignement pratique de l'Évangile. Il n'existe pas pour lui de loi morale plus pure, d'idée religieuse plus élevée et plus sainte que celle qui est contenue dans le sermon sur la montagne, et cette loi morale, il ne l'interprète pas, à la façon des démagogues, avec toutes sortes de mélanges menteurs et de profanations : il l'expose dans le

Digitized by Google

vrai sens chrétien en recommandant le devoir et le sacrifice. On ne peut que féliciter M. Strauss d'avoir enfin songé à ce correctif de ses premiers écrits ; après avoir tant travaillé à détruire, il était urgent pour lui de dire très-haut ce qu'il espère sauver au milieu des ruines. Cette déclaration, M. Strauss a essayé de la faire depuis quelques années, mais il n'y avait pas encore apporté autant de précision, ni surtout un accent si chrétien. Toute voix qui prêchera la morale de l'Évangile en face des ardeurs effrénées du panthéisme a droit d'être écoutée avec reconnaissance, et cependant cette profession de foi peut-elle suffire ? Si M. Strauss, malgré les belles paroles que je viens de citer, demeure attaché aux doctrines philosophiques de la *jeune école hégélienne ;* si, repoussant la divinité du Christ, il n'admet pas davantage la croyance à un Dieu personnel et libre ; si Dieu n'est pour lui qu'une force mystérieuse, aveugle, inconnue à elle-même, qui se cherche laborieusement sur tous les degrés de la nature, et n'arrive à une vie complète que dans la conscience de l'homme ; si M. Strauss, enfin, ne rejette pas le panthéisme de Hegel, que deviendra entre ses mains cette morale dont il parle en si bons termes ? De toutes les superstitions qui peuvent pervertir l'idée religieuse, il n'en est pas de plus étouffante, à coup sûr, que les niaises superstitions du

Digitized by Google

panthéisme, et il ne sert de rien qu'il répète l'enseignement de Jésus, s'il est persuadé en même temps que le genre humain est Dieu.

Dans un de ses discours aux paysans de la Souabe, M. Strauss, ayant à s'expliquer sur la lutte des intérêts religieux et des intérêts terrestres, jette brièvement ces paroles : « Cette distinction des choses religieuses et des choses terrestres, pourquoi vous le cacherais-je? elle me déplaît absolument. S'occuper des intérêts du monde, c'est s'occuper tout ensemble des intérêts de l'âme, et celui qui se conduit bien sur la terre est le véritable habitant du ciel. Laissons cela, du reste *(doch dies beiseite)*... » Mais nous, nous ne voulons pas laisser cela, nous insistons, et s'il n'y a pas une autre vie au-delà de cette vie de misère, s'il n'y a pas au-dessus de nous une Providence, c'est-à-dire un père plein d'amour, un témoin toujours présent et un infaillible juge de nos actions, nous demanderons à M. Strauss, comme ses compatriotes de Steinheim, s'il ne détruit pas de fond en comble cette religion qu'il prétend seulement débarrasser de ses légendes. M. Strauss est trop sincère, il a un amour trop passionné du vrai pour se permettre la moindre équivoque sur cette question. Entre la morale du Christ et les doctrines de la *jeune école hégélienne*, il faut qu'il choisisse. Or, j'en suis bien sûr, et j'en ai pour garant la

Digitized by Google

stoïque franchise de son caractère, M. Strauss ne se laissera pas intimider dans la voie nouvelle où il entre par les souvenirs de ses premiers travaux ou par les menaces de la démagogie hégélienne; il cherchera résolûment la solution du problème, et, si ses prochains travaux répondent aux espérances qu'il nous fait concevoir, nous verrons un jour ce ferme esprit, dégagé des liens d'une école fatale, proclamer avec force les grandes croyances du genre humain, l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme.

Les efforts de M. Strauss méritent de sérieux encouragements. Nous l'avons vu, candidat au parlement de Francfort, s'expliquer loyalement avec les laboureurs et les vignerons de son pays sur le sens de ses écrits théologiques, et ne pas craindre de rompre en bien des points avec la *jeune école hégélienne*. Nommé peu de temps après membre de l'assemblée constituante du Wurtemberg, il a quitté cette assemblée où la violence des démocrates ne respectait pas la liberté de ses votes. Il a repris alors ses travaux interrompus, et voici un livre des plus curieux qui est le résultat de cette bonne pensée. Dans les derniers temps qui ont précédé la révolution, M. Strauss semblait avoir renoncé à l'exégèse; des études d'histoire et de critique littéraire l'occupaient de préférence, et

Digitized by Google

il était permis de croire que le littérateur tenait à rectifier le théologien. Telle est la tâche à laquelle M. Strauss est revenu. Retrouver sa voie au milieu d'une crise qui bouleverse tout, c'est la marque d'une intelligence élevée et d'une volonté qui se possède. M. Strauss a donné cet exemple. Tandis que ses amis d'autrefois se jettent éperdument dans la démagogie, le novateur, jadis si redouté, continue sa réforme intérieure ; il cherche dans des études de biographie et d'histoire un refuge contre les folies du panthéisme, et il publie sa *Vie de Schubart* [1].

Schubart est l'une des plus étonnantes figures de l'Allemagne au XVIIIe siècle. Aventurier, musicien, poète, publiciste, nature impétueuse et caractère indécis, ce singulier personnage, dont l'existence a été traversée de tant de misères, offre un intérêt sérieux au moraliste. M. Strauss a pieusement recueilli toutes les lettres de son infortuné compatriote, et c'est à l'aide de cette correspondance, entremêlée d'ingénieuses études, qu'il reproduit cette dramatique destinée. Il y a dans la vie de Schubart un douloureux évènement qui la divise en trois périodes distinctes ; l'ardent publiciste de *la Chronique allemande* est resté enfermé dix ans dans une prison d'état. *Avant*,

[1] *Schubart's Leben in seinen Briefen*, von David-Friedrich Strauss ; 2 vol. Berlin, 1849.

Digitized by Google

pendant et *après* la captivité, tel est le plan de M. Strauss.

La première période fait apparaître à nos yeux, dans toute l'exubérance de ses passions, cette nature indisciplinée. Fils d'un pasteur de la petite ville d'Aalen en Souabe, Schubart avait été destiné à la carrière ecclésiastique; la place qu'il attendait ne s'étant pas trouvée libre assez tôt, l'impatient candidat accepte un emploi de précepteur à Geisslingen, et, à peine arrivé dans cette ville, il s'y marie. Cette double résolution, à ce qu'il paraît, avait été prise un peu trop vite; il ne fallut pas long-temps pour que le fougueux jeune homme fût las de ses fonctions et ennuyé de son paisible intérieur. Incapable de se plier aux prescriptions du devoir, emporté par une imagination intempérante, le théologien d'Aalen fut bientôt un libertin et un aventurier. La musique, à laquelle il s'était livré avec passion, lui procura des ressources, et l'introduisit même auprès des souverains. Nommé organiste et directeur des concerts de la cour par le duc Charles de Wurtemberg, il quitte Geisslingen pour Ludwigsbourg. Là, ses scandales, ses débauches obligent sa femme à se séparer de lui; il perd sa place peu de temps après, et recommence sa vie d'aventures. Il s'en va errant de ville en ville à travers le pays de Bade et le Palatinat, tour-à-tour mendiant et courtisan, toujours joyeux,

Digitized by Google

quoique toujours misérable. Le prince de Bade le prend à son service; mais bientôt il change de religion et va chercher fortune en Bavière. Il passe quelques mois à Munich; puis le voilà à Augsbourg, où il fonde son journal *la Chronique allemande*.

Au milieu de cette vie désordonnée, il avait presque réussi à se faire un nom dans les lettres; il avait du moins attiré sur lui l'attention des écrivains. Avec l'impétuosité ordinaire de ses sentiments, il avait conçu pour les maîtres de la poésie une admiration passionnée qu'il leur exprimait avec fougue. Klopstock le jetait dans l'extase. Il fut aussi en correspondance avec Wieland, qui répondait à ses naïves et chaleureuses épîtres en lui disant : «Vous êtes né poète, vous êtes de ceux qui peuvent tout, qui peuvent faire parler ou les héros ou les pâtres; tout ce que vous écrivez est poésie.» Wieland se trompait : ce qui l'avait séduit dans les effusions du jeune homme, c'étaient des inspirations d'une minute, des accès et des éclairs du tempérament; il manquait à Schubart cette élévation de l'âme, cette noblesse et cette constance de la pensée, sans lesquelles il n'est pas de poète digne de ce nom. Au contraire, quand il eut créé son journal, il sembla qu'il eût trouvé sa voie; homme de verve soudaine, improvisateur éblouissant, il s'y prodiguait à l'aventure. Il était né,

Digitized by Google

a-t-on dit, pour être un orateur révolutionnaire. Des écrivains de l'Allemagne l'ont comparé à Danton, et bien que les occasions, Dieu merci! lui aient manqué, ses débauches, l'explosion de ses premiers mouvements, ce mélange de cynisme et d'inspirations extraordinaires, paraissent justifier ce rapprochement. Dans cette paisible Allemagne de 1770, Schubart ne pouvait guère donner issue aux folles ardeurs qui le dévoraient. C'était dans les tavernes, en face des pots de bière et au milieu de flots de fumée, que le puissant causeur troublait et subjuguait son auditoire; on cite aussi des lectures publiques qui eurent alors un singulier éclat : sentant bien qu'il n'était qu'un poète de second ordre, et dévoué cependant à la poésie, Schubart voulut du moins être le rapsode des maîtres; il lisait, cet épicurien sensuel, il lisait le chaste Klopstock avec une merveilleuse magie; à l'aide des mystiques peintures de *la Messiade*, il gouvernait les âmes à son gré, il les entraînait dans sa sphère, leur communiquant tour-à-tour les émotions dont il était rempli, le trouble, l'effroi, l'admiration, l'extase.

Il est facile de deviner ce que devait être le journal de Schubart. L'intempérance de sa verve lui attira bientôt d'odieuses persécutions. Si l'on n'a jamais su d'une manière exacte les motifs de son emprisonnement, il est vraisemblable que les

Digitized by Google

hardiesses du publiciste en furent au moins le prétexte, dans un siècle et sous des gouvernements où nulle garantie ne protégeait le droit. Arrêté et incarcéré sans jugement, Schubart passa dix ans dans la forteresse d'Asperg. L'épreuve lui fut rude. Ces natures emportées, dont toute la force réside dans le sang, ne résistent guère aux coups du malheur; on vit trop clairement alors tout ce qui faisait défaut au caractère et à la moralité de Schubart. Son ardeur fut abattue; le découragement le plus profond s'empara de lui; enfin, après qu'un puéril désespoir eut long-temps abaissé sa dignité d'homme et de publiciste, il se réfugia dans une religion exaltée, fébrile, convulsive, qui fit place, peu de temps après, à toutes les revanches furieuses du voluptueux.

Schubart ne sortit de prison qu'en 1787. Il reprit son journal, et fut l'un des premiers, deux ans plus tard, à saluer les débuts de la Révolution française. Il avait toujours eu une antipathie déclarée pour la France, il avait combattu ardemment son influence littéraire; tout cela fut oublié en un instant, le sublime élan de 89 lui fit apercevoir des trésors chez ce peuple qu'il croyait condamné à une décadence irremédiable, et il exprima son enthousiasme en de nobles termes. « L'humanité n'a pas vieilli, s'écrie le journaliste allemand, puisqu'une nation qui semblait ne plus

Digitized by Google

posséder que le génie des petites choses donne de pareils témoignages de sa force et de sa grandeur. » Puis il détourne les puissances du Nord de leurs projets de contre-révolution, et il leur prédit d'effroyables désastres si elles osent passer le Rhin. C'est une voix de plus enfin qui se joint à ce concert de voix illustres saluant du fond de l'Allemagne les grands jours de 89; tous les nobles esprits qu'il admirait à cœur ouvert, les philosophes et les poètes, Kant et Klopstock, Schiller et Fichte, tenaient alors le même langage. Seulement, ce qui donne un caractère particulier à l'enthousiasme de Schubart, c'est un mélange fort inattendu d'idées mystiques et de sentiments libéraux. Son étrange exaltation religieuse s'était brusquement calmée, mais il en avait conservé maintes traces dans son langage, et l'on est souvent étonné de voir la Révolution glorifiée dans le style d'une homélie. Schubart aurait-il été indigné comme ses maîtres des forfaits qui souillèrent bientôt cette grande cause, ou bien aurait-il suivi, dans son journal, ce Danton à qui on l'a comparé? Avec cette fougue dont il n'était pas maître et qui l'emportait en tous sens, il est fort heureux pour sa renommée qu'il n'ait pas eu à prendre parti au milieu de ces horribles luttes. Schubart ne vit pas les journées hideuses de la Révolution; il mourut en 1791.

Digitized by Google

Tel est le bizarre personnage dont M. Strauss a recueilli la correspondance et raconté la vie. L'histoire littéraire doit des remercîments à l'auteur pour cette curieuse étude; les lettres, les poésies, les œuvres politiques de Schubart ont été jugées par M. Strauss avec une sagacité parfaite. Quant au moraliste, j'en ai peur, il est beaucoup moins digne d'éloges que de critique. Le biographe de Schubart s'est proposé surtout un problème de morale; il veut étudier dans ce caractère étrange la lutte de l'esprit et des sens. Dans la période qui précède son emprisonnement, Schubart est tourmenté en effet par ce combat intérieur, et si d'abord sa nature indisciplinée l'entraîne dans des excès sans nombre, la partie spirituelle semble de jour en jour reprendre le dessus et diriger sa vie. Malheureusement, Schubart n'était pas encore tout-à-fait maître de lui-même; l'injustice des persécutions qu'il eut à subir, les terreurs dont il fut obsédé dans sa prison, ébranlèrent bientôt tout son être et rompirent ce fragile équilibre. M. Strauss est très-frappé de l'influence fatale de cet évènement; le désespoir de l'infortuné publiciste, cette conversion subite à un fanatisme d'où il retomba plus lourdement dans ses anciens désordres, lui paraissent une crise désastreuse dans cette existence qui peu à peu s'ordonnait. La violence sensuelle du prisonnier une fois abattue par

Digitized by Google

la douleur, l'esprit se mit à divaguer. C'est là que M. Strauss voulait en venir; la morale de son étude, c'est l'union du corps et de l'âme, l'harmonie de la nature et de l'esprit. Cette harmonie, à l'en croire, le christianisme la rend impossible, et c'est dans l'ancienne Grèce seulement qu'on en retrouvera les modèles; la Grèce seule a produit des hommes.

Il serait bien inutile, ce me semble, de discuter ici ces singulières affirmations; j'ai voulu surtout indiquer les embarras, les doutes, les marches et les contre-marches de M. Strauss au milieu de ces domaines de la pensée qu'il a contribué pour sa part à bouleverser si profondément. M. Strauss est persuadé que le christianisme est mort; d'un autre côté, sur les ruines de ce christianisme, renversé, à ce qu'il pense, par le développement général des esprits et en particulier par Hegel, il voit s'avancer, derrière MM. Feuerbach et Stirner, les monstrueuses armées du panthéisme, de l'*humanisme*, de l'égoïsme, les hordes affamées de jouissances. M. Strauss, en détrônant Dieu, voulait que la dignité humaine profitât de cette grande révolution : or, c'est le contraire qui arrive, le monde moral s'écroule, et le genre humain, livré à lui-même, est plongé par les *jeunes hégéliens* dans une abjection bestiale. Alors M. Strauss se révolte; pour retrouver la figure de l'homme dans sa véri-

Digitized by Google

table beauté, il remonte le cours des âges et oppose le panthéisme naïf de la Grèce au panthéisme effréné de son pays. C'était bien la peine d'avoir si long-temps prêché, d'après Hegel, la marche incessante, l'irrésistible développement de l'esprit infini à travers le monde! M. Strauss n'en restera pas là; il est lui-même, comme le personnage qu'il étudie, une intelligence troublée. Seulement il cherche, il aspire à une solution, il semble impatient de vaincre les difficultés qui l'obsèdent, et, puisqu'il est sincèrement préoccupé de notre noblesse morale, il reconnaîtra un jour que l'existence d'un Dieu personnel et libre est la condition essentielle de la dignité de l'homme.

II.

M. Charles Grün, M. Nauwerck, M. Michelet (de Berlin).

Tandis que les chefs du panthéisme se taisent avec MM. Feuerbach et Stirner, ou s'amendent avec M. Strauss, les représentants secondaires de ces funestes doctrines semblent redoubler d'activité pour s'emparer du commandement. On sait avec quelle violence M. Arnold Ruge se faisait le chef des aventuriers et des athées au parlement de Francfort, au moment même où M. Strauss quittait avec éclat son siége à la chambre des députés du

Digitized by Google

Wurtemberg, pour maintenir l'indépendance de sa pensée en face des exigences despotiques de la démocratie. Auprès de M. Ruge siégeait M. Charles Nauwerck ; M. Vogt était le grand orateur de l'athéisme, et, pendant que l'école hégélienne déployait son drapeau à l'église Saint-Paul, un de ses principaux écrivains, le maître de M. Proudhon, M. Charles Grün, entretenait l'agitation à l'extrême gauche de l'assemblée de Berlin. M. Nauwerck et M. Grün, tout occupés qu'ils étaient à Francfort et à Berlin des grands intérêts de la démagogie, n'ont pas abandonné pour cela leur mission philosophique ; ils ont publié l'année dernière le plan d'une université libre, où la science vraiment allemande, c'est-à-dire la doctrine hégélienne, doit être enseignée avec toutes ses hardiesses et mise résolûment en pratique. Si cette université n'existe pas encore, il faut en accuser le malheur des temps et les baïonnettes de la Prusse. Ne nous plaignons pas trop cependant, MM. Nauwerck et Grün ont pu déjà exécuter l'article 13 de leur programme, dont voici les termes : « L'examen et la critique de l'université auront un organe scientifique, lequel paraîtra aussitôt que possible sous ce titre : *Annales de la libre université allemande.* » Les Annales de la libre université ont paru [1], et c'est bien, en effet, l'athéisme le plus

[1] *Jahrbücher der freien deutschen Academie.* Francfort, 1849.

Digitized by Google

décidé qui formera le programme officiel de cette merveilleuse institution. M. Charles Grün, dès la première page de ce manifeste, expose sans vergogne le but de l'enseignement nouveau : — assez long-temps la théorie a nourri les esprits de formules creuses, le cercle des abstractions a été entièrement parcouru ; l'heure est venue de s'approprier enfin le résultat de l'histoire de la philosophie ; ce résultat, c'est la jouissance de ce monde, ou plutôt, comme dit pittoresquement l'hégélien, c'est l'organisation des cinq sens.

Une chose vraiment très-méritoire dans la *jeune école hégélienne*, c'est la franchise avec laquelle ses docteurs proclament tout haut les secrètes pensées de la démagogie. Nos tribuns ne parlent que des droits du peuple et des progrès de l'humanité : Meure le peuple ! meure le genre humain ! s'écrie M. Stirner. M. Louis Blanc réclame hypocritement l'organisation du travail : — l'organisation des cinq sens ! répond M. Charles Grün. Au reste, les différentes dissertations qui composent ce premier volume des *Annales de la libre université* ne sont que de plates et misérables rapsodies. M. Charles Grün, homme de beaucoup d'esprit et d'un esprit singulièrement moqueur, doit être bien honteux d'avoir écrit une introduction aux œuvres de M. Kleinpaul et aux adresses des étudiants d'Eisenach. Qu'y faire ? C'est le flot de la démo-

Digitized by Google

cratie qui monte. Les fous qui ont de l'esprit sont les introducteurs obligés des imbéciles. M. Charles Grün fait bien de s'accoutumer à de tels inconvénients; il en verra bien d'autres quand il aura achevé de fonder *la libre université allemande.*

Est-ce pour garder une place quelconque au milieu des masses grossières qui envahissent l'école, est-ce par crainte d'être relégué dans l'ombre, que l'un des graves esprits de l'ancienne société hégélienne, M. Michelet (de Berlin), vient de proclamer avec fracas son athéisme? M. Michelet (de Berlin) était l'un des premiers disciples de Hegel, un de ceux qui avaient recueilli directement ses paroles. Quand une bande d'aventuriers fit irruption dans les sévères domaines de la métaphysique allemande, et tira brutalement les conséquences hideuses auxquelles les hégéliens n'avaient échappé que par un noble oubli de leurs principes, M. Michelet (de Berlin) resta fidèle à la gravité, à la circonspection stoïque de son maître, et, pendant plus de dix années, il s'efforça de maintenir son enseignement dans les voies sérieuses de la science. C'est ce que faisaient comme lui, avec des nuances diverses, M. Rosenkranz, M. Hotho, M. Gabler, M. Marheinecke. Aujourd'hui, M. Michelet (de Berlin) s'incline devant les *jeunes hégéliens;* le grave penseur, le savant historien d'Aristote vient de s'enrôler dans les corps-francs.

Digitized by Google

M. Michelet (de Berlin), pour payer sa bienvenue, a voulu donner, lui aussi, le plan d'une société nouvelle; mais on voit trop que le philosophe n'était nullement préparé aux études positives de l'économie publique. Son livre, sa *Solution du problème social*[1], serait indigne d'un examen attentif, si l'on n'y cherchait des renseignements sur les progrès de l'athéisme. C'est à l'athéisme, en effet, à l'athéisme furieux de la *jeune école hégélienne* que M. Michelet (de Berlin) s'est converti. « Le but de la question sociale, s'écrie l'auteur à la dernière page, est de nous donner sur la terre les joies qu'on se représentait dans le ciel. Il faut que la Jérusalem céleste, comme une fiancée parée de ses plus beaux vêtements, descende sur la terre et y demeure. Alors seulement nous serons délivrés de ce monde imaginaire que créaient nos désirs inassouvis. » Ainsi, le grand avantage du socialisme aux yeux de M. Michelet (de Berlin), c'est d'éloigner de nous la pensée d'une autre vie, de faire évanouir pour jamais le fantôme importun de la Divinité, d'établir enfin et de faire passer dans la pratique tous les dogmes de la *jeune école hégélienne*. La partie économique du livre de M. Michelet (de Berlin) est d'une nullité déplorable. J'excepte son plan de la société future, qui serait

[1] *Die Losung der gesellschaftlichen Frage*, von C. Michelet. Francfort et Berlin, 1849.

Digitized by Google

vraiment une réjouissante invention, si les travaux antérieurs de M. Michelet (de Berlin) et le respect que nous lui gardons n'arrêtaient le sourire sur nos lèvres. Ce qui préoccupe avant tout M. Michelet (de Berlin), c'est l'emploi des soirées dans son phalanstère. Causera-t-on? Dansera-t-on? Fera-t-on de la musique? *That is the question.* M. Michelet fait remarquer les avantages de cette société sur le système chrétien : les chrétiens se condamnent à une vie de luttes et de sacrifices, et c'est seulement à la fin de cette vie qu'est placé le repos avec la récompense; dans l'organisation sociale de M. Michelet (de Berlin), la récompense est décernée chaque soir. Ces choses sont écrites très-sérieusement par un homme que de beaux travaux ont recommandé jusqu'ici à l'estime du monde savant. Qui aurait dit, il y a deux ans, qu'un sévère représentant de l'ancienne école hégélienne ferait une soumission si complète devant les tribuns de la nouvelle? Qui se serait imaginé M. Michelet (de Berlin) construisant une cité socialiste, proposant un code qui se termine par des programmes de bal, par des affiches de casino et de théâtre?

Dans l'ardeur de sa conversion, M. Michelet (de Berlin) n'a pas seulement pris aux *jeunes hégéliens* leur étrange manière de philosopher, il semble leur envier aussi cette désinvolture équivoque et ces prétentieuses inconvenances qui ne

Digitized by Google

sont pas une médiocre part de leur gloire. L'an dernier, M. Michelet (de Berlin), étant venu assister aux fanfares du congrès de la paix, pensa qu'il aurait bien tort de quitter la France sans annoncer au monde philosophique que l'existence d'un Dieu distinct de l'univers était décidément un dogme rétrograde et puéril. Malheureusement la question n'était pas à l'ordre du jour, et ce frivole Paris aurait bien pu ne prêter qu'une attention distraite à la leçon du publiciste hégélien. Que fait M. Michelet pour mieux se mettre en scène? Il rend visite à M. Cousin et lui expose les principes de l'athéisme. La conversation s'anime, la lutte s'engage, et le brillant, l'impétueux causeur (ce n'est pas de M. Michelet que je parle), avec l'éloquence d'une raison supérieure et les saillies d'une verve qui ne tarit pas, maintient contre le philosophe allemand les grands dogmes auxquels le genre humain a donné sa foi. M. Michelet (de Berlin) ne voulait apparemment qu'une occasion de se produire; à peine sorti, il prend ses notes, résume les paroles de M. Cousin, et s'empresse de disserter là-dessus en face du public. Il n'y a que les Allemands, et surtout les *jeunes hégéliens*, pour imprimer ainsi toutes vives leurs causeries familières. Je regrette seulement que M. Michelet, puisqu'il n'a pas reculé devant cette singulière façon d'agir, n'ait pas poussé l'indiscrétion jusqu'au

Digitized by Google

bout. Avant de donner ses réponses, pourquoi n'a-t-il pas reproduit les paroles de son illustre adversaire? Certes, nous n'avions pas besoin du témoignage de M. Michelet (de Berlin) pour savoir que le chef du spiritualisme français repoussait avec dégoût les conséquences de la doctrine hégélienne; nous aurions aimé cependant voir l'athéisme germanique tour-à-tour foudroyé et bafoué par une voix si éloquente, par une raison si spirituellement aiguisée.

M. Cousin, espérons-le, nous en dédommagera. Cette question est désormais la question par excellence. Toutes les misères morales du XIXe siècle, toutes ces cupidités sans frein, toutes ces révoltes de la matière en furie, ce n'est pas assurément l'école hégélienne toute seule qui les a produites; mais elle les résume dans ses formules, elle leur donne par son appareil scientifique une pernicieuse autorité, elle les multiplie par une propagande exécrable. La *jeune école hégélienne* est devenue l'arsenal de l'Europe démagogique; c'est là qu'il faut porter les coups. Quand M. Cousin, il y a trente-cinq ans, entra d'une manière éclatante dans l'enseignement public, il trouva en face de lui les derniers défenseurs du matérialisme du XVIIIe siècle, et c'est précisément à cette lutte que sa philosophie doit son vrai caractère: il serait beau pour l'éloquent écrivain de déployer aujourd'hui, contre un ennemi

Digitized by Google

bien autrement redoutable, cette même ardeur, cette même impétuosité juvénile, accrue de tous les trésors d'une vie consacrée à la science.

III.

M. Rosenkranz. — M. Hermann Fichte. — M. Chalybæus. — M. Maurice Carrière.

L'Allemagne elle-même commence à repousser énergiquement cette philosophie démagogique que le silence des bons esprits avait trop encouragée. Une école nouvelle se forme au moment où nous écrivons ces pages, et l'inspiration qui l'anime est un ardent désir de relever la science avilie. Citons au premier rang une des plus nobles intelligences de ce pays, un disciple dévoué de Hegel, M. Rosenkranz, qui a compris les terribles avertissements de notre époque, et qui s'efforce de dresser une barrière infranchissable entre les philosophes dignes de ce nom et les grossiers tribuns de la *jeune école hégélienne*. « Comment nier, s'écrie M. Rosenkranz, que le spectacle de ces deux dernières années m'ait causé maintes fois une affliction profonde?..... Le ténébreux fantôme que je voyais, dans le domaine de la science comme dans celui de la réalité, diriger fixement sur nous ses lèvres pâles et ses vides paupières, me rappelait ce disciple de Saïs qu'a chanté

Digitized by Google

notre grand Schiller. Des hommes à l'âme puérile, téméraires plutôt que hardis, turbulents plutôt qu'empressés, et animés d'un violent égoïsme au moment où ils prétendent faire acte de dévouement au genre humain, s'élancent impétueusement pour soulever le voile qui cache les traits de la déesse. La foule applaudit comme à une action héroïque, et les applaudissements les enivrent; mais quand ils ont accompli leur attentat, la déesse outragée les foudroie de son regard et ils tombent évanouis. Certes, de tels hommes sont trop orgueilleux pour être sincères; nous soupçonnons cependant que, dans le secret de leur conscience, ils doivent se dire comme le disciple de Schiller : Malheur à celui qui marche à la vérité par la voie des impies! Jamais la vérité ne réjouira son âme. »

M. Rosenkranz écrit ces belles paroles dans la préface d'un livre qu'il intitule *Système de la science*, et où il s'applique à rectifier les principes de la philosophie de son maître. Les sophistes ont fait irruption dans ce temple dont il est le lévite; le lévite indigné chasse les sophistes et lave les souillures du parvis. Puisse M. Rosenkranz accomplir heureusement son entreprise! C'est là notre vœu le plus cher, et personne ne sympathise plus que nous à ses généreux efforts. Qu'il nous permette donc de lui parler avec sincérité. Parmi les principes qu'il s'obstine encore à défendre, il en

Digitized by Google

est dont le maintien rendrait tous ces efforts infructueux. Les erreurs de M. Rosenkranz sont toutes dans la méthode hégélienne. Tant que les disciples du philosophe de Berlin n'auront pas renoncé à leur dédain de l'expérience, tant qu'ils auront la prétention de créer de toutes pièces une ontologie absolue pour embrasser de là l'entier développement du monde, les meilleures intentions seront vaines. Dans une brochure intitulée *Ma réforme de la philosophie de Hegel*, M. Rosenkranz repousse avec vivacité le reproche d'athéisme adressé à son maître : Hegel, assure-t-il, croyait à la personnalité de Dieu, et ce premier être sans conscience et sans volonté, cette substance infinie qui a besoin de se manifester dans son contraire afin d'arriver à se connaître, ce germe de Dieu qui ne fleurira et ne portera son fruit que sur le théâtre complet de l'univers, ce n'étaient pour Hegel que de simples abstractions nécessaires à l'infirmité de notre esprit. A la bonne heure! Mais que l'athéisme fût ou non dans la pensée de Hegel (et je veux rester persuadé qu'il n'y était pas), il n'en est pas moins vrai qu'il est contenu dans le système général du philosophe, et que les *jeunes hégéliens* n'ont pas manqué de logique. Tous ces docteurs effrontés qui ont proclamé la divinité de l'homme n'ont rien compris, dites-vous, à la pensée du maître : soit! ils n'ont pas été fidèles à l'intention secrète de Hegel; mais, cela est

Digitized by Google

trop évident, ils ont été fidèles à sa méthode. Que cet avertissement vous éclaire! Témoin des désordres où cette logique infatuée a conduit toute une école, M. Rosenkranz serait inexcusable de s'arrêter à moitié chemin. Les hommes qu'il combat aujourd'hui, les faux disciples, les faux savants, les insulteurs de la déesse Saïs, ont suivi docilement, non pas la pensée du maître, mais les procédés de sa dialectique; soyez fidèle, vous, à cette pensée que vous avez le courage de revendiquer, et pour cela renoncez désormais à sa méthode!

Il n'y a que deux méthodes en présence dans la philosophie moderne: la méthode cartésienne qui a établi le spiritualisme sur des bases immortelles, cette méthode qui a exercé une si noble influence sur notre grand siècle, qui a prêté un si précieux secours à la théologie chrétienne, que Fénelon, Malebranche, Bossuet lui-même, ont si magnifiquement appliquée, — et l'orgueilleuse méthode de Schelling et de Hegel, qui, après s'être flattée de conquérir à l'esprit de l'homme de plus sublimes domaines, l'a rabaissé en fin de compte au grossier délire de l'athéisme.

« D'où viennent les arguments des athées, disait Descartes dans la préface de ses *Méditations?* De ce que l'on feint dans Dieu des affections humaines, ou de ce qu'on attribue à nos esprits tant de force et de sagesse que nous avons bien la prétention de

Digitized by Google

vouloir déterminer et comprendre ce que Dieu peut et doit faire. » Il semble, en vérité, que ces paroles s'appliquent à la moderne philosophie allemande. Hegel prétend déterminer ce que Dieu peut et doit faire. Il débute par une théodicée *à priori*, et cette théodicée a beau répugner à toutes les notions du sens intime, à toutes les inductions de l'expérience, il la proclame comme une vérité hors de doute, il en fait la base de tout son édifice; or, comme c'est la fantaisie métaphysique de Hegel qui s'est substituée à Dieu, les écoles qui se rattachent à lui finissent aussi, de déduction en déduction, par se substituer à l'essence suprême, et cette substitution dès-lors n'est plus, comme chez Hegel, une simple témérité de méthode, c'est une impiété orgueilleuse et cynique, et le grave Hegel est remplacé par MM. Feuerbach et Stirner. « De sorte, reprend Descartes, que tout ce qu'ils disent ne nous donnera aucune difficulté, pourvu seulement que nous nous ressouvenions que nous devons considérer nos esprits comme des choses finies et limitées, et Dieu comme un être infini et incompréhensible. » Voilà la vérité, voilà la solution du problème. Ce Dieu infini, incompréhensible, n'essayez plus de le connaître *à priori*, élevez-vous à lui par le double travail de l'observation psychologique et de la raison; en d'autres termes, renoncez à la méthode insensée par laquelle vous prétendez

Digitized by Google

être plus qu'un homme, et reprenez courageusement la route qu'avait tracée Descartes.

On doit les mêmes encouragements, on doit aussi les mêmes conseils aux penseurs distingués qui redoublent d'efforts, comme M. Rosenkranz, pour défendre la philosophie contre une démagogie abjecte. Je parle surtout de M. Hermann Fichte, de M. Chalybæus et de M. Maurice Carrière. Il y a des pays où ces deux mots, philosophie et religion, représentent des idées qui se combattent; les troubles intellectuels de l'Allemagne ont donné aux esprits un sentiment plus profond des indissolubles rapports qui unissent toutes les sciences et toutes les vérités morales. Les dogmes philosophiques, on commence à le comprendre, n'ont pas moins souffert que les dogmes religieux des outrages de la *jeune école hégélienne*. La science et la foi, le spiritualisme philosophique et le spiritualisme chrétien, sont deux aspects différents de l'éternelle raison; et ce sont des philosophes que nous voyons aujourd'hui relever de leurs mains l'édifice du christianisme pour y mettre à l'abri leurs croyances insultées. Telle est la direction que suit, dans son *Éthique*[1], le digne fils de l'illustre Fichte; telle est aussi l'inspiration de M. Chalybæus lorsqu'il écrit son *Système de l'éthique*

[1] *System der Ethik*, von Immanuel-Hermann Fichte. 1 vol. Leipsick, 1850.

Digitized by Google

spéculative, ou philosophie de la famille, de l'état et de la religion[1]. Un autre écrivain, M. Maurice Carrière, est plus explicite encore. A l'époque où l'Allemagne s'agitait pour secouer le joug étranger, le grand philosophe Fichte écrivait ses patriotiques *Discours à la nation allemande;* M. Maurice Carrière a compris que ce n'est pas le patriotisme qu'il faut relever dans l'Allemagne d'aujourd'hui, mais le sentiment religieux, et il publie un livre qu'il intitule sans fausse honte : *Discours et méditations religieuses adressés à la nation allemande, par un philosophe allemand*[2].

Que les théories de MM. Hermann Fichte et Chalybæus et les discours de M. Carrière soient conformes de tout point à l'austère vérité chrétienne, ce n'est pas moi qui l'affirmerai. Bien qu'ils se portent les adversaires de la philosophie de Hegel, ils sont encore trop attachés tous les trois aux procédés aventureux de la science allemande, et les conseils que j'ai pris la liberté de donner à M. Rosenkranz ne profiteraient pas moins à ses contradicteurs. N'est-ce pas toutefois un éclatant symptôme de voir ce groupe de penseurs travailler à une restauration chrétienne; et ne doit-on pas

[1] *System der speculativen Ethik, oder philosophie der Familie, des Staats und der religiösen Sitte*, von H.-M. Chalybæus. 2 vol. Leipsick, 1850.

[2] *Religiöse Reden und Betrachtungen für das deutsche Volk, von einem deutschen Philosophen.* 1 vol. Leipsick, 1850.

Digitized by Google

croire que l'anarchie morale est bien près d'être entièrement vaincue, quand on voit le représentant de cette nouvelle école commencer son livre par ces nobles paroles?

« Je veux parler au peuple de l'esprit du christianisme, afin qu'il sache bien ce qu'il croit et que son propre cœur lui soit révélé. L'heure présente est sombre et pleine d'inquiétudes. Nous avons appris par de cruelles expériences ce que produit le soulèvement du peuple, quand le peuple n'est pas guidé par une conscience vraiment religieuse, quand son âme n'est pas épurée par le sentiment de Dieu : nous avons vu cette barbarie sans frein, ces convoitises sauvages, ces vengeances, ces assassinats, ces désordres inouïs des actions et des paroles. La religion elle-même n'est-elle pas menacée de disparaître, ébranlée d'un côté par la superstition, de l'autre par l'impiété? N'est-ce pas, enfin, une opinion presque partout admise, qu'un philosophe ne peut parler du Sauveur sans prononcer son oraison funèbre, et sans le ranger (ce sont les plus tolérants), sans le ranger auprès des grands morts dans le Panthéon de l'histoire? Quant à moi, je sens que rien n'est mort, je sens que rien ne mourra de ce qui a véritablement vécu, et je vois, dans les luttes et les convulsions de notre siècle, l'enfantement d'une conscience nouvelle, le signe d'une régénération chrétienne. »

Consignons avec joie ces promesses d'une généreuse école. Nous ne nous attendions pas à terminer par ces lumineuses espérances des études qui nous ont présenté si souvent de ténébreux spectacles. Ce n'est là qu'un cri de la conscience; heureux

Digitized by Google

signe toutefois ! Il suffit que cette conscience soit émue, il suffit que le noble pays de Leibnitz connaisse toute l'amertume de sa détresse morale. L'Allemagne avait touché le fond de l'abîme ; nulle part on n'avait vu de négations plus radicales et, comme dit encore M. Maurice Carrière, *plus phlegmatiquement enragées ;* si elle renaît enfin de cette chute profonde, si elle restaure par la philosophie ce spiritualisme chrétien que la philosophie avait détruit chez elle, l'Europe entière profitera de ses travaux. Il y a trente ans, un philosophe illustre, avec la vive ardeur et l'enthousiasme irréfléchi de la jeunesse, a raconté à la France *comment les dogmes finissent ;* aujourd'hui, après tant de douloureuses expériences et tant d'avertissements sinistres, il serait beau pour l'Allemagne de montrer au XIXe siècle comment les croyances se relèvent !

Avril 1850.

Digitized by Google

CONCLUSION.

Je voudrais résumer en peu de mots le résultat de ces tumultueux travaux de l'Allemagne ; je voudrais caractériser nettement la situation qui lui est faite, et les devoirs qui lui sont imposés après les violentes secousses qu'elle vient de subir.

Un jour, dans une séance de l'Académie des sciences, Franklin présenta son petit-fils à Voltaire, et le vénérable citoyen de l'Amérique pria le patriarche des sociétés blasées de donner sa bénédiction à l'enfant. La vue de l'homme simple et

Digitized by Google

intègre qui avait présidé à l'affranchissement de son pays, éveilla chez l'impitoyable railleur le sentiment qui lui avait le plus manqué toute sa vie, le sentiment du respect. Ce qu'il y avait de meilleur au fond de cette âme mobile se ranima tout-à-coup ; il fut sincèrement touché, et, posant ses mains sur la jeune tête qui s'inclinait devant lui, il prononça d'une voix émue ces belles paroles : *God and liberty !* « C'est la seule bénédiction, ajouta-t-il, qui puisse convenir au petit-fils de Franklin. » Cette formule, qu'inspirait à Voltaire le fondateur de la liberté américaine, me revient sans cesse à l'esprit quand je songe aux révolutions de notre âge. Dieu et la liberté ! c'était bien la devise de la république de Whasington ; et Voltaire, dans cet éclair d'une émotion sublime, avait deviné l'âme du nouveau monde. La notion de Dieu, le précieux bienfait de la liberté, voilà, au contraire, ce qui s'efface et périt presque toujours dans les fiévreuses révolutions de la vieille Europe. Au lendemain des crises sociales, quand l'ordre est rétabli dans les rues et que le calme se fait dans les esprits,

Digitized by Google

la première question qu'on doit se poser est celle-ci : Où en sommes-nous? Qu'avons-nous perdu dans la bataille ? L'idée de Dieu ne s'est-elle pas obscurcie sous la fumée épaisse des passions déchaînées? Outragée par la démagogie, la liberté n'a-t-elle pas pour long-temps voilé sa lumineuse image? Qu'est devenu, en un mot, le talisman du petit-fils de Franklin : *God and liberty?*

II.

Les résultats, Dieu merci ! ne sont pas aussi fâcheux qu'on pouvait le craindre. La nation allemande est pleine de ressources, et l'heure n'a pas encore sonné où elle cessera de fournir sa part à l'œuvre commune des peuples civilisés. Il était permis de ressentir de vives alarmes pour l'originalité du génie germanique, quand on voyait, non-seulement la sainte lumière du christianisme, mais l'idée même de Dieu et la notion

Digitized by Google

du monde spirituel prêtes à s'éteindre au fond des âmes. La révolution de 1848 aura été, en définitive, plus propice que funeste au rétablissement de l'ordre moral; la *jeune école hégélienne* a été démasquée, et la société a compris avec épouvante les dangers qu'elle s'obstinait à ne pas voir.

Ce n'est pas à dire que tout soit terminé. Ce sentiment du péril est une sauvegarde ; il faut l'entretenir avec soin. Au milieu des désordres démagogiques, nous avons signalé en maints endroits de consolants symptômes. La philosophie, arrachée à son exaltation solitaire, a été traînée violemment en face de son œuvre, et il semble que ce spectacle l'ait émue. Déjà les chefs gardent le silence, ils hésitent peut-être, ils s'interrogent eux-mêmes et descendent au fond de leur conscience : c'est là le commencement de la guérison.

Descendre en soi, s'interroger scrupuleusement et se connaître, telle a été, à toutes les époques mémorables de la philosophie, le procédé fécond

Digitized by Google

des réformateurs; telle est aussi pour les sociétés la loi de réparation et de salut. Depuis bien des années déjà, l'homme ne se connaît plus; il s'est répandu au-dehors et s'est abandonné lui-même. Ses triomphes sur le monde extérieur ont contribué encore à le tromper, à lui cacher son être; les courtisans sont arrivés, et des milliers de voix ont exalté son ivresse. Or, en se perdant, il a perdu Dieu, il a perdu les notions de la société, et, ainsi dépouillé, il est devenu le jouet de tous les mensonges. Pascal disait: Qui veut faire l'ange fait la bête. C'est bien pis encore chez les hégéliens; ils ont crié au genre humain : Tu es Dieu! et ils l'ont dégradé jusqu'à la brute. Quel est le remède à des maux si extraordinaires? Le remède, c'est de créer des hommes. En présence de ces visions monstrueuses ou ridicules qui nous dérobent la lumière du vrai, si l'homme pouvait reparaître dans la sincérité de sa nature, le problème serait bien avancé. Ce que fit Socrate en face des sophistes, ce que fit Descartes au milieu des ombres du moyen-âge et des incohérentes rêveries

Digitized by Google

de la renaissance, il faudrait que chacun de nous sût le faire, aujourd'hui plus que jamais, pour écarter tant de systèmes menteurs et tant de séductions meurtrières. Que l'homme se connaisse enfin et se retrouve, il retrouvera la Divinité, les lois de l'ordre, les voies bienfaisantes du progrès !

Les peuples aussi, comme les individus, doivent rentrer eux-mêmes et renouer la chaîne brisée de leur tradition; alors seulement les mascarades auront cessé, et les races humaines reprendront, avec leur primitive énergie, leur place et leur fonction dans le monde. Où est la précision, la droiture, la courageuse netteté de l'esprit français? Qu'est devenu le généreux spiritualisme de l'Allemagne? C'est bien ici que s'appliquent ces fortes paroles de Fénelon : « Ils sont fugitifs et errants hors d'eux-mêmes. » Tant que le loyal bon sens de notre pays ne sera pas débarrassé des hypocrisies du socialisme, tant que le spiritualisme allemand n'aura pas vaincu à jamais les doctrines honteuses de la démagogie hégélienne, il faut

Digitized by Google

renoncer aux développements de la vie et aux œuvres fécondes.

Les lettres ne gagneront pas moins que la philosophie à ces secousses salutaires, si les esprits d'élite savent comprendre les avertissements de notre siècle. La littérature s'appliquait jadis à vivre loin des évènements, à se déployer en paix dans des régions sereines où les bruits de la terre n'arrivaient pas; la littérature nouvelle a réagi contre cette indifférence superbe, et des milliers de voix lui ont prêché le mépris de l'idéal pour l'enchaîner aux révolutions. Cette soumission servile aux clameurs de la rue ne vaut pas mieux que le quiétisme d'autrefois. Il existe une route large et sûre également éloignée de ces deux abîmes : c'est celle où l'on s'avance librement au milieu de son époque, sans perdre de vue les régions supérieures. N'allez plus, dirai-je aux écrivains allemands, n'allez plus vous perdre dans le mysticisme; apprenez à marcher sur la terre, réclamez votre part des émotions de la patrie, mais veillez sur

Digitized by Google

vous, et, pour vous dédommager de votre apathie passée, gardez-vous de croire aux perfides promesses de l'esprit du mal. Nous connaissons trop bien désormais l'hypocrisie révolutionnaire. La démagogie promet l'organisation du travail, et elle ne sait que favoriser la fainéantise, encourager le désordre, substituer le brigandage aux patientes vertus qui fondent la prospérité des peuples. La démagogie parle de régénération, et elle n'a de force que pour exaspérer la mauvaise partie de notre être, pour déchaîner en nous la bête féroce. La démagogie proclame dans son patois la sainteté de l'*idée*, et elle n'est que la ruine de la culture intellectuelle, elle est la mort de la philosophie, de la poésie, des arts, de tout ce qui charme et purifie l'âme de l'homme.

Opposons à ces mensonges le travail sincère, le développement du bien, le spectacle d'une société qui vit et qui porte librement tous ses fruits. Que chacun, dans sa sphère, accomplisse sa tâche. Dans un temps comme le nôtre, il n'y a pas

Digitized by Google

de petite tâche ; se contenter de son rôle et s'y dévouer, c'est concourir plus qu'on ne pense au rétablissement de l'ordre général ; au salut de tous. Un des plus tristes symptômes de la dissolution des sociétés, n'est-ce pas le déplacement de toutes les intelligences ? L'anarchie morale du XIXe siècle a contribué à ce déplacement dans des proportions effrayantes ; si nous voulons mettre fin à l'anarchie, commençons par nous réformer nous-mêmes. Au lieu de cette ambition malsaine qui pousse tout le monde hors de sa route, quand verrons-nous se propager le désir d'honorer chacun notre lot, si humble qu'il puisse être, par la constance et le sentiment du devoir ? Voilà les vraies vertus républicaines ; c'est pour cela sans doute que les prédicateurs de la démagogie n'en parlent guère. L'Allemagne a commencé de donner un bon exemple. Ses hommes d'État improvisés ont renoncé résolûment à leurs prétentions ; l'historien est revenu à ses patientes recherches, le philosophe a renoué le fil de ses méditations solitaires. Si leur rôle est moins bruyant, tant mieux pour la poli-

Digitized by Google

tique et les lettres. C'est un penseur célèbre de la fin du XVIIIe siècle qui répétait souvent ces sages et profondes paroles : « Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit. »

En félicitant un peuple qui s'empresse de rendre hommage aux travaux de la paix, nous ne voudrions pas, à Dieu ne plaise ! décourager les fermes esprits, les citoyens vraiment dignes de ce nom, qu'une préparation sérieuse appelle aux combats de la politique. On ne veut pas davantage conseiller à l'Allemagne ce spiritualisme dédaigneux qui s'est montré naguère si insensible à toutes les souffrances de la patrie. Entre l'indifférence coupable, si justement reprochée aux poètes romantiques, et ces sympathies passionnées, irréfléchies, qui introduisent la politique partout, il y a une mesure, celle que la vérité et le patriotisme indiquent. Avant les révolutions de mars 1848, tant que les peuples allemands réclamaient en vain les garanties sociales de 89, les préoccupations publiques, ne trouvant pas à se produire sous une

Digitized by Google

forme légale, faisaient irruption de mille côtés. Quand un peuple est mûr pour la conduite de ses destinées, ses impatients désirs se font jour par toutes les issues; cette fermentation sourde éclate partout où elle peut, dans le système du philosophe, dans la chaire du professeur, dans les inspirations du poète. De là cette littérature inquiète, fébrile, révolutionnaire, dont nous avons signalé le péril. Aujourd'hui de tels envahissements n'auraient plus d'excuse; la littérature politique se développera régulièrement, elle ne nuira plus aux efforts désintéressés de l'intelligence, elle ne troublera plus les écrivains dans la poursuite du vrai et du beau. Les tribunes, si long-temps réclamées, sont ouvertes enfin aux aptitudes spéciales; les lettres doivent être affranchies du joug de la politique par le même progrès qui a émancipé les peuples. Les lettres! qui voudrait encore les renier? Leur tâche n'est-elle pas assez belle, leur domaine assez grand, pour que les plus nobles esprits s'y renferment avec joie? C'est à elles d'élever les âmes vers les régions supérieures,

Digitized by Google

et de faire par la beauté morale l'éducation de la démocratie.

II.

Nous voici à la seconde partie de ce programme que nous résumions tout à l'heure : *God and liberty!* Le spiritualisme se relève, l'idée de Dieu a reparu, la lumière du christianisme a percé les nuages amoncelés ; la liberté est-elle revenue aussi, ou bien les insurrections démagogiques l'ont-elles ensevelie pour long-temps encore dans le sang qu'elles ont répandu ?

Toutes ces questions se tiennent. Si les garanties sociales ne reposaient pas sur des bases solides, si les conquêtes de ces dernières années étaient menacées de nouveau par les partisans de l'ancien régime, la pacification des esprits ne serait pas de longue durée. Ce qui a exalté avant tout l'extravagance des écrivains de ce pays, c'était l'obsti-

Digitized by Google

nation des gouvernements à refuser les réformes. Depuis long-temps déjà, l'esprit public était mûr pour l'exercice de ses droits; figurez-vous ce que dut souffrir cette pensée généreuse et vivace sous l'humiliante tutelle qui lui refusait la faculté d'agir. Réduite à tourner incessamment sur elle-même, condamnée à se tourmenter, à se dévorer dans l'ombre, la pensée de l'Allemagne eut bientôt le vertige, et toutes ces saturnales de l'athéisme dans la patrie de Leibnitz ne peuvent être considérées que comme les grimaçantes visions du délire.

Aujourd'hui tout est changé. Au milieu des désastres qu'elles ont produits, les révolutions de mars à Berlin et à Vienne ont établi du moins le gouvernement constitutionnel, toujours promis et toujours refusé depuis 1813. La vie politique existe. Cet esprit qui déraisonnait dans les ténèbres voit maintenant une large et brillante carrière ouverte à ses efforts, il a des devoirs à remplir et des droits à exercer; la lumière du soleil lui rendra la sérénité, le spectacle des choses réelles le

Digitized by Google

détournera des abîmes. On a remarqué que les plus récents écrits sur les problèmes constitutionnels agités à Berlin et à Vienne sont presque tous étrangers aux partis extrêmes; ils appartiennent à cette majorité éclairée, libérale, intelligente, qui est l'honneur et la force des pays civilisés partout où elle sait être maîtresse d'elle-même. Cette majorité en Allemagne a été long-temps la dupe de ses chimères : c'est ainsi qu'après la révolution de février elle a été dispersée dès le premier choc et livrée à la merci des évènements; espérons aujourd'hui que la pratique sérieuse de la vie politique ralliera toutes les forces morales de ce grand pays. Il y a encore, je le sais, bien des efforts à faire; ce n'est pas l'heure de s'endormir et de se confier dans la certitude du triomphe. A vrai dire, cette heure-là ne sonne jamais pour les peuples qui veulent être libres; une démagogie ténébreuse est toujours prête à porter la main sur les meilleurs trésors de la patrie; la lutte n'admet point de trève, et la victoire doit être maintenue chaque jour par la vigilance de tous. L'Allemagne est décidément entrée

Digitized by Google

dans cette virile et laborieuse carrière, elle ne faillira pas à ses devoirs.

C'est aux gouvernements d'entretenir ces dispositions salutaires, c'est à eux de fonder l'Allemagne nouvelle et de fermer à jamais l'ère des révolutions. Sans doute, les problèmes si compliqués de ce grand pays ne trouveront pas une solution immédiate. Les différentes chartes octroyées depuis 1848 portaient trop souvent les traces d'une précipitation inévitable ; les unes, comme en Autriche, ont disparu déjà, et il en est d'autres, comme la constitution prussienne, qui paraissent condamnées d'avance à des modifications profondes. Le point essentiel, c'est que l'esprit nouveau vive et grandisse, c'est que l'ancien régime soit irrévocablement abandonné, c'est que les garanties et les droits, qu'on peut appeler les droits de 89, soient respectés partout.

La vieille monarchie des Habsbourg continue avec zèle le travail de réformes intérieures, dont

Digitized by Google

les évènements de 1848 lui ont donné le signal. Dans le décret qui supprime la constitution du 4 mars 1849, le prince de Schwarzenberg a déclaré hautement qu'aucune pensée rétrograde n'animait le jeune et intelligent souverain qui a travaillé si résolûment à la rénovation de son empire. Quant à la Prusse, si elle doit renoncer à la libérale constitution du 31 janvier 1850, ce ne sera pas, nous en avons la ferme confiance, pour retourner aux fantaisies féodales et mystiques que des conseillers attardés proposent encore, comme un sublime idéal, à l'intelligence élevée et à l'enthousiaste imagination de Frédéric-Guillaume IV. Il y a dans le ministère prussien un homme énergique et sensé, M. le baron de Manteuffel, esprit grave, résolu, aussi opposé aux factieux qu'aux partisans du moyen-âge; celui qui a été le plus intrépide adversaire de la démagogie, est aujourd'hui l'espérance et le soutien du libéralisme honnête. M. de Manteuffel est de ceux qui aiment à rappeler le souvenir de Frédéric-le-Grand, et qui invoquent sans crainte les traditions hardies de ce roi fonda-

Digitized by Google

teur. Dans la Bavière, enfin, qui est désormais le centre des États secondaires de l'Allemagne, un homme d'État éminent, M. de Pfordten, appuyé par les meilleurs esprits du Wurtemberg, a su créer, en face de la Prusse et de l'Autriche, un foyer d'intérêts vivaces dont le développement servira l'indépendance de la Confédération tout entière.

En présence de ces trois Allemagnes, très-distinctes l'une de l'autre, à coup sûr, et reliées toutefois entre elles par un amour commun de la grande patrie, le rêve de l'unité absolue est allé rejoindre les chimères de 1848; il en restera néanmoins un sentiment plus vif des intérêts généraux, et tandis que l'impérieuse centralisation, tant appelée par les utopistes de Francfort, eût arrêté le mouvement de la vie, ce patriotisme plus libre développera, au contraire, toutes les richesses que le génie des peuples germaniques doit encore à la civilisation européenne.

Les esprits s'accoutument ainsi peu à peu à

Digitized by Google

subordonner les questions de détail, les problèmes des constitutions et des chartes, à ces grands principes dont l'établissement durable est la première condition des sociétés nouvelles. Un des publicistes libéraux de l'Allemagne, M. Henri Zoepfl, professeur de droit politique à l'université de Heidelberg, écrivait tout récemment ces excellentes paroles [1] : « Qu'aurions-nous encore à attendre » d'une victoire révolutionnaire? Le principe de » la liberté individuelle est reconnu par tous les » États de la Confédération ; il n'y a plus de caprice » royal, il n'y a plus de lettres de cachet qui puis- » sent enlever sa liberté à un citoyen allemand. » L'Allemand est aussi libre que l'Anglais et l'Amé- » ricain du nord. Il faut, en vérité, une grande » dose d'exagération ou de niaiserie pour s'ima- » giner ou se laisser persuader par des démagogues » que les enfants de l'Allemagne gémissent encore » dans l'esclavage. La confiscation est si bien » détruite, qu'il ne peut venir à la pensée de per-

[1] *Die Demokratie in Deutschland*, von dr. Heinrich Zoepfl. Stuttgard, 1853.

Digitized by Google

» sonne de vouloir rendre ce privilége aux souve-
» rains. Les tribunaux sont partout indépendants;
» et comment craindre que cette indépendance du
» juge soit rendue illusoire par quelque influence
» d'en haut, aujourd'hui que le justiciable a enfin
» pour garantie la publicité des débats ? Partout
» aussi les distinctions des classes ont disparu;
» le servage n'existe plus que dans l'histoire. La
» noblesse, dans ces dernières années, soit qu'elle
» l'ait fait de son plein gré, soit qu'elle ait cédé
» à la contrainte, a sacrifié aux exigences de l'ère
» nouvelle tout ce qui lui restait de ces vieux
» priviléges politiques : elle n'en a rien gardé, si
» ce n'est ce qu'on ne peut arracher à personne,
» le souvenir d'un glorieux passé, souvenir qui
» peut encore être un aiguillon pour la noblesse
» d'aujourd'hui et l'exciter à redevenir, dans des
» circonstances toutes différentes et par ses services
» propres, ce que furent autrefois ses ancêtres, —
» les meilleurs de la nation ! Partout règne le
» principe de l'égalité devant la loi. L'égalité poli-
» tique des trois confessions chrétiennes, sujet de

Digitized by Google

» si terribles luttes dans les derniers siècles, est » inscrite dans l'acte constitutif de la Diète. La » censure est supprimée; les investigations scien- » tifiques peuvent se déployer sans obstacles; les » seules limites qu'il soit interdit de franchir, ce » sont celles qu'opposent les lois pénales à qui- » conque attaque les lois fondamentales et met la » société en péril; et ces limites nécessaires, lors » même que la loi ne les tracerait pas, les repré- » sentants de la science ne doivent-ils pas toujours » à leur dignité de se les imposer à eux-mêmes? » Le devoir et l'honneur de porter les armes est » aussi le même pour tous; pour tous (les Juifs » exceptés, il est vrai), l'entrée des fonctions » civiles est également ouverte. L'égalité des im- » pôts est constituée, les justices seigneuriales sont » détruites; tous les tribunaux sont dans les mains » de l'État. Il n'y a plus de redevances féodales; » les dîmes sont partout détruites ou vont l'être.... » Si ce ne sont pas là les signes évidents d'une » complète victoire de la liberté et de l'égalité » individuelles; si, en présence de tels faits, on

Digitized by Google

» considère toujours la liberté et l'égalité comme
» des biens qu'il faut conquérir à l'Allemagne, il
» n'y a qu'une seule chose à répondre : c'est que
» bien des gens, dans l'ardeur de leurs récla-
» mations, oublient de prendre des renseigne-
» ments exacts sur ce qu'ils possèdent déjà.... La
» preuve que la victoire de la liberté et de l'éga-
» lité individuelle est complète, non-seulement
» qu'elle est complète, mais qu'elle est un fait
» irrévocable, c'est que, malgré le rejet des *droits*
» *fondamentaux (Grundrechte)*, tels qu'ils avaient
» été votés par le parlement de Francfort, ces
» mêmes droits démocratiques ont été introduits
» dans les chartes particulières des États, — avec
» des modifications, j'en conviens, mais avec des
» modifications appropriées aux besoins, que dis-je?
» aux vœux nettement formulés de chaque contrée
» de l'Allemagne. Les années 1848 et 1849 n'ont
» donc pas été infructueuses. Le but de la révo-
» lution, en tant qu'il s'agissait de la liberté et de
» l'égalité civile, est atteint; non pas, il est vrai,
» dans une forme unitaire et applicable à toute la

Digitized by Google

» patrie allemande, mais dans cette forme particu-
» lière, dans cette organisation fédérative, — la
» plus convenable (le destin même nous le montre
» décidément d'une façon assez claire), la plus
» convenable au développement historique de nos
» idées nationales. »

Il n'y a rien à ajouter à cet aveu d'un patriote sincère. Le publiciste qui a résumé si loyalement la situation de son pays et déclaré la révolution terminée, est l'organe du vrai libéralisme, du libéralisme qui ne se paie pas de vaines phrases et qui va droit aux choses. Je sens là comme un esprit nouveau qui se forme; les souverains allemands répondront à cette loyauté par une pratique sérieuse de leurs devoirs. Jamais obligations plus hautes n'ont été imposées aux hommes qui ont reçu la redoutable mission de gouverner les États. A qui appartient-il, si ce n'est à eux, de fonder l'ordre nouveau et de mettre fin aux convulsions du vieux monde? Magistrats suprêmes, ils maintiendront tous ces droits, ils défendront toutes ces

Digitized by Google

conquêtes; ils sauront que ces grands principes de 89 sont à la fois le trésor des nations et le salut des dynasties. C'est seulement ainsi, — toute l'histoire du XIXe siècle proclame cette vérité impérieuse, — c'est seulement par une forte alliance avec le génie du monde moderne qu'ils pourront enfin, selon d'éloquentes paroles, « arracher aux » idées révolutionnaires le sceptre des tempêtes et » pacifier les abîmes irrités [1]. »

[1] *Du principe d'autorité depuis* 1789. Paris, 1853.

FIN DU TOME SECOND.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Page

IX. Histoire du parlement de Francfort.—*Première partie :* l'Assemblée des notables..... 1

I. L'agitation allemande et le comité de Heidelberg. 6

II. L'église Saint-Paul. — Les quatre journées du *Vorparlament*. — Luttes du parti constitutionnel et des républicains. — M. Henri de Gagern. — Soumission de la Diète. — Le comité des Cinquante. — Enthousiasme de Francfort..... 18

III. Convocation du parlement national. — La Diète et le comité des Cinquante. — Omnipotence du parlement..... 59

— Histoire du parlement de Francfort.—*Deuxième partie :* l'archiduc Jean, vicaire de l'empire.

I. Premières séances du parlement. — Élection du président. — M. Henri de Gagern. — Commencement des débats..... 69

Digitized by Google

Page

II. Création du pouvoir central. — L'archiduc Jean est élu vicaire de l'empire d'Allemagne.... 83

III. Entrée de l'archiduc Jean à Francfort. — Fêtes et enthousiasme populaire. — Abdication de la Diète..... 107

IV. La politique extérieure.— Prétentions du teutonisme.— Affaires de Pologne et du Schleswig. — Insurrection de septembre..... 114

— HISTOIRE DU PARLEMENT DE FRANCFORT.—*Troisième partie :* la constitution de l'empire.

I. Reprise des travaux du parlement. — Agitation de Berlin. — M. Arnold Ruge et le *contre-parlement*. — Révolutions de Vienne..... 153

II. Le comité de constitution. — Projet de loi. — L'Autriche et le futur empire. — Ardeur croissante et illusions du parti Dahlmann. — Discours de M. de Gagern..... 167

III. Révolution d'octobre à Vienne. — Robert Blum. — Suite des débats sur la constitution. — Les attributions de l'empereur..... 191

IV. Continuation des débats : les deux chambres, rapports des chambres et de l'empereur. — Attitude de l'Autriche en face du parlement. — Le ministère Schwarzenberg. — Irritation du parti Dahlmann contre les députés autrichiens..... 202

V. M. de Gagern, ministre du vicaire de l'empire. — Abdication de l'empereur d'Autriche Ferdinand Ier. — Avènement de François-Joseph Ier. — Triomphe du système de M. de Gagern : l'Autriche est exclue de l'empire

Digitized by Google

Page

d'Allemagne. — L'empire est déclaré électif. — Attitude de Frédéric-Guillaume IV. — Note du 23 janvier 1849..... 213

— Histoire du parlement de Francfort. — *Dernière partie :* la Couronne impériale.

I. Lutte de la Prusse et de l'Autriche. — Manifeste du prince de Schwarzenberg. — Réponse de l'Autriche au parlement de Francfort. — La constitution d'Ollmütz..... 229

II. La Couronne impériale. — Frédéric-Guillaume IV élu empereur d'Allemagne..... 241

III. Refus de Frédéric-Guillaume IV. — Colère du parlement. — Agitation de l'Allemagne. — Coup d'état à Berlin. — Révolte du Wurtemberg..... 250

IV. Victoires de la gauche. — Insurrection de Dresde. — Révolution dans le Palatinat. — Anarchie et dissolution du parlement..... 266

V. Conclusion..... 286

X. La Prusse et l'unité allemande. — M. le général de Radowitz. — Sa vie et ses écrits..... 295

I. La jeunesse et les premiers travaux de M. de Radowitz. — Son amitié avec Frédéric-Guillaume IV. — Les *Entretiens sur l'État et l'Église*..... 299

II. Mission de M. de Radowitz auprès de la Diète. — Essais de réforme. — Négociations avec l'Autriche. — M. de Radowitz et le roi Louis-Philippe. — La révolution de 1848. — M. de Radowitz au parlement de Francfort. — Préparation du parlement d'Erfurt..... 333

Digitized by Google

Page

III. Le parlement d'Erfurt. — Contradictions de M. de Radowitz. — M. de Radowitz ministre des affaires étrangères. — Attitude menaçante du prince de Schwarzenberg. — Humiliation de la Prusse. — M. de Radowitz se retire. — Lettre de Frédéric-Guillaume IV.. 358

XI. LA MONARCHIE AUTRICHIENNE DEPUIS 1848. — Les trois révolutions de l'Autriche. — Une Autriche nouvelle. — Les publicistes et les poëtes. — M. de Schwarzenberg. — M. Alexandre Bach. — Devoirs et espérances de l'Autriche..... 379

XII. L'ATHÉISME ALLEMAND ET LE SOCIALISME FRANÇAIS. — M. Charles Grün et M. Proudhon..... 439

XIII. LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE DEPUIS LE 24 FÉVRIER. — Les derniers écrits de M. Strauss. — M. Ch. Grün et M. Michelet (de Berlin). — Une école nouvelle : MM. Rosenkranz, Hermann Fichte, Chalybæus, Maurice Carrière..... 531

I. Les derniers écrits de M. Strauss..... 535

II. M. Charles Grün, M. Nauwerck, M. Michelet (de Berlin)..... 556

III. M. Rosenkranz. — M. Hermann Fichte. — M. Chalybæus. — M. Maurice Carrière..... 564

CONCLUSION..... 573

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

2619.

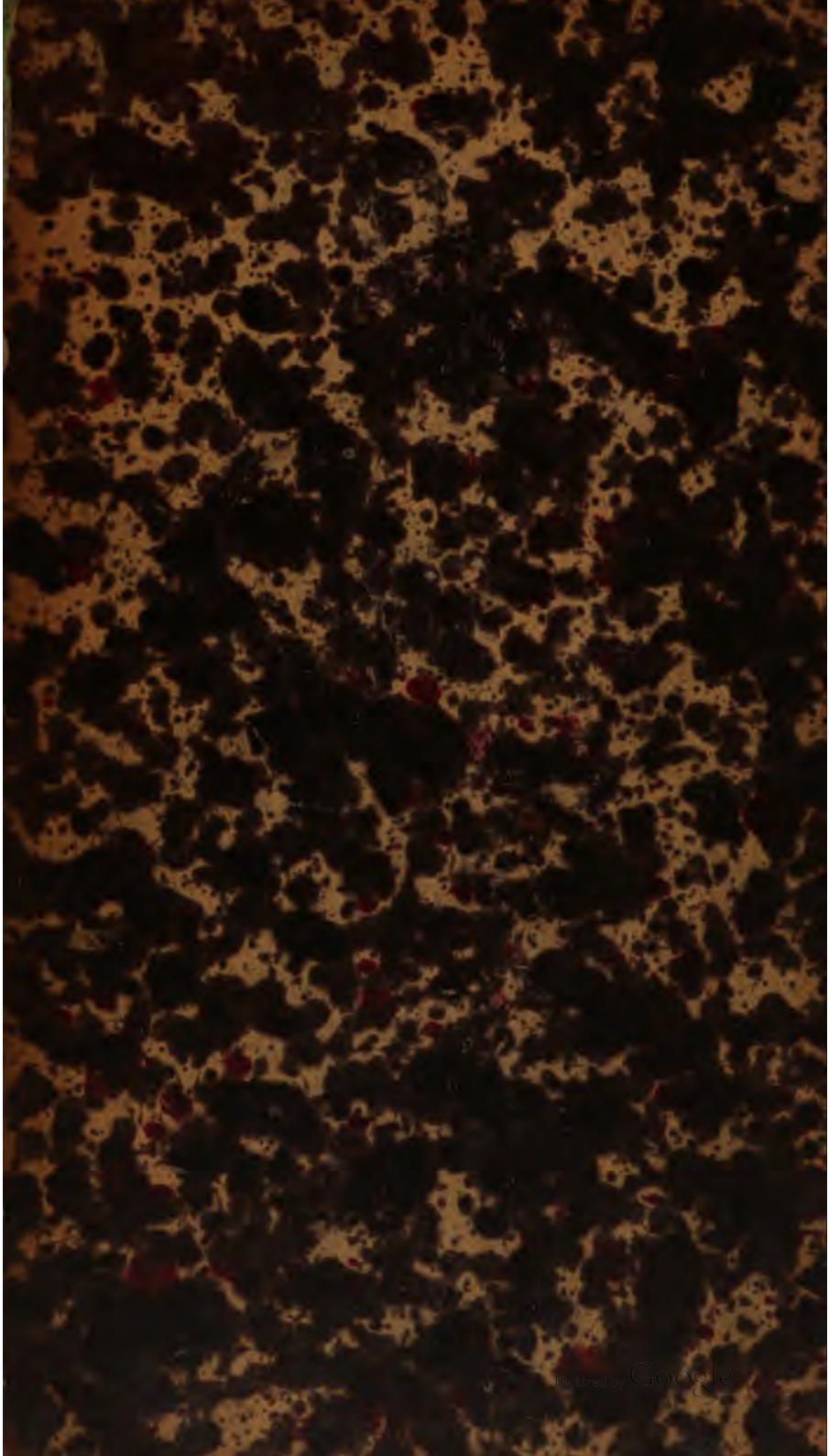
Digitized by Google

Digitized by Google

DUE [illegible]

DUE MAR 1 [illegible]

Digitized by Google


Digitized by Google